

La conférence de Bagdad n'a pas pris de sanctions contraignantes contre l'Égypte

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,20 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 8 1/2; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 60 pes.; Grèce, 25 dr.; Italie, 400 L.; Liban, 200 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,20 fl.; Portugal, 96 esc.; République Fédérale d'Allemagne, 1,10 M.; S.A.S., 65 cts.; Suisse, 12 fr.

Tarif des abonnements page 10
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télé Paris n° 650512
Tél. : 246-72-23

Le chah nomme premier ministre le chef de l'état-major

Une suite logique

La nomination à Téhéran d'un gouvernement dirigé par le chef de l'état-major général, le général Azari, amonçait ce lundi 6 novembre, après deux journées d'émeutes qui ont ravagé une partie de la capitale, semble être à la logique propre d'une situation qui ne cesse de se dégrader. De plus en plus affaibli, le gouvernement de M. Charif-Emami n'avait pu, le 5 septembre, prévenir le drame du « vendredi noir », et le massacre des manifestants par l'armée. Ces derniers jours, en dépit de la loi martiale, les militaires avaient tenté de développer une agitation, étudiante apparemment moins redoutable que les énormes manifestations de masse qui l'avaient précédée.

L'armée iranienne n'ayant pas donné l'impression d'avoir été vraiment débordée, on peut se demander pourquoi — quelques heures avant l'annonce solennelle que le loi martiale serait désormais appliquée — elle a laissé faire les étudiants en colère. Tout s'est passé comme si le pouvoir n'aurait pas voulu empêcher les jeunes manifestants de se débâter pendant deux jours, cherchant ainsi à effrayer les classes moyennes et à les convaincre de la nécessité d'un gouvernement militaire. Les consultations auxquelles le chah procédait ces derniers jours, en recevant notamment M. Ali Amiri, personnalité modérée, et en faisant précéder une rencontre avec M. Karim Sandjahi, secrétaire général du Front national, principal parti d'opposition, n'avaient-elles donc servi que de paravent à des décisions prises en réalité depuis plusieurs jours ?

M. Sandjahi lui-même avait annoncé samedi à Paris, où il séjourne encore pour quelques jours, qu'il ne se rendrait pas chez le chah et en raison de la situation actuelle dans le pays. Le chef de Front national a d'ailleurs partiellement démenti cette annonce lors d'un entretien avec le correspondant de l'opposition religieuse, qui s'est réfugié en France après son expulsion d'Irak. A la suite de cette entrevue, un communiqué du Front national publié ce lundi assure que « la monarchie actuelle en Iran est dépourvue de toute assise légale et de toute légitimité ». A l'avenir, le régime du gouvernement national de l'Iran doit être déterminé par les principes de l'islam, de la démocratie et de l'indépendance nationale et par le recours au suffrage universel.

Ces formules recouvrent un compromis entre les thèses radicales de l'ayatollah Khomeiny, qui exige la disparition de la dynastie actuelle, et celles plus modérées du Front national, l'ancien parti de Mossadegh, défenseur de la démocratie et du socialisme, qui n'exclut pas entre autres solutions le recours à une régence avec le fils du chah, le prince Reza, à condition que cette solution soit ratifiée par le suffrage universel à l'aide d'un référendum.

On touche là à une autre tragédie de l'Iran, l'échec d'un accord profond entre une opposition religieuse disposant des « gros bataillons » de manifestants et le Front national, de tradition démocratique et socialiste. L'opposition religieuse se borne par la voix de l'ayatollah Khomeiny à réclamer, après le départ du chah et de la dynastie des Pahlavi, une « république islamique », tandis que le Front national veut instaurer en Iran une démocratie d'inspiration socialiste.

Face à cette opposition unie sur les objectifs immédiats, mais divisée sur les perspectives d'avenir, le chah dispose d'une armée qui paraît lui rester fidèle et de sa police politique, la SAVAK.

En outre le souverain iranien n'est vu encore tout récemment assumer de l'appui américain et sa chute, de toute évidence, n'est souhaitée ni par Moscou ni par Pékin.

- Le souverain demande à la population de « coopérer avec l'armée »
Les troubles se poursuivent à Téhéran après deux jours d'émeutes
Les militaires occupent les sièges des organes de presse

Après deux journées d'émeutes qui ont dévasté une partie de la capitale, le chah a désigné, ce lundi 6 novembre, le général Gholam Reza Azari, chef de l'état-major général, comme chef du nouveau gouvernement iranien. Son prédécesseur, M. Djalal Charif-Emami, avait présenté, au cours de la nuit de dimanche à lundi, la démission de son cabinet.

Le souverain a lancé ce lundi à midi, heure locale, un appel au calme à la nation. Dans une allocution de dix minutes, diffusée par la radio et la télévision, le chah, qui paraissait touché et grave, a déclaré qu'il avait chargé l'armée de

« rétablir la calme et l'ordre », afin qu'elle soit poursuivie la politique de libération dans le pays. Il a demandé à la population de « coopérer avec les forces armées » pour que les efforts vers la démocratie et la progrès puissent être poursuivis. Le chah a ajouté qu'il avait tenté de constituer un gouvernement de coalition, mais que la tâche n'était devenue difficile. Il a assuré que le gouvernement du général Azari avait un caractère « provisoire ».

De son côté, le Front national, principal parti de l'opposition, a déclaré aussitôt après cette allocution qu'il doutait que l'ordre puisse être

maintenu et qu'il n'acceptait pas le gouvernement Azari. Le Front national a lancé, lui aussi, un appel au calme à la population.

A Téhéran, la radio, la télévision et les immeubles des journaux ont été occupés par la troupe, et plusieurs journalistes ont été arrêtés.

Ce lundi matin, des fusillades ont éclaté de nouveau dans le quartier de l'université de Téhéran, où un centre religieux avait été réouvert dimanche soir. Dans le sud de la capitale, des blindés ont tiré des rafales de mitrailleuses, apparemment en guise d'avertissement.

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le cabinet de M. Charif-Emami a démissionné après les deux jours d'émeutes qui ont ravagé Téhéran. Le chah a nommé, lundi 6 novembre, premier ministre le chef de l'état-major, le général Azari. Des consultations, au lieu de dimanche, ont eu lieu, dimanche soir, au palais, avec l'ancien premier ministre, M. Ali Amiri, et un ancien ministre de la Justice de Mossadegh, M. Sorouji, pour les presser d'entrer dans le nouveau gouvernement. Les deux hommes hésitant à le faire en raison de la tournure prise par les événements.

Une grève générale de « ait paralysé la capitale : craignant de nouveaux désordres, les commerçants n'ont pas ouvert leurs magasins ». Les stations-service ont fermé faute d'approvisionnement ; de nombreux travailleurs ne peuvent rejoindre leur lieu de travail, les distances étant considérables dans cette mégapole qu'est Téhéran, et la Régie des transports ayant cessé de fonctionner après l'incendie d'une cinquantaine d'autobus.

Le couvre-feu, qui a été avancé de dix à vingt heures et prolongé de quatre à six heures, contribue à la désorganisation, cette décision ayant été annoncée dans la soirée de dimanche. C'est ainsi que l'approvisionnement de la ville risque d'être perturbé. L'armée militaire a déclaré que la loi martiale sera appliquée désormais dans toute la ville. Les écoles ont été fermées pour une semaine. Les journaux ont

été saisis dans la nuit de l'imprimerie. La radio, la télévision et les immeubles de la presse écrite sont occupés par l'armée, les membres des comités de rédaction ont été arrêtés. Enfin, les militaires ont reçu l'ordre de tirer à vue sur tout manifestant.

Samedi et dimanche, le climat insurrectionnel qui régnait dans de nombreuses villes de province s'était étendu à la capitale. Après

quelques jours de relative accalmie ce furent l'explosion brutale de la violence, le déferlement de la foule. Enfermé dans son palais, le chah a semblé assister, accablé et impuissant, au soulèvement de la rue qui criait « A bas la dynastie ! », « Vive Khomeiny ! ». La statue du souverain, érigée à l'entrée de l'université de Téhéran, a été abattue.

PAUL BALTA.

(Lire la suite page 3.)

Lire page 7

UN ENTRETIEN AVEC M. GIORGIO STREHLER SUR LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le président, la commissaire et l'Université

Les enseignants des universités sont appelés à faire grève du 6 au 10 novembre pour protester contre le décret du 20 septembre qui a modifié les conditions de recrutement et le service des assistants et des vacataires des disciplines littéraires et juridiques.

Deux syndicats et deux associations sont à l'origine de cette action : le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES-Sup, FEN), le Syndicat général de l'éducation nationale

(SGEN, C.F.D.T.), l'Association nationale des assistants des disciplines juridiques, économiques, politiques et de gestion (ANASEJEP) et l'Association nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur. Les syndicats autonomes n'appellent pas à la grève.

Des manifestations ont prévues, notamment le jeudi 9 novembre à 18 heures, à Paris, de la Sorbonne à l'hôtel Matignon.

par contre-coup y reconnaître l'ineffable vertu du décret du 13 mai 1942 que cet article prétend abroger : à savoir que ce texte vieux de trente-six ans est à l'origine, probablement à dix pour cent près, du recrutement de la totalité du corps magistral actuel des lettres et sciences humaines.

(1) Voir le Monde daté 29-30 octobre.

(2) Voir le Monde du 28 septembre.

(3) Voir le Monde du 28 octobre.

Les Autrichiens votent contre la mise en service d'une centrale nucléaire

Les électeurs autrichiens, au nombre d'environ cinq millions, ont voté dimanche 5 novembre, sur la mise en service de la centrale nucléaire de Zwentendorf, construite à une soixantaine de kilomètres en amont de Vienne.

Le scrutin a donné une courte majorité en faveur du « non », pour lequel l'opposition et une partie des socialistes avaient fait campagne. Le chancelier Kreisky et les dirigeants syndicaux s'étaient, au contraire, personnellement et fermement engagés en faveur du « oui », dont l'insuccès constitue pour le gouvernement et son chef un sérieux échec.

La procédure choisie, unique à ce jour en Europe en matière nucléaire, ne manquera pas d'alimenter le débat sur l'énergie atomique qui a lieu actuellement dans différents pays.

L'atome à l'épreuve du référendum

Les Autrichiens ont donc refusé de laisser démarer leur première et unique centrale nucléaire. Cette décision populaire ne surprend que ceux qui se bouchent les yeux et les oreilles. Tous les sondages, toutes les consultations locales indiquent depuis des années que la méfiance à l'égard de l'atome civil ne désarme pas, bien au contraire. Les arguments sensés pas plus que les chantages ou les assurances légitimes ne parviennent pas à laver le nucléaire de son péché originel : les dizaines de milliers de victimes d'Hiroshima et de Nagasaki. Une énergie née sous le signe de la mort n'arrive pas à faire croire qu'elle peut être symbole de vie. Les partisans du nucléaire qualifient cette attitude d'irrationnelle (un réacteur n'est pas une bombe, en effet). Mais n'est-elle pas la réaction prémonitrice et collective d'une humanité qui, par similitude instinctive de conservation, refuse l'aventure du nucléaire civil et son inévitable prolifération militaire ?

L'Autriche est le seul pays en Europe à avoir eu un référendum national sur cette grave question. Partout ailleurs, les décisions nucléaires ont été prises par le pouvoir. Les Suisses eux-mêmes, pourtant chahuté sur ce chapitre, ont renoncé dans ce cas à la procédure référendaire.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 6.)

« L'EMPIRE ÉCLATÉ », D'H. CARRÈRE D'ENCAUSSE

L'Union soviétique disloquée ?

Vue de l'extérieur, par la profane, l'Union soviétique apparaît une, indivisible et indivisée, monolithique : deux cent cinquante millions de citoyens interchangeables, homogénéisés, tous coulés dans le même moule (à l'exception d'une poignée de dissidents et de quelques centaines de milliers de juifs), marchant du même pas vers des lendemains radieux qui, comme le ligne d'horizon, reculent au fur et à mesure qu'on s'en rapproche.

L'un des mérites essentiels du livre d'Hélène Carrère d'Encausse, « L'Empire éclaté », est de pulvériser ce cliché dont on ne sait s'il doit devenir la propagande officielle soviétique ou à nos dogmatiques nostalgiques de la guerre froide. Plus encore que les États-Unis — dont on a souligné à souhait et très souvent à tort la composition ethnique extrêmement variée, — l'U.R.S.S. constitue une véritable mosaïque de peuples, pas du tout fraternels, de moins en moins disposés à oublier leurs

langues respectives, à remiser leurs cultures au magasin des accessoires folkloriques, bref à se sacrifier sur l'autel de la construction du communisme et pour l'avènement de l'hème soviétique.

Dès le lendemain de la révolution d'Octobre, les dirigeants soviétiques avaient dû tenir compte formellement au moins, de cette tendance. Même Staline, promu grand expert du problème des nationalités, avait été contraint de se rallier au principe du fédéralisme. Au début des années 30, cependant, « la part grande des peuples » allait devenir le grand séparateur des peuples soviétiques, de leurs dites nationales ou moins : la Constitution de 1936, beaucoup plus fédérale que la Loi fondamentale de 1924, coïncida avec la consolidation d'un « fédéralisme des Indes » entièrement dominé par les Russes.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

Retour aux sources

Pour « faire de la démocratie », il faut soit en avoir une longue pratique, soit en avoir la vocation, et il semble que dans ce registre-là le chah d'Iran et le gouvernement éphémère qu'il avait mis en place au mois d'août n'ont pas été assez bons. C'est pourquoi l'annonce de la nomination d'un gouvernement militaire à Téhéran apparaît plus conforme aux possibilités et aux traditions du régime. C'était d'ailleurs prévisible pour ceux qui avaient noté que le prince héritier d'Iran est actuellement aux États-Unis pour y apprendre à piloter des avions de combat et non pour y suivre des cours de droit constitutionnel.

BERNARD CHAPUIS.

FEMME MYTHIFIÉE, FEMME MYSTIFIÉE. Par Claude Alizon. L'HOMME c'est la raison, l'énergie, l'égoïsme; la femme c'est le corps, la faiblesse, et l'amour. Ce credo phallogocritique a permis à l'Église au XIXe siècle de maintenir la femme dans son enfermement. Nombre de féministes le reprennent aujourd'hui dans l'espoir de sauver à bon compte notre société malade par l'avènement de la Femme-Messie. L'auteur montre qu'il n'existe pas de nature féminine, dégage les raisons profondes de l'oppression de la femme par l'homme et expose les conditions d'une véritable égalité entre les sexes. puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

A Toulouse LES DOUZE CONTESTATAIRES DE L'ORDRE DES MÈBRES SONT CONDAMNÉS À PAYER LEURS COTISATIONS

LA BANQUE ROTHEMBOURG SAISONNIÈRE DE PARIS

un « dégueulass

BÉGUE

ÉDUCATION

Assurer le futur

On prête ce propos au cardinal de Ratz : « Il n'y a rien dans le monde qui n'ait son moment décisif. Le chef-d'œuvre de la bonne conduite est de connaître et de prendre ce moment. » S'il en est ainsi, notre pays vit, sans conteste, pour son éducation un moment décisif : dès lors, il eût été de son gouvernement de faire preuve de... bonne conduite.

Quand nous rebâtons que l'avenir de la France est en grande part tributaire de l'éducation de sa jeunesse aujourd'hui, on convient de l'évidente banalité du propos pour en oublier plus vite les obligations. Quand nous disons que notre école est et doit demeurer l'école de la qualité, au point d'en faire le dénominateur commun de toutes les actions du syndicat, comme en témoigne la campagne nationale que nous organisons présentement dans tous les départements, on loue l'intention sans trop vouloir entendre l'inévitable cri d'alarme.

Pourtant, notre pays se trouve actuellement et pour quelques années encore à la croisée des chemins. Ensuite, les choix opérés aujourd'hui auront été l'irréversible.

On aurait tort, par exemple, de traiter de la légère les « bavures » de la rentrée. Si les situations sont diverses selon les départements, les difficultés n'en sont pas moins sérieuses. Notre syndicat se devait, comme il l'a fait début septembre, de plier sous sa totale responsabilité les actions que ces sections départementales seraient amenées à décider sous des formes appropriées selon la nature des difficultés. Certaines situations exigent tous les jours, maintenant, des solutions urgentes. Les « bavures » démontrent probablement les grippages d'un mode de gestion imposés à l'éducation nationale depuis plus de dix ans. La volonté de centraliser la responsabilité rue de Grenelle, siège du ministère de l'éducation, avait comme véritable motif des recherches d'économie ; elle n'a fait, en dessaisissant les départements, qu'élargir l'exercice de cette responsabilité des réalités du terrain. Nous avons soulevé l'absurdité des grilles d'ouverture et fermeture de classes, appliquées uniformément à tout le pays. Cette absurdité échoie au grand jour ; mais les grilles demeurent. Et il devient pour le moins paradoxal qu'en même temps les seuls départements qui connaissent des « bavures » se voient octroyer, à chaud,

une responsabilité qu'ils ne peuvent en fait exercer. L'autre préoccupation, constante et profonde, porte sur ce que doivent ou peuvent faire les maîtres. Depuis plus de vingt ans, notre école vit dans l'attente de décisions claires, qui l'engagent durablement dans ses objectifs, ses structures, son fonctionnement. Il n'a pas suffi de décréter, en 1969, l'ouverture des classes de sixième à tous les enfants pour que le problème de la démocratisation soit résolu et que disparaissent la sélection et ce niveau. Pour ne pas avoir tiré les conséquences indispensables d'une modification aussi fondamentale, les pouvoirs publics, par de fausses solutions comme les collèges d'enseignement secondaire, n'ont fait qu'entretenir l'ambiguïté née du fait de choisir.

Choisir

Songe-t-on que, après vingt ans, on n'a pas encore concrétisé l'évidente continuité née des dispositions de la loi entre l'école élémentaire et les classes de collège par une élaboration d'ensemble, cohérente et progressive des programmes d'enseignement ? N'est-ce pas la plus étonnante illustration des contradictions de réformes qui n'en finissent pas ? Des échecs accumulés se dégage une double certitude. D'abord la nécessité impérieuse pour les pouvoirs publics de choisir entre le retour à la sélection d'avant 1959 et la mise en œuvre entière d'un enseignement pour la masse des enfants de la sixième à la troisième. Si le « collège unique » veut être réellement la prise en compte du second élément du choix, la deuxième certitude est que sa réalisation exige une continuité, non seulement dans les programmes, mais surtout dans l'intervention pédagogique. C'est-à-dire que tous les maîtres appelés à exercer aussi bien dans l'actuel premier degré que dans les collèges devront être préparés en fonction du même objectif : la prise en charge de la masse des enfants et de son évidente diversité. Voilà un premier enjeu, fondamental, qui touche directement à la formation des maîtres à ce niveau.

Il y faut ajouter un autre élément d'analyse, et non des moindres. Quand nous disons que la profession nationale des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.),

d'instituteur est en péril, n'est-ce pas la conscience professionnelle de nos collègues qui nous le dit ? C'est l'avenir qui nous préoccupe.

Sait-on que le concours d'entrée dans les écoles normales d'instituteurs attire de plus en plus d'étudiants qui, après une ou plusieurs années d'université, craignent ou ont subi un échec universitaire ? Qui leur jetterait la pierre quand, face à la situation de l'emploi, ils préfèrent la sécurité d'un salaire d'instituteur, à 2 500 F par mois pendant deux ans, pour « voir venir » ? Reste à savoir si la responsabilité d'éduquer ne nécessite pas de motivations plus adéquates.

Sait-on que — paradoxe supplémentaire — la seule qualification reconnue de l'instituteur est la baccalauréat, qu'il effectue comme aujourd'hui deux années de formation après le baccalauréat, qu'il a obtenu volontairement une, deux ou trois spécialisations de spécialisation ? Sait-on que les Français sont bien sûr un des derniers pays d'Europe à former ses maîtres en deux années ? Va-t-on enfin redonner son attrait à cette profession ? Va-t-on enfin acquiescer de l'absence qui sépare la responsabilité qu'elle assume et la situation sociale que le pays lui reconnaît ? Nous le répétons sans cesse : la formation de l'enseignant se joue présentement au travers de ce que l'on décide. Nous n'hésitions pas à le dire : l'avenir du pays est lui-même en jeu.

En définitive, c'est tout cela qui est en question dans la discussion que mènent le ministre de l'éducation et le gouvernement avec le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège. C'est ce dossier que son secrétaire général a présenté le 10 octobre auprès du président de la République.

Il s'agit bien, pour le gouvernement, de mettre un moment décisif. A lui de prendre une responsabilité qui tarde depuis trop d'années. A lui de dominer les conservatismes de tous bords. Le SNI-P.E.G.C. n'attend pas indéfiniment une décision qui presse car, chaque mois, chaque année qui passe, hypothèque davantage l'avenir. Le président de la République évoquait récemment, dans une lettre au premier ministre, son « obsession du futur ». Personne ne s'y trompe : la qualité de l'éducation est aussi un élément de réussite dans la dure compétition internationale. Alors, n'est-il pas préférable de prendre dès aujourd'hui afin de mieux assurer le futur ?

Le président, la commissaire et l'Université

(Suite de la première page.)

Ce qui oblige à poser le problème en des termes indissolublement universitaires et politiques : en abrogeant le décret de 1942 qui a créé cette fonction d'assistant dont elle est issue tout comme moi, Mme Saunier-Séité n'aurait-elle point par hasard — au-delà d'une éventuelle autocritique — contesté la capacité de ses anciens pairs à faire leur métier ? Si c'est oui, les beaux accents de M. Giscard d'Estaing parlant à l'UNESCO n'ont aucun sens puisque les « médiocrités » qu'il nous invite à être ne sont, en somme, pour résumer la pensée (?) du ministre que des bons à rien.

Mais aussi, du même coup, une chose devient évidente : dans un régime qui tient tant à l'autorité, celle des universitaires vient, spécialement en lettres et sciences humaines, de recroquer le coup de grâce, et semble du paradoxe — précisément par la grâce du grand maître de l'Université, quelque peu aidé par deux de ses plus éminents collègues du gouvernement, MM. Barre et Pepon. Après tout, étant donné que, pour penser si mal, nous sommes décidément bien char, l'extinction à terme de notre engagement n'est-elle pas l'effet recherché pour la plus grande satisfaction d'une technocratie fondamentalement hostile à l'humanisme ?

Il est pourtant une vérité simple que les politiques qui se disent réalistes auraient tort d'oublier dans leur obsession de compromettre avec eux ce qu'un de Gaulle eût sans doute appelé un « quatuor » de professeurs à la tête de cours qui, en vassalant les assistants, espèrent parachever la sauvegarde des privilèges de caste si bien conservés par la loi d'orientation. Cette vérité, c'est que, malgré qu'on en ait, l'Université forme un tout. Et les universitaires voudraient-ils, contre tout bon sens, oublier leur solidarité qu'ils seraient rappelés à la raison par des menaces qui placent, non pas d'abord sur les structures administratives de l'Université, mais essentiellement sur l'avenir de l'Université elle-même. Aussi bien un survol rapide de ces fameuses « catégories » que le pouvoir tente inlassablement de précipiter les uns contre les autres suffira à montrer même à un public non initié à quel point on le trompe en ce qui haro sur le baget universitaire.

conférences avant de très longues années ne cesse de croître, et les transformations de postes annoncées à tort de trompe ne sauraient incommensurablement retarder. Qu'à cela ne tienne : sans doute parce qu'ils sont « littéraires », ou les juge tout de même assez stupides pour rêver sur les chiffres qu'on leur lance à la tête et dont l'odieux tromperie vient de ce qu'ils résultent de l'annulation de tous les postes proposés à toutes les disciplines réunies.

Ne parlons pas des maîtres de conférences, lesquels se trouvent parfois une bonne centaine (voire plus) à se disputer — par comité consultatif interposé — un seul poste de professeur titulaire. Mais parlons justement de ces professeurs titulaires, dont un certain nombre proclament aujourd'hui que la situation (sous-entendu : des autres) n'est pas si grave et qui vont se voir demain traités comme de vulgaires assistants !

Ce n'est en effet un secret pour personne qu'on va leur imposer un horaire beaucoup plus court, lequel, sans conséquence sur la paresse des plus léthargiques, rendra impossible la recherche fondamentale honorée par la majorité d'entre eux, c'est-à-dire, selon l'expression de M. Giscard d'Estaing, cette « constante remise à jour des connaissances transmissibles ». Mais revenons à l'occasion précise, qui — après avoir désorganisé la rentrée en obligeant presque partout à bouleverser horaires et services — va ces jours-ci entraîner la paralysie de multiples secteurs ou ensembles universitaires bien au-delà de celui auquel l'appartenance (des services du ministère ayant renoncé, par exemple pour le droit et les sciences économiques, aux hypocrites faites pour amadouer les « littéraires »).

Monde du travail culturel

Je ne minimise certes pas les moyens qui vont être employés, sans souci d'une contradiction interne, pour démolir simultanément la malaisance de la grève proposée par plusieurs syndicats et l'échec d'une initiative qui, dans les universités, ne saurait — sauf exception (mal 66) — avoir le côté spectaculaire de ce qui se passe en pareil cas dans les grandes entreprises (l'arrêt d'un seul service pouvant y paralyser le tout). Reste pourtant sur un point précis la légitimité de comparer le monde du travail industriel et le monde du travail culturel.

An lendemain de l'annonce solennelle faite par le patron d'une entreprise pour prévenir le personnel qu'il va être, à son grand regret, amené à renvoyer un grand nombre de travailleurs, quel accueil pourrait être fait, quelle confiance pourrait être réservée au bout de papier que, sans vergogne, le même patron adresserait à chacun de ses ouvriers, de ses employés et de ses cadres pour leur dire qu'ils doivent personnellement être sans inquiétude sur leur propre avenir ?

Mme Saunier-Séité se trompe si, après avoir daubé sur leurs

« oriflammes », elle manifeste à tous ses (anciens et futurs) collègues et non pas seulement aux plus jeunes et aux plus vulnérables un mépris tel qu'elle imagine pouvoir s'en tirer avec une lettre signifiant en clair : « Je divise pour régner. » Mme Saunier-Séité se trompe si, pour essayer de montrer que la « créativité » et l'ouverture aux jeunes sont de son côté, elle croit pouvoir, après leur avoir refusé des heures, embauches, ou plutôt (au sens marxiste du terme), débaucher, des étudiants de 3<sup>e</sup> cycle pour prendre la place des assistants mis dehors.

Mme Saunier-Séité se trompe si, même en abusant de la télévision et de certains journaux, elle espère, à force de pontificalisme, monter la nation contre l'université. Mais au fait, qu'importe que cette dame se tienne à l'écart de l'université qu'elle devrait défendre, quelle n'aime pas et qui le lui rend bien ! Qu'importe, même à un littérateur, de savoir si le terme « apprenti sorcier » a un féminin. L'important, c'est que la France sache très vite ce qui compte : l'action du commissaire ou la parole du yogi ?

ANDRÉ MANDOUZE

Le triple crime d'Alice Saunier-Séité

par PIERRE VIDAL-NAQUET (\*)

UN vent de lâcheté est en train de souffler sur l'Université. Qu'il s'agisse du destin de Vincent de Vincennes ou du décret du 20 septembre sur la fonction d'assistant, d'émimentissimes personnalités se sont empressées de s'engager.

Sur le territoire de meurtre avec préméditation, dirigé contre l'Université de Vincennes, tout est presque à été dit, et je n'y reviendrai que pour mémoire. Mon propos concernera donc essentiellement l'affaire des assistants.

L'Université française est aux prises avec un double drame, interne et externe. Le drame interne est caractérisé par une absence à peu près complète de mobilité sociale à l'intérieur de l'Université. Cela s'explique aisément : le corps enseignant est jeune ; il est composé pour une très large part de membres des classes sociales qui ont eu à élever leurs enfants dans des conditions de vie difficiles. Mais, depuis 1973, la crise économique et la volonté gouvernementale ont pratiquement réduit tout recrutement. Il ne peut plus que des assistants diplômés munis des diplômes nécessaires pour passer à l'échelon supérieur sont parfois bloqués au même échelon de plus dix ans. Bien entendu, il y a dans ce personnel, comme dans tout personnel, une certaine proportion d'insipides et d'imbellies, qu'une certaine complaisance corporative a parfois maintenus en place. Mais ce n'est-à-dire qu'il en est exactement de même à l'échelon des maîtres de conférences et des professeurs titulaires ? Je citerai, de mémoire, le vieil adage d'Auguste Detourné : « Que l'on recrute les gens par examen, par concours, par pistolet ou par couchette, on aura toujours la même proportion de coras. »

Le drame externe est caractérisé précisément par le fait que personne, aussi qualifié soit-il, ne peut plus désormais pénétrer dans l'Université.

Les décisions prises par le ministre des universités aggravent le drame interne et le drame externe. En 1978 et 1979, mille cinquante assistants inscrits sur

la LAFMA (1) verront leurs postes transformés en ceux de maîtres-assistants. A peine l'amorce d'une solution. Les assistants ayant plus de cinq ans d'ancienneté sont menacés, aux termes du décret du 20 septembre, d'avoir à faire quinze heures d'enseignement. Comme l'Université n'a aucun besoin d'un tel nombre d'heures, cette mesure de fera qu'aggraver le drame externe. De plus, ils sont placés sous la tutelle d'un fonctionnaire d'autorité, le recteur chancelier de l'Université, ce qui nous ramène aux pires époques du XIX<sup>e</sup> siècle.

Sous couvert d'un plan de programmation des personnels en place, il s'agit, au moins en apparence, d'un plan de liquidation du corps des assistants enseignants à part entière dans l'Université, pour les remplacer par des vacataires taillables et corvéables à merci, ce qui n'existe dans aucun grand pays européen.

Dans une lettre adressée le 22 octobre aux assistants inscrits sur la LAFMA, le ministre a apporté quelques attentions au décret du 20 septembre, notamment en ce qui concerne le maintien en fonction du personnel en place. Mais, usant de l'art classique de la division, elle joue des assistants inscrits sur la LAFMA contre ceux qui ne le sont pas encore, des assistants de lettres contre les assistants de droit et de sciences économiques et des assistants agrégés contre tous les autres. Ce dernier point est d'autant plus scandaleux que les assistants agrégés jouissent déjà d'un privilège énorme et que rien ne justifie un maître de conférences. Continuons dans cette voie, et l'on jouera des normaliens contre les autres, et — pourquoi pas ? — de ceux de la rue d'Ulm contre celles et ceux de Sévres, de Saint-Clément, et de Fontenay-aux-Roses.

Un dernier mot. J'ai parlé, équilibré, de Mme Alice Saunier-Séité, parce que « la main qui ferme le poignard », pour reprendre une expression du président Roosevelt, est évidemment la sienne ; quant au cerveau qui entend, celui de Raymond Barre.

(\*) Directeur de recherches à l'École des hautes études.

(1) Liste d'aptitude aux fonctions de maître-assistant.

Une édition de grande valeur à un prix « resto direct » de l'éditeur au bibliophile.

LES ŒUVRES DE MOLIÈRE en superbes volumes in-quarto RELIÉS PLEINE PEAU exactement conformes à l'édition originale de 1734, avec les illustrations de BOUCHER

— C'est la précieuse et exceptionnelle réédition à petit tirage que j'offre à quelques amateurs de très beaux livres à l'ancienne. Ce prestigieux ensemble, relié pleine peau et illustré par les plus grands peintres et graveurs de l'époque, est considéré comme l'un des plus beaux réalisations de l'édition de l'XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce n'est pas seulement pour les collectionneurs que les plus célèbres artistes ont consacré leur talent à cette œuvre. Elle est destinée à tous ceux qui veulent posséder une œuvre précieuse et durable. Elle est destinée à tous ceux qui veulent posséder une œuvre précieuse et durable. Elle est destinée à tous ceux qui veulent posséder une œuvre précieuse et durable.

Descriptif technique pour rendre compte de la perfection de cette réédition exceptionnelle. Formes : la quatri<sup>e</sup> couverture, relié pleine peau, 21 cm x 28 cm. Papier : papier vergé blanc, 180 grammes par mètre carré. Les pages sont imprimées sur papier de qualité. Les illustrations sont gravées sur acier. Les lettres sont enroulées. Les reliures sont enroulées. Les pages sont imprimées sur papier de qualité. Les illustrations sont gravées sur acier. Les lettres sont enroulées. Les reliures sont enroulées.

POUR VOUS FAIRE UNE OPINION, acceptez de consulter le premier volume gratuitement et sans engagement d'achat. Pour le recevoir chez vous et l'examiner tout à loisir, il vous suffit de compléter et de nous retourner le bon à découper. Vous ne recevrez ce premier volume que si vous choisissez de le garder et d'acquiescer les cinq autres tomes de cette collection de grand prestige.

Bulletin personnel de consultation gratuite

Form with fields for name, address, phone, and a section for 'Problèmes des maîtres-assistants' with a list of names and dates.

50 (en arabe) 178

# étranger

## L'AGGRAVATION DE LA CRISE EN IRAN

### Le chah nommé premier ministre le chef de l'état-major

(Suite de la première page.)

La population y a vu un symbole de même qu'elle avait intégré comme un avertissement à la monarchie le tremblement de terre qui a dévasté trois provinces situées à l'ouest de la capitale en bordure de la mer Caspienne. Les flammes de centaines d'incendies rougeoient dans la nuit tandis que d'épaisses colonnes de fumée montaient vers le ciel. Seuls les quartiers résidentiels protégés par l'armée, ont été épargnés. Des dizaines de milliers de manifestants ont attaqué les symboles de l'impérialisme et ceux du régime : la façade de l'ambassade de Grande-Bretagne et le ministère de l'Information ont été incendiés, le ministre lui-même a été malmené, les vitres de l'hôtel Intercontinental, où les Américains ont l'habitude de descendre, ont été brisées, les banques systématiquement saignées, les cinémas brûlés ou attaqués.

Toute la journée, les ambulances ont sillonné les rues toutes étroites hurlantes. Les voitures circulaient de jour phares allumés — en signe de soutien aux manifestants — ou à l'arrêt devant interruption. De tous côtés parvenaient la clameur des slogans scandés par des groupes qui sillonnaient la ville. Férocièrement, des corps de feu crépitaient dans le quartier du Bazar.

L'attitude de l'armée est décevante : elle a tiré samedi sur les étudiants, faisant des morts et des blessés et, dimanche, en revanche, elle a observé les événements sans intervenir, sauf près du Bazar. Des scènes de fraternisation avec les manifestants ont même eu lieu près de l'université, et le bruit a couru que plusieurs casernes s'étaient ralliées à « la semaine de solidarité nationale » des étudiants et des professeurs (Le Monde du 2 novembre). Jusqu'au couvre-feu, les émeutiers ont été les maîtres de la rue.

Le front social s'est lui aussi brutalement transformé. Les se sont durcis et étendus. Alors que le gouvernement laissait entendre vendredi soir que le travail allait progressivement reprendre à Abadan et que la production avait légèrement augmenté, le conflit s'est aggravé dans le secteur pétrolier dès samedi, et la

raffinerie de Téhéran a cessé le travail. Dans la capitale, les stations-service ont fermé les unes après les autres dimanche, une fois leurs cuves vidées. Les taxis ont triplé leurs prix.

Le poste ne transmet plus les communications téléphoniques vers l'étranger. La Régie des transports, qui a eu un grand nombre d'autobus à impériales brûlés, a suspendu ses services.

Ce lundi, des négociations entamées avec le personnel d'Iran Air ont échoué ; l'administrateur de la société a menacé de faire appel aux pilotes de l'armée, vingt mille passagers étant en souffrance. Les pilotes civils ont dénoncé l'illégalité de cette mesure.

Face à cette situation, l'ambassade de Grande-Bretagne et d'autres missions diplomatiques publient depuis deux jours des placards dans les journaux pour demander à leurs ressortissants de se faire inscrire dans les consulats. Membre d'étrangers, frappés de sapeur, cherchant à quitter le pays.

Tout a commencé samedi. Les étudiants s'étaient réunis à l'université de Téhéran pour la reprise des cours. Des milliers de jeunes venus manifester sur les campus à l'occasion du seizième anniversaire du départ en exil de l'ayatollah Khomeiny, un des quelques réunités pacifiques, étudiants et lycéens décident, vers 12 h 30, d'entreprendre une marche jusqu'à la maison de l'ayatollah Taleghani, un des dirigeants du mouvement de libération nationale et le plus politisé des chefs religieux — qui vient d'être libéré après plusieurs années de prison. Des militaires, qui ont pris position avenue Chah-Reza devant l'université, bloquent les grilles. Quelques étudiants allument symboliquement un feu de la statue en bronze du chah tandis que les autres forcent les portes. Les officiers leur ordonnent de se disperser. Les étudiants refusent et lancent des pierres. Les soldats essaient alors de les contenir à l'aide de lances à incendie et de grenades lacrymogènes. Débordés, ils tirent en l'air puis font feu sur les étudiants, tout en lançant en retraite dans l'attente de renforts. Il y a déjà, à cet instant, au moins deux morts et plusieurs

blessés. C'est l'éternelle qui met le feu aux poudres. L'émeute va commencer.

Les étudiants se répandent en ville. Ils étaient en grappes de cent à deux cents personnes. Cette tactique sera systématiquement appliquée le lendemain. D'heure en heure, la violence augmente. Dans plusieurs quartiers, on a l'impression d'assister à des scènes surréalistes en pleine émeute : des voitures circulent comme à l'accoutumée, par-choce contre par-choce. Des éligants font leurs amplexes dans les beaux magasins comme si de rien n'était, des éligants vont au cinéma pendant que les manifestants se fauillent entre les véhicules, brandissant des portraits de l'ayatollah Khomeiny et attaquant des cibles bien précises : l'hôtel Intercontinental et les banques. Une alerte à la bombe immobilise dans leurs chambres les clients de l'hôtel Hilton.

Brusquement, de nouveaux groupes d'étudiants surgissent en scandant : « Soixante-cinq étudiants tués : A mort le chah ! » La tension monte. Pour retarder la progression des forces de l'ordre, ils mettent le feu à des voitures. Les pompiers, qui ent en plusieurs véhicules renversés ou incendiés, se gardent d'intervenir.

A 50 mètres du Park-Hôtel, qui appartient à un parent de l'impératrice, les manifestants renversent deux voitures de la police urbaine et y mettent le feu. Leurs occupants réussissent à prendre la fuite. L'un d'eux se précipite dans une cabine téléphonique, appelle le commissariat, explique en hurlant de peur ce qui s'est passé, raccroche et s'enfuit. Rallié par le personnel de l'hôtel, il s'enfuit en courant. Ce sera une des dernières scènes dont nous aurons été témoins peu avant le couvre-feu.

« Les militaires sont nos frères », « Nous voulons la liberté et la paix. A bas la dynastie Pahlévi ». Nous verrons cette scène se répéter une dizaine de fois.

Devant ce spectacle, les passants sont pris peur. Les automobiles accélèrent pour tenter de rentrer chez eux. L'après-midi, les rues sont presque désertes. Les manifestants défilent des débris de boisson et brisent des bouteilles au milieu de la chaussée tandis que sept hélicoptères poursuivent imperturbablement leurs rondes en échantonnant les incendies qui se multiplient.

#### Deux ministres démissionnent

Sur le plan politique règne la plus grande incertitude après les flictements qui se sont produits dans l'armée et alors que ces deux ministres démissionnent en un grave coup à l'autorité du chah. Le ministre de l'enseignement supérieur, qui s'était engagé à maintenir le calme à l'université et à éviter tout heurt avec l'armée, a démissionné dès dimanche. Le ministre de l'éducation, M. Manoucher Gandji, en a fait autant, après avoir été accusé au Parlement d'avoir fait évader des capitains. Autre démission : celle de M. Bari-Ahmad, député de Tauris. Il a expliqué qu'il ne pouvait plus séjurer au Majlis aux côtés de son collègue Salar Jaaf, accusé d'avoir organisé l'attaque de la rue de Babek par un groupe de deux mille cinq cents personnes à titre de représailles après une manifestation populaire. Rien que cette dernière démission ne soit pas directement liée aux émeutes de Téhéran, elle reflète le malaise au Parlement.

Tandis que le souverain continue à procéder à des consultations, M. Ali-Amiri, ancien premier ministre, lançait un nouvel appel pour tenter de sortir de la crise. « Il faut, nous a-t-il dit, que le roi fasse une déclaration télévisée à la nation dans laquelle il reconnaîtrait que des erreurs ont été commises, qu'il entend les redresser et qu'il est prêt à régner avec nous ». Selon l'ancien premier ministre, le chah envisagerait de faire ce geste après avoir reçu M. Sandjahi, secrétaire général du Front national, et M. Bazargan et obtenu des deux opposants certaines « garanties ».

Dans la matinée de dimanche, le communiqué de M. Sandjahi annonçant à Paris qu'il ne participerait pas à un gouvernement d'union nationale tant que le chah demeurerait au pouvoir aurait stoppé cette évolution et précipité le mouvement. C'est alors que le chah aurait décidé de faire appel au général Azari. Au sein même de l'appareil de l'Etat, nombreux sont ceux des hauts fonctionnaires qui se demandent ce lundi matin, si l'armée n'a pas laissé faire la foule pendant deux jours pour mieux préparer son accession au pouvoir.

PAUL BALTA.

#### LE GÉNÉRAL AZARI

Le général Gholam Reza Azari, âgé de soixante et un ans, qui vient d'être désigné comme premier ministre, a fait ses études à l'école militaire française.

Il a fait la plus grande partie des chemins de fer, après des études en Allemagne et en Suisse. Technocrate apprécié, il était entré au gouvernement en 1950 comme sous-secrétaire d'Etat aux communications. Il reprit le portefeuille de l'industrie et des mines en 1957. élu sénateur en 1955, il devint président de la Chambre Haute en 1960.

De graves troubles ont eu lieu à l'université en 1960 quand le chah choisit cet homme réputé respectueux des principes religieux pour succéder à M. Manoucher Eghal, premier ministre d'alors. M. Charij-Emami avait démissionné ou printemps 1961 après de nouveaux troubles parce qu'il se refusait à gouverner dans l'effusion de sang. Il avait été à nouveau nommé premier ministre en août 1973.

#### M. CHARIF-EMAMI

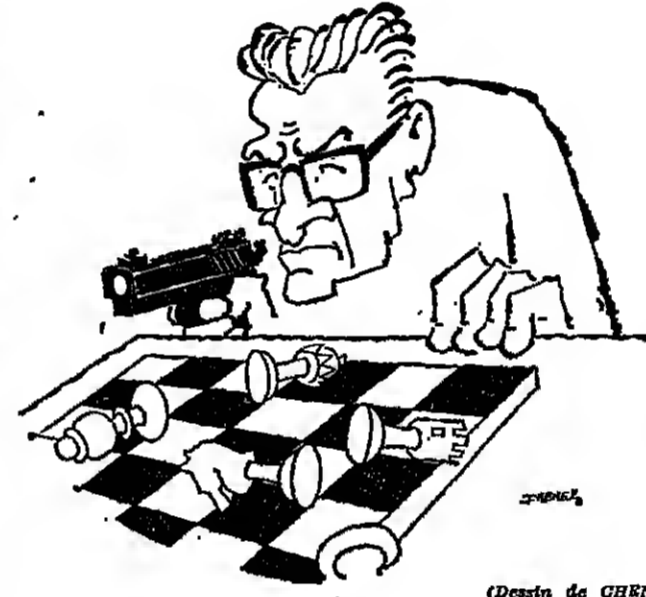
Agé de soixante-huit ans, M. Charif-Emami était un fidèle serviteur du chah. Avant de devenir une première fois premier ministre — pour une période elle aussi relativement brève, d'août 1960 à mai 1961 — il avait passé quinze ans dans l'administration des chemins de fer, après des études en Allemagne et en Suisse. Technocrate apprécié, il était entré au gouvernement en 1950 comme sous-secrétaire d'Etat aux communications. Il reprit le portefeuille de l'industrie et des mines en 1957. élu sénateur en 1955, il devint président de la Chambre Haute en 1960.

De graves troubles ont eu lieu à l'université en 1960 quand le chah choisit cet homme réputé respectueux des principes religieux pour succéder à M. Manoucher Eghal, premier ministre d'alors. M. Charif-Emami avait démissionné ou printemps 1961 après de nouveaux troubles parce qu'il se refusait à gouverner dans l'effusion de sang. Il avait été à nouveau nommé premier ministre en août 1973.

Aucune victime française n'est, jusqu'à présent, signalée à la suite des événements de Téhéran — a annoncé, ce lundi 6 novembre, le porte-parole du Quai d'Orsay. Sept mille cinq cents Français résident en Iran, dont la moitié dans la capitale.

#### « Nous avons soixante-dix martyrs »

Dans toute la ville, l'émeute, d'heure en heure à partir de midi, prend des proportions hallucinantes. Un fort groupe qui essaie de gagner le nord où se trouvent les « beaux quartiers », est contenu puis refoulé par les militaires. Les manifestants se replient en arrachant les plaques des rues au nom de la dynastie, dans les



(Dessin de CHENEZ.)

#### Commandos contre-révolutionnaires

Téhéran. — Près de l'université, un passant remet un tract à une détenue politique qui vient d'être libérée. Le tract est signé d'un « groupe de détenus pour la survie de l'Iran », déclare : « Toute personne, quel que soit son âge, qui dira du mal du chah ou portera atteinte au régime, sera abattu. »

C'est une preuve parmi d'autres de l'existence de groupes « contre-révolutionnaires », dont certains se sont transformés en « commandos de choc ».

Une femme de professeur raconte que, sortant d'un commissariat de police, elle avait subi un contrôle d'identité, elle a été « embarquée » dans un taxi, transportée dans un terrain vague et battue. Les soupçons se portent sur un « comité de résistance » composé de parachutistes et de membres des « forces spéciales » qui, il y a quelques mois, s'est fait connaître en enlevant des oppo-

sants et en les emmenant dans les montagnes d'Alborz, au nord de Téhéran, pour les battre à mort. Cent cinquante personnes ont été victimes de ce groupe.

Une enquête menée par des universitaires a permis de découvrir que le général Massoudi et d'anciens députés, qui s'étaient montrés actifs du temps de Mossadegh dans la « chasse aux communistes », procédaient au recrutement de « sportifs » pour constituer de petits commandos. Ces unités seraient intervenues dans plusieurs villes, en particulier à Homadan. Dix de leurs membres ont été repérés alors qu'ils mettaient le feu à des magasins, sous le feu de la protection des forces de l'ordre qui venaient de disperser une manifestation.

Un témoin cite également le

cas de paysans d'un village situé à 150 kilomètres de Téhéran, qui ont été recrutés pour aller « rosser les étudiants » dans la capitale, mercredi 1<sup>er</sup> novembre. Ce groupe d'environ 5 000 hommes (un total de 6 000 hommes). Le même jour cependant qui exactement les a recrutés. « Ce ne sont pas nécessairement les autorités légales qui organisent ces groupes et ces comités, dit-il ; il s'agit plutôt d'initiatives privées d'hommes d'affaires, agissant en liaison avec des militaires ou des responsables de la SAVAK, mécontents de la tournure prise par les événements. » A titre d'exemple, il cite le cas des dirigeants d'un club sportif présidé par le maréchal Khomeiny qui ont publié récemment un placard dans la presse annonçant qu'ils étaient « prêts à sauver le régime ».

#### De la contestation à l'émeute

1977  
JUN. — Trois dirigeants, les plus connus de l'opposition nationale de Mossadegh, demandent dans une lettre ouverte adressée au chah l'abandon de la dictature et la stricte application des principes constitutionnels.

7 DÉCEMBRE. — Création d'un comité pour la défense des libertés et des droits de l'homme.

31 OCTOBRE. — Le président Carter affirme que le chah « partage ses vues sur les droits de l'homme ».

1978  
7-9 JANVIER. — Des manifestations dans la ville sainte de Qom en faveur de l'ayatollah Khomeiny, insulté par la presse gouvernementale, dégénèrent en émeutes : une soixantaine de morts.

18 FÉVRIER. — A Babak, l'armée intervient en force contre les manifestants. Incendies de banques, de cinémas, plusieurs dizaines de tués (une centaine selon l'opposition), six cent cinquante arrestations.

21 MARS. — Quarante jours après Tabriz, troubles dans de nombreuses villes, dont Téhéran, Babak, Qazvin, et surtout Yazd.

7 MAI. — Quarante jours après les troubles de Yazd, nouvelle vague de manifestations déchaînées, d'abord dans les universités, puis

dans l'ensemble du pays. Le 11 mai, pour la première fois, des éléments antigouvernementaux dans le centre même de Téhéran, où les blindés de l'armée interviennent, occupent le Bazar.

7 JUIN. — Le général Massoudi, chef de la Savak (police politique), est démis de ses fonctions et remplacé par le chef du deuxième bureau de l'armée, le général Nasser Mohtadem.

22 JUILLET. — Violentes émeutes à Mashhad, ville sainte située à 800 kilomètres à l'est de Téhéran : une quarantaine de tués.

5 AOÛT. — Le chah d'Iran assure que les élections de juin 1979 seront « libres à 100 % ».

11 AOÛT. — Le chah renouvelle sa détermination de « libéraliser » son régime, mais affirme qu'il frappera d'une main de fer les fauteurs de troubles.

15 AOÛT. — Le roi mariale est proclamé à l'aplan de la suite de trois journées d'émeutes, qui, selon l'opposition, ont fait plus d'une centaine de morts.

19 AOÛT. — Incendie au cinéma Rex d'Abadan : trois cent soixante-dix sept morts.

4 SEPTEMBRE. — Langue marche de l'AKI El Fitr. Campagne de fraternisation en direction des soldats du contingent. Le gouvernement reconnaît ne plus pouvoir tenir face à l'agitation. Le chah refuse la démission de M. Charif-Emami.

SEPTEMBRE. — Vendredi noir. Exécution de la loi martiale administrée par Ali Gholam Oveysi, commandant de la garde impériale lors des massacres de 1963. Tués de la place Jaleh.

14 SEPTEMBRE. — Célébration du souvenir des martyrs du « vendredi noir ». Bilan : plus de deux mille morts selon M. Ali Amiri, quatre-vingt-six au dire du gouvernement.

30 SEPTEMBRE. — Dissolution du Restakhs.

1<sup>er</sup> OCTOBRE. — Grève générale de protestation contre les mesures d'ajournement prises à l'encontre de Khomeiny. Amnistie pour les Français de l'étranger et à condition de respecter la Constitution.

5 OCTOBRE. — Dix morts à Kermanshah, près de la frontière iranienne.

16 OCTOBRE. — L'ayatollah Khomeiny est apaisé d'Irak et finit dans la banlieue parisienne.

16 OCTOBRE. — Journée de deuil national : six morts, puis manifestations pratiquement quotidiennes dans tout le pays. Chaque jour, des manifestations sont tenues.

21 OCTOBRE. — Grève des salariés de l'industrie du pétrole, qui s'étend peu à peu aux autres secteurs de l'économie.

5 NOVEMBRE. — L'armée laisse les émeutes continuer de menacer Téhéran. Le chah nomme premier ministre le chef de l'état-major qui succède à M. Charif-Emami, démissionnaire.

Glenn B. Infield  
Leni Riefenstahl  
et le 3<sup>e</sup> Reich  
Cinéma et Idéologie  
1930-1946

La carrière de la cinéaste allemande pose en termes extrêmement précis le problème de la responsabilité politique et morale de l'artiste.

Collection Flaton & Cie dirigée par D. Roché 336 pages dont 16 pages illustrées. 60 F.

Traduit de l'américain par V. Chauveau

SEUIL

aire et l'Univers

riple crime  
Saunier-Séit

# PROCHE-ORIENT

## Modération à la conférence de Bagdad

Tandis que s'achevait, dimanche soir 5 novembre, la conférence au sommet de Bagdad, les négociations de Washington sur la mise au point du traité de paix israélo-égyptien se poursuivaient par une série d'entretiens séparés entre le secrétaire d'Etat américain, Miles Cyrus Vance, et les chefs des deux délégations. M.M. Moshe Dayan et Kamal Hassan Ali, puis par une séance de rédaction des annexes du traité. On confirme à Washington que seules quelques questions d'importance secondaire, n'ont pas encore été réglées. Selon le porte-parole du département d'Etat, la rédaction des annexes non militaires est pratiquement

terminée. Le ministre israélien de la défense, M. Ezer Weizman, a prolongé son séjour à Jérusalem afin de pouvoir assister, ce lundi, à une séance extraordinaire du cabinet consacrée, comme la veille, à faire le point des négociations.

● A BAGDAD, on précise que les quatre émissaires envoyés au Caire samedi et que les dirigeants égyptiens se sont refusés à recevoir, devaient exhorter le président Sadate à revenir clairement et immédiatement sur les accords de Camp David. Le roi Hussein a déclaré, dimanche soir, en remettant au président irakien pour avoir pris l'ini-

tiative de la réunion, que la Jordanie continuera à lutter pour la restauration des droits de son peuple dans les territoires occupés, et défendra le peuple palestinien sur le territoire palestinien ainsi qu'à Jérusalem jusqu'à la conclusion d'une paix juste, honnête et durable.

● A BENGHAZI, le colonel Kadhafi, chef de l'Etat libyen, expliquant les raisons de son refus de se rendre à Bagdad, a déclaré : « Nous n'avons pas besoin de discuter du sort du régime égyptien que nous avons déjà inscrit sur notre liste noire après s'être accordé avec l'ennemi. » (A.F.P., Reuter, Jana.)

### Les participants n'ont pas pris de sanctions contraignantes à l'égard du Caire

De notre envoyé spécial

Bagdad. — La conférence arabe de Bagdad a pris fin dans une atmosphère grave et même crispée, qui tenait autant à l'importance de l'enjeu qu'au conflit latent entre le Front de la libération et la Syrie, et les modérés, conduits par l'Arabie Saoudite.

Le surprenant envoi par le sommet d'une délégation au Caire, considéré ici comme un faux pas de la part des Saoudiens, est sans doute à l'origine du caractère, plus coercitif que ces derniers l'auraient voulu, donné aux résolutions. Elles n'en restent pas moins dans les limites de modération imposées à la conférence par Riyad, et l'on n'a pas enregistré la rupture brutale que l'on aurait pu imaginer après le communiqué infligé par le président Sadate aux émissaires de la conférence qu'il a refusé de recevoir. Le communiqué final du sommet se contente d'annuler les principes généraux des résolutions et les chefs d'Etat arabes ont fondé leur rejet des accords de Camp David, mais ils n'annoncent pas publiquement les sanctions décidées à l'égard de l'Egypte.

La séance de clôture, annoncée pour 18 heures et qui ne s'est tenue qu'à 21 heures en raison de la tenue des interventions du président irakien, M. Ahmed Hassan Al Bakr, du roi Hussein de Jordanie, du prince Fahd d'Arabie Saoudite, et du président égyptien M. Anwar el-Sadat, a été marquée par une atmosphère tendue.

#### Les résolutions

Les résolutions du sommet ne seront pas publiées. Elles seraient pour l'essentiel les suivantes :

- 1) Suspension de l'appartenance de l'Egypte à la Ligue arabe.
- 2) Transfert de la capitale de la Ligue arabe de Bagdad à la capitale arabe non encore désignée (Tunis et Koweït sont envisagées) ; en attendant que ce transfert devienne effectif, aucune réunion de la Ligue ne se tiendra plus dans la capitale égyptienne.
- 3) Boycottage des organismes d'Etat et sociétés privées égyptiennes qui entretiendraient des rapports avec Israël. Il est cependant expressément spécifié que les ressortissants égyptiens travaillant dans les pays arabes n'ont subi ni de restrictions dans leurs activités.

Toutes ces décisions sont certes conditionnelles et suspendues jusqu'à l'éventuelle signature du traité de paix avec Israël par l'Egypte. Cependant, c'est l'exécution seule qui en est différée ; sur ce point capital, l'Arabie Saoudite a dû céder, en fin de conférence. En revanche, le gel des relations diplomatiques n'est pas prévu. Celui de l'aide financière bilatérale n'a pas fait l'objet d'une résolution impérative, et l'on estime à ce sujet dans les milieux du Front de la libération que l'Arabie Saoudite s'y soustrairait en tout cas et accorderait des fonds à l'Egypte par des voies détournées.

Autre résolution importante prise par le sommet : la constitution pour dix ans d'un fonds d'appui aux pays arabes de la confrontation avec Israël dont l'enveloppe financière totale est de l'ordre de 3,5 milliards de dollars par an, alimentés par les pays arabes producteurs de pétrole. La proposition initiale irakienne était de 9 milliards de dollars par an, mais étant donné que 5 milliards devaient aller à l'Egypte si elle renouçait aux accords de Camp David, le montant réel du fonds était de 4 milliards de dollars par an et il aura donc été à peine réduit.

La répartition des allocations serait approximativement la suivante : 2,25 milliards à 2,5 milliards à la Syrie, 800 millions à la Jordanie, 250 millions à l'O.I.P.

### Le raïs a voulu démontrer avec éclat que rien ne le détournerait de sa politique

De notre correspondant

Le Caire. — Si le plupart des Egyptiens, chantant l'adage : « Les chiens aboient, le caravans passe », approuvent le détermination sans faille de leur président de conclure, le plus tôt possible, une paix effective avec Israël, beaucoup d'entre eux, au nom des traditions orientales d'hospitalité, ont été choqués que le raïs ne fasse même pas recevoir par son premier ministre la délégation venue de Bagdad, conduite, qui plus est, par M. Selim El-Hoss, le chef du gouvernement d'une nation amie et soufrante, le Liban.

Avant même que l'avion spécial venant d'Irak n'atterrisse au Caire, le samedi 4 novembre en début de soirée, M. Sadate, qui s'adressait alors à son Parlement, s'écriait sur un ton sans appel : « Ces délégués seront reçus en Egypte, mais ils ne s'entreferont ni avec moi ni avec aucun dirigeant égyptien. » Ignorant ces propos, livrés à eux-mêmes, les quatre émissaires échouèrent dans la cathédrale de l'hôtel Sheraton, sous les yeux étonnés de la riche clientèle arabe de cet établissement. Moins de trois heures après leur arrivée, ils devaient être reconduits à l'aéroport d'Héliopolis par l'ambassadeur du Liban au Caire, sans avoir pu remettre au président Sadate la lettre dans laquelle le chef de l'Etat irakien, président de la conférence de Bagdad, lui demandait de « revenir sur les accords de Camp David ».

M. El-Hoss qui, dès son arrivée dans la capitale égyptienne avait fait des déclarations identiques, affirmant notamment que les rumeurs faisant état d'une prochaine exclusion de l'Egypte de la Ligue arabe étaient « absurdes », a paru surpris de l'accueil ou plutôt non-accueil, réservé à la mission qu'il conduisait.

Cela même, au-delà des questions de courtoisie et de protocole, a demandé à un seul participant de la réunion de Bagdad, a pu penser un instant que Le Caire, arrivé pratiquement au bout de son processus de paix, pourrait ne pas se sentir prêt à faire aucune concession, même formelle.

LUCIEN GEORGE.

### Le raïs a voulu démontrer avec éclat que rien ne le détournerait de sa politique

ont retenu ici l'hypothèse d'un « coup de poker » des régimes arabes radicaux pour forcer les modérés à rallier le camp anti-égyptien sur ce point où le raïs éconduirait M. El-Hoss.

Choqués d'avoir vu si brutalement éconduire leurs envoyés, les Etats arabes modérés ou radicaux n'auraient, en tout cas, sans doute pas été insensibles à un accueil cordial et à quelques belles paroles — par exemple celles que le premier ministre égyptien a prononcées à Jeddah — pendant le séjour de l'équipe de la délégation arabe. M. Mustapha Khalil a dit : « Nous coupons pour un accord global, incluant le règlement du problème palestinien à Gaza et en Cisjordanie. Un comité ad hoc va être constitué pour suivre l'évolution des négociations concernant le rive occidentale du Jourdain. »

Quant au raïs, qui s'est entretenu le même jour avec M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat aux affaires étrangères et « numéro deux » de la délégation égyptienne aux pourparlers de Washington, il a donné au chef de sa diplomatie d'« utiles instructions » pour régler les « questions épineuses » restant encore en suspens entre Israël et l'Egypte, et qui portent essentiellement sur l'articulation entre les textes relatifs au Sinaï et ceux ayant trait aux Palestiniens.

Seront quant à l'avenir de la paix arabo-israélienne, ironiques à l'égard des « naïfs » arabes qui veulent empêcher celle-ci, les milieux dirigeants du Caire affirment à qui veut les entendre que « ce n'est pas l'Egypte qui est isolée, mais les gouvernements arabes qui s'isolent du reste du monde civilisé ». L'événement est resté provisoire de la Ligue arabe à Tunis n'est pas plus pris au sérieux ici, pour le moment, qu'un possible boycottage des sociétés égyptiennes qui commerceraient avec Israël. L'Egypte ne fait-elle pas « moins de 3/4 de son commerce extérieur avec le monde arabe ? Le Caire n'est-elle pas « le métropole culturelle avec laquelle aucune autre ville arabe ne peut rivaliser » ?

La suppression de l'aide financière arabe pourrait seule inquiéter sérieusement le raïs, mais il serait convaincu que les Américains ne laisseront pas Riyad abandonner Le Caire. Aussi va-t-il plus que jamais prendre de haut le « monde arabe ». Notons toutefois que, après son discours sans appel de samedi, le président Sadate avait laissé tomber devant des journalistes : « Je suis disposé à recevoir les chefs d'Etat arabes et à discuter avec eux. » Les rapports arabo-égyptiens vont probablement continuer à être fertiles en rebondissement.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

# AFRIQUE

## LA GUERRE ENTRE L'UGANDA ET LA TANZANIE

### Le maréchal Idi Amin Dada accepte une médiation libyenne

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Radio-Kampala a annoncé, dimanche 5 novembre, que le maréchal Idi Amin Dada acceptait les bons offices du colonel Kadhafi dans le conflit armé qui oppose ces jours-ci la Tanzanie. Porteur de messages du président libyen, le ministre de l'Information de Khartoum devait quitter Kampala lundi pour se rendre à Dar-Es-Salaam, où le président Nyerere n'a encore donné aucune preuve qu'il accepterait de négocier, aussi longtemps que les troupes ougandaises occuperont un croissant de mille huit cents kilomètres carrés délimités par le ruisseau Kagera, dans le Nord-Ouest tanzanien.

Les nouvelles de cette région demeurent contradictoires. Dimanche, en fin d'après-midi, l'Ouganda a annoncé que les combats avaient cessé une fois repoussés, après quinze heures de combats, une « force armée » tanzanienne qui aurait eu lieu vendredi. Après avoir annoncé que deux avions ougandais avaient été abattus vendredi, Dar-Es-Salaam affirme, de son côté, que les combats se poursuivent dans le secteur de Kyaka et que les Ougandais ont été refoulés au nord de la rivière Kagera.

Il semble que les adversaires soient séparés par un cours d'eau encore plus difficile à franchir depuis que les Ougandais ont fait sauter, vendredi, le seul pont qui relie le maréchal Idi Amin Dada à son camp. Le maréchal continue d'acheminer des renforts sur place, et cinq à six mille anciens combattants ont repris l'entraînement militaire lundi. Entre-temps, deux à trois mille soldats ougandais commentent entre le Kagera et la frontière tanzanienne.

L'action militaire du maréchal Idi Amin Dada ne suscite une réhabilitation hors de ses frontières. M. Vance, secrétaire d'Etat américain, français, premier ministre canadien, et Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, se sont à leur tour prononcés, pendant le week-end.

pour un repli des forces ougandaises. Aucun Etat membre de l'O.U.A. que le maréchal Amin a présidé en 1976-1977, n'a approuvé l'action ougandaise. L'initiative de paix libyenne devrait susciter les réserves du président Nyerere, qui vient de se rendre à Maspou pour y conférer avec son homologue mozambicain. En tant que principal protecteur africain du président ougandais, le colonel Kadhafi a plus que tout autre les moyens de lui faire entendre raison. Mais, justement, Dar-Es-Salaam a toujours émis des réserves sur cette aide libyenne à un homme que M. Nyerere a traité en 1975 de « fasciste noir » et qui, à ses yeux, dessert la cause du panafricanisme.

On voit mal ce que la Tanzanie gagnerait à négocier avec le maréchal Idi Amin Dada, alors que le bon droit semble de son côté et qu'elle dispose dans ce conflit, comme émissaire autorisé au sein de l'O.U.A. Le président ougandais semble chercher maintenant à négocier son acquis militaire contre une reconnaissance formelle de l'existence tanzanienne personnelle à des discussions.

Notons enfin que M. Isidoro Malmierca, ministre cubain des affaires étrangères, séjourne depuis samedi à Dar-Es-Salaam, où il devait rencontrer mardi 7 novembre le président tanzanien avant de gagner le Mozambique. En octobre, le maréchal Idi Amin Dada avait accusé les Cubains d'avoir participé à une « invasion » tanzanienne de son pays, que le Havane, catégoriquement dément. Répétant à la requête américaine concernant le retrait des troupes ougandaises de Tanzanie, le président de l'Ouganda a déclaré que Washington voulait « une nouvelle Vietnam au cœur de l'Afrique » et menacé de faire appel à ses « amis soviétiques ».

JEAN-CLAUDE POMONTI.

#### A PARIS

### La situation de la Corne orientale sera au centre des conversations franco-éthiopiennes

M. Giscard d'Estaing repart, ce lundi 6 novembre, en délégation éthiopienne conduite par le colonel Bernahn Bevel, responsable de la junte d'Addis-Abeba pour les affaires extérieures, considéré comme le numéro deux du régime. Cette délégation comprend 20 membres dont une douzaine de membres dont les commissaires éthiopiens chargés des transports et des télécommunications, les conseillers saïens au plan et plusieurs hauts fonctionnaires responsables des chemins de fer.

La délégation éthiopienne devait être l'hôte à déjeuner, puis à dîner, de M. Olivier, puis à l'Etat après du ministre des affaires étrangères. Parmi les questions qui seront étudiées figurent la coopération bilatérale franco-éthiopienne et l'évolution de la situation dans la Corne orientale du continent africain.

Bien que l'Ethiopie soit le troisième pays d'Afrique noire par sa population, elle est le premier par sa superficie et son développement. Parmi les questions qui seront étudiées figurent la coopération bilatérale franco-éthiopienne et l'évolution de la situation dans la Corne orientale du continent africain.

M. Yussuf Ahmed, président du conseil d'administration du chemin de fer franco-éthiopien (C.F.F.E.) aura d'importantes conversations au ministère des transports. La modernisation du réseau reliant Addis-Abeba à Djibouti sera à l'ordre du jour. La société Alstom envisage de vendre des locomotives Diesel aux Ethiopiens. D'autre part, le paiement des pensions aux employés retraités du C.F.F.E. provisoirement assuré par la France, sera évoqué ainsi que la dévolution définitive des 17 300 actions (sur 24 000 en total) du capital de la société initialement détenues, jusqu'à la proclamation de l'indépendance de Djibouti, le

27 juillet 1977, pour 9 400 d'entre elles par l'Etat français et pour les 8 900 autres par des porteurs privés.

Les relations commerciales franco-éthiopiennes seront également abordées. La France qui, en 1977, a accordé d'un crédit de 20 F par rapport à l'année précédente, ses exportations à destination de l'Ethiopie, souhaite développer ses ventes de produits chimiques, de matériels de machines diverses. D'autre part, Citroën envisage d'installer une chaîne de montage de véhicules Méhari en Ethiopie.

Les importations françaises, en hausse de 10 %, au cours de la même période, ont constitué pour les deux tiers environ l'achat de café, pourrait également être développée.

Cependant, c'est l'avenir de la Corne orientale de l'Afrique qui figurera au centre des conversations franco-éthiopiennes. En effet, au moment où l'on constate une diminution des tensions dans cette partie du continent africain, et au moment où les dirigeants d'Addis-Abeba souhaitent accroître le nombre de leurs partenaires internationaux, une question de l'Ethiopie et celle de l'Ouganda devraient permettre un large échange de vues entre Ethiopiens et Français.

A Paris, on considère que la question éthiopienne est une affaire interne éthiopienne, mais on pense qu'une solution de type fédéral pourrait mettre un terme au conflit armé qui se développe depuis dix-huit ans en Erythrée. On est disposé par ailleurs à relancer l'idée d'une conférence réunissant l'ensemble des pays intéressés en règlement de la guerre civile en Ethiopie, c'est-à-dire, aux côtés de cette dernière, la République démocratique de Somalie, Djibouti, le Soudan, le Kenya et les deux Yémens. A ce sujet, il est d'ailleurs intéressant de noter que M. Arap Moi, successeur de Jomo Kenyatta à la présidence de la République du Kenya devrait, en principe, venir en visite à Paris, le 15 novembre.

Ph. D.

**demain**  
L'AFRIQUE  
dans le numéro de novembre

**NETO**  
l'africain du mois

En vente 7F. chez tous les marchands de journaux

VIENT DE PARAITRE  
**FAITS ET CHIFFRES 1978**  
l'aide mémoire de l'actualité économique  
observateur

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 18 F

**Saudia: Service TriStar unique vers l'Arabie Saoudite**

Nouveaux horaires à partir du 1<sup>er</sup> novembre

Saudia: la bonne de Saudia

SERVICES	VOIS PASSEIRS FRANCE-ARABIE SAOUDITE							
	SEP	OCT	NOV	DEC	JAN	FEB	MAR	AVR
FRANCE - SAOUDITE	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00	11,00
FRANCE - SAOUDITE	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00
FRANCE - SAOUDITE	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
FRANCE - SAOUDITE	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00
FRANCE - SAOUDITE	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00	15,00
FRANCE - SAOUDITE	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00
FRANCE - SAOUDITE	17,00	17,00	17,00	17,00	17,00	17,00	17,00	17,00
FRANCE - SAOUDITE	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00

**saudia**  
Nous ouvrons les portes du Moyen-Orient.

Consultez votre agence de voyages ou Saudia. Informations et réservations passagers : 55, av. George-V - 75008 Paris - Tél. 720.68.20 (jusqu'à 6 lignes simultanées) - Télex 630067 F

سعودية لخطوط



LA NOUVELLE OFFENSIVE DIPLOMATIQUE CHINOISE

M. Teng Hsiao-ping s'entretient du Cambodge avec les dirigeants thaïlandais

De notre correspondant

Bangkok. — M. Teng Hsiao-ping a entamé, dimanche 5 novembre, à Bangkok son offensive diplomatique au Sud-Est asiatique, au lendemain même de la signature à Moscou du traité d'amitié et de coopération entre l'Union soviétique et le Vietnam. Son séjour en Thaïlande est la première étape d'un voyage qui le conduira ensuite en Malaisie et à Singapour, membres, comme la Thaïlande, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

On a noté lors de l'arrivée de la délégation chinoise sur la sol thaïlandais, l'absence de tout représentant de l'ambassade d'Union soviétique. Par contre, les ambassadeurs du Vietnam et du Laos ont serré la main du vice-premier ministre chinois, de même que l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Abramowitz, dont la présence remarquable était apparemment justifiée par le fait que les Etats-Unis entretiennent à Pékin une mission de liaison. Le premier ministre thaïlandais, le général Kriangsak, qui accueillait M. Teng Hsiao-ping, s'était rendu en visite officielle en Chine au mois d'avril dernier.

Les Thaïlandais sont particulièrement concernés, du fait même de leur position géographique, par l'évolution de la situation au Cambodge, alors que les rumeurs insistantes d'une offensive vietnamienne imminente ne cessent de circuler. Il est évident que les dirigeants de Bangkok et le général Kriangsak (qui a déclenché l'ouverture diplomatique en direction de ses voisins communistes) plus que tout autre, redoutent une extension de l'influence vietnamienne au Cambodge. Bangkok a d'ailleurs renoué les relations diplomatiques avec Phnom-Penh.

Les Thaïlandais ne manqueraient pas de demander à nouveau des éclaircissements à M. Teng Hsiao-ping sur la volonté de son pays de continuer, « pour des raisons de solidarité », à apporter son soutien au parti communiste de Thaïlande, en lutte ouverte contre le pouvoir, tout en développant les relations de gouvernement à gouvernement (le Monde du 25 octobre). Pour sa part, M. Pham Van Dong a affirmé que le Vietnam ne soutiendrait pas les mouvements révolutionnaires de la région.

Un autre sujet, tout aussi délicat, concerne la politique de Pékin à l'égard des communautés chinoises, nombreuses dans les

Un vice-président du comité central fait une visite surprise à Phnom-Penh

De notre correspondant

Pékin. — Au moment où M. Teng Hsiao-ping arrivait à Bangkok, un autre vice-président du comité central du P.C. chinois, M. Wang Tung-hsing, débarquait à la surprise de tous les observateurs, dans la capitale cambodgienne. Il s'agit, pour Pékin, d'une riposte à ce que la Chine considère comme des menaces inacceptables sur ses marches.

La visite à Phnom-Penh de M. Wang Tung-hsing est avant tout destinée à démontrer que la Chine soutient sans la moindre réserve les dirigeants actuels du Kampuchea démocratique. C'est le renouvellement d'un engagement formel à l'approche d'une saison sèche au cours de laquelle les responsables chinois s'attendent, ils l'ont dit à plusieurs reprises, à une offensive vietnamienne importante contre le Cambodge.

En ce sens, il s'agit d'un avertissement à l'intention de Hanoi après la conclusion du traité soviéto-vietnamien. La coïncidence est trop frappante pour

qu'on puisse croire que la signature de ce traité a pris Pékin complètement par surprise. De part et d'autre, il y a donc toutes raisons de croire que l'on agit de manière parfaitement délibérée. Pour que les choses soient tout à fait claires, l'agence Chine nouvelle a immédiatement mis en relief l'article 8 du traité, qui exige de chacune des deux parties « des mesures appropriées et efficaces » au cas où l'autre serait « attaquée ou menacée ».

Les informations sont trop incomplètes pour que l'on puisse juger si l'intention de Pékin est de faire passer le Vietnam du 1<sup>er</sup> novembre fait partie de ce scénario. Les versions données de part et d'autre sont fort différentes, mais deux points attirent l'attention. Primo, le Vietnam a donné l'impression de grossir l'incident, notamment en mettant en cause la participation massive de forces militaires chinoises. Secondo, bien que six de ses ressortissants aient été tués, la Chine n'a réagi qu'avec retard et elle met l'accent sur la « certitude » de son action. C'est une manière de dire que, en d'autres circonstances, elle serait en mesure d'agir avec plus de vigueur.

Si l'on se réfère aux comparaisons précédentes de la diplomatie chinoise, on peut s'attendre que M. Teng Hsiao-ping exploite au maximum, durant son voyage en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour, les craintes que peuvent susciter les aspects militaires du traité soviéto-vietnamien. Le terrain est favorable pour ce genre d'opération.

L'adhésion du Vietnam au Comecon avait déjà provoqué des réactions pour le moins mitigées en Asie du Sud-Est. La Chine a beau jeu de dire aujourd'hui que les dirigeants de Hanoi ouvrent maintenant la porte aux forces armées de l'U.R.S.S. dans la région dans des conditions comparables à celles qui leur sont assurées en Europe de l'Est.

Menacée ou estimant menacée d'encerclement, de Kaboul à Hanoi, sur un terrain qu'elle considère comme vital pour sa sécurité, la Chine réagit par une opération de contre-encerclement contre le Vietnam, principal allié et point d'appui de l'U.R.S.S. dans le Sud-Est asiatique. Elle annonce en même temps qu'elle est prête à y mettre le prix.

ALAIN JACOB.

La visite à Pékin du secrétaire américain à l'énergie

M. Schlesinger n'a pas obtenu la signature d'un accord de coopération entre gouvernements

De notre correspondant

Pékin. — Le secrétaire américain à l'énergie, M. James Schlesinger, a quitté Pékin dimanche 5 novembre pour Tokyo, après une dernière conversation avec le président Hua Kuo-fang. Ces discussions ont abouti à la mise au point d'un catalogue de projets de coopération entre la Chine et les Etats-Unis. Ces projets sont extrêmement variés et vont de la participation de sociétés américaines à la mise en valeur de gisements houillers et pétroliers jusqu'à la vente d'ordinateurs pour la recherche en physique des hautes énergies, en passant par la participation à la construction d'un barrage dans les gorges de Yang-tseu et la communication d'informations sur les énergies solaire, géothermique, etc.

A l'exception de l'envoi aux Etats-Unis de diverses missions d'étude chinoises — et de quelques missions américaines en Chine — la plupart de ces projets sont présentés comme des « possibilités ». Il appartient aux experts d'en déterminer maintenant les mécanismes de réalisation.

M. Schlesinger a déclaré que les résultats de sa mission dépassaient ses prévisions. Il a affirmé qu'il n'avait pas proposé à ses interlocuteurs un quelconque document comparable à un accord de coopération de gouvernement à gouvernement, qui aurait pu être signé pendant son séjour. Il a confirmé, cependant, que les Etats-Unis auraient été « heureux » qu'un tel document puisse être signé, mais qu'ils étaient « ouverts des susceptibilités » chinoises en ce domaine tant que les relations diplomatiques entre les deux pays ne sont pas normalisées. A en croire des sources proches de la délégation américaine, il semble bien, en fait, que M. Schlesinger aurait personnellement souhaité quitter Pékin avec un protocole d'accord en bonne et due forme, signé par les

représentants des deux gouvernements. Les dirigeants chinois — du moins ceux qu'ils ont rencontrés — n'ont pas encore pris à cela. Une légère déception était perceptible sur ce point dans l'entourage du secrétaire américain. On note toutefois que quelques-uns des projets les plus importants énumérés dans le catalogue de M. Schlesinger — dans les domaines nucléaire et hydroélectrique notamment — mettent nécessairement en cause non des sociétés privées (comme pour le pétrole et le charbon) mais des agences spécialisées du gouvernement des Etats-Unis avec lesquelles les accords devront donc être signés.

Les Chinois n'ont pas fait objection à cette formule, relativement inédite pourtant dans les relations entre les deux pays. M. Schlesinger, qui a procédé avec le président Hua à un tour d'horizon de la situation internationale, a affirmé que le problème de la normalisation avait seulement fait l'objet « d'allusions » lors de ses conversations. — A. J.

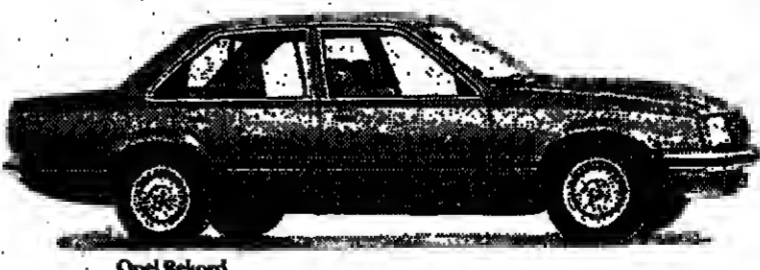
L'Italie offre à la Chine un crédit de l'ordre de 1 milliard de dollars sur une période de quatre ans au taux de 7 1/2 %. A-t-on appris à Pékin après l'entrevue, mercredi 1<sup>er</sup> novembre, du ministre italien du commerce extérieur, M. Rinaldo Ossola, avec le vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping. Cette offre de crédit, dont le montant serait remboursable en huit ou dix ans, n'est encore liée à aucune opération commerciale déterminée, mais des discussions sont actuellement en cours avec Fiat pour des équipements dans le domaine de l'automobile et de la mécanisation agricole. Une délégation de banquiers italiens est attendue à Pékin avant la fin de l'année. — (Corresp.).

Editions sociales un intellectuel communiste dans le débat du printemps 78 L'ACCIDENT le ne suis capable de bien défendre que ce que j'ai le droit de bien critiquer maurice goldring 1 vol. 35 F

MEUBLES D'ART décoration TABLES BASSES MEUBLES TELEVISION VITRINES PARAVENTS Van Vo Van 40, rue Voltaire 75003 PARIS tél. 272.57.47 décorateur-fabricant-ensemblier

Quand on porte ce badge sur le cœur, on est sûr de l'avoir toujours en tête. Avis logo on a le cœur à l'opéra

Chaque Société de service prétend rendre de meilleurs services que ses concurrents. Nous aussi, nous prétendons en faire plus. Pour ne jamais l'oublier, nous avons inscrit partout "We try harder". Et comme deux précautions valent mieux qu'une, nous avons créé une carte d'appréciation. Nous vous faisons la promesse de vous livrer à l'heure des voitures impeccables. Votre verdict, c'est la carte d'appréciation. A nous d'en faire plus afin que vos jugements soient favorables. Depuis que nous avons créé cette carte, en la dépouillant, nous nous sommes rendu compte que si nos voitures faisaient ce qu'on attendait d'elles, notre personnel en faisait effectivement souvent plus. En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation. Tél. 584.12.58 ou auprès de votre agence de voyages. Avis loue des voitures Opel et d'autres grandes marques. Après vos voyages, envoyez-nous une carte. CARTE D'APPRECIATION COMMENT GARD



Opel Rekord

Avis loue des voitures Opel



Nous essayons toujours d'en faire plus.

# EUROPE

## Union soviétique

### GRÈVES ET REMOUS EN GÉORGIE

#### Les Abkhazes veulent faire respecter leur identité nationale

Moscou. — L'agitation qui s'était signalée en Géorgie et dans la République autonome d'Abkhazie (1) au printemps dernier, lors de l'adoption des nouvelles Constitutions républicaines, ne s'est pas encore apaisée. C'est ce qui ressort d'informations concordantes reçues ces derniers jours à Moscou. Les Abkhazes en particulier continuent de manifester de différentes façons contre l'emprise des Géorgiens qu'ils estiment trop prégnante.

Pour le premier anniversaire de la « Constitution brève » le 7 octobre derniers, des mouvements de grève ont eu lieu dans plusieurs villes d'Abkhazie. Selon nos informations, des arrêtés de travail allant jusqu'à deux heures ont été émis dans les mines de Tkvarcheli, dans des kolchozes de la région de Gudauti, dans des sociétés de transports de la République. D'autres rumeurs font état de grèves dans les écoles et même d'incidents violents entre Géorgiens et Abkhazes qui auraient fait au moins une victime.

Les grévistes demandaient le remplacement du président du conseil des ministres, un Géorgien d'origine mengrélienne, et l'indépendance pour les notables Géorgiens de venir d'installer en Abkhazie. Ils n'ont pas obtenu satisfaction, mais il semble qu'il n'y ait pas eu, sur le moment du moins, d'arrestations parmi les contestataires.

Les Abkhazes avaient profité de l'adoption de la nouvelle Constitution au printemps dernier pour marquer leur mécontentement. M. Kapitoniou, secrétaire du comité central chargé des problèmes d'organisation, avait été obligé de « descendre » à Soukhoumi pour remettre de l'ordre dans le parti. Certains membres du P.C. d'Abkhazie avaient en effet envoyé au comité

De notre correspondant

central des lettres collectives — ce qui constitue déjà une activité fractionniste — pour demander le retrait de la République autonome de Géorgie et son rattachement à la fédération de Russie. M. Kapitoniou avait traité ces revendications comme l'expression d'une « querelle de jalousie » et avait indiqué qu'une République autonome n'avait pas le droit de modifier la Constitution de toute l'Union approuvée par le Soviet suprême. Il avait cependant annoncé un certain nombre de mesures économiques et culturelles destinées à renforcer « l'identité abkhaze ».

#### Pour vendre des mandarines

Méprisants, les Géorgiens considéraient que les Abkhazes veulent être rattachés à la Fédération de Russie uniquement pour aller vendre plus facilement leurs mandarines dans la ville russe voisine de Krasnodar. Pour l'instant, ils ne se préoccupent pas de la spéculation, le premier secrétaire du P.C. de Géorgie, M. Chevarnadze, a en effet, limité les déplacements des paysans au-delà des frontières de la République. Mais les Abkhazes ont des revendications plus sérieuses. Ils demandent que justice soit rendue à leur histoire, tout aussi ancienne que celle des Géorgiens ; ils exigent le rétablissement de noms géographiques abkhazes supprimés par Staline, le développement de la langue et de la culture nationales et la formation de cadres autochtones.

Les Géorgiens les plus chauvins nient que les Abkhazes aient même une histoire. Les autorités locales, par exemple, ont décidé de rendre à la petite République autonome les pièces archéologiques trouvées sur son territoire mais placées dans les musées de la capitale géorgienne. Les conservateurs de musée et les professeurs d'histoire de Tbilissi s'y sont violemment opposés.

Sans doute, les Abkhazes sont-ils minoritaires dans leur République : quelque cent quarante mille sur cinq cent mille habitants. Jusqu'au dix-neuvième siècle, la région était habitée par des tribus dont on trouve la trace depuis le nord du Caucase jusqu'en Asie mineure. Placés sur une route toujours très fréquentée au cours des siècles, les Abkhazes se sont trouvés mêlés à d'autres peuples. Il n'en reste pas moins qu'ils ont été les derniers à résister à la domination russe. La russification et les déportations massives d'Abkhazes n'ont pas commencé avec Staline mais avec les tsars. Quelque trois cent mille Abkhazes vivaient actuellement en Turquie. M. Kapitoniou d'ailleurs évoque les « considérations de politique étrangère » qui s'opposent au retrait de l'Abkhazie de la République de Géorgie.

Staline a pourvu dans cette voie. Dans les années 1938-1939, il a interdit la langue abkhaze, fermé les écoles, liquidé les dirigeants abkhazes et laissé Béria, né près de Soukhoumi, mener une politique russe de « géorgianisation ». Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le mythe Staline, toujours très fort chez les Géorgiens, soit mal accepté par les Abkhazes.

La querelle entre Abkhazes et Géorgiens, c'est l'affrontement entre deux nationalismes, dont le premier est peut-être moins ancien que le second, mais qui ressemble aussi bien les intellectuels que les paysans. Les Géorgiens soupçonnent les Russes de réunir ces querelles pour affaiblir leur République. Loin de faire front commun contre l'influence russe, Abkhazes et Géorgiens se disputent les « bonnes grâces » du « grand frère » en se dénonçant mutuellement comme traîtres. — D.V.

(1) La République fédérée de Géorgie comprend deux Républiques autonomes, l'Abkhazie (capitale Soukhoumi) et la région autonome d'Ossétie du Sud.

## « L'EMPIRE ÉCLATÉ », d'Hélène Carrère d'Encausse

(Suite de la première page.)

Le prix de cette politique de russification à outrance devait être très lourd au moment de l'invasion nazie, notamment en Ukraine et dans le Caucase ; l'ampleur de la collaboration avec l'occupant, due beaucoup moins à des sympathies nazies qu'à un ressentiment national, a été soigneusement gommée de l'histoire officielle, mais elle est présente dans toutes les mémoires. Encore, aujourd'hui, ce traumatisme explique bien des choses ; par exemple l'inlassable campagne menée par les Tatars pour se voir enfin reconnaître le droit de retour en Crimée dont ils ont été déportés par Staline.

Les méthodes staliniennes n'étant plus applicables, on assiste depuis une vingtaine d'années à une renaissance des nations soviétiques. C'est à ce phénomène majeur que Hélène Carrère d'Encausse a consacré son étude. Ses conclusions surprennent sans doute en France, un pays résolument passé des réalités soviétiques. Elles sont pourtant à l'esprit de tout Soviétique tant soit peu informé — et il y en a — même si elles n'apparaissent jamais sous une forme aussi « lisible » dans les écrits officiels.

Mais ces conclusions, quelles sont-elles ? Possibilités à coup sûr pour les tenants du centralisme soviétique : plus de soixante années après la révolution d'Octobre, l'U.R.S.S. manifestement échoué dans son ambition de « façonner une société

humaine nouvelle dépassant ses différences » et un « homme nouveau ». L'« empire » prison des peuples qu'était l'empire des tsars — pour reprendre l'expression de Léning — nous aujourd'hui sont une forme nouvelle, certes mais bien réelle. L'idéologie marxiste n'est pas venue à bout des nationalités et ne les a nullement vidées de leur contenu comme elle le prétendait de le faire. Ce sont, au contraire, ces multiples nationalités — on ne compte pas moins, officiellement, de cent nations et nationalités en U.R.S.S. — qui, tout en cohabitant laborieusement, détournent et parfois violent de son sens cette idéologie quand elle ne s'oppose pas directement à elle.

### La démographie

Pour les dirigeants soviétiques, la situation est encore aggravée par la démographie : d'ores et déjà minoritaire, le peuple russe, « frère aîné » de tous les autres peuples soviétiques, ne peut plus réaliser en croissance avec les républiques du Caucase et surtout avec les républiques musulmanes. Le poids des populations européennes dans l'ensemble soviétique ne cesse de diminuer au profit des musulmans soviétiques, qui, de cinquante millions en 1970, seront bientôt quatre-vingt millions, cent millions en l'an 2000. Moscou a eu beau diviser son empire musulman en six républiques passablement artificielles, celui-ci

n'en apparaît pas moins comme un ensemble culturel homogène, pratiquant avec un grand art le famigliarisme et le double langage ; à l'Islam et au marxisme-léninisme. Ce qui aujourd'hui sont une forme d'entente, certes, mais bien réelle. L'idéologie marxiste n'est pas venue à bout des nationalités et ne les a nullement vidées de leur contenu comme elle le prétendait de le faire. Ce sont, au contraire, ces multiples nationalités — on ne compte pas moins, officiellement, de cent nations et nationalités en U.R.S.S. — qui, tout en cohabitant laborieusement, détournent et parfois violent de son sens cette idéologie quand elle ne s'oppose pas directement à elle.

Hélène Carrère d'Encausse met surtout en relief l'importance du problème musulman. Sans doute a-t-elle raison sur le long terme. A court terme, cependant, on ne doit pas sous-estimer les détonateurs qui constituent d'autres minorités à périphérie de l'U.R.S.S., à commencer par les trois républiques baltes, certes « en voie d'extinction physique » et profondément divisées entre elles, mais où la pression russe est beaucoup plus vivement ressentie que dans bien d'autres régions. La situation y est sans doute aussi tendue qu'en Géorgie, où le terrorisme a déjà fait son apparition et où les autorités ont dû faire marche arrière après avoir voulu supprimer la langue géorgienne de la nouvelle Constitution. Ici, comme là, des explosions sont possibles, et il ne fait aucun doute qu'elles seront réprimées avec violence : c'est une question de survie pour un régime déjà incapable de s'accommoder du printemps de Prague.

## Italie

### M. Jean Fabre, secrétaire général du parti radical

De notre correspondant

Rome. — Le parti radical italien n'a pas fini d'étonner. Cette formation libérale, née du référendum sur la divorce, et qui compte quatre députés depuis les élections de juin 1976, s'est donnée, dimanche 5 novembre, un secrétaire général... tranquille. L'« M. Jean Fabre, trente et un ans, titulaire d'un diplôme

n'étant pas d'accord avec la majorité des congressistes à propos de l'utilisation des subventions de l'Etat. M. Fabre sera assisté d'une équipe qui comprend les anciens secrétaires du parti. Il a déclaré au *Corriere della Sera* : « Nous devons nous préparer à des luttes internationales de plus en plus incisives. Il ne faut pas oublier que dans notre parti, la travail se fait essentiellement à la base ». Mais une partie de la « base » se plaint précisément d'avoir été manipulée par le sommet, qui lui aurait proposé cet illustre inconnu. — R. S.

\* L'Empire éclaté, par Hélène Carrère d'Encausse. Flammarion, édité 224 pages, 45 F.

## Autriche

### La courte victoire du « non » au référendum nucléaire constitue un échec personnel pour le chancelier Kreisky

De notre correspondante

Vienne. — La première centrale nucléaire construite en Autriche n'entra pas en fonction. Ainsi en ont décidé, le dimanche 5 novembre, par une courte majorité, les électeurs, qui avaient été appelés à se prononcer sur la question par référendum. Ce résultat marque une date dans le débat énergétique qui se déroule depuis plusieurs années dans les pays occidentaux, dans la mesure où c'était la première fois en Europe qu'un scrutin de ce genre était organisé à l'échelle de tout un pays.

C'est par 60,47 % des suffrages exprimés, contre 49,53 %, que la population autrichienne a refusé la mise en service de la centrale de Zwentendorf, à 60 kilomètres de Vienne. Les partisans et les adversaires de l'énergie nucléaire n'ont été séparés que par un écart inférieur à 30 000 voix. La participation au vote, relativement faible compte tenu des habitudes électoralistes du pays, cependant, a été plus forte qu'on ne le pensait généralement. Elle s'est élevée à 64,1 % des électeurs inscrits (ils n'étaient qu'un peu plus de cinq millions).

L'analyse des résultats fait apparaître une coupure entre les deux camps. Les quatre Länder les plus occidentaux (Vorarlberg, Tyrol, Haute-Autriche et Salzbourg) ont donné une majorité de « non », tandis que les cinq Länder de l'est (Vienne, Burgenland, Basse-Autriche, Styrie et Carinthie) ont voté oui. C'est dans le Vorarlberg, Land géographiquement le plus éloigné de la capitale, que la participation et le nombre de « non » ont été les plus forts (respectivement 75,5 % et 84,4 %). L'intérêt des habitants de cette province pour la question de la participation et leur hostilité au nucléaire s'expliquent sans doute par leur situation limitrophe de la Suisse, où existent déjà trois centrales nucléaires et il est question d'en construire une quatrième à proximité de la frontière autrichienne.

Le Land de l'est autrichien, sur lequel repose la participation de la centrale de Zwentendorf, est une zone de pénurie de la production d'énergie nucléaire (55,5 %). Si ces résultats viennent récompenser les efforts déployés, par les adversaires du nucléaire — au demeurant d'orientations très diverses — ils constituent aussi un échec personnel pour le chancelier Kreisky. Ce dernier était allé, récemment, jusqu'à évoquer la possibilité d'une démission en cas d'un vote hostile (le *Monde* du 3 novembre). Dans le discours qu'il a prononcé à la télévision, il a admis son insuccès, laissant ouverte la question de son avenir politique. La direction du P.P.G. devra se prononcer ce lundi dans un référendum pour arrêter son attitude.

## Espagne

### UN GARDE CIVIL EST ASSASSINÉ AU PAYS BASQUE

Madrid (Reuter). — Un garde civil a été tué par balles dimanche 5 novembre, à la sortie d'un match de football, à Tolosa, au Pays basque espagnol. Un autre membre de la garde civile et un enfant de douze ans ont été blessés dans la fusillade. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais, selon les policiers, il porte la marque de l'organisation séparatiste basque ETA qui, depuis le début de l'année, a assassiné quarante-deux personnes dont vingt-deux gardes civils ou policiers.

L'ETA a revendiqué samedi les attentats qui ont coûté la vie, jeudi, à deux civils, un charpentier et un ouvrier à Lemo, accusés par l'organisation extrémiste d'être des « fascistes » et des indicateurs de police. Le ministre de la Défense, le général Manuel Gutiérrez Mellado et le ministre de l'Intérieur, M. Rodolfo Martín Villa, se sont rendus samedi au Pays basque afin d'y discuter avec les responsables de l'armée et de la police des nouvelles mesures, encore secrètes, prises par le gouvernement pour mettre fin à l'escalade de la violence dans la région, apprend-on de source informée. D'autre part, une bombe a explosé samedi dans la matinée à Pamplonne dans des bureaux du ministère de l'Industrie, ne faisant pas de victimes mais causant des dégâts importants.

trée n'est pas sans mélange. Si, en effet, le chef de socialistes, M. Taus, s'était personnellement prononcé pour le « non », son parti était plus divisé : le groupe des industriels, notamment, s'était montré favorable au projet. Seuls les libéraux peuvent se vanter d'avoir été depuis longtemps hostiles à l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Outre les conséquences politiques de la consultation, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir qui va payer la facture : la construction de la centrale de Zwentendorf a coûté la bagatelle de 8 milliards de schillings (un schilling vaut 13 centimes U.S.). Son entretien et sa conversion nécessiteront de nouveaux investissements, sans compter ceux qui devront être dégragés pour la recherche de nouvelles sources d'énergie.

ANITA RIND.

## L'atome à l'épreuve du référendum

(Suite de la première page.)

Les programmes de construction de centrales nucléaires ont été décidés le plus souvent sans véritable débat. En France, le Parlement s'est contenté au printemps 1975 d'une discussion académique. Son approbation sur le développement du nucléaire, dit-on la donne que par une manière indirecte et presque fortuite : en votant le budget du ministère de l'Industrie. Les référendums locaux qui ont été organisés par une dizaine de communes concernées par la construction d'une centrale ont été déclarés « illégaux ». Il est vrai que dans un cas seulement, à Flamanville, la population s'est prononcée pour la centrale. Malgré cela, malgré les déclarations électorales de candidat Valéry Giscard d'Estaing en avril 1974, « Les centrales nucléaires ne seront pas imposées aux populations qui les refusent », E.D.F., avec l'appui de l'administration, maintient partout ses projets.

Cette absence de débat, ces procédures autoritaires employées chez nous comme dans la plupart des pays du monde (sauf en Suède et dans un moindre mesure aux Etats-Unis), sont une des manifestations de la prééminence de la technocratie sur la démocratie. Les grandes décisions, qui engagent l'avenir d'un pays, se prennent plus dans les États-majors politiques ou au Parlement, mais trop souvent dans le cercle fermé des spécialistes. Le pouvoir n'est pas appelé ensuite à approuver des dossiers habilement présentés et à imposer les décisions qu'ils impliquent. Semblable attitude est doublement dangereuse. D'abord, elle fait tomber de la démocratie, qui n'a pas besoin de cela. Ensuite, elle conduit les opposants à des erreurs raisonnables. Celles-ci vont du refus de payer les factures d'électricité au dépôt de bombes au domicile du directeur de l'E.D.F. ou sur le site de l'usine, en passant par des manifestations de masse, comme celle de Malville. Les contestataires montrent d'autant moins de scrupules qu'ils ont le sentiment de représenter une majorité silencieuse et d'avoir pour eux une certaine légitimité. West-est pas l'encouragement redoutable d'un certain fascisme ?

En tout cas, le mode de décision adopté dans le domaine nucléaire semble préparer une société « dure », dans laquelle le citoyen n'aurait plus qu'à ouvrir

son compteur et à se taire. Chaque fois qu'elle rencontre un obstacle à ses projets, qu'il s'agisse d'une centrale ou d'une ligne haute tension, l'E.D.F. est déjà tentée d'adopter le ton du chantage. « Laissez-nous faire, sinon vous aurez des coupures de courant ». Est-ce là un mode de relation normal entre une entreprise nationale et l'opinion ? Pourtant son langage « une amorce brutale se cache une vérité. Ayant refusé le nucléaire, les Autrichiens doivent maintenant accepter de se préparer à des économies draconiennes. Tous les experts — et ceux du Club de Rome tout récemment encore — le répètent à l'envi : dans quinze ans, le pétrole sera plus rare et donc de plus en plus cher. Force sera d'en réserver l'usage aux transports et à la chimie. Là où il est irremplaçable. Pour le reste, d'autres énergies devront être requises. Faute d'avoir bénéficié de crédits de recherche substantiels et en temps voulu, est douteux que les énergies dites nouvelles soient en mesure de prendre immédiatement le relais. Reste donc, celle des réacteurs nucléaires. Même avec cet appui de vigueresses économiques restreintes, les réacteurs nucléaires, à ce stade, la décision du gouvernement allemand de libérer la vitesse sur les autoroutes est une mesure aberrante. Car il serait opportun de préparer les peuples — et particulièrement ceux d'Europe énergétiquement sous-développés — à la fois au nucléaire et aux économies. Des interviews récentes (*le Monde* du 23 septembre), l'économiste Claude Grison, ancien directeur de l'INSEE, préconisait l'instauration, en France, d'un « référendum » sur les problèmes de l'énergie : « Le débat, disait-il, devrait montrer que nous allons vers une économie de pénurie qui doit être gérée autrement qu'on prétendait des coupures de courant ».

MARC AMBROISE-RENDU.

## A TRAVERS LE MONDE

### Inde

DES AFFRONTEMENTS TRÈS VIOLENTS ont opposé, dimanche 5 novembre, à New-Delhi, des Sikhs aux forces de l'ordre et fait trois morts et une centaine de blessés. Une vingtaine de véhicules ont été incendiés par les manifestants, dont trois cent dix-sept ont été arrêtés. Les incidents ont éclaté lorsque les membres du mouvement sikhs — le plus important de la communauté sikh — ont tenté d'interrompre l'assemblée générale annuelle, autorisée par les autorités, de la secte sikh nankhari. La police a tiré sur les manifestants et l'un des chefs sikhs a été tué. La police a été imposée dans plusieurs quartiers de la capitale. Les Sikhs forment une communauté de plus de 11 millions de personnes, en Inde. — (A.F.P., U.P.L.)

### République fédérale d'Allemagne

LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE, qui était attendu dimanche 5 novembre à Bonn, n'y est finalement arrivé que

ce lundi pour y avoir une série d'entretiens avec le chancelier Schmidt, ainsi qu'avec MM. Genscher et Offergeld, respectivement ministres des Affaires étrangères et de la coopération. Le souverain jordanien doit ensuite visiter Hambourg, Hanovre, Munich et, à la demande, Berlin-Ouest. Ses conversations avec les dirigeants ouest-allemands doivent notamment porter sur les pourparlers israélo-égyptiens et les conséquences de la conférence de Bagdad, la situation au Liban et la coopération économique entre Bonn et Amman. — (Corresp.)

### République Sud-Africaine

LES ETATS-UNIS ont décidé de renoncer à livrer de l'uranium enrichi à des fins expérimentales à la République Sud-Africaine en raison du refus de ce pays d'adhérer au traité de non-prolifération des armes nucléaires. Cette décision a été annoncée samedi 4 novembre par le Dr A.E. Aronson, président de la Commission sud-africaine de l'énergie atomique (Atomic Energy Board). — (A.F.P.)

سكولان لاجل

Vous le not au lai

La

# LA CAMPAGNE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## M. Giorgio Strehler : les différents partis socialistes savent ce qu'ils ne veulent pas

La première manifestation de la campagne socialiste pour l'élection à l'Assemblée européenne se déroulera à Lille mardi 7 et mercredi 8 novembre. Les chefs de file socialistes des pays de la Communauté, mais aussi des pays candidats (le Portugal, l'Espagne et la Grèce), les maires des principales villes (Pavie, Venise, Milan, Hambourg, Rotterdam, Brême, Amsterdam, Copenhague...), les présidents de région, sont présents. MM. Pierre Mauroy, maire de Lille, et Jack Lang, responsable de la campagne

du P.S., ont voulu donner à cette manifestation une dimension culturelle. L'Orchestra philharmonique de Lille, dirigé par Jean-Claude Casadesu, interprétera « Le Survivant de Vassilios », de Schoenberg, et une œuvre inédite en France : « La Repas des apôtres », de Wagner. De nombreux intellectuels participent à cette première manifestation de la campagne des P.S. de la C.E.E. : d'Heinrich Böll à Paolo Grassi et à Giorgio Strehler, directeur du Teatro Piccolo.

Giorgio Strehler intervient rarement dans le débat politique bien qu'il soit membre, depuis 1958, du parti socialiste italien et qu'il siège au comité central de cette formation. Il s'en explique : « Je pense que le rôle d'un homme de culture n'est pas d'être - au-dessus de la mêlée - dans une espèce d'isolement de la pratique qui témoigne presque toujours d'un orgueil culturel, mais de participer à la vie politique à travers les moyens qui sont les

siens. Et mes moyens, c'est le théâtre : la fondation d'abord, puis la défense (car ce fut et c'est encore une lutte aujourd'hui), d'un théâtre en tant qu'art, à caractère public, c'est-à-dire lié aux institutions républicaines, largement démocratique, laïc et libre, fondamentalement à gauche, donc populaire ; un théâtre perçu comme un lieu et comme des choses représentées, et représentées, d'une certaine manière, - contre - une autre façon de concevoir non seulement le théâtre mais aussi la vie.

L'Europe, pour Giorgio Strehler, c'est un peu le prolongement de son univers familial. Il est né à Trieste, lieu de rencontre de la culture slave et de la culture italienne. En outre, sa grand-mère était parisienne. « C'est peut-être la raison pour laquelle, avec « naitivité politique », je pense non sans tendresse à l'Europe une comme à ma famille dans laquelle on parlait quatre langues et où parlais les uns ne connaissant pas très bien la langue des autres, mais dans laquelle on savait s'aimer ».

« L'Europe, pour Giorgio Strehler, c'est un peu le prolongement de son univers familial. Il est né à Trieste, lieu de rencontre de la culture slave et de la culture italienne. En outre, sa grand-mère était parisienne. « C'est peut-être la raison pour laquelle, avec « naitivité politique », je pense non sans tendresse à l'Europe une comme à ma famille dans laquelle on parlait quatre langues et où parlais les uns ne connaissant pas très bien la langue des autres, mais dans laquelle on savait s'aimer ».

« On ne doit jamais oublier la tragédie humaine dont le socialisme ne pourra jamais se passer. Je pense, en particulier, à Willy Brandt et à son « moment historique » en Pologne, tandis que, simple et discret, il descend à genoux en larmes et ne prononce qu'un mot : pardonnez-nous ! »

« On ne doit jamais oublier la tragédie humaine dont le socialisme ne pourra jamais se passer. Je pense, en particulier, à Willy Brandt et à son « moment historique » en Pologne, tandis que, simple et discret, il descend à genoux en larmes et ne prononce qu'un mot : pardonnez-nous ! »

« Notre famille socialiste est composite, très composite même, c'est un peu ce que j'aimerais opposer. Il est inutile de vouloir faire, même si c'est commode, un tableau idéologique du socialisme européen qui apparaît aussi comme une réalité contradictoire. Mais après le dogmatisme de gauche et le dogmatisme aveugle de la droite encore et toujours en action, vive la contradiction ! Du reste les conditions historiques dans lesquelles le socialisme s'est développé au cœur de l'Europe sont trop différentes. Nous avons commis des erreurs différentes et nous avons célébré des victoires différentes. Il y aura encore des victoires et des défaites différentes. Je n'ai pas peur des erreurs. Mais j'ai peur de la persévérance à commettre les mêmes erreurs. »

« Je pense, en même temps, aux hommes (de droite comme de gauche) qui, en Allemagne, au cours de mes nombreux voyages de travail théâtral, m'ont dit qu'un chancelier allemand ne devrait pas faire certaines choses ! C'est dans ce geste qu'on ne devrait pas faire (ni) à d'autres gestes qu'on ignore trop facilement toutes les difficultés nous devons sauvegarder, dans un mouvement largement unitaire, les différences, les caractères de chaque socialisme, comme un patrimoine politique que réaliser l'unité et l'efficacité ou d'une incertitude.

« Je pense, en même temps, aux hommes (de droite comme de gauche) qui, en Allemagne, au cours de mes nombreux voyages de travail théâtral, m'ont dit qu'un chancelier allemand ne devrait pas faire certaines choses ! C'est dans ce geste qu'on ne devrait pas faire (ni) à d'autres gestes qu'on ignore trop facilement toutes les difficultés nous devons sauvegarder, dans un mouvement largement unitaire, les différences, les caractères de chaque socialisme, comme un patrimoine politique que réaliser l'unité et l'efficacité ou d'une incertitude.

« Je pense, en même temps, aux hommes (de droite comme de gauche) qui, en Allemagne, au cours de mes nombreux voyages de travail théâtral, m'ont dit qu'un chancelier allemand ne devrait pas faire certaines choses ! C'est dans ce geste qu'on ne devrait pas faire (ni) à d'autres gestes qu'on ignore trop facilement toutes les difficultés nous devons sauvegarder, dans un mouvement largement unitaire, les différences, les caractères de chaque socialisme, comme un patrimoine politique que réaliser l'unité et l'efficacité ou d'une incertitude.

### « S'endurcir sans jamais oublier sa propre tendresse »

« Mais, même en termes de politique pure, une Europe méditerranéenne qui comprendrait l'Italie, la France, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, présenterait un visage plus unitaire et moins discordant aux différents socialistes européens - mais jamais à les accorder à l'unisson. Nous refusons l'unanimité rassurante. Et je pense que malgré toutes les difficultés nous devons sauvegarder, dans un mouvement largement unitaire, les différences, les caractères de chaque socialisme, comme un patrimoine politique que réaliser l'unité et l'efficacité ou d'une incertitude.

« Mais, même en termes de politique pure, une Europe méditerranéenne qui comprendrait l'Italie, la France, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, présenterait un visage plus unitaire et moins discordant aux différents socialistes européens - mais jamais à les accorder à l'unisson. Nous refusons l'unanimité rassurante. Et je pense que malgré toutes les difficultés nous devons sauvegarder, dans un mouvement largement unitaire, les différences, les caractères de chaque socialisme, comme un patrimoine politique que réaliser l'unité et l'efficacité ou d'une incertitude.

« Mais, même en termes de politique pure, une Europe méditerranéenne qui comprendrait l'Italie, la France, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, présenterait un visage plus unitaire et moins discordant aux différents socialistes européens - mais jamais à les accorder à l'unisson. Nous refusons l'unanimité rassurante. Et je pense que malgré toutes les difficultés nous devons sauvegarder, dans un mouvement largement unitaire, les différences, les caractères de chaque socialisme, comme un patrimoine politique que réaliser l'unité et l'efficacité ou d'une incertitude.

« Mais, même en termes de politique pure, une Europe méditerranéenne qui comprendrait l'Italie, la France, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, présenterait un visage plus unitaire et moins discordant aux différents socialistes européens - mais jamais à les accorder à l'unisson. Nous refusons l'unanimité rassurante. Et je pense que malgré toutes les difficultés nous devons sauvegarder, dans un mouvement largement unitaire, les différences, les caractères de chaque socialisme, comme un patrimoine politique que réaliser l'unité et l'efficacité ou d'une incertitude.

# Nous sommes le n°1 des yoghourts au lait entier.

**La Laitière**  
EN POT GRANDE CONTENANCE DE 15 CL.

Chambourcy, avec La Laitière, a toujours été le N°1 des yoghourts au lait entier. Ce n'est pas un hasard. La Laitière ce sont des yoghourts de qualité supérieure, au goût unique. Ces délicieux yoghourts en pots de verre sont présentés généreusement: des pots de 15 centilitres au lieu de 12 pour les autres yoghourts. La Laitière, N°1 des yoghourts au lait entier, vite livrée, vite achetée, c'est vraiment la fraîcheur Chambourcy.

chambourcy

LE MONDE

# AMÉRIQUES

## Une puissance en expansion : le Congrès des Etats-Unis

Dans un premier article (« Le Monde » des 5-6 novembre), notre correspondant à Washington a décrit le « monstre » législatif qu'est devenu le Congrès, avec ses innombrables bureaux, ses épaisses publications et ses vingt mille personnes qui travaillent chaque jour. Il analyse dans le second article le rôle des « lobbies », les groupes de pression, déclarés ou non, qui assistent littéralement les congressistes et les inondent de leur littérature.

Washington. — « L'Amérique n'est plus une nation, mais un comité de lobbies. » Ce commentaire désabusé du Washington Monthly tirait le Japon des flots de rapports auxquels a donné lieu la prolifération de cette institution libre américaine qu'est le lobby : un groupe qui arpente les antichambres du Congrès (d'un nom pour inciter les parlementaires à voter dans son sens. En principe, il n'y a que bénéfice à cette activité : le sénateur ou le représentant ne peut pas tout savoir ; son information ne doit pas provenir de la seule administra-

tion, et les intéressés ont leur mot à dire. Malheureusement, tous ces intéressés ne se font pas entendre avec la même vigueur, et la multiplication des lobbies a transformé le Congrès en un champ clos d'influences contradictoires et désordonnées.

Plusieurs raisons ont contribué à cette évolution ces dernières années. La principale est le déclin des partis. Le parti républicain ne s'est pas encore remis des coups que lui ont portés la rébellion du sénateur Goldwater contre l'« appareil », en 1964, puis le scandale du Watergate. Les démocrates ont été les premières victimes du traumatisme vietnamien et aussi, paradoxalement, de l'irrésistible ascension de M. Carter en 1976-1977 effectuée en dehors de la machine du parti et contre ses tentes. Aujourd'hui, 31 % des Américains se déclarent indépendants de tout parti, contre 16 % en 1957. Ce comportement des électeurs influe sur celui des élus. Il ne suffit plus, pour faire passer un projet de loi, de s'entendre avec les chefs de groupe au Congrès ou avec les présidents de commission. Il faut « travailler » chaque parlementaire pour arracher les voix une par une. D'où l'importance d'un « lobbyisme » plus actif, diversifié et agressif.

### Les ordinateurs parlent aux ordinateurs

La technique moderne a précipité cette évolution. Dans ce pays profondément étranger aux idéologies (sauf à celle de la démocratie et de la libre entreprise), il était déjà bien difficile de tracer une frontière entre les programmes des deux grands partis. Mais la distinction s'estompe encore plus lorsque l'électeur fait son choix devant son écran de télévision et lorsque la promotion d'un candidat est d'abord affaire de finances et de technique publicitaire. Or l'apparition de l'or-

dnateur a révolutionné cette technique et ouvert une nouvelle branche d'activité aux lobbies. Déjà, au Congrès, les listes de tous les citoyens qui ont écrit à un moment de leur vie au parlementaire sont digérées et reclassées à volonté par six ordinateurs acquis par les Chambres — ou loués à l'extérieur — ces dernières années. Les machines se sont chargées de rédiger des réponses pré-établies et d'y apposer la signature « authentique » du député.

## II. — Les « lobbies »

De notre correspondant MICHEL TATU.

En sens inverse, des lobbies tout aussi puissamment équipés organisent le « bombardement » des congressistes par des pétitions toutes rédigées qu'ils envoient à leur clientèle. La plus connue de ces organisations est celle que

### Quinze mille professionnels !

Il est impossible de dénombrer les lobbies. Selon le magazine Time, on compterait actuellement quinze mille « lobbyistes professionnels » à Washington, contre deux mille seulement sont enregistrés aux termes d'une loi de 1946. Les organisations sont très diverses, depuis le lobby officiel de la Maison Blanche (les collaborateurs délégués par le président auprès du Congrès à l'approche des votes difficiles) jusqu'aux syndicats, en passant par les grandes compagnies commerciales, qui ont étoffé leurs bureaux de Washington pour faire face à la situation. Il y a aussi les « lobbies sur un seul sujet » (single-issue), qui ne se mettent en branle que lorsqu'un projet de loi vient menacer leurs intérêts.

Le plus connu est la National Rifle Association, association des armuriers, qui a réussi à faire rejeter par le Congrès quatorze fois en dix ans les tentatives de contrôle des armes individuelles. On peut ajouter à cette catégorie les très fameux lobby israélien.

Enfin, d'autres organisations plus désintéressées, telles Common Cause, sont de véritables « lobbies anti-lobbies » qui cherchent à sauver ce qui peut l'être de la pureté du processus législatif.

dirige M. Richard Viguerie, un conservateur « superpartite » appuyé par deux ordinateurs I.B.M., trois cents employés et des listes de quatre millions de sympathisants dans tous les Etats-Unis.

Au-delà des campagnes d'intimidation par la poste, les lobbies réellement efficaces sont ceux qui agissent directement au contact des élus, pratiquant les techniques dites de « lobbying » (le fait de prendre le parlementaire par les boutonnières de son veston pour mieux expliquer son cas) ou de l'« arms twisting » (la fait de prendre le parlementaire par les boutonnières de son veston pour mieux expliquer son cas) ou de l'« arms twisting » (la fait de prendre le parlementaire par les boutonnières de son veston pour mieux expliquer son cas) ou de l'« arms twisting » (la fait de prendre le parlementaire par les boutonnières de son veston pour mieux expliquer son cas).

L'arme la plus efficace est bien évidemment la pression financière. Combien de congressistes vendent-ils leur voix, ou, plus dignement, se montrent-ils « généralement complaisants » envers tel ou tel intérêt privé ? Le scandale des pots-de-vin sud-coréens, le fait que deux représentants aient été, tout récemment, inculpés par un tribunal pour corruption, que

cinq autres anciens membres de la Chambre séjournent en carcéral en prison pour le même délit, sont autant de signes alarmants. Ils ont beaucoup contribué à réduire le prestige des congressistes, malgré que plus en raison de l'indulgence même de leurs pairs : en dehors des sanctions judiciaires, le « koreagate », comme on dit ici, n'a entraîné que trois « réprimandes » de la Chambre.

La situation financière du parlementaire est pourtant confortable. Son traitement a été porté l'an dernier de 44 600 dollars par

### L'avantage de la fortune

Le vrai problème est ailleurs. Les déclarations de revenus que les congressistes ont dû faire pour la première fois publiquement ce printemps sur 438 vivants de leur sens très honnêtement de portefeuille ou des propriétés dépassant les 100 000 dollars. Le sénateur est encore plus prospère, puisqu'il vaut en moyenne 444 000 dollars et le président de commission 1 million. Que dire, par exemple, du fait que le sénateur Long, président de la commission des finances et ami bien connu des industriels du pétrole et du gaz (il s'est battu jusqu'au bout par la libération des prix du gaz) possède une fortune de 2,29 millions de dollars dont la moitié en valeurs pétrolières et gazières ? A cela on objecte que M. Johnston, autre sénateur de la Chambre, a une fortune personnelle et qu'il vote

an à 57 500 dollars, l'équivalent de 21 500 francs par mois (sa base sur un cours « normal » du dollar à 4,50 francs). Il a droit, en outre, à quelque 37 000 dollars par an pour ses dépenses, à plus de 250 000 dollars pour son « staff », à 6 500 dollars de « papeterie », sans parler des voyages pour aller dans sa circonscription, des frais postaux et de téléphone, presque tous entièrement couverts par le budget du Congrès. Il ne paie rien pour ses frais médicaux ni pour sa retraite. Un avantage qui a fait grincer bien des dents.

Les efforts de moralisation entrepris depuis Watergate n'ont rien changé que partiellement à cette situation, quand ils n'ont pas conduit au résultat inverse. Ainsi, la Chambre a décidé de limiter, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, le salaire des membres du Congrès à 15 % de son salaire de congressiste : pas plus de 8 825 dollars dans l'année et, par exemple, un plafond de 750 dollars par discours ou conférence. Mais cette limite ne vaut que pour les émoluments, réduisant un travail. Les dividendes et autres revenus du capital ne sont pas affectés. Les motifs riches sont ainsi pénalisés. Un signe : cette année une bonne cinquantaine de congressistes, soit 10 %, ont décidé de ne pas se représenter à l'expiration de leur mandat.

### Le financement des campagnes

Il en va de même des nouvelles réglementations sur le financement des campagnes électorales, principalement de la Chambre et du Sénat. En 1975, on comptait environ six cents PAC. Au 1<sup>er</sup> juillet de cette année, ils étaient mille sept cent neuf, et il s'en formaient près de six nouveaux par semaine.

Or, si les nouvelles lois ont été appuyées à l'origine par les syndicats, qui entendaient pousser devant eux les candidats de leur choix, c'est surtout le « business » qui en a profité. Les PAC constitués par les grandes entreprises sont passés de quatre-vingt-dix en 1970 à treize-cent-dix en 1977, soit cent onze en juillet dernier, alors que ceux qui sont toujours actifs, mais qui ne sont plus anciens qui accèdent aux présidences et monopolisent les postes jusqu'à leur retraite.

On notera en passant que les dépenses de la campagne électorale de sa propre poche ne sont pas limitées, ce qui favorise les « challenges » fortunés. Mais les avantages accordés par la loi aux

groupes sur les individus ont déclenché une prolifération de formations « ad hoc » : les Comités d'action politique ou PAC. En 1975, on comptait environ six cents PAC. Au 1<sup>er</sup> juillet de cette année, ils étaient mille sept cent neuf, et il s'en formaient près de six nouveaux par semaine.

Or, si les nouvelles lois ont été appuyées à l'origine par les syndicats, qui entendaient pousser devant eux les candidats de leur choix, c'est surtout le « business » qui en a profité. Les PAC constitués par les grandes entreprises sont passés de quatre-vingt-dix en 1970 à treize-cent-dix en 1977, soit cent onze en juillet dernier, alors que ceux qui sont toujours actifs, mais qui ne sont plus anciens qui accèdent aux présidences et monopolisent les postes jusqu'à leur retraite.

### Un avantage pour les sortants

Le dernier rapport publié par la Commission électorale fédérale (FEC) couvre la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1977 au 1<sup>er</sup> juillet 1978. Les chiffres indiqués ont été dépassés depuis lors avec l'approche des élections, mais les propositions sont probablement restées les mêmes. On constate que sur les 622 millions de dollars recueillis par les candidats à la Chambre et au Sénat, près d'un quart (253 millions) provient encore des contributions d'individus, mais que les PAC viennent en seconde position avec 107 millions. Quant à l'apport des partis politiques, il vient en queue de liste (21 millions de dollars), ce qui explique mieux que tout autre argument le peu de cas que l'on fait de la « discipline de parti ».

Le fait est que de cette situation est le résultat d'un effet de faveur. Les PAC, a dit un congressiste, M. Dorman, « ne cherchent pas à savoir qui est au pouvoir, quel est son parti et ce qu'il représente. Ils cherchent seulement à vous acheter ». La solution la plus rentable, quand on représente une grande compagnie ou un « lobby sur un seul sujet », est de dispenser ses faveurs à celui qui est déjà dans la place — par exemple dans une commission du Congrès — plutôt que de disperser sa manne sur des « challengers » qui n'ont pas encore fait leurs preuves. Aussi le sortant, déjà avantagé par le privilège postal que lui accorde le Congrès, reçoit-il les trois quarts des contributions des PAC. Comme la majorité du Congrès est démocrate, un résultat paradoxal est que les donneurs du « big business » financent les candidats de ce parti beaucoup plus largement que ceux du parti républicain, pourtant plus proche de leur cœur.

Le Sénat a la réputation d'être plus « infiltré » par les intérêts privés que la Chambre, ne serait-ce que parce que les campagnes d'un Etat entier, coûtent beaucoup plus cher que celles du représentant, cantonné à une circonscription plus petite. Ses votes sont en tout cas plus conservateurs que ceux de la Chambre. C'est lui qui a entravé cette année une loi votée par les représentants, obligeant les « lobbies » à révéler leurs activités plus que ne

le faisait celle de 1946, jugée par le sénateur J. Warren « obscures et inapplicables ». A la différence de la Chambre, qui s'est débarrassée ces dernières années de quelques présidents de commission incapables, le Sénat n'a pas utilisé les moyens existants destinés à atténuer le vieux système de l'ancienneté : comme par le passé, ce sont les plus anciens qui accèdent aux présidences et monopolisent les postes jusqu'à leur retraite.

Dans les deux Chambres en tout cas, l'influence des « lobbies » a été en fonction du nombre et de la complexité des enjeux traités. M. Carter l'a compris : il a remporté certaines victoires au Congrès en faisant du « lobbyisme » non plus seulement auprès des parlementaires mais, plus efficacement, auprès des « lobbies » eux-mêmes. Grâce aux « représentations », voire aux promesses aux dirigeants des grandes compagnies, il a fait passer son projet sur l'énergie.

L'omnipotence tant célébrée du Congrès a donc ses limites. Sur le plan politique, le pendule était allé trop loin, et les parlementaires eux-mêmes étaient venus et ont été à s'inquiéter de la part de pouvoir un peu trop facile laissée à la présidence. Sur le plan du « lobbyisme » et du financement de la vie politique, la réforme qui consisterait à séparer nettement la chose publique des intérêts privés reste à faire. La crise de cette année par l'affaire du Watergate a sans doute entraîné des changements bénéfiques à la Maison Blanche, mais le Congrès, lui, attend encore son censur.

### FIN

Publié par le R.M.L. Le Monde.  
Cesca : Jacques Parrot, directeur de la publication, Jacques Saragat.

Reproduction interdite de tous extraits, sans accord avec l'Administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 3457.

## “Par son approche globale de l'informatique, Control Data est beaucoup plus qu'un constructeur d'ordinateurs”.

Control Data est l'un des grands de l'informatique. Pouvez-vous situer la société en quelques chiffres ?

Créée en 1957, CONTROL DATA emploie aujourd'hui plus de 45.000 personnes dans plus de 30 pays et a réalisé en 1977 un chiffre d'affaires de 2,3 milliards de dollars.

L'approche globale de l'informatique proposée par Control Data correspond-elle aux besoins des utilisateurs ?

J'en suis convaincu. Un utilisateur recherche par l'informatique une solution adaptée à ses besoins et à sa structure. Notre politique est de lui permettre de construire cette solution personnalisée répondant à ses exigences, grâce à un choix très vaste de produits et de services distincts mais parfaitement complémentaires.

Votre structure vous permet-elle de proposer ces solutions réellement personnalisées ?

Il est certain que notre approche a des exigences quant à l'assistance à nos clients notamment pour le choix de la meilleure solution. C'est pourquoi nous avons un département « conseil et applications » qui en France regroupe plus de 100 ingénieurs.

Control Data est très connu pour ses ordinateurs scientifiques et beaucoup moins pour ses ordinateurs de gestion. Pourquoi ?

La raison en est historique car les premiers systèmes CONTROL DATA étaient essentiellement à vocation scientifique. Aujourd'hui, une telle distinction ne se justifie plus car les systèmes

de notre gamme CYBER 170 sont réellement universels dans la mesure où ils sont aussi performants pour les traitements de gestion que scientifiques, et capables de gérer des réseaux et des bases de données importantes.

Cela signifie-t-il que Control Data ne s'adresse qu'aux grandes entreprises et administrations ?

Nullement. D'une part, en début de gamme, le CYBER 171 est tout à fait accessible aux entreprises de taille moyenne. D'autre part, la solution « service bureau » est adaptée aux entreprises de toutes tailles. En effet, en utilisant un simple terminal, ingénieurs, gestionnaires et managers ont accès à un réseau, à des bases de données et à de nombreux programmes d'application.

Mais qu'apportez-vous à un utilisateur déjà équipé par un autre constructeur ?

Tout d'abord, des périphériques compatibles qui mettent en œuvre les technologies les plus avancées. Ensuite, des supports magnétiques utilisables sur la plupart des périphériques du marché. D'autre part, notre département « conseil et applications » travaille fréquemment pour de tels utilisateurs.

Puisque nous parlons de périphériques, avez-vous également une gamme de produits OEM ?

Oui, nous sommes même le premier

fabricant mondial de périphériques OEM, plus de 700 constructeurs les intégrant dans leurs propres équipements. De plus, les fabricants de mini-ordinateurs et les concepteurs de systèmes trouvent auprès de notre centre technique européen de Ferney Voltaire une assistance de très haut niveau.

Control Data possède par ailleurs un institut de formation.

Qu'y enseigne-t-on ? L'Institut Privé CONTROL DATA assure non seulement la formation de programmeurs et inspecteurs de maintenance, mais également la formation générale et informatique au sein de l'entreprise.

Control Data s'engage à proposer des produits d'un haut niveau technologique. Cela vous semble-t-il essentiel ?

Je dirai vital. Car un système informatique ne doit pas résoudre les seuls besoins actuels des utilisateurs. Nos produits sont conçus pour satisfaire aux exigences présentes mais aussi, à celles des années à venir, compte tenu de l'évolution prévisible des besoins. Cela me semble essentiel pour assurer la pérennité des solutions adoptées aujourd'hui par les entreprises et les administrations.

Pour conclure, comment peut-on résumer la stratégie de Control Data ?

Notre volonté est de fournir des solutions informatiques personnalisées offrant une gamme complète de produits et de services complémentaires.

Jean CARNESECCA  
Directeur Général  
de CONTROL DATA France



السنة 1978

de zone bar

PARIS  
BAMAKO  
MEDAN ACCRA BANGKOK  
BLZAVILLE CASABLANCA  
CONAKRY COTONOU DAKAR  
LAGOS LOME N. DZEMBA  
NIAMEY NOUAKCHOTT  
OLAGOSOKO

AIR AFRIQUE

ALLEZ GO! ALL GO



# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

Etats-Unis

### LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DANS L'ÉTAT DE NEW-YORK Une âpre bataille d'hommes

New-York. — « Sapez-vous à quel point les politiciens vous mentent ? » Peter Godman, par exemple, a été l'objet de l'attention de l'auditeur en tant que témoin, une minute trente de références péroratives un d'insinuations à la limite de la diffamation. Le spot publicitaire s'achève sur un retentissant : « Choisissez William Woodward comme sénateur ! » M. Woodward, candidat au sénat de l'Etat de New-York, n'est pas le seul à consacrer l'essentiel de sa campagne à essayer de dénigrer son principal concurrent. C'est une méthode que tous les candidats en lice pour les élections du 7 novembre pratiquent à qui mieux mieux.

Mardi 7 novembre, les quelques sept millions de cinq cent mille électeurs de l'Etat de New-York auront à choisir un gouverneur, un « commissaire aux comptes » et un « procureur général ». Les trente-neuf représentants de l'Etat au Congrès de Washington seront également soumis à élection, de même que les deux cent dix membres de l'Assemblée de l'Etat, les juges de sa Cour suprême et ceux des tribunaux civils.

La grève des principaux journaux new-yorkais (la ville de New-York représente plus du tiers de l'électorat) n'a pas favorisé les débats d'idées, que de toute façon l'électeur moyen n'apprécie guère. Les fonds de campagne (entre 4 et 6 millions de dollars pour chacun des candidats au poste de gouverneur) sont dans tous les cas dirigés vers la radio et la télévision. Le débat entre les protagonistes est d'une extrême simplicité. Il consiste en se fondant sur le « record » la compilation des votes émis par l'adversaire au cours de sa carrière politique, à essayer de montrer que celui-ci n'a jamais tenu aucun de ses engagements.

Quand on pense avoir établi que son activité n'a pas eu pour effet de diminuer les impôts mais de les augmenter, de réduire la criminalité mais de l'aggraver, de soulager mais d'assombrir

De notre correspondant

enfin, d'une façon générale, le sort des indigents, des malades et des vieillards, on cherche à lui river son clou en jouant sur les passions du public.

M. Perry Dureya, le candidat républicain au poste de gouverneur, reproche à son adversaire, le gouverneur sortant, Hugh Carey, d'être opposé à la peine de mort, sujet brûlant dans une ville et un Etat obsédés par le crime. M. Carey riposte en disant qu'il n'a pas moins fait adopter une loi qui envoie devant l'équivalent de nos cours d'assises les criminels mineurs à partir de treize ans (inséqué dans l'Etat de New-York un assassin de moins de dix-sept ans avait toutes les chances de sortir de prison au bout d'un an, ce dont la pierre était posée en recrutant des tuteurs à gages parmi les adolescents). Et il contre-attaque aussitôt en ironisant sur les déclarations d'impôts de M. Dureya : « Je suppose, dit-il, que vous n'êtes pas pour la peine capitale en ce qui concerne l'assassin fasciste, n'est-ce pas ? »

De fait, M. Dureya, qui possède une grosse industrie de pêche (poissons et crustacés) à Montauk, à la pointe de l'île de Long-Island, a profité au maximum des failles du système fiscal pour payer l'année dernière très peu d'impôts. Touché, mais décidé à rendre coup pour coup, celui que ses ennemis appellent « Perry la langouste » réplique : « Je pourrais m'occuper de votre frère ! ». Le frère du gouverneur est lui-même dans les affaires.

En Virginie et dans le district de Washington, dans les Etats de l'Est, dans le Middle West, il arrive encore que l'homme politique soit respecté. A New-York, il est admis que la politique

est un sport où tous les coups sont permis, et que « le plus coriace est le meilleur ». M. Hugh Carey a posé un visage « sérieux » sur ses traits ronds, une réserve qui pourrait être de la timidité, mais aussi un mauvais caractère. Agé de cinquante-neuf ans, il a eu dix enfants dont il s'occupe beaucoup et des malheurs familiaux, perdu ses deux fils aînés, sa femme et une petite fille. Mais, sous sa bonhomie de père, il cache l'acharnement et la vivacité d'un vrai New-yorkais (il est originaire de Brooklyn). Il a des traits d'homme qui sont épiques et laissent leur victime, M. Dureya, sans voix.

Celui-ci, cinquante-sept ans, a un visage viril aux cheveux blancs et l'air d'un roc. Dans sa famille, on est sûr : son grand-père a dû être traîné hors du Parlement d'Albany (la capitale de l'Etat de New-York) un jour que, battu aux élections sénatoriales, il refusait de l'admettre, et était venu s'asseoir quand même. Dans sa carrière politique, il s'est montré à la fois une « peau de vache » et extrêmement conciliant, suscitant autour de lui au moins autant de loyalisme que d'animosité. Son principal handicap aura été de n'être pas suffisamment connu des New-Yorkais.

Dans cette rivalité pour diriger ce qui demeure un des tout premiers Etats des Etats-Unis, la plus grande métropole du pays, le mot « politique » est presque vidé de son sens. Il n'y a pas de candidats à partir dans ces élections de mardi, il n'y a pas non plus de candidat des pauvres. Il n'y a que des fauves qui jouent à fond le système pour ce qu'il peut leur apporter : pouvoir, prestige et argent.

ALAIN-MARIE CARRON.

En 1975

### LE PRÉSIDENT FORD A EMPÊCHÉ LA CORÉE DU SUD DE CONSTRUIRE L'ARME NUCLÉAIRE

La Corée du Sud a eu un programme secret de construction d'armes nucléaires jusqu'à ce qu'en 1975 le président Ford oblige le gouvernement de Séoul à y renoncer. C'est ce qu'indique un rapport confidentiel de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants dont fait état le Los Angeles Times, le dimanche 5 novembre. Un élément essentiel de ce programme était le projet d'achat à la France, qui a été abandonné depuis sous la pression des Etats-Unis, d'une usine de retraitement des déchets nucléaires.

Après l'explosion d'une bombe atomique en Inde, en 1974, l'administration américaine avait mis en place un groupe spécial de recherches sur les nations susceptibles d'acquiescer l'arme nucléaire. Ayant découvert l'existence du programme sud-coréen, le groupe conseilla à la Maison Blanche de faire pression sur le gouvernement de Séoul en menaçant de bloquer la vente de réacteurs construits par la firme Westinghouse. Selon le rapport de la commission, la Corée du Sud fit savoir, à la fin de 1975, qu'elle renonçait à développer son projet.

La vente de réacteurs et de matières premières fut officiellement autorisée, et la Corée du Sud a pu mettre en service sa première centrale nucléaire, en avril dernier. Trois autres centrales semblables sont en construction, ainsi qu'un réacteur, d'origine canadienne, fonctionnant à l'uranium naturel.

# ALLEZ GO! ALLEZ GO!

## Typically English... à deux pas de l'Opéra

Par exemple : table de lampe à deux tiroirs, en acajou.

### MAPLE

Le spécialiste anglais du meuble anglais  
- 5, rue Boudreau (face R.E.R. Auber) 75009 Paris - Tél. 742.53.32  
- Centre commercial régional Créteil-Solciel - Tél. 898.03.23.

### A LA FIN DE SES TRAVAUX A VANCOUVER

## Le congrès de l'Internationale socialiste demande à ses membres de refuser toute aide aux groupes qui pratiquent le terrorisme

C'est deux ans après le congrès de Philadelphie, auquel assistait Karl Marx, l'Internationale socialiste est à nouveau sortie d'Europe. Le quatorzième congrès de l'organisation, qui se tient du 3 au 7 novembre à Vancouver, au Canada, était destiné, selon le mot de M. Willy Brandt, qui a été réélu président, à « internationaliser l'Internationale ».

Vancouver. — Placé sous le signe de la paix et du développement, le congrès de l'Internationale socialiste à Vancouver a, pour l'essentiel, repris un débat largement entamé dans divers organismes et lors des réunions de son bureau à Paris fin septembre et de sa conférence de Lisbonne au début du mois d'octobre. La situation économique mondiale, qui a été au centre des délibérations, a donné lieu à l'adoption d'une résolution préconisant l'instauration d'un nouvel ordre international remédiant pour les pays

développés, au ralentissement de la croissance, à la montée du chômage et à l'instabilité monétaire, et pour les pays en voie de développement à l'insuffisance de la production et à la dégradation des termes de l'échange.

L'Internationale s'est prononcée en faveur d'une réforme du système monétaire, d'un développement équilibré des régions, d'une protection à long terme des ressources énergétiques et d'une organisation du marché des matières premières et des denrées de base qui améliorerait les gains véritables des pays fournisseurs tout en assurant la parté avec les niveaux de prix des produits industriels. Ses objectifs devaient être atteints grâce à une restructuration des organes de décision internationale.

Les congressistes ont identifié un ennemi commun : les compagnies multinationales. Celles-ci, selon le rapport présenté par M. Oscar De-bunne, du parti socialiste belge, tendent à saper la souveraineté nationale, peuvent limiter l'influence des syndicats en les opposant d'un pays à l'autre, et ont le faculté de fuir les réalités des prix. L'Internationale socialiste a donc résolu de favoriser la création d'agences de surveillance, et la coopération dans l'échange des données. Quant aux mesures concrètes qui pourraient prendre les nations sur leur propre sol contre les multinationales, on a préconisé, par exemple, le décreter, en particulier, le terme de nationalisation.

Les représentants du tiers-monde ont été les premiers à se montrer sceptiques quant à l'efficacité des remèdes proposés par les socialistes européens. Les multinationales, selon un observateur du F.L.N. algérien, le colonel Hoffman, sont un bouc émissaire commode. Pour le président Senghor, les pays industriels manquent de volonté dans le dialogue Nord-Sud. « De conférence en conférence, a-t-il précisé, force est de reconnaître que nous n'avons guère ».

### Poursuite de la tâche d'Helsinki

Sur la question du désarmement et de la détente, le congrès de Vancouver s'est prononcé en faveur de la poursuite des efforts entrepris à Helsinki. M. Robert Pontillon, du parti socialiste français, et président d'une « conférence européenne sur la réduction des forces et des tensions », que son organisation avait lancée en décembre dernier. Cette négociation devrait, selon M. Pontillon, comporter « cinq corbeilles » : le stockage des armes nucléaires, le stationnement des troupes étran-

gères, l'aspect financier des efforts de défense, la réduction des forces conventionnelles et le contrôle des risques de conflit.

Le débat sur les violations des droits de l'homme a conduit l'Internationale socialiste à affirmer sa solidarité avec les mouvements de libération de l'Afrique subsaharienne. Dans son rapport sur cette question, l'ancien premier ministre suédois, M. Olof Palme, a recommandé l'arrêt de tout nouvel investissement dans la région. Il a fait remarquer que des résolutions précédentes sur une politique d'embargo n'avaient vraiment été respectées que par le Soudan et le Norvège. La situation au Nicaragua et l'emprisonnement du syndicaliste tunisien Habib Achour ont également donné lieu à des manifestations de solidarité. Le bureau de l'Internationale a décidé d'examiner la situation au Sahara occidental lors de sa prochaine réunion, en présence du Front Polisario et de l'Union socialiste des forces populaires du Maroc.

L'Internationale socialiste a innové en incluant dans sa résolution sur les droits de l'homme une condamnation du terrorisme, et en recommandant à ses membres de refuser toute aide aux groupes qui recourent à ces méthodes.

M. Willy Brandt a enfin évoqué, à propos des possibilités d'ouverture de l'Internationale, les divers développements qui se font jour dans certains des grands partis qui continuent à croire qu'ils sont communistes, ainsi que « l'émergence, dans certains pays, d'un libéralisme à orientation sociale et les tendances progressistes, dans certains domaines, des partis démocrates-chrétiens ».

Cette recherche diffère sensiblement de la problématique de celui qui a fait figure de chef de file des Latino-Américains, le secrétaire général du parti révolutionnaire dominicain, M. José Francisco Peña Gomez. Pour M. Peña Gomez, la modeste cubaine est encore valable, à condition de la prendre avant son anexion par le bloc soviétique. Face aux dictatures militaires, le socialisme démocratique est, selon lui, la seule possibilité de voir s'instaurer en Amérique latine des régimes pluralistes. Il attend donc de ses collègues socialistes d'Europe qu'ils expliquent à Washington, grâce à leurs liens ou sein de l'alliance atlantique, que le progrès social et politique n'est pas nécessairement synonyme d'allégeance pro-soviétique.

L'Internationale socialiste répondra-t-elle aux aspirations de M. Peña Gomez ? Les socialistes européens, nous a déclaré le leader antillais, ont tendance « à s'allier à des gouvernements de droite quand ils parlent en tant que gouvernements, et à soutenir des partis de gauche quand ils parlent en tant que partis ».

DANIEL RAUNET.

### FIN DE LA GRÈVE DES JOURNAUX NEW-YORKAIS

Les deux grands quotidiens new-yorkais, le New York Times et le Daily News ont repris le lundi matin 6 novembre après quarante-huit jours de grève. Les éditions comportant cent soixante-seize pages, ce titre énorme du Daily News a, de bonjour, sous-sous-évoqué de mots ?

Le Allied Printing Trades Council, organisation qui couvre tous les syndicats des journaux new-yorkais, a, en fait, demandé, dimanche soir, à ses adhérents de reprendre le travail immédiatement.

Seule la Guild, le syndicat des journalistes qui avait déclenché samedi soir une grève de dernière minute au New York Times, doit encore ratifier dans la soirée l'accord conclu avec la direction du journal.

Le conflit de la presse new-yorkaise avait éclaté le 9 août dernier. Mais le New York Post, qui avait signé une « paix séparée », avait pu reprendre dès le 5 octobre. — (A.F.P.).

## PARIS BAMAKO

et aussi

ABIDJAN, ACCRA, BANGUI, BRAZZAVILLE, CASABLANCA, CONAKRY, COTONOU, DAKAR, LAGOS, LOME, N'DJAMENA, NIAMEY, NOUAKCHOTT, QUAGADOUGOU.

### AIR AFRIQUE

La plus grande fréquence de vols vers et à travers l'Afrique

# ALLEZ GO! ALLEZ GO!

# PETER STUYVESANT

nicotine 0,42 mg  
goudrons 5,5 mg

Peter Stuyvesant  
EXTRA MILD 20  
MILD CHOICE TOBACCO KING SIZE

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE A LA RÉUNION

< La Lettre de la Nation > se demande si M. Barre ne s'est pas livré à une opération de division de la majorité

Avant de regagner Paris où il est arrivé lundi matin 6 novembre, M. Raymond Barre a donné, dimanche soir, à Saint-Denis-de-la-Réunion, une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment estimé que l'économie de l'île avait souffert d'inhibition depuis 1976 - en grande partie parce qu'elle avait une inquiétude profonde sur son avenir en cas de victoire de l'opposition.

An passage, le premier ministre a rendu hommage aux élus locaux et - en particulier à M. Michel Debré, qui a consacré ses efforts à résoudre un certain nombre de problèmes fondamentaux. - Je crois, a indiqué le chef du gouvernement, que la Réunion lui sera toujours reconnaissante de l'impulsion qu'il a donnée et de l'action qu'il a conduite pour l'amélioration des infrastructures et des conditions générales de la vie économique et sociale de l'île.

bre, l'éditorialiste Pierre Charpy demande: « Le premier ministre a-t-il choisi l'île de la Réunion pour lancer une opération de désunion de la majorité? ». Selon lui, le premier ministre a agacé M. Chirac en mettant en cause - ceux qui vont à la pêche aux voix comme d'autres vont à la pêche aux moules. - Il écrit: « Si nous voulions nous placer au même niveau que Raymond Barre, il serait facile de lui répondre qu'il ne serait pas premier ministre si M. Chirac n'était pas allé à la - pêche aux voix - avec plus d'efficacité que les autres chefs de la ma-

rité. Mais ce genre de propos n'est pas digne d'un premier ministre. Pourquoi s'y est-il laissé aller? Aurait-il été choqué qu'il y ait en trop de militants R.P.R. pour l'accueillir et que ceux-ci aient brandi l'effigie du général de Gaulle plutôt que la sienne? S'il avait eu d'autres attaches avec l'île de la Réunion que le fait d'y être né, il aurait su que, dans ce département, la ligne de clivage ne passe pas entre le R.P.R. et l'U.D.F., mais entre les partis - nationaux - et les autres.

Saint-Denis-de-la-Réunion. - Les militants autonomistes et indépendantistes, qui s'étaient montrés très discrets depuis l'arrivée de M. Raymond Barre à la Réunion, ont attendu la dernière journée de son voyage pour se manifester. Ils l'ont fait dimanche matin 5 novembre dans la commune du Tampon située dans la circonscription de M. Pierre Lagourgue (U.D.F.), député, président du conseil général, alors que le premier ministre venait de visiter l'école militaire préparatoire de la Réunion.

« marcher sur nos gérants! Le géranium est l'une des principales productions agricoles de la commune du Tampon. Réagissant d'autre part, à l'avertissement lancé vendredi par M. Barre à l'adresse de « ceux qui peuvent se laisser séduire par les recommandations de l'autonomie », le P.C.R. a demandé à la direction de la chaîne régionale de télévision le bénéfice du droit de réponse sans grand espoir d'obtenir satisfaction, la formation de M. Paul Vergès, secrétaire général, ancien député, n'étant pas considérée comme représentative par les autorités locales, dans la mesure où, indépendant du P.C.F., elle n'adhère à aucune formation politique nationale.

De son côté, le premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Wilfrid Berthia, a diffusé une note soulignant que sa formation « ne partage pas les vues du P.C.R. » et réclamant « un statut qui s'inspirerait du régionalisme politique et démocratique et donnerait aux Réunionnais les moyens politiques de développement de leur île par la décentralisation la plus large possible compatible avec le maintien de la Réunion dans l'état unitaire français ». Selon le P.S., « cette demande n'est en rien assimilable à une revendication manquée de l'indépendance ».

Le Comité du progrès, association de recherche de propositions proche des socialistes, « craint sérieusement que des réactions passionnelles, occasionnelles et quelque peu démagogiques ne conduisent la Réunion à une indépendance improvisée en catastrophe et dans des conditions dramatiques ».

A l'appel du parti communiste réunionnais, qui revendique, pour le département, un statut d'autonomie, et de l'organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion, seul mouvement à demander l'indépendance de l'île, trois cents personnes environ s'étaient groupées à la sortie de la localité pour exprimer leurs revendications, banderoles à l'appui, au passage du cortège officiel.

La déclaration du premier ministre n'a pas surpris au demeurant les dirigeants communistes réunionnais. « Nous entendons ce genre d'avertissement depuis trente ans, nous a déclaré M. Paul Vergès, l'argumentation de M. Barre sur le caractère français de la Réunion est la même que celle qu'on entendait naguère avant l'indépendance du Vietnam, de l'Algérie et des pays africains. Nous, nous ne demandons par l'indépendance, mais, chaque fois que nous parlons d'autonomie, on déforme notre

« mot d'ordre et on nous interdit de répondre ». Le secrétaire général du P.C.R. estime que les propos de M. Barre sont « en réalité sur les déclarations faites en 1976 par M. Valéry Giscard d'Estaing, qui dit-il, ont eu en nos revendications une aspiration légitime et qui nous ont reconquis le droit à l'autodétermination en nous disant que la Réunion resterait un département tant qu'elle le voudrait ».

« M. Michel Debré, qui a accompagné le premier ministre dans ses déplacements au cours de la journée de samedi, s'est montré avec celui-ci courtois mais réservé.

Comme on lui demandait s'il s'était senti visé par les propos de M. Barre sur ceux qui enlignent la politique du gouvernement « au nom de leur nostalgie, de leurs frustrations ou de leurs ambitions », l'ancien premier ministre du général de Gaulle a déclaré: « Si je devais me sentir visé chaque fois qu'on déclare que ceux qui ne pensent pas comme le gouvernement ne doivent pas être écoutés, je me sentirais visé du matin jusqu'au soir. »

M. Michel Debré n'a pas assisté à la réception donnée samedi soir à la préfecture par le premier ministre. Il était toutefois à l'aéroport dimanche soir pour saluer M. Barre avant son départ.

Les dirigeants des organisations communales, qui ont été reçus samedi après-midi par M. Barre ont jugé que l'échange de vues sur les problèmes économiques avait été positif mais trop superficiel. « Je ne suis pas satisfait de ce qui a été dit », a déclaré M. Charles Issutier, président de la chambre de commerce.

M. Barre avait prévenu les Réunionnais avant son arrivée: « Je ne viens pas avec la haine du Père Noël ». Le premier ministre n'a fait aucun cadeau à ses interlocuteurs, se limitant à donner l'adresse des divers services annoncés en 1976 par le chef de l'Etat.

M. Noël Le Theule, ministre des transports, présidera, le 18 novembre, à Saint-Denis-de-la-Réunion, une « table ronde » qui devra étudier en présence du pré-

« sident-directeur général d'Air France les moyens d'améliorer les services aériens entre l'île et la métropole. Les problèmes de l'artisanat seront également étudiés sur place par M. Jacques Barrot. « Plutôt que de tenir plusieurs séances de travail, M. Barre a préféré multiplier ses contacts avec la population en visitant une quinzaine de communes dirigées par des gaullistes ou des giscardiens. Les Réunionnais, dans la majorité, lui ont fait partout un accueil amical. Plusieurs milliers de personnes l'ont applaudi à la fin du discours qu'il a prononcé dimanche à Saint-Joseph, dans le maire est M. Gty Hoarau, suppléant de M. Lagourgue. Le chef du gouvernement y a invité ses auditeurs à se rassembler autour du président de la République: « Je ne vous ferai pas de promesses fantaisistes », a-t-il indiqué. « Je laisse aux irresponsables le soin de raconter aux Français ce qui leur passe par la tête alors qu'ils sont parfaitement convaincus qu'il n'est pas possible de faire ce qui leur passe par la tête, alors pour une seule raison: la pêche aux voix. Je ne vais pas dans les départements comme la Réunion pour faire la pêche aux voix. Les listes, qui deviendront la préoccupation principale des giscardien et des « barristes » de la Réunion dès le retour du chef du gouvernement à Paris.

Printemps Haussmann Réunion au sommet des Grands de la Hi-Fi. Hi-Fi-Parade au Printemps Haussmann (nouveau magasin au 6<sup>e</sup> étage), les meilleures marques Hi-Fi se sont donné rendez-vous, pour vous présenter leurs plus récents modèles. Des vendeurs spécialisés vous accueilleront et vous conseilleront. Profitez des prix spéciaux Hi-Fi-Parade jusqu'au 2 décembre. TELEFUNKEN Compact stéréo 3 fonctions disque-radio-cassette 6006 FM 2 x 20 W avec 2 enceintes L 3020 2490F PROMOTION HI-FI DU 3 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE

M. Chirac souhaite que le gouvernement se préoccupe davantage des DOM

De notre envoyé spécial

Basse-Terre. - M. Jacques Chirac, qui regagne Paris mardi 7 novembre après avoir visité les îles de Marie-Galante, des Saintes et de la Désirade, avait tiré samedi soir, à Basse-Terre, chef-lieu de la Guadeloupe, la conclusion de son voyage: la décentralisation économique des départements français d'Amérique. A cette occasion, le président du R.P.R. a formellement admis la réalité de la tendance « séparatiste » qui existe, bien qu'à des degrés divers, en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe. Pour combattre les partisans de l'autonomie ou de l'indépendance il a lancé un appel solennel au rassemblement de tous ceux qui se réclament « de l'appartenance à la nation française ». Bien que tout son voyage ait été consacré à l'affirmation du caractère français de ces terres et à la défense du principe de la départementalisation, à la promesse d'un caractère intangible de la présence française dans cette région, et bien que les dernières élections législatives aient été profitables au R.P.R., l'ancien premier ministre a pris conscience des menaces potentielles qui existent contre la francophonie à un terme plus ou moins lointain et de façon plus ou moins précise.

leur appartenance à la nation française. « Nous voyons ceux qui ont suivi le parti communiste-gaulliste, ceux qui ont suivi les groupes anarchistes, ceux qui ont suivi certains socialistes qui se sont référés à la voie empruntée par François Mitterrand, et qui veulent l'abandonner pour la France des départements d'outre-mer. Ceux-là se sont engagés dans une voie absurde, misérable et dangereuse, qui implique essentiellement l'abandon de nos dévotion intellectuelle fondée essentiellement sur une propagande bien souvent d'origine étrangère. Ces hommes doivent être combattus lorsqu'il s'agit des responsables; aux autres, il faut expliquer et ouvrir les bras. » Aucune manifestation d'opposition n'est venue troubler les derniers étapes de ce voyage au cours duquel le président du R.P.R. a visité presque toutes les communes de ces départements, participant ainsi, dans une certaine mesure, par sa présence à la prochaine campagne des élections cantonales.

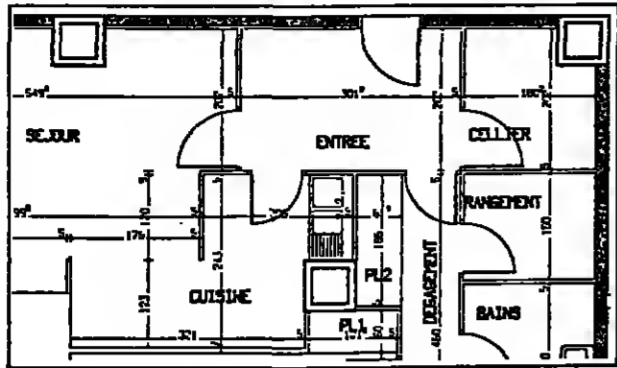
Pour décourager les « séparatistes », il a donc lancé une sorte d'avertissement au gouvernement et au chef de l'Etat - sans toutefois jamais nommer ce dernier - afin qu'ils consacrent rapidement davantage de moyens, d'efforts et de moyens à l'assimilation totale de ces départements. Il suggère donc un plan de relance économique pour renouer un chômage et une application plus complète de la législation sociale. Il souhaite que le gouvernement donne la priorité aux départements d'outre-mer dans ses préoccupations, car ils assurent, a-t-il répété, plus que les autres la présence de la France dans le monde. C'est à Basse-Terre, dont le maire est communiste, et devant un millier d'auditeurs, que M. Chirac a déclaré: « La réalité politique ne se pose pas ici dans une espèce de conflit entre la majorité et l'opposition, mais entre ceux, majoritaires et de loin, qui se veulent français et ceux qui, pour des raisons qui leur appartiennent, qu'ils ont le droit d'écouter et d'exprimer, ne se sentent pas français. Il est insupportable au-delà des cloques dérivées des partis que ces oppositions disparaissent et que se rassemblent tous ceux, quelles que soient leur sensibilité et leurs opinions, qui ont la même option et qui veulent affirmer

Le Monde Service des Abonnements 2, rue des Halles 75003 PARIS CEDEX 03 C.C.P. 027-21 ABONNEMENTS 3 mois 8 mois 12 mois FRANCE - D.O.M. - T.O.M. 125 F 235 F 345 F 450 F TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 225 F 435 F 645 F 850 F ETRANGERS (par mandat postal) L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 135 F 240 F 350 F 460 F IL - SUISSE - TUNISIE 225 F 385 F 505 F 615 F Par voie aérienne Tarif sur demande Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien indiquer en chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus): nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tout les noms propres en capitales d'imprimerie.

Handwritten note: 44/10/250



**Vous Calculez...  
Eh bien, Dessinez maintenant!**



**benson  
le dessin automatique.**

**Pourquoi?**

Parce que le dessin automatique vous apporte la rapidité et la précision de l'exécution graphique.  
Parce que la machine à dessiner libère votre personnel des tâches ingrates.

**Comment?**

Selon vos exigences et vos besoins, Benson vous présente une gamme modulaire de 30 machines à dessiner automatiques. Mais surtout, Benson ne vous laisse pas dans l'embarras du choix. Benson, c'est d'abord le conseil, c'est d'abord le dialogue.

**Pour qui?**

Que vous soyez ingénieur, gestionnaire ou architecte, Benson est pour vous l'outil avancé de recherche et d'exécution graphique. Benson est pour vous l'efficacité d'aujourd'hui.

**Combien?**

Avec Benson, dans la plupart des cas, le dessin automatique entre chez vous pour 1000 F/mois. Alors, contactez-nous. Nous parlerons votre langage et le nôtre. Nous parlerons dessin.

Documentation sur simple demande à  
BENSON - 1, RUE JEAN LEMOINE - Z.I. DES PETITTES HAIES  
94015 CRÉTIL FRANCE - TÉL. 899.10.90.



**benson**

**POLITIQUE**

Les élections municipales de Nice

**ACCORD POUR UNE LISTE D'UNION DE LA GAUCHE**

(De notre correspondant régional.)  
Nice. — A l'issue d'une rencontre organisée le samedi 4 novembre, les partis de gauche (P.S., P.C., M.R.G., ainsi que l'Union des gaullistes de progrès) se sont mis d'accord sur le principe d'une « large liste d'union » pour les prochaines élections municipales partielles qui doivent avoir lieu dans le troisième secteur de Nice.  
La répartition des quatorze sièges à pourvoir — sur les quarante-neuf que compte le conseil municipal de Nice — reste à déterminer. En mars 1977, la liste d'union de la gauche, conduite par un représentant du P.C., M. Virgile Pasquet, était composée de six communistes, cinq socialistes, un radical de gauche et deux gaullistes d'opposition. Le parti socialiste se satisfait de ses cinq sièges mais il souhaite que le P.C. fasse place sur son contingent à une personnalité supplémentaire dont la présence concrétiserait l'élargissement de la liste à d'autres représentants de l'opposition démocratique de Nice. Il n'est pas prévu, en tout état de cause, de faire appel à une personnalité d'envergure nationale.  
La date du scrutin n'a pas encore été fixée officiellement, mais la consultation est envisagée pour les 10 et 17 décembre.

**LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES**

La période de révision des listes électorales, ouverte le 1<sup>er</sup> septembre, sera close le samedi 30 décembre. Le ministre de l'Intérieur rappelle : « Les personnes remplissant les conditions pour être électeur et qui ne seraient pas inscrites pour quelque cause que ce soit ou qui ont changé de domicile ou de résidence doivent demander leur inscription. En outre, l'âge de la majorité étant fixé à dix-huit ans, les jeunes gens qui ont ou atteindront l'âge de dix-huit ans au plus tard le 28 février 1979, doivent se faire inscrire. » Les candidats à l'inscription doivent se présenter dans les mairies, munis d'une pièce d'identité et certifier d'une attache avec la commune.

**Quatre élections cantonales**

**GIRONDE**, canton de Monségur (premier tour).

Inscr. 2 489 ; vot. 2 580 ; suffr. expr. 2 500. M.M. Bernard Dussaut, maire de Monségur, sout. P.S. 1 022 voix ; Jean Mayonnade, sans étiqu. 727 ; Jean Barreyre, P.C. 359 ; Jean-Jacques Gonlard, maire de Dienville, U.D.F. 381. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Robert Servant (P.S.), décédé, qui avait été élu au second tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 1 448 voix contre 1 164 à M. Yves Renard (R.L.), conseiller général sortant. Au premier tour, Robert Servant était arrivé en tête avec 516 suffrages devant M. Renard (R.L.) 352 ; M. Jean-Jacques Gonlard (C.N.P.), 315 et M. Georges Andressa (P.C.), 169.

Alors qu'au premier tour de septembre 1973 les deux candidats de gauche totalisaient 44,04 % des suffrages exprimés, cette fois ils en recueillent 54,23 %. Le candidat soutenu par le P.S. gagne plus de 3 points en pourcentage par rapport au score réalisé par Robert Servant (P.S.) en 1973 ; celui du P.C. enregistre un gain de près de 9 points.

**HAUTES-PYRÉNÉES**, canton de Trie-sur-Baïse (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr. 3 209 ; vot. 2 633 ; suffr. expr. 2 498. M.M. Marcel Castay, maire de Trie-sur-Baïse, maj. soutien U.D.F., 1 188 voix ; Pierre Fargues, député, P.S., 877 ; Léon Delas, maire d'Osme, M.R.G., 301 ; Jean-Louis Gheyze, P.C., 132. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Georges Calébat (dir. maj.), décédé le 23 août dernier, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 1 308 voix contre 907 à M. Jean Fargues (M.R.G.), conseiller général sortant, et 50 à M. Raymond Roucau (P.C.), sur 2 237 suffrages exprimés, 2 333 votants et 3 018 inscrits.

Alors qu'en 1973 le candidat de la majorité avait obtenu 56,84 % des suffrages exprimés dès le premier tour, M. Castay n'en recueille cette fois que 47,23 %. Le M.R.G., qui, avec le soutien du P.S., avait eu 35,25 % des voix il y a cinq ans, n'en a totalisé à ce premier tour que 12,84 %. Le député P.S., M. Pierre Fargues, arrive, avec 35,16 % des voix, en tête des candidats de la gauche, au sein de laquelle le P.C. enregistre un gain d'une septantaine de suffrages et de 1,79 point en pourcentage (5,28 % contre 3,49 % en 1973).

**MEURTHE-ET-MOSELLE**, canton de Neuves-Maisons (deuxième tour).

Inscr. 22 979 ; vot. 5 183 ; suffr. expr. 4 229. M. Robert Bouillon, P.S., 4 229 voix, E.L.U.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Marcel Fejoux, P.S., décédé, qui avait été élu le 28 septembre 1975 au second tour d'une élection partielle organisée à la suite d'une démission du Conseil d'État annulant le scrutin de septembre 1973 en raison de l'incapacité de l'élu, M. Gérard Cureau, P.S. Marcel Fejoux avait obtenu 5 129 voix contre 3 833 à M. Charles Choué, Cent. dém., sur 9 163 suffrages exprimés, 9 322 votants et 19 579 inscrits.

Au premier tour de cette élection partielle, M. Bouillon (P.S.) était arrivé en tête avec 3 118 voix contre 2 128 à M. André Dupin (P.C.), 1 417 à Mme Bernadette Louvenbrück (R.F.P.), 591 à M. Georges Paget (P.S.U.) et 283 à M. Roger Parélie (Cent. g.), sur 7 597 suffrages exprimés, 7 886 votants et 22 984 inscrits. A l'issue de ce premier tour, M. Dupin s'était retiré et avait profité de M. Bouillon, P.S. (« le Monde » du 1<sup>er</sup> novembre), qui restait alors seul en lice, aucun de ses trois autres adversaires du premier tour ne pouvant « maintenir », car aucun n'avait recueilli un nombre de voix ou moins égal à 25 % du nombre des inscrits.

Dans ce canton, où est implantée l'industrie à usages de Neuves-Maisons, dont les travaux de montage sont interrompus depuis la mi-juillet, le scrutin n'a guère suscité l'intérêt des électeurs. Déjà élevé au premier tour (52,29 % contre 51,48 % au premier tour de 1973), le pourcentage d'abstentions est passé à 77,54 % et second tour (il était de 52,36 % en second tour de 1973).

**CANTAL**, canton d'Aurillac 4 (premier tour).

Inscr. 7 346 ; vot. 4 481 ; suffr. expr. 4 451. M.M. Jean-Philippe Maurs, maire de Saint-Cyprien-de-Jordanne, sans étiqu. 1 043 voix ; Jean Moins, ancien adjoint au maire d'Aurillac, anc. cons. rég. R.P.R., 1 068 ; Pierre Bousquet, adj. au maire d'Aurillac, P.S., 849 ; Robert Navarre, cons. mun. d'Aurillac, P.C., 448 ; Bernard Bouniol, U.D.F., 443. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Lagarde, rad., décédé, qui avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1976 avec 2 388 voix contre 844 à M. Robert Navarre (P.C.) et 707 à M. Antoine Vahret (P.S.). Il y avait eu 4 148 suffrages exprimés et 4 235 votants sur 7 286 inscrits.

Si par rapport à 1976, le P.S. gagne 2 points en pourcentage et 145 voix, au revanche le candidat du P.C. enregistre un recul de plus de 18 points en pourcentage (10,96 % des suffrages exprimés contre 28,36 % en 1976) et de 396 voix.

**PRÉCISION**. — M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, nous précise qu'il a annoncé, au cours de la discussion du budget des affaires étrangères (le Monde du 4 novembre), que son groupe étudie actuellement — et n'avait donc pas encore déposé — une proposition de loi tendant à instituer, lors des scrutins nationaux, un système de représentation directe des Français de l'étranger. Il souhaite en attendant que soit discutée au Parlement la proposition sénatoriale réformant le mode de désignation des sénateurs représentant des Français (le Monde du 5 octobre).

**VIENT DE PARAITRE**  
**FAITS ET CHIFFRES 1978**  
l'aide mémoire de l'actualité économique  
**observateur**  
EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 18 F



**DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER 240.000 F**

Membre d'un des tout premiers groupes européens de l'équipement automobile, cette société française (chiffre d'affaires consolidé : 600 millions de francs), recherche pour son siège en banlieue Nord de Paris, un Directeur Comptable et Financier. Sous l'autorité du Directeur Général, il sera responsable de la gestion comptable et financière de la société et de ses filiales de fabrication et de vente : comptabilité générale et analytique, consolidation, financements internationaux, fiscalité, trésorerie et relations bancaires... Il sera assisté dans sa tâche par un service de 30 personnes dans 3 cadres et travaillera en liaison avec la Direction Informatique. Ce poste s'adresse à un cadre financier de haut niveau, âgé d'au moins 40 ans, de formation supérieure, justifiant d'une expérience complète de la fonction acquise dans des sociétés industrielles et rompu aux relations avec des filiales étrangères. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 240.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J. MOUNIER à Réf. A/2740M

**CHEF SERVICE EXPORT 160.000 F**

Un important constructeur français de machines agricoles, leader européen dans sa branche et situé au Sud-Est de la Région Parisienne, recherche le Responsable de son service Export. Rattaché au Directeur Commercial, il sera chargé de poursuivre et d'organiser la rapide expansion à l'export de cette société. Secondé par les responsables de zone, il devra renforcer le réseau d'importateurs dans les pays européens, étudier et organiser de nouveaux marchés de grande exportation et tout particulièrement développer le marché américain. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de premier plan, âgé d'au moins 34 ans, diplômé d'une grande école de commerce ou d'agriculture, pouvant justifier d'une large expérience des problèmes de l'export et de la négociation de marché. La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand et/ou de l'espagnol est vivement souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 160.000 francs, sera fonction du niveau d'expérience atteint. Écrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2741M

**FINANCIAL CONTROLLER Banlieue Sud-Ouest**

Notre société fait partie d'un important groupe allemand spécialisé dans la fabrication de pièces destinées à l'industrie automobile et emploie une centaine de personnes en France. Nous recherchons un « Financial Controller » qui prendra en charge l'ensemble des activités comptables, financières et budgétaires de la société. Il travaillera en étroite relation avec le Directeur de la société et établira les rapports de gestion pour le compte de la maison-mère. Le candidat retenu âgé d'au moins 30 ans, possèdera une formation financière et comptable supérieure et disposera d'une solide expérience de la gestion comptable et budgétaire acquise dans une société internationale. La pratique très courante de l'anglais est essentielle. Le poste nécessite une personnalité affirmée ainsi qu'un fort potentiel d'évolution notamment sur le plan international. Le siège de la société est situé en banlieue Sud. Le salaire proposé est attractif et tient compte des responsabilités envisagées. Prière d'adresser C.V. en anglais au en allemand à Paris. Réf. B/5664M

**DIRECTEUR DE TRAVAUX - ALGÉRIE 150.000 F**

Bâtiments industrialisés — Filiale d'un important groupe français, une société spécialisée dans les constructions métalliques et développant ses activités « clé en main » à l'étranger, recherche, un Directeur de Travaux pour l'Algérie. Dépendant du Directeur Technique du siège à Paris, et en relation avec le bureau d'études et le service « Devis et Sous-Traitance », il aura pour mission de coordonner l'activité de plusieurs chantiers de bâtiments industrialisés (supervision technique, respect des délais, gestion administrative et financière...) en assurant la liaison entre l'organisme officiel, maître d'ouvrage, et les diverses entreprises sous-traitantes. Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (ESTP ou équivalence), âgé d'au moins 35 ans, ayant acquis une solide expérience de la coordination de chantiers bâtiments si possible dans les pays en voie de développement. Des connaissances en béton armé, B.P., charpentes métalliques, files, VRD et gestion sont indispensables. La pratique de la langue anglaise, la disponibilité, le sens de la diplomatie et de la négociation, sont nécessaires pour une évolution de carrière satisfaisante. La rémunération annuelle de départ, tenant compte des primes d'exportation, liée à l'expérience du candidat, sera de l'ordre de 150.000 francs. Écrire à Ph. LESAGE à Paris. Réf. A/2742M

**CHEF DES SERVICES COMPTABLES 120.000 F**

Toulouse — Une très importante société américaine recherche pour sa filiale française, spécialisée dans l'électronique appliquée aux télécommunications, le Chef de ses services comptables. Relevant du Directeur Financier, sa mission sera de diriger, organiser, coordonner et contrôler l'ensemble de ces services (comptabilité générale et analytique). Il assurera notamment la liaison avec la société mère pour l'ensemble des problèmes comptables, établira les comptes de résultat (bilans, comptes d'exploitation), étudiera les problèmes fiscaux de l'entreprise et travaillera en étroite collaboration avec l'informatique. Il aura également des responsabilités dans le domaine des déclarations sociales et de la paye du personnel. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, titulaire du D.E.C.S. ou pouvant justifier d'un niveau au moins équivalent. Il devra impérativement avoir assumé, pendant plusieurs années, des responsabilités de Chef Comptable, si possible au sein d'une société anglaise ou américaine. Une bonne connaissance de l'anglais sera un atout supplémentaire. Ce poste est basé à Toulouse. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Écrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2751BM

**CHEF DES FABRICATIONS 130.000 F**

Un groupe industriel français de 1.500 personnes, au chiffre d'affaires de 300 millions de francs, fabriquant et commercialisant des biens d'équipement et des automatismes, filiale d'un puissant groupe international, recherche, pour sa principale usine mécanique et électromécanique, son Chef des Fabrications. Dans un esprit de très étroite collaboration avec la Direction de l'usine il sera responsable de 250 personnes. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur diplômé d'une grande école, disposant d'une première expérience industrielle de 2 à 3 ans, doté de fortes qualités d'animateur et de gestionnaire. Le salaire de départ, de l'ordre de 130.000 francs par an, sera, en fait, essentiellement fonction du potentiel du candidat retenu. Le poste est situé à 40 km au Nord de Paris. Écrire à J.-A. DENNINGER à Paris. Réf. A/2729BM

Adressez C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service du Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

**PA Conseiller de Direction S.A.**

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 505-14-30  
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25  
1, rue Duguesclin, 44000 NANTES - Tél. (40) 48-48-82

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

Handwritten text: 442/001250

POLITIQUE

L'AFFAIRE DARQUIER DE PELLEPOIX ET LE RACISME

Des tentatives officieuses avaient été faites pour obtenir l'extradition déclare M. Michel Poniatowski

M. Michel Poniatowski, ancien ministre d'Etat, président d'honneur du parti républicain, a indiqué le samedi 4 novembre à R.T.L. que des tentatives « non officielles, mais officieuses » pour demander l'extradition de Louis Darquier de Pellepoix avaient été faites, mais qu'elles avaient échoué, après qu'on avait oublié l'ancien commissaire général aux questions juives.

Il y a quarante ans : la Nuit de cristal

par RITA THALMANN (\*)

L'Amicale des anciens déportés juifs de France a organisé, le dimanche 5 novembre, devant le monument commémoratif de Drancy, une cérémonie pour le quarantième anniversaire de « la Nuit de cristal ». C'est le 9 novembre 1938, en effet, que les sections d'assaut hitlériennes lançaient leur première action massive contre les juifs en Allemagne.

meil, chassés de leur logis, soumis aux plus humiliations, pour certains, livrés à la mort ou contraints au suicide. On dénombre deux mille cinq cents morts au cours de la nuit et dans les semaines qui suivent.

Quarante ans après la Nuit de cristal, le racisme suscite encore un peu partout dans le monde, y compris en France, des plastiques d'insultes ou d'appartements, des profanations de tombes et de monuments, des publications et des inscriptions haineuses, quand il ne conduit pas à la torture, voire à l'assassinat, sans que les auteurs soient identifiés ou poursuivis.

lément, les écoles anciens et nouveaux de l'hitlérisme disposent d'importants moyens pour falsifier son histoire, minimiser ses crimes, le présenter comme une alternative crédible à la crise contemporaine.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, les raids, prenant prétexte de l'assassinat à Paris d'un conseiller de l'ambassade allemande par un jeune juif de dix-sept ans, dont les parents avaient été « évacués » d'Allemagne avec quinze mille autres juifs polonais vers le « no man's land » de Zbaszyn, déclenchent un vaste pogrom destiné à terroriser les cinq cent mille juifs qui vivent encore dans le Reich pour les faire partir en laissant tous leurs biens.

Des tonnes de vitres d'appartements, de magasins de synagogue brisées — d'où le nom désignant la nuit de « la Nuit de cristal » — deux cent soixante-sept maisons ont été saccagées et incendiées, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants arrachés au sommeil.

Le 11 novembre 1938, les journaux allemands ont publié une déclaration de l'ambassadeur allemand à Paris, dans laquelle il est affirmé que les juifs allemands ont été contraints de quitter leur pays.

Le 11 novembre 1938, les journaux allemands ont publié une déclaration de l'ambassadeur allemand à Paris, dans laquelle il est affirmé que les juifs allemands ont été contraints de quitter leur pays.

RAPATRIÉS

DEUX ORGANISATIONS CRITIQUENT LE GOUVERNEMENT

Deux organisations de rapatriés, la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie (C.F.M.R.A.) et le RANFRAN (Rassemblement national des Français rapatriés d'Afrique du Nord) ont critiqué l'action du gouvernement.

LE « GUARDIAN » : une controverse qui fait honneur aux Français.

London. — Commentant l'affaire Darquier de Pellepoix, le Guardian, dans son éditorial de ce lundi, estime que la controverse autour de la publication de l'interview de Louis Darquier de Pellepoix a fait un grand honneur aux Français.

Car, de l'image simpliste et comode de la seule Allemagne renommée dans le barbare à l'indignation générale des démocrates et des humanistes s'oppose, dès cette époque, l'implacable réalité des concessions et des avances faites par ceux-ci à l'Etat national-socialiste.

UNE STELE A LA MEMOIRE DES IMMIGRÉS-RÉSISTANTS DE « L'AFFICHE ROUGE »

Le étaient vingt-deux immigrants — Arméniens, Polonais, Hongrois, Roumains, Espagnols ou Italiens, dont onze juifs — que des soldats allemands conduisirent au lieu d'exécution par un froid matin de février 1944.

Manouchian : dans le bas de l'affiche, cette phrase : « La libération par l'armée du crime. » Samedi 4 novembre, quelque sept cents personnes assistèrent dans le carré des fusillés duimetière d'Ivry, à l'inauguration d'une stèle élevée à la mémoire de Manouchian et de ses compagnons.

Voyager avec la Carte American Express, cela s'appelle la tranquillité.

Partez tranquille. La Carte American Express est acceptée comme de l'argent en France et à l'étranger. Partez tranquille. La Carte American Express règle vos notes d'hôtels, de restaurants et vos achats dans le monde entier.



Form titled 'DEMANDE DE CARTE AMERICAN EXPRESS' with various fields for personal and company information.

Ogilvy & Mather

# LE NOUVEL observateur

## L'affaire Darquier de Pellepoix

# L'OUBLI INTERDIT

cette semaine

STYLES ANCIENS MEUBLES OCCASIONNELS TOUTES EPOQUES

**R. BERBIGIER**

961.14.97

11, rue de Valenciennes, 75013 Paris

LE MONDE

meilleure qualité pour la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être

**LA MAISON**

que vous recherchez.

## DÉFENSE

### POINT DE VUE

## Pour une commission des comptes

LES dépenses militaires françaises représentent 3% de la production nationale. Elles s'élevaient à plus de 77 milliards de francs dans le projet de budget pour 1979. Elles se situent très en dessous des sommes consacrées à l'éducation et à la culture, mais elles peuvent se comparer aux crédits inscrits dans le budget de l'Etat en faveur des actions sociales, de la santé et de l'emploi ou en faveur de l'agriculture, du logement, des transports, des communications et de l'industrie.

Pour apprécier l'importance du budget militaire, il ne suffit pas de le mesurer en valeur absolue ou même de le comparer aux autres budgets. Si plus de la moitié des crédits sont consacrés à des dépenses de fonctionnement (paiement des soldes et du renouvellement du matériel), 40% représentent ce que l'on appelle les dépenses en capital ou se trouvant regroupées les études, les recherches et prototypes, les fabrications nouvelles. Ces crédits alimentent des industries d'armement, réparties sur l'ensemble du territoire et qui emploient deux cent quatre-vingt mille personnes, soit plus de 4% de la population active. Leurs productions servent non seulement aux besoins des armées nationales, mais représentent aussi une part notable des exportations de biens d'équipement.

### Suffisant ou excessif ?

Le budget militaire est-il suffisant ou, au contraire, excessif ? Certains voudraient l'accroître estimant que la France n'aurait pas les moyens adéquats pour faire face à toutes les

formes d'agression extérieure. D'autres, à l'inverse, considèrent que l'effort de défense est déjà trop lourd pour notre économie. A ce débat, où les arrière-pensées politiques sont loin d'être absentes, il n'est pas aisé d'apporter une réponse claire et non partisane. La difficulté vient de ce que les dépenses militaires, par leur nature, ont des incidences sur l'économie qui restent mal connues. Ces dépenses sont-elles purement et simplement improductives et doivent-elles, en définitive, être assimilées à une prime d'assurance payée par la collectivité pour assurer sa sécurité ? Au contraire, doivent-elles être considérées comme un stimulant de l'activité économique et comme un moyen de faire progresser les secteurs de pointe ?

On sent bien que la vérité doit se situer quelque part, entre ces deux thèses extrêmes, mais sans que l'on sache exactement où. Traitant de ce sujet, lors d'une allocution prononcée le 14 septembre 1978, devant les auditeurs de l'Institut des hautes études de défense nationale, le premier ministre indiqua qu'il lui paraissait « éminemment souhaitable que la réflexion sur les rapports entre l'économie et la défense soit approfondie ». Trois questions présentèrent, à cet égard, un intérêt particulier : quelle est la part maximum des ressources nationales qu'un pays peut, dans une période donnée, consacrer à sa défense, sans pour autant freiner l'expansion de son économie et, par voie de conséquence, son effort de défense à plus long terme ? Comment mesurer dans les secteurs nucléaires, électronique et de l'aérospatiale les retombées des programmes militaires ? Comment connaître avec précision les incidences économiques des dépenses militaires : non seulement en termes de coût budgétaire, mais aussi et surtout en termes de coût global pour la nation ?

prises récemment par les différentes cellules de recherche qui se sont constituées au sein de l'administration ou à sa périphérie. Mais ces études restent très partielles et souvent confidentielles. De plus, elles sont rarement coordonnées. D'importantes lacunes subsistent. C'est ainsi que les dépenses militaires sont encore très mal individualisées dans la comptabilité nationale. De même, les travaux de programmation militaire sont insuffisamment intégrés dans les réflexions sur la planification nationale.

Pour tenter de répondre sérieusement et de manière systématique aux questions fondamentales posées par le premier ministre, il faudrait pouvoir traiter la « fonction » défense comme les autres « fonctions » de l'activité nationale.

La mise en place d'un cadre administratif et institutionnel approprié permettrait de progresser dans cette voie. Une première étape pourrait tendre à l'établissement de comptes économiques de la défense qui deviendraient des comptes satellites de la comptabilité nationale. Dans une deuxième étape, il conviendrait d'instituer une commission des comptes de la défense, comme il existe, depuis plusieurs années, une commission des comptes de l'agriculture, une commission des comptes des transports, une commission des comptes du commerce et, depuis quelques jours, une commission des comptes du patrimoine naturel.

Ce projet présenterait peu d'inconvénients au regard des avantages qu'il entraînerait. L'un de ses principaux mérites ne serait-il pas, en faisant travailler ensemble experts militaires et experts civils, de venir à bout de certaines préventions et, par la recherche d'un consensus fondé sur des analyses objectives, de donner à la défense son caractère véritablement national ?

(\*) Inspecteur des finances, membre du conseil d'administration de la Fondation pour les études de défense nationale.

# FAITS ET CHIFFRES

L'aide mémoire de l'actualité économique  
Le complément indispensable d'ATLASECO

## VIENT DE PARAITRE: 18F.

Tous les secteurs de l'économie (40 au total) expliqués et chiffrés, par exemple :

- Aéronautique - Agriculture - Assistance aux pays en voie de développement - Automobiles - Banque - Charbon - Chômage - Commerce extérieur - Consommation des ménages - Electro-nucléaire - Energie - Epargne - Grèves - Logement - Or - Patrimoine des ménages - Pétrole - Population - Presse - Publicité - Puissance militaire - Revenus des Français - etc.

FAITS et CHIFFRES, aide mémoire de l'actualité économique est le complément indispensable d'ATLASECO.

Il fournit chaque année les statistiques les plus complètes sur les grands secteurs d'activité, et établit des analyses originales sur tous les sujets importants qui ont occupé le devant de la scène économique.

Sous forme de tableaux et de textes explicatifs, FAITS et CHIFFRES traite des 40 grands secteurs économiques.

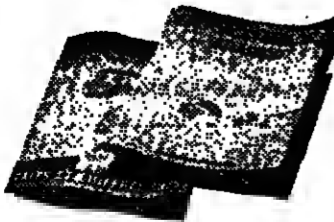


Mais sa grande originalité, par rapport aux publications statistiques, réside en un parti pris explicatif de type journalistique. Ainsi, tous les sujets traités sont compréhensibles sans aucune connaissance économique et abordables au même titre qu'un article dans un grand quotidien.



Un numéro hors-série DU NOUVEL observateur

En vente chez tous les marchands de journaux.  
Pour l'étranger, vous pouvez le commander sur place chez les marchands de journaux.



Bon (à découper ou à recopier) à retourner à FAITS & CHIFFRES, 9, rue d'Aboukir - 75002 PARIS.

Je désire recevoir FAITS & CHIFFRES édition 1978 au prix de 18 F (étranger 22 F).

Je souscris un abonnement de 3 ans à FAITS & CHIFFRES + ATLASECO (l'Atlas économique et politique du Nouvel Observateur), au prix de 120 F au lieu de 138 F (étranger 150 F) pour les années suivantes :

1978/79/80  1979/80/81

Choisir mon règlement par :  Chèque bancaire  Chèque postal (libelles à l'ordre de S.G.B.).

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

### Partielles et confidentielles

Quelques mois plus tard, le 31 mai 1977, devant le même auditoire, le ministre délégué à l'économie et aux finances aborda à nouveau la question des retombées économiques des dépenses de défense. Il souligna très vivement que des études soient entreprises en vue de répondre à la question : comment obtenir une défense efficace sans faire peser sur notre économie une charge qui limite son développement ?

Ce serait certainement faire injure à de nombreux chercheurs de prétendre que rien n'a été tenté, dans ces domaines, au cours des dernières années. Des études, souvent d'excellente qualité, ont été entre-

LE MONDE

meilleure qualité pour la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières.

Vous y trouverez peut-être

**LES BUREAUX**

que vous recherchez.

**LOTO**

c'est pas cher

MORRIS ET GOSCINNY

# LUCKY LUKE

LA BALLADE DES DALTON

2 nouveaux albums

le dessin animé en album Dargaud la bande dessinée en Dargaud 16/22

**DARGAUD** EDITEUR chez votre libraire

مركز ابن الجهم



# SPORTS

## ATHLÉTISME

### Cinq athlètes des pays de l'Est disqualifiés pour usage d'anabolisants aux championnats d'Europe

Quatre athlètes soviétiques, Nadia Katchenko, médaillée d'or du pentathlon; Katarina Gordienko, cinquième dans la même épreuve; Iavgeni Mironov, médaillé d'argent au lancer du poids; Vassili Jersov, cinquième au lancer du javelot, et une athlète bulgare, Elena Stojanova, cinquième au lancer du poids, ont été disqualifiés des championnats d'Europe de Prague pour usage d'anabolisants, a annoncé dimanche 5 novembre, M. Arthur Gold, président de l'Association européenne d'Athlétisme (A.E.A.) réunis en congrès à Rhodos.

Les athlètes disqualifiés sont interdits de compétition pour dix-huit mois. Autre conséquence de ces disqualifications : la Hongroise Margit Papp s'est vu attribuer la médaille d'or du pentathlon, Burilinda Pollack et Kristina Nitcheva (R.D.A.) prenant les deuxième et troisième places; la Soviétique Barsynhkov prend la médaille d'argent au poids et l'Allemande de l'Est Schmidt la troisième place.

### contrôles et sanctions

Ce n'est que par une courte majorité de 8 voix contre 6 que le conseil de l'Association européenne d'Athlétisme (A.E.A.) a validé dimanche 5 novembre à Rhodos le nom des cinq athlètes, hommes et femmes, qui ont été convaincus de dopage lors des récents championnats d'Europe de Prague le 10 novembre 5 septembre. Des « pressions politiques » ont été exercées sur le conseil pour que la liste des tricheurs ne soit pas diffusée, pour que n'éclate pas le scandale.

Un autre problème soulevé par cette affaire est celui des sanctions. Les sanctions des athlètes tricheurs ont été proposées à Rhodos par la disqualification des cinq athlètes « gonflés » aux anabolisants soit portée de dix-huit mois à deux ans afin de les empêcher de participer aux prochains Jeux olympiques. Certains se sont en effet émus que trois des quatre athlètes suspendus pour les mêmes raisons en 1977 lors du congrès de l'A.E.A. de Séville, les Finlandais Tuokko (disque) et Rovinen (javelot) et l'Allemande de l'Est Ilona Siupianek (poids), aient pu se réqualifier l'année suivante pour les championnats de Prague. Tuokko obtient même la médaille d'argent au disque et Siupianek la médaille d'or au poids.

Moscou. Un vibrant appel a été lancé au terme de cette conférence : « L'homme ne doit pas servir de cobaye. De graves dangers pèsent sur les athlètes du monde entier avec les anabolisants. Les risques sont considérables mais encore mal établis. Il faut arrêter nos efforts pour lutter contre ces fléaux. Les entraîneurs et les athlètes doivent nous écouter. » Espérons que M. Rogozkin ne sera pas un mauvais prophète, qui traite le contrôle de ce qu'il préche.

Un autre problème soulevé par cette affaire est celui des sanctions. Les sanctions des athlètes tricheurs ont été proposées à Rhodos par la disqualification des cinq athlètes « gonflés » aux anabolisants soit portée de dix-huit mois à deux ans afin de les empêcher de participer aux prochains Jeux olympiques. Certains se sont en effet émus que trois des quatre athlètes suspendus pour les mêmes raisons en 1977 lors du congrès de l'A.E.A. de Séville, les Finlandais Tuokko (disque) et Rovinen (javelot) et l'Allemande de l'Est Ilona Siupianek (poids), aient pu se réqualifier l'année suivante pour les championnats de Prague. Tuokko obtient même la médaille d'argent au disque et Siupianek la médaille d'or au poids.

### Un vibrant appel

Il s'agissait donc, pour l'Union soviétique qui organise les prochains Jeux olympiques d'été d'éviter le scandale de Berlin sur les méthodes de préparation en laboratoire des champions de l'Est n'entraîne systématiquement leurs performances. Aussi faut-il mettre au crédit de l'A.E.A. d'avoir passé outre. Trop longtemps les responsables sportifs ont joué à

Moscou. Un vibrant appel a été lancé au terme de cette conférence : « L'homme ne doit pas servir de cobaye. De graves dangers pèsent sur les athlètes du monde entier avec les anabolisants. Les risques sont considérables mais encore mal établis. Il faut arrêter nos efforts pour lutter contre ces fléaux. Les entraîneurs et les athlètes doivent nous écouter. » Espérons que M. Rogozkin ne sera pas un mauvais prophète, qui traite le contrôle de ce qu'il préche.

Un autre problème soulevé par cette affaire est celui des sanctions. Les sanctions des athlètes tricheurs ont été proposées à Rhodos par la disqualification des cinq athlètes « gonflés » aux anabolisants soit portée de dix-huit mois à deux ans afin de les empêcher de participer aux prochains Jeux olympiques. Certains se sont en effet émus que trois des quatre athlètes suspendus pour les mêmes raisons en 1977 lors du congrès de l'A.E.A. de Séville, les Finlandais Tuokko (disque) et Rovinen (javelot) et l'Allemande de l'Est Ilona Siupianek (poids), aient pu se réqualifier l'année suivante pour les championnats de Prague. Tuokko obtient même la médaille d'argent au disque et Siupianek la médaille d'or au poids.

Un autre problème soulevé par cette affaire est celui des sanctions. Les sanctions des athlètes tricheurs ont été proposées à Rhodos par la disqualification des cinq athlètes « gonflés » aux anabolisants soit portée de dix-huit mois à deux ans afin de les empêcher de participer aux prochains Jeux olympiques. Certains se sont en effet émus que trois des quatre athlètes suspendus pour les mêmes raisons en 1977 lors du congrès de l'A.E.A. de Séville, les Finlandais Tuokko (disque) et Rovinen (javelot) et l'Allemande de l'Est Ilona Siupianek (poids), aient pu se réqualifier l'année suivante pour les championnats de Prague. Tuokko obtient même la médaille d'argent au disque et Siupianek la médaille d'or au poids.

### Les « engrais du muscle »

Dérivés hormonaux fabriqués par les laboratoires pharmaceutiques à partir des années 50, les anabolisants ont commencé à être utilisés par les sportifs. Tout d'abord, c'est dans les années 60 (1). Schématiquement, les anabolisants permettent à l'organisme de mieux fixer les protéines consommées. Ils sont de véritables « engrais des muscles ». Après une cure, l'athlète augmenterait son poids et sa force tout en réduisant les fatigues et le surmenage. L'usage des anabolisants est alors devenu la règle dans les spécialités requérant de la force comme l'athlétisme et les lancers, poids, disque ou marteau. Bien sûr, tel ou tel athlète a obtenu publiquement ses performances à la vertu de cette « potion magique ».

Dans la même temps, des médecins ont commencé à s'inquiéter des conséquences de ces fameuses « cures » sur la santé des « champions » : plusieurs études ont mis en évidence les « bienfaits » des anabolisants et mis en évidence les dangers qu'ils font courir : rupture des tendons, fragilité des os, fatigue fréquente, maladie de la prostate, utilisation des femmes, forte diminution de la fertilité et du désir sexuel, chez

les hommes, troubles caractéristiques... Bref, au début des années 70, l'usage des anabolisants est unanimement condamné. Toutefois, il faut attendre 1973 pour qu'une méthode de détection efficace soit mise au point par des chercheurs britanniques. Les instances sportives internationales hésitent néanmoins à proliférer des dépistages systématiques des épreuves car le procédé permettait de détecter seulement les usages récents. Les contrôles n'ont été généralisés que pour les Jeux olympiques de Montréal en 1976.

Reste que, jusqu'à une date récente, les malles du contrôle ont été trop lâches pour inquiéter véritablement les tricheurs. Aussi, après les lancers et les athlètes, ce sont les épreuves combinées, le saut à la perche, la boxe, le judo, le hockey sur glace, le cyclisme, l'annon, le polo, qui ont été contaminés. Et cela, quel que soit le régime politique. Dans un seul but : gagner. A l'encontre de toute éthique morale et sportive.

(1) Le Dopage des sportifs, par Jean-Paul Rapp, éd. médicales et universitaires, collection « Sport et Santé », 1978.

### ALAIN GIRAUDO.

## SCRABBLE

### LE BELGE YVON DUVAL REMPORTE LE CHAMPIONNAT DU MONDE FRANCOPHONE

1. Yvon Duval (Belgique); 2. Del (Fr.); 3. Kourou (Fr.); 4. Leblond (Fr.); 5. S. Kourou (Belgique); 6. Marion Guéhen (Belg.); 7. David (Belg.); 8. Labou (Fr.); 9. P. Mues; 10. Molard (Fr.).

(Nous publions dans la chronique scrabble de nos éditions datées de 18 novembre un compte rendu de ce championnat, qui a été joué à Bruxelles les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> novembre.)

## VOILE

### Le départ de la Route du rhum

Les concurrents du groupe de tête de la course transatlantique en solitaire devaient doubler au début de la matinée du lundi 6 novembre l'île d'Ouessant, et mettre la cap au sud-ouest, vers la Grande-Bretagne et Pointe-à-Pitre, où l'arrivée sera jugée sans une vingtaine de jours. Dans ce groupe de tête, les voiliers multicoques étaient les plus nombreux; la parcourus d'avant en effet se faire avec une forte proportion de vent portant, favorable à ce type de bateau.

### Des abordages, de la publicité et des amateurs

De notre envoyé spécial

Saint-Malo. — A la tombée du jour, dimanche au large de Bréhat, quatre trimarans menaient la course : *Olympus*, barre par le Canadien Michel Birch, V.S.D., d'Éguyne Riouedé (France); *Kriller IV*, d'Olivier de Kersauson (France); et *Rogue Wave*, de Philip Weid (Etats-Unis). Parmi eux, il est vrai, intercalait un monocoque : *Kriller V*, de Michel Malinovsky (France), mais ses positions n'étaient pas satisfaisantes, et il fut victime d'un accident.

Vers 18 heures, alors que la nuit était tombée, V.S.D. perdait sa seconde position à la suite d'une collision avec le ferry *Arctique*, sur lequel se trouvaient les journalistes qui suivaient la course. Alors que le concurrent était sur son pont de son voilier occupé à affiler un appunaker, son bateau, sous gouvernail automatique, changeait brutalement de direction et venait heurter la coque du ferry. L'*Arctique* fut projeté à proximité de lui. Dans le choc, un des flotteurs du trimaran était endommagé, et la timonerie du gouvernail était faussée, puis elle se brisa. Eugène Riouedé donna rapidement de ses nouvelles; la flottabilité de son bateau n'était pas en danger, et sa sécurité n'était pas compromise, mais il dut appeler à l'aide. Impossible de continuer de faire route, il choisissait peu après de se diriger vers Perros-Guirec pour tenter de réparer. L'*Arctique* demanda par radio qu'un remorqueur vienne à la rencontre du voilier.

Cet accident n'était pas le premier de la tournée, loin de là. Et c'est peut-être une des constatations les plus étonnantes de ce départ de course transatlantique de voir comment sont compris du même incident et comment ont été traités des dizaines de milliers de francs, quand ce n'est pas des centaines.

Alain Guéhenne (France) « *Alain* » a virer une douze heures à partir de deux heures et à revenir en arrière pour passer par le point réglementaire. Ainsi Pierre Felhmann (Suisse) a fait demi-tour peu après le départ à cause d'une panne de gouvernail automatique; ainsi, Casey Blyth (Angleterre) a viré à l'arrière, et c'est lui qui a été le plus tardif à revenir à Saint-Malo pour réparer. Ainsi, Marc Pajot (France) abordé par un bateau chargé de spectateurs; légèrement blessé à la main et victime d'une avarie suffisamment grave, ce concurrent reconsidérerait à la course, avant de poursuivre.

Dans le groupe de tête, les multicoques sont à l'avant, pratiquement inévitablement d'une formule. Une course telle que la Route du rhum est sans aucun doute une affaire de voile : il n'est que de voir les machines

## ÉCHECS

### EXCELLENTS RÉSULTATS DE L'ÉQUIPE DE FRANCE AUX XXIII<sup>e</sup> JEUX OLYMPIQUES

Le champion du monde Anatoly Karpov est arrivé à Buenos-Aires où se déroulent les vingt-troisième Jeux olympiques d'échecs. Il vient assister au congrès de la Fédération internationale (FIDE). Dans le tournoi masculin, l'Union soviétique est toujours en tête, après avoir largement battu les Etats-Unis (3 à 1) et essuyé une surprise décevante face à l'Allemagne fédérale (1,5 à 2,5). Il faut remonter bien loin dans le temps pour enregistrer une défaite de l'équipe soviétique dans une compétition internationale, après la neuvième ronde (le tournoi se déroule en quatorze rondes et non en douze). L'U.R.S.S. compte 24 points et la République fédérale 23. Sur une échelle de 0 à 10, les Etats-Unis, la Hongrie puis à la cinquième place, l'Argentine et, la France. Les résultats de la jeune équipe française sont excellents. Dans les trois dernières rondes, elle a battu l'Espagne (2,5 à 1,5), s'est inclinée devant l'Islande (1,5 à 2,5) et fait partie nulle avec la Roumanie (2 à 2).

Trois Français ont pu à Buenos-Aires battre un grand maître. Friesemann a vaincu le Bulgare Padevski, Sellos (vingt ans) l'a emporté sur le Yougoslave Ivkovic, ancien champion du monde junior et, samedi, Giffard a écrasé — en vingt coups — le grand maître roumain Ciocaltea. De belles parties n'ont, notamment celles de Giffard et Friesemann, contre les Yougoslaves Lubojovic et Matanovic complètent cet impressionnant tableau de chasse.

## TENNIS

### APRÈS L'OPEN DE COUBERTIN Apologie du jeu sur bois

Les professionnels du tennis vont partir, ils vont si fort qu'un bon jour avec leurs paquets de raquettes, leurs panoplies-réclamations, leurs courts démontables, leurs imprimeries, leurs soudeurs, leurs « sponsors », ils se retrouveront tous au magasin à accessoires. Pour l'instant, ils galopent, affairés d'un tournoi à l'autre, dans l'intention évidente de courir le caducéon. Des caducéons ne pourraient prétendre elles-mêmes les vestes de la chanson. Mais à la différence de celles-ci, tous les gens du spectacle, qui font toujours bonjour à leur réputation, le *circus* du tennis ne présente aucune production méprisante dans le style des exhibitions que nous avons suivies au stade de Coubertin toute la semaine, et jusqu'à l'autre, dans l'intention évidente de courir le caducéon. Des caducéons ne pourraient prétendre elles-mêmes les vestes de la chanson. Mais à la différence de celles-ci, tous les gens du spectacle, qui font toujours bonjour à leur réputation, le *circus* du tennis ne présente aucune production méprisante dans le style des exhibitions que nous avons suivies au stade de Coubertin toute la semaine, et jusqu'à l'autre, dans l'intention évidente de courir le caducéon.

Les deux finalistes américains Bob Lutz, le vainqueur, et Tom Gullikson, le perdant, ont eu tout de même le génie de lui rendre hommage au micro en guise d'adieu. Mais, à part le mercredi de Toulousain — date à laquelle le télévison était en grève et où les tribunes de Coubertin avaient moyenné (mille six cents personnes sur tout le terrain) — l'affluence n'était pas grande, et pour les organisateurs et pour les joueurs.

La déception ne vient pas seulement de la faiblesse de la participation française, mais de la déception de la déception, car les professionnels, tels que Gottfried, Lloyd, Pecci, ou des amateurs, n'ont pas passé le moment de leur classement A.T.P. La bourse des valeurs professionnelle, la déception vient surtout des Français. Notre représentation était au complet sur la ligne de départ : Proisy, Dominguez, Debiecker, Chaloupe, Mosch, Fortes, Haillet, Morin, Bessis, Freys. Aucun n'est à l'arrivée dans ce tournoi sans premiers rôles, où chacun pouvait à faire un mauvais jour. La pluie est amère. Nous l'accusons pour ce qui est de ces jeunes gens pris dans l'engrenage du dollar et de la « robotisation tennisique ». Nous leur trouverons même des excuses. Mais leur déception, et leur déception, vient en effet de la transformation déplorable, du jeu sur courts couverts.

Passé encore que les « pros » aient écrit des règles pour éviter

de trop se fatiguer; matches en trois sets. *tie-break* supprimant les longs avantages de jeu, services en sautant les deux pieds dans le court, pour rallier plus vite le filet... Mais fallait-il abandonner la surface souveraine du tennis indoor : le bois ?

Toutes les grandes parties du passé sur courts couverts se sont déroulées sur bois, nous offrant des compétitions où la rapidité de réflexes, l'agilité des concurrents, les fautes merveilleuses. Les Français étaient rois de ce jeu sur court, comme les Scandinaves, champions des longs hivers.

Quand les tournois de l'entre-deux-guerres se disputaient au Sporting Club de Paris ou au Tennis Club de Paris de la rue de Clichy — Coupe de Noël, Coupe Albert-Canez, championnats de France — tout Paris se retrouvait autour des courts, voire sur le court, assis à même le plancher, comme il nous est arrivé si souvent. Ce fut la très ancienne heure de gloire d'André Gobert et de Jean Borotra, les virtuoses dont on venait admirer les variations comme celles d'un régal symphonique, car le son plein de l'impalet des balles sur les raquettes se répétait contre les tribunes de bois produisant une « musique de l'inéffable ». Nos joueurs alors entraînés par les célèbres entraîneurs sur surface ultra-rapide, jusque tard au printemps, pour ne pas se sentir pris de vitesse à l'heure des grands championnats anglais, américains ou australiens, qui se jouaient tous sur herbe.

En 1933, sur l'initiative de Borotra, un stade omnisports avait été créé à la porte de Saint-Cloud avec un « central » sur parterre. C'est sur ce « central » que nous retrouvâmes après la guerre les Drobny, Patry, Bergelin, Johannsen, Nielsen, Ulrich dans les derniers combats d'amateurs en trois sets, tous acharnés. Après quoi les professionnels, Pancho Gonzalez, puis Laver, Rosewall, entrèrent en ligne. Jusqu'à ce que la naissance de l'open, en 1968, entraîne le remplacement du bois par un revêtement synthétique, qui ralentit le jeu et amoindrit la résonance divine des cordes dans une atmosphère d'agitation.

Le tournoi de la Toulousain, à Coubertin, ne fait donc plus recette auprès des grandes raquettes, qui préfèrent défendre leurs chances aux antipodes, dans l'exemple de leurs aînés et au jeu pour la gloire. Il est à cet égard significatif que le champion argentin Guillermo Vilas, en résidence secondaire à Paris, n'ait consenti à se produire que dans le double.

Si la fièvre des duels en vase clos, comparables à la « conversation » latine de nos scripteurs, ne voit remplacé par les échanges mécanisés de comparses à tête d'épingle, le tennis professionnel, populaire comme aucun autre sport de nos jours, va droit à l'impasse.

OLIVIER MERLIN.

## LES RÉSULTATS

### Automobilisme

**TOUR DE CORSE**  
1. Darniche (11<sup>e</sup> 131 Abart); 2. Andrieu + Blabe (11<sup>e</sup> 131 Abart); 3. Munari + Manoni (11<sup>e</sup> 131 Abart); 4. S. Mura + S. Carrara; 5. Mouton + Comolli (11<sup>e</sup> 131 Abart); 6. 19 min. 32 sec. Felice Negrini; 7. Opel Kadett (OT); 8. 16 min. 35 secondes, etc.

### Aviron

**CHAMPIONNATS DU MONDE à Hamilton (Nouvelle-Zélande)**  
Finales messieurs  
Skiff — 1. R.F.A., 7 min. 8 sec. 100; 2. R.F.A., 7 min. 10 sec. 100; 3. Yougoslavie, 7 min. 9 sec. 50/100; Double scull — 1. Norvège, 6 min. 51 sec. 50/100; 2. Grande-Bretagne, 6 min. 52 sec. 50/100; 3. Suisse, 6 min. 58 sec. 43/100.  
Deux sans barreur — 1. R.D.A., 7 min. 52/100; Grande-Bretagne, 7 min. 3 sec. 88/100; 3. France (Leconte-Boussin), 7 min. 6 sec. 35/100.  
Deux barres — 1. R.D.A., 7 min. 27 sec. 43/100; 2. Tchécoslovaquie, 7 min. 30 sec. 40/100; 3. Pologne, 7 min. 33 sec. 40/100.  
Quatre de couple — 1. R.D.A., 6 min. 19 sec. 84/100; France (Wasson-Pibon), 6 min. 20 sec. 84/100; 3. R.F.A., 6 min. 11 sec. 50/100; 4. R.F.A., 6 min. 30 sec. 80/100.  
Quatre sans barreur — 1. R.D.A., 31 sec. 35/100; 2. R.F.A., 6 min. 31 sec. 35/100; 3. Belgique, 6 min. 37 sec. 6/100.  
Quatre sans barreur — 1. U.R.S.S., 6 min. 19 sec. 19/100; 2. R.U.A., 6 min. 19 sec. 22/100; 3. Grande-Bretagne, 6 min. 20 sec. 25/100; 4. France (Lourdoux-Girard, Braun-L'Assesdré), 6 min. 20 sec. 51/100.  
Skiff — 1. R.D.A., 5 min. 24 sec. 20/100; 2. R.F.A., 5 min. 25 sec. 17/100; 3. Nouvelle-Zélande, 5 min. 57 sec. 16/100; 4. Australie, 5 min. 58 sec. 51/100; 5. France (Boussin-Bruand), 5 min. 57 sec. 51/100; 6. France (Fornara, Perrot, Lambert, Farnes), 6 min. 1 sec. 60/100.  
Finales dames  
Skiff — 1. R.D.A., 4 min. 13 sec. 59/100; 2. R.F.A., 4 min. 14 sec. 31/100.  
Double scull — 1. Belgique, 4 min. 1 sec. 57/100; 2. U.R.S.S., 4 min. 4 sec. 77/100.  
Deux sans barreur — 1. R.D.A., 4 min. 3 sec. 58/100; 2. Canada,

### Basket-ball

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIER DIVISION (septième journée)**  
Cosen b. Berck ..... 103-84  
Loulous b. Tours ..... 115-108  
Le Mans b. Avignon ..... 117-82  
Challans b. Clermont ..... 85-74  
Monaco b. Antibes ..... 90-85  
Villeneuve b. Orléans ..... 80-85  
Limoges b. Nice ..... remis  
Classification — 1. Cosen, Le Mans, 21 points; 2. Antibes, 19; 4. Villeneuve, 18; 5. Tours, 17; 6. Monaco, 15; 7. Berck, 13; 8. Antibes, 12; 9. Villeneuve, 11; 10. Clermont, 7 points.

### Football

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIER DIVISION (sixième journée)**  
Strasbourg bat Nancy ..... 3-0  
Bordeaux bat Saint-Etienne ..... 3-1  
Monaco b. Paris-Saint-Germain ..... 2-1  
Laval bat Lyon ..... 3-1  
Metz et Sochaux ..... 0-0  
Nantes bat Nice ..... 2-1  
Marseille bat Nîmes ..... 2-1  
Lille et Bastia ..... 2-2  
Paris Football Club bat Antibes ..... 2-0  
Reims bat Valenciennes ..... 2-1  
Classification — 1. Strasbourg (11 matches), 27 pts; 2. Monaco, 24; 3. Saint-Etienne, 23; 4. Metz, 20; Sochaux (17 m.), 21; 6. Nantes, 20; 7. Bordeaux et Lille, 19; 9. Nîmes, Bastia, 18; 10. Metz, 17; 11. Paris-Saint-Germain, Marseille et Paris Football Club, 15; 12. Reims, 12; 20. Nice, 11.

**FOOTBALL — Pour succéder à Piaty, à l'occasion de Paris-Saint-Germain a fait appel à l'attaquant Vitor Vasovic qui avait déjà entraîné l'équipe pour la saison 1976-1977.**

### Rugby

**CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIER DIVISION (cinquième journée)**  
Toulouse b. La Rochelle ..... 10-9  
Auch b. Grenoble ..... 25-8  
Grenoble b. Lourdes ..... 15-9  
Béziers b. Cahors ..... 16-8  
Gloron b. Thuir ..... 37-4

**POULE B**  
Brive b. R.C.P. ..... 19-8  
Roubaix b. Agen ..... 16-3  
Roubaix b. Mauléon ..... 18-9  
Montferrand b. Carcassonne ..... 18-6  
Avignon b. Montauban ..... 22-8

**POULE C**  
Tarbes b. Agen ..... 17-7  
Pau b. Tulle ..... 25-10  
Nîmes b. Castres ..... 15-8  
Toulouse b. Lourdes ..... 15-9  
St-Jean-de-Lux b. Boucau ..... 28-8  
Narbonne b. Béziers ..... 17-8  
Valence b. Biarritz ..... 12-12  
Tyrone et Bourgoin ..... 12-12  
Bayonne b. Cast ..... 22-9

**POULE D**  
Marseille b. Véz ..... 25-6  
Beaumont b. Bédarides ..... 45-6  
Salles b. Condom ..... 19-14  
Grenoble b. Cahors ..... 14-3  
Millau b. Le Crèsot ..... 12-4

**POULE E**  
Le Seyne b. PUC ..... 8-7  
Chambéry b. Casselefort ..... 48-3  
La Vouille b. Mimizan ..... 48-3  
Périgueux b. Bordes ..... 31-19  
Landerneau b. Orthez ..... 9-9

**POULE F**  
P.T.T. Arns b. St-Jean ..... 17-3  
Carmaux b. St-Clément ..... 18-6  
Sergères b. Castelnau ..... 22-8  
Nîmes b. Méric ..... 32-6  
Limoges b. Aidi ..... 10-7

**POULE H**  
Peyrehorade b. St-Girons ..... 38-12  
Vicby b. Volron ..... 17-9  
Muret b. Angoulême ..... 18-12  
Pau b. Dijon ..... 28-8  
Lambert b. Le Teste ..... 28-9

### Tennis

**TOURNOI DE COUBERTIN**  
Vainqueurs — Lutz (R.-U.) bat Gottfried (R.-U.), 1-6, 6-4, 6-1; Gullikson (R.-U.) bat Cox (D.-B.), 6-3, 4-6, 6-4.  
Finales — Lutz bat Gullikson, 6-3, 6-2, 7-6.

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



TENNIS

du jeu sur bois

**Dans les 8 BHV.**

**La Hi-Fi à portée de toutes les oreilles**

Dans les 8 BHV de la région parisienne vous trouverez tout le matériel Hi-Fi dont vous rêvez et comme les techniques sont de plus en plus sophistiquées et le choix presque trop grand, vous serez conseillés par des vendeurs spécialement formés. Ce sont des passionnés de Hi-Fi qui tiendront compte, dans leurs conseils, de vos possibilités budgétaires, de l'aménagement et de la dimension des pièces que vous désirez équiper. Ils sauront aussi répondre à toutes les questions techniques que vous leur poserez.

**Une possibilité extraordinaire.**  
Au BHV, il existe une possibilité extraordinaire: la vente à l'essai. Dans un délai d'un mois après l'achat de votre chaîne, vous

avez la possibilité d'échanger gratuitement tout élément ou même la chaîne entière si elle ne correspondait pas tout à fait à ce que vous souhaitez.

**Un service après-vente complet.**  
Le dépannage, c'est l'affaire du BHV Service N°1 (375.98.50). De nombreux techniciens, un standard efficace et surtout une "clinique" dans chaque magasin vous permettent d'être rassuré quant à l'avenir de votre chaîne. Ce service assure, bien entendu, pendant la période de garantie, la réparation gratuite (pièces et main-d'œuvre), à l'exception de l'usure normale des cellules, diamants et saphirs ou de défaillances dues à une mauvaise manipulation.

**PRIX  
EXCEPTIONNELS  
JUSQU'AU 18 NOVEMBRE**

 <p><b>SCOTT:</b> ampli A 407 2 x 18 W, platine tourne-disques PS 77 semi-automatique, 2 enceintes S 176 2 voies</p> <p><b>2 650 F</b></p>	 <p><b>KENWOOD:</b> meuble rack SFK 70, ampli-tuner KR 3 600 L 2 x 22 W, platine tourne disques KD 7033, 2 enceintes LS 202 AB</p> <p><b>3 690 F</b></p>	 <p><b>CONTINENTAL EDISON:</b> meuble rack RV 701, ampli EA 9806 2 x 30 W, tuner TU 9842, platine tourne disques semi-automatique, lecteur enregistreur de cassettes LE 9763, 2 enceintes CE 9779 à 2 voies,</p> <p><b>5 190 F</b></p>
 <p><b>PATHÉ-MARCONI:</b> ampli PA 2004 2 x 20 W, platine tourne disques TL 258 semi-automatique, 2 enceintes EA 487</p> <p><b>2 990 F</b></p>	 <p><b>SANYO:</b> meuble rack SF 5, ampli DC A 411 2 x 50 W, tuner FMT 671, platine tourne disques TP 1020 entraînement direct, 2 enceintes TS 950, 3 voies HHP</p> <p><b>6 990 F</b></p>	 <p><b>SANYO:</b> meuble rack et 11, ampli DC A 3012 x 23 W, tuner FMT 301, platine tourne disques TP 636 semi-automatique, 2 enceintes TS 930 à 3 voies</p> <p><b>4 490 F</b></p>
 <p><b>AKAI:</b> ampli AM 2 200 2 x 20 W, platine tourne-disques AP 100 semi-automatique, 2 enceintes SR 1023 2 voies</p> <p><b>2 890 F</b></p>	 <p><b>KENWOOD:</b> meuble rack SFK 70, ampli KA 3 700 2 x 25 W, tuner KT 5 500, platine tourne disques KD 2 000 semi-automatique, 2 enceintes LSK 200 à 2 voies</p> <p><b>4 850 F</b></p>	
 <p><b>PHILIPS:</b> ampli AH 594 2 x 40 W, platine tourne disques AF 677 semi-automatique, 2 enceintes AH 463 2 voies</p> <p><b>3 190 F</b></p>		

McCann-Erickson

**Le grand magasin spécialiste de la maison et des loisirs.**



• LES 8 BHV : RIVOLI • PARLY 2 • MONTLHERY • GARGES • FLANDRE • BELLE EPINE • ROSNY 2 • CRETEIL •







# Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE PUBLIÉ SIMULTANÉMENT PAR LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

## ASPECTS DE LA GESTION AMÉRICAINE

### Notre équilibre financier sera complètement rétabli en 1982 nous déclare le maire de New-York

### Des Européens prennent la tête de firmes multinationales

Au milieu des gratte-ciel de Wall-Street, l'hôtel de ville de New-York, City-Hall, a quelque chose de désolé. Son style « gréco-romain 1800 » assés pu l'antiquaire à figurer à Washington, mais, petit, il y aurait sans doute été sans intérêt. Là, près dans la verticalité de Manhattan, il témoigne assez misérablement, mais d'une manière finalement plutôt touchante, des vicissitudes de l'administration de la ville...

« New-York est en pleine expansion, et je suis fier d'en être le maire pendant cette période », nous dit M. Edward Koch sur un ton quelque peu médiocre. Sur son bureau, une « sentence » à l'américaine : « Si vous dites que vous ne pouvez pas faire quelque chose, c'est certain, vous ne pouvez pas le faire ». En bras de chemise, cravate rouge, gilet noir ouvert « western style », le nouveau grand homme, plus d'une heure de retard à la sortie d'une réunion qui l'a visiblement énervé, fait face à la masse des problèmes qui se présentent à lui. « Vous travaillez demain ? », demande-t-il à un collaborateur au téléphone, avant de réclamer quelque chose. On n'est pourtant pas vendredi. Demain, mercredi, est une fête juive (la veille étant un jour férié américain... Columbus Day... New-York n'est pas Florence). Pendant que nous parlons, la ville se vide, les fidèles désirant être rentrés chez eux avant le coucher du soleil. M. Koch, produit de l'électorat juif, auquel il

appartient, respecte les habitudes. Combien sont ses électeurs ? « Plus de la moitié de la ville, si vous en jugez d'après la fermeture quasi totale de tous les magasins cet après-midi », nous dira en plaisantant un chauffeur de taxi.

En fait, si la volonté du nouveau maire démocrate de la ville de redresser la situation financière de New-York est ferme, la métropole de l'Est est loin d'être encore sortie de l'ornière. Le simple abord du bureau, d'ailleurs modeste, de M. Koch, en dit long sur l'état de dégradation où sont parvenus certains services publics. Dans l'entourage même de la plus haute autorité de la ville, personne ne semble se choquer de laisser-aller général. Le policier de garde, au portail, en chemise, bedaine en avant, épaules voûtées, la quarantaine tout juste, machouille mollement son chewing-gum, à l'ombre. Des employés oisifs traînent et chahutent dans les couloirs, occupant à l'occasion le téléphone du salon d'attente pour passer quelque communication personnelle tandis que dans les toilettes voisines les tuyauteries vibrent à tout rompre à la satisfaction du visiteur, lorsque le métro passe dessous. Le ménage est très approximatif. S'il n'y avait dans tout cela quelque chose de franchement « démocratique » auquel l'Européen n'est pas habitué, on se demanderait comment, dans de pareilles conditions, s'exerce l'autorité.

« S'AVEZ-VOUS » ce qu'ils « ont fait ? », demande au téléphone le vice-président d'une société américaine à l'un de ses amis américains, lui-même victime à plusieurs reprises d'un « renouveau » au sommet des sociétés américaines et qui craint le pire. « Je tiens à ce que vous ne nommez pas... » Et soudainement, « Quel mal y a-t-il à cela ? » « Mais... mais, vous ne savez pas : je suis Français ! » Le préjugé non feint témoigné par M. Guy Charlap sur lui-même, lorsqu'il fut nommé à la présidence de Technicon, firme hautement réputée, spécialisée dans la production d'appareils de laboratoire de haute technicité, eût été entière-

ment justifié il y a seulement une dizaine d'années. Il l'est moins aujourd'hui. L'une des conséquences de la multinationnalisation des activités des sociétés américaines est qu'elles prennent l'habitude de faire appel à un personnel multinational. Le principe de gestion, qui veut que les cadres supérieurs soient alternativement affectés à l'étranger et au siège social, met en valeur le personnel non américain. Et, peu à peu, une élite d'étrangers s'occupe des fonctions de direction dans les maisons mères. Le cas de Technicon, société dont le chiffre d'affaires est voisin de 250 millions de dollars, est loin d'être unique.

#### « Assimilés »

A la tête de l'AMAX (trois milliards de chiffre d'affaires) un Français succède à un Ecossais de Kinlochleven. La firme de produits de beauté Revlon (plus de 1 milliard) est dirigée par un Basque français. Heintz, mondialement reconnu pour ses cornichons et ses cinquante-sept marques de condiments, a importé un Irlandais pour lui confier la marche de ses affaires. Le directeur général de Colgate-Palmolive est un Anglais. L'actuel secrétaire au Trésor, M. Michael Blumenthal, né en

Par quelles voies ces hommes sont-ils parvenus où ils sont ? Bien qu'il ait reçu relativement peu de publicité, le cas de M. Pierre Gousseland semble assez typique. La société qu'il dirige — l'AMAX, chiffre d'affaires 1977 de 3 milliards de dollars, 15 230 employés — est un producteur mondial de matières premières dont les investissements récents ont été dirigés, dans une large mesure, sur le continent nord-américain. Son président et chef de l'exécutif est né en 1922 à Tonny-

Monsieur le maire, après le départ de nombreux sièges de sociétés qui ont fait les lourds impôts de New-York et la mauvaise gestion de la ville, vous prétendez maintenant y attirer à nouveau des entreprises étrangères. Qu'y a-t-il de changé qui le permet ?

« Nous avons passé une législature qui doit donner aux institutions financières, aux banques, aux compagnies d'assurances, le même type de privilèges fiscaux qu'elles obtiennent aux Bahamas. Et, en dehors de cela, il faut considérer qu'une entreprise qui s'installe à New-York pour y vendre quelque chose, y trouve un marché local de 18 à 20 millions d'habitants.

Les compagnies américaines continuent-elles à quitter votre ville ?

« Bien sûr, il y en a encore qui quittent New-York pour aller ailleurs, mais nous sommes, je crois, dans une situation où il y en a davantage qui arrivent. Et, dans l'ensemble, je crois qu'il y a eu récemment plus d'emplois créés que d'emplois supprimés.

« Au vis de la crise financière de New-York, en 1975 et 1976, un million de personnes étaient officiellement en état d'assistance financière à l'égard de la ville. Qu'en est-il aujourd'hui ?

« Il y en a encore neuf cent mille. Mais c'est un chiffre en baisse.

« Comment vous le réduirez encore ?

« Et bien, tout dépend de la situation économique. Si elle est meilleure, il y a moins de chômeurs, donc moins d'assistés. Il semble que ce soit la tendance actuelle. Une autre condition est que l'on parvienne à éliminer des listes ceux qui ne sont en principe pas éligibles et qui s'y trouvent pourtant. Nous avons une responsable des questions sociales. (The department of human resources). Beaucoup de personnes disent qu'elle est très dure. De mon point de vue, elle ne peut pas être trop dure. Elle n'est pas spécialement dure, elle est assez humaine. Il est clair que tout ce qui peut être accordé, elle l'accorde, mais elle ne se

laisse pas faire par les profiteurs du système.

« En tant que maire, ne pouvez-vous prendre aucune mesure pour diminuer ce nombre tout de même important d'assistés ?

« Non. Je ne peux pas changer la législation de l'Etat et du gouvernement fédéral par une réglementation. Mais je peux au moins imposer que cette législation soit strictement respectée. Actuellement, je pense qu'il y a environ 3 % de personnes couchées sur les listes, qui ne devraient pas s'y trouver. A un moment donné, il y en avait quelque 17 %. Dès le jour précédent, M. Beama, avait amorcé cette réduction. Nous continuerons.

« Le budget de votre ville est-il toujours en déficit ou est-il équilibré ?

« Il ne sera pas techniquement équilibré pour une période de quatre ans, sous le règne de ce que nous appelons les normes comptables admises (generally accepted accounting practice). Cela signifie que notre budget comporte toujours des émissions

d'emprunts pour nous permettre de procéder à certaines dépenses. Cela vient de douze ans d'histoire avant que j'arrive au cours desquelles ces pratiques se sont amoindries et multipliées. L'Etat de New-York reconnaît qu'il ne nous était pas possible de faire disparaître en un an les excès de la peste, nous a donné dix ans pour rétablir une situation d'équilibre financier réelle. Je compte que nous parviendrons à réduire ce délai à quatre ans et à être complètement rétablis autour de 1982. Mais notre déficit, si l'on peut dire, n'est pas un trou. Nous recevons du gouvernement fédéral et de l'Etat de New-York les aides qui doivent nous permettre de faire face à nos obligations.

« C'est presque autant que vos propres recettes ?

« Cela représente environ 40 % de notre budget. Mais il faut dire que c'est le cas dans de nombreuses villes. Cela existe depuis des années.

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN. (Lire la suite page 25.)

## Le redressement de l'économie italienne reste précaire

Malgré le redressement de la situation extérieure de l'Italie, les grèves dans les services publics restent un sujet d'inquiétude. Les organisations syndicales tentent d'annuler leurs revendications et de faire échouer les mouvements incontrôlés. Le plan Fanfani a tenté de proposer des solutions d'ensemble pour consolider le redressement acquis, mais l'unité est loin de se faire sur son application.

Si l'on en juge d'après sa balance des paiements, la situation de l'Italie semble s'être considérablement améliorée, et même s'être retournée de façon surprenante. De janvier à septembre, la balance en devises de l'Italie a accusé un solide passif de près de 6,5 milliards de dollars. Cela est en partie dû à un afflux spontané de fonds de l'étranger ; mais il existe aussi un excédent substantiel dans les affaires courantes. Le commerce extérieur a enregistré, au cours des huit premiers mois de cette année, un excédent de sa balance de 2,4 milliards de dollars, ce qui vient s'ajouter le surplus très élevé du tourisme étranger. Cependant, un autre sujet d'inquiétude se manifeste pour les Italiens : les grèves dans les

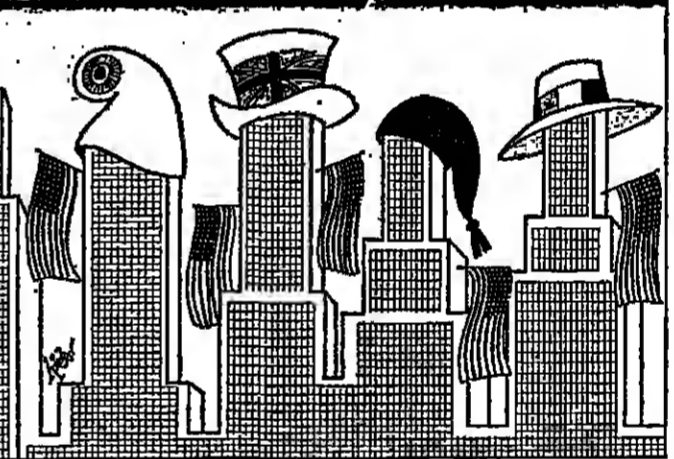
services publics. Dans les hôpitaux, le personnel extra-médical s'est mis en grève parce qu'il n'acceptait pas le contrat national de travail qui venait à peine d'être signé par les confédérations syndicales générales (CGIL, les socialistes, les communistes ; UIL, orientée par les socialistes ; CISL, où les démocrates-chrétiens se retrouvent avec une partie de l'extrême gauche).

Le gouvernement n'a jamais abordé directement la question des grandes inégalités de traitement existant dans les divers secteurs des services publics, en dépit de l'enquête parlementaire sur la « jungle des rémunérations ». Les grèves ont donc pris des formes très dures dans ces services. Et c'est ainsi que l'on parle aujourd'hui couramment d'« algés sauvages » et de « brucards sauvages » à propos de l'agitation dans les transports aériens et dans les services hospitaliers. La réglementation des grèves dans les services

publics est à présent combattue par les syndicats confédérés européens, bien qu'elle soit admise (et, en un certain sens, exigée) par la Constitution de la République.

Le thème qui l'emporte chez les syndicats confédérés, et que défend en premier lieu Sergio Lenzi, le leader de la CGIL, est qu'il appartient aux syndicats confédérés eux-mêmes de faire des propositions. Quand ils se mettent en grève des syndicats autonomes est injustifiée, sur la base du code d'autorégulation qu'ils sont, non sans peine, en train d'élaborer, ils invitent leurs adhérents à se comporter de façon à la faire échouer, espérant ainsi anéantir le pouvoir des syndicats autonomes.

Ce système commence à fonctionner avec un succès grandissant, même s'il n'est que partiel, dans les chemins de fer, où les autonomes sont en minorité. Mais, ailleurs, c'est un échec. Echéec de l'autorégulation des syndicats confédérés. Dans le cas des hôpitaux, la base des syndicats confédérés a souvent suivi les autonomes. De sorte que, par une curieuse inversion des rôles, certains éléments proches des confédérés ont sollicité le gouvernement pour qu'il applique la « réquisition civile ». La loi autorise le pouvoir exécutif à obliger les travailleurs des services essentiels à assurer leur travail, lorsque interviennent des raisons de sécurité et d'ordre public. Toutefois, la « réquisition civile » est un remède que les autorités n'appliquent qu'avec réticence, car les normes qui la régissent sont incertaines et pleines de lacunes. En outre, les « réquisitionnés » pourraient engager d'épuisantes grèves de



Allemagne et élargi en Chine, était à la tête de Bendix avant de rejoindre Washington. Une des principales sociétés américaines de produits chimiques, Dow Chemical, vient de choisir un Italien comme directeur général, succédant à un Hongrois. M. Favre, le nouveau président du constructeur d'aéronefs Cessna (qui fait désormais partie de l'entreprise conglomerée United Technologies) est Français.

Avant de prendre sa retraite, le pharmacologue hollandais, le docteur Antonio Koopmans, était devenu président de Merck, Sharp et Dohm en charge du développement des activités mondiales de ce groupe pharmaceutique. Et le puissant « boss » de I.L.T.T., Harold Gense, est originaire de Grande-Bretagne. Il se trouve d'ailleurs certainement nombre d'étrangers à la tête de sociétés américaines — notamment des Canadiens et des Britanniques — dont l'« étranger » est peut-être visible du point de vue linguistique et culturel, si bien qu'on ne les reconnaît pas comme tels.

Charente, licencié en droit de l'Université de Paris, titulaire du diplôme d'ingénieur civil diplômé par l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris. Il alla poursuivre ses études au Massachusetts Institute of Technology (MIT) où, pour gagner quelque argent de poche (très exactement, trois cents dollars), il corrigea la traduction d'un ouvrage concernant les applications industrielles du molybdène. De fil en aiguille, Pierre Gousseland devint, à la suite de cet épisode, « Monsieur Molybdène » dans les milieux industriels. A Zurich, puis à Paris, il dirigea les ventes de la société américaine Climax Molybdenum, développa l'usage de ce métal dans la sidérurgie européenne. Après l'absorption de sa société par l'American Metal, dont résulte l'actuelle AMAX, M. Gousseland fut appelé à New-York en 1969 par un autre Européen, M. Jan McGregor, qui présidait alors à l'avenir de la société-mère. JAY McCULLY. (Lire la suite page 25.)

**Soyons sérieux**  
**LE SERPENT ET LA LIVRE**  
d'après La Fontaine  
On conte qu'un serpent, voisin d'un financier (C'était pour lui une heureuse coïncidence) entra dans la banque, et chercha à manger. N'y rencontra pour toute résistance...  
Qu'une livre sterling, qu'il se mit à ronger.  
« Cette livre lui dit, sans se mettre en colère :  
« Riche ignorant ! et que prends-tu folie ?  
Tu le prends à plus dur que moi.  
C'est exact : alors prends garde.  
Plutôt que d'imposer la loi.  
D'une doctrine par trop bâtarde,  
Tu te rompras toutes les dents.  
Je ne crois que celles du temps.  
Le serpent reprit : « Tu es beau, proteste :  
Il est maintenant trop tard pour te faire écouter.  
Dans le monde de nos jours, il y a une règle d'or :  
Ce ne sont que les absents qui ont toujours tort. »  
FANGLOSS.

**Echéec de l'autorégulation des syndicats confédérés.**  
Dans le cas des hôpitaux, la base des syndicats confédérés a souvent suivi les autonomes. De sorte que, par une curieuse inversion des rôles, certains éléments proches des confédérés ont sollicité le gouvernement pour qu'il applique la « réquisition civile ».

**Oui, on peut rentrer détendu d'un voyage d'affaires à Paris.**  
  
**Hotel Club Méditerranée à Neuilly.**  
Le plus vert des 4 étoiles Parisiens.  
58, bd Victor Hugo - 92200 Neuilly - Tél. 758.11.00 - Téléx : Medhotel ; 610971

Le panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cegos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, gouvernements de production et investissements, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance qui n'a pas été maintenue (rythme d'investissement suffisant, équilibre des balances commerciales, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

L'attrait de la réussite allemande

Les derniers mois ont été marqués par un retour remarquable à l'optimisme, en particulier dans les organismes internationaux. Ainsi l'O.C.D.E., qui, juste avant les vacances, lançait un cri d'alarme aux pays industrialisés qui s'emportaient à changer complètement de ton à la rentrée : elle voit l'avenir s'éclaircir et fait des prévisions meilleures. Plus récemment, la Commission européenne, par la voix de son directeur des affaires économiques et financières, M. Ugo Mosca, a parlé du retour à une croissance plus durable, bien que modeste, de 3,5 %.

Y a-t-il des faits nouveaux qui justifient ce changement ? Ou s'agit-il simplement d'un sursaut répondant aux vœux du G.A.T.T., qui, dans un récent rapport, a souligné qu'il n'y a pas de fatalité, que nous sommes les propres artisans de nos difficultés et qu'il nous faut donc réagir ? Mais dans le cas très particulier des États-Unis, il y a certes des améliorations qu'on retrouve dans les notes de nos quatre grands pays européens : l'inflation moyenne a encore reculé à 7 %, l'équilibre des balances commerciales est mieux assuré, la croissance paraît se maintenir, tant bien que mal, et le chômage recule un peu. Mais ces progrès sont loin d'être décisifs.

Un fait majeur pourtant se détache de plus en plus, qui peut justifier le sursaut d'espoir de la rentrée : la réussite de l'Allemagne, montrant qu'une voie existe pour éviter l'enlisement évoqué par l'O.C.D.E. Il est remarquable de constater qu'au cours des derniers mois, elle a battu plusieurs records simultanés, dont certains paraissent même incompatibles. Elle a réussi d'abord à vaincre réellement l'inflation, puisque le rythme de hausse des prix de détail atteignait moins de 1 %, si ce n'est l'évaluation sur les trois derniers mois, ramenés en rythme annuel (en revanche, le glissement des prix de septembre 1977 à septembre 1978 est de 2,3 %). Ensuite ses exportations se maintiennent beaucoup mieux que chez les autres, le Japon en particulier, fait saillant au cours du premier semestre 1978 elle a ravi aux États-Unis, le titre de premier exportateur mondial. Mais, chose plus remarquable, s'y ajoutent maintenant deux autres succès beaucoup plus significatifs, car moins attendus. C'est d'abord la renouée de la croissance, qui est de plus en plus nette, comme le montre notre graphique des productions industrielles, où le rythme allemand s'accroît à 7 %. Simultanément le taux de chômage par rapport à la population ac-

tive baisse toujours. Il est en voie de passer à 4 %. Tous les observateurs allemands s'accordent en ce moment pour reconnaître la reprise, que ce soit l'ancien ministre de l'économie, M. Friederichs, ou le nouveau, M. Lambdorff : tous les deux pronostiquent pour 1978 des réalisations meilleures, avec un P.N.B. en hausse de 3 %. L'I.F.O. de son côté, à la suite d'une enquête faite auprès des grands groupes industriels, a noté des perspectives de croissance encore meilleures de 4 % en 1978 et de 5 % en 1979. M. Emminger, le gouverneur de la Bundesbank, attire cependant l'attention sur la nécessité d'une croissance raisonnable de 3,5 à 4,5 % respectant les équilibres, et qu'il voit bien assurée pour 1978.

L'exemple de la réussite allemande ne peut manquer d'influencer les trois autres grands pays européens. C'est surtout le cas de la France, dont les récentes options libérales, entre autres la libération des prix et la recherche d'un franc fort, ont été beaucoup plus inspirées, qu'on en dise, par le succès de son voisin que par la théorie. Les résultats de cette politique apparaissent bons pour les échanges. En sera-t-il de même pour les prix ? L'inflation reste toujours la plus élevée des quatre pays, mais le taux de septembre est plus réconfortant. Dans sa quête du modèle allemand, M. Barre bute en particulier sur deux obstacles. D'abord celui des salaires, qui montrent une forte résistance à la déflation : même si l'augmenta-

tion du taux horaire du deuxième trimestre a été révisée en baisse de 5 % à 4,2 %, elle n'en reste pas moins forte. Ensuite celui de la reprise des investissements, indispensables pour se rapprocher de la compétitivité allemande : certes l'euphorie financière a été extraordinaire et les entreprises en ont profité pour diminuer leur endettement et reconstruire leurs fonds propres, elle n'en ont pas relancé leurs investissements pour autant. C'est qu'elles restent prudentes et plutôt attentistes. Quelques critiques soulignent aussi qu'il ne faut pas les confondre avec les sociétés allemandes, et qu'elles ont besoin d'une certaine dose d'euphorisant inflationniste pour bien tourner. L'Italie et Grande-Bretagne sont évidemment loin du modèle. Elles ressentent pourtant l'intérêt qu'il y a à s'inspirer au mieux allemand (dans le cadre du nouveau système monétaire européen, en évitant toutefois d'être égrées par lui, ce qui implique des liens pas trop rigides. Ce rapprochement peut offrir à leurs gouvernements un gage de stabilité au milieu des tempêtes monétaires, et aussi un atout dans leurs négociations avec les partenaires sociaux, et en particulier les syndicats. En effet dans les deux cas de bons résultats ont été obtenus, qu'il s'agit de préserver par une discipline renforcée.

Le gouvernement italien s'y attaque, s'il veut poursuivre dans la voie bien engagée du raffermissement de la lire et de la baisse des taux d'intérêt. La Grande-Bretagne pourrait, elle aussi, avoir besoin d'une discipline extérieure pour maintenir le cap de la lutte anti-inflationniste, et consolider les succès des derniers mois (en septembre l'indice n'a augmenté que de 0,4 %). En effet le projet de limitation de 5 % de la hausse annuelle des salaires, dans le cadre d'une nouvelle phase de modération présentée par M. Callaghan, a été rejeté aussi bien par le TUC que par le parti travailliste. Déjà des entreprises comme Ford ont cédé devant les pressions des grévistes, en allant bien au-delà de la norme prescrite. Si bien que le premier ministre

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

Table with 4 columns: Taux de Croissance, Qualité de la Croissance (Prix, Emploi), Maintien de la Croissance (Capacité de production, Echanges, Sensibilité internationale). Rows for ALLEMAGNE, FRANCE, ITALIE, GRANDE-BRETAGNE.

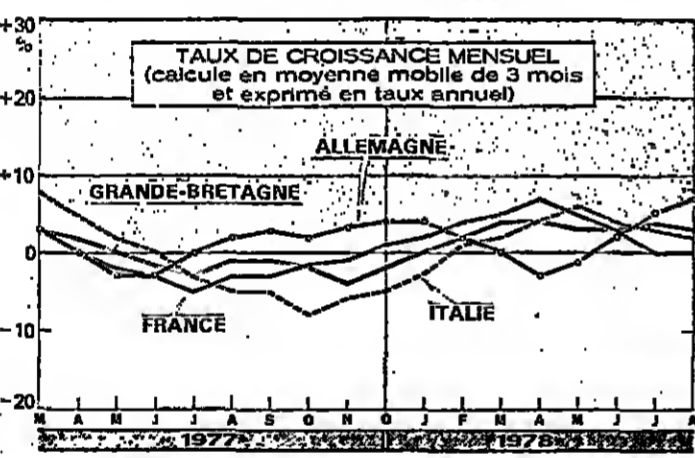
+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre --- mauvais ---- très mauvais \* tendance précédente

La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

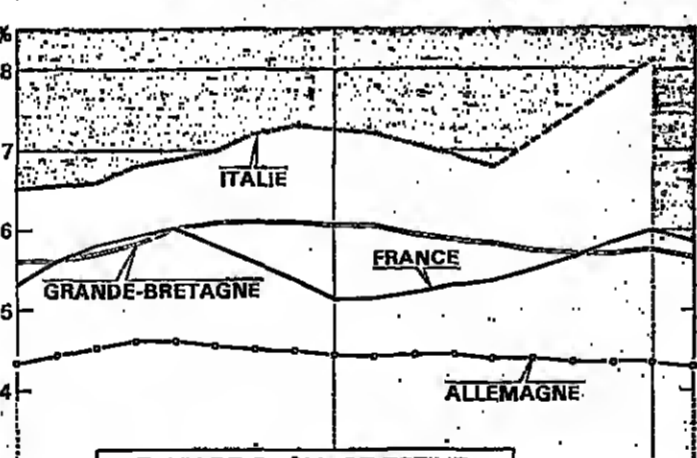
Table with 2 columns: Indicateur (Croissance, Prix, Chômage, Capacité, Echanges, Monétaire et Financier, Économique) and Incidences.

I. — TAUX DE CROISSANCE



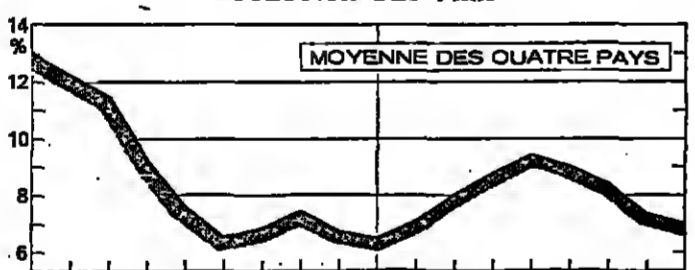
En juillet et août le rythme de croissance industrielle s'est accéléré de 5 à 7 % en Allemagne. Il est maintenu à 3 % en Grande-Bretagne. En revanche il s'est tassé à 2 % en Italie et est même retombé à 0 % en France.

III. — NIVEAU DE CHOMAGE



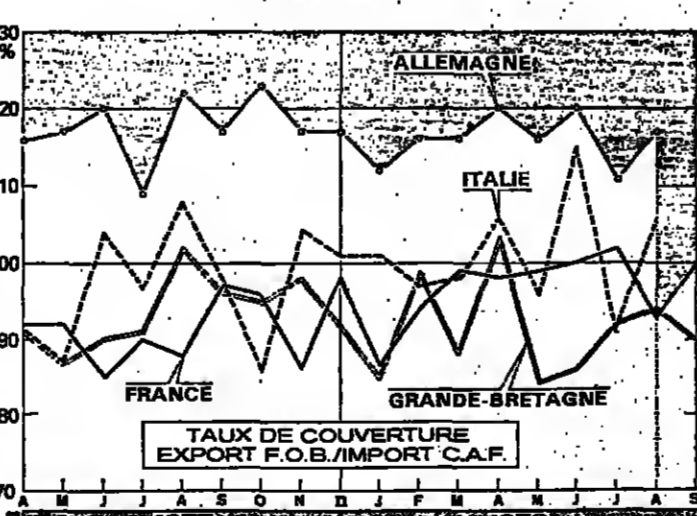
Entre août et septembre, le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a continué à reculer en Allemagne (de 4,3 à 3,8 %) et en Grande-Bretagne (de 6 à 5,5 %). Chose plus étonnante, et pour la première fois depuis sept mois, il a aussi baissé en France (de 6 à 5,5 %).

ÉVOLUTION DES PRIX



L'inflation moyenne a continué à reculer en août et en septembre, bien que plus légèrement, et revient à 7 %. Les positions relatives des pays restent les mêmes. La France et l'Italie ont les taux les plus élevés (près de 10 %), suivies par la Grande-Bretagne (7 %) et loin derrière par l'Allemagne (2 %).

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



En France le taux de couverture des importations par les exportations (calculé P.O.B. et corrigé des variations saisonnières) est remonté de 93 en août à 100 en septembre. Il est de même revenu en Italie de 91 en juillet à 106 en août. Il a peu changé en Allemagne, où il est toujours supérieur à 110 % (111 % en août), et en Grande-Bretagne, où il reste proche de 90 % en septembre.

sera obligé d'assouplir ses positions salariales, ce qui rend encore plus indispensable de poser d'autres garde-fous, monétaires en particulier. Il est donc probable que le modèle allemand gagnera du terrain, en Europe du moins. Car malheureusement aux États-Unis, malgré les déclarations officielles, on ne reste loin, et on ne voit pas comment M. Carter et son équipe pourraient renverser la vapeur et freiner la lourde locomotive américaine lancée dans sa course inflationniste. Le frein monétaire, le seul à être utilisé, se traduit par des taux d'intérêt de plus en plus élevés : le prime rate à 10 % a atteint son record de 1974 de mauvaise mémoire. Sans beaucoup d'effet avec la psychose de hausse qui sévit actuellement, et qu'a notamment soulignée une récente enquête effectuée auprès des chefs des services d'achat. Certes M. Carter a fait machine arrière en cherchant à réduire le déficit budgétaire, et il a réussi à faire voter sa loi sur les économies d'énergie. Il est vrai sérieusement amputé. Les mesures anti-inflation de 24 octobre n'ont pas été prises au sérieux par l'inflation internationale, ce qui n'est pas le cas du plan de sauvetage du dollar du 1er novembre. Est-ce, cette fois, le bon ? MAURICE BOMMENSATHI.

Le rythme d'activité reste fort satisfaisant à tel point qu'on envisage de corriger en hausse le taux de croissance du P.N.B. du troisième trimestre (plus de 3,5 %). À noter plus particulièrement la reprise de la consommation, avec un volume de ventes en progression de 1,2 % en août et de 1,5 % en septembre. La légère déflation de l'inflation au cours des derniers mois (moins de 10 %) et le recul des prix de gros au mois d'août (- 0,1 %) avaient ramené quelques espoirs. Hélas ! le revirement a été brutal puisque, en septembre, le prix de gros est à nouveau fortement progressé (2,9 %). Cause de ce changement : les prix alimentaires ainsi que l'ensemble des prix de détail. Après avoir reculé de 0,2 % en juillet à 0,9 % en août, le taux de chômage par rapport à la population active a de nouveau légèrement augmenté à 6 % en septembre. En moyenne, le taux rest stabilisé à 6 %, mais le nombre d'emplois augmente toujours (près de 200 000 en septembre). Le taux d'utilisation du potentiel de production, qui est passé à 84,9 % en juillet et à 85 % en août, a atteint son plus haut niveau depuis la fin de 1974. Après la brutale détérioration de la balance commerciale en juillet (- 3 milliards de dollars), août a permis de renouer avec la modération des mois précédents : en effet, le déficit n'a été que de 1,6 milliard, c'est-à-dire le même qu'en juin, et en septembre il n'a que très légèrement augmenté, à 1,8 milliard. Les taux d'intérêt américains continuent de grimper et retrouvent leurs records de 1974 : le jour du jour du marché monétaire approche des 9 % et le prime rate est à 10,25 %. Le dollar restant faible, cette ascension ne gêne pas la décente européenne, qui continue en France, en Grande-Bretagne et en Italie, où les taux au jour le jour sont respectivement de 7 %, 2,5 %, 2,5 % et 10,5 %.

Le taux d'activité reste toujours soutenu et la récession n'est pas en vue avant le milieu de 1979. Ce n'est donc pas l'rotation économique qui est préoccupante pour les pays européens mais ses caractéristiques inflationnistes et ses conséquences monétaires, avec la faiblesse persistante du dollar.

LE NOUVEAU Observateur L'Affaire Duquier de Pellico L'OUBLI INTERDIT cette semaine

EUROPE URUGUAY OCEANO EUROPA Conseil de rédaction : Pierre Drozin, Jacqueline Grapin, Mario Fasanotti, John Greig, David Spenser, Ingeborg Schwob, Hans Boumann, Eric Wolfsohn.

Handwritten text in a box: 55/100

ÉCHOS DE BRUXELLES

L'Europe des régions vit dans les Alpes

L'EUROPE porte en son cœur une cicatrice de la géographie : celle de la blessure qui, il y a des milliers d'années, fait des Alpes le seul rempart intérieur du vieux continent. La seule qualité toujours reconnue de cette chaîne de montagnes a été de remplir son devoir naturel : protéger les territoires environnants selon la logique bien établie qui veut que montagne signifie division.

Ce principe correspondait aux exigences d'une époque ; c'était un façon comme une autre de défendre jalousement des prérogatives nationales. Aujourd'hui, pourtant, les Alpes vivent une nouvelle mise en valeur, accélérée. On ne les regarde plus de l'œil du chasseur pour soi, mais du point de vue de la communauté. En effet, les Alpes, quel que soit l'état auquel elles sont rattachées, ne sont pas seulement unies par la géographie ; elles sont liées par des usages collectifs.

Un centre commun de documentation

Depuis quelques années, les dix pays alpins, chacun pour le territoire de sa compétence, travaillent activement à établir des cartes mises à jour des Alpes pour un centre de documentation monté au Tessin. Les statistiques régionales sur toutes les formes d'activités y seront réunies. L'agriculture, presque partout en crise à cause du déclin de la population, devrait revoir les systèmes de production souvent compliqués de l'élevage, tel qu'il est pratiqué dans les plaines, de façon à éviter que la dégradation du sol ne devienne irréversible. Le tourisme, qui est aujourd'hui la principale source de revenus, est freiné par une politique d'accroissement des possibilités d'emploi local, sans nuire au patrimoine écologique avec des installations à pur but spéculatif.

Eviter la concentration désordonnée

En substance, le comité promoteur s'engage dans une stratégie de rééquilibre régional (« favoriser les zones les plus touchées par l'exode, en évitant de créer de nouvelles zones de concentration désordonnée »), pour canaliser les aides financières de relance avec le système de la participation plurinationale. Notre Europe est une Europe qui génère, comme le président du comité, Piero Bassetti, certains Etats de la C.E.E. et d'autres Etats extérieurs en font partie, comme la Suisse et l'Autriche, et même un pays socialiste, qui peut ainsi apparaître sur la scène européenne, à laquelle il est lié par des buts communs.

Les recherches scientifiques que nous sommes en train de joindre offrent un ensemble de connaissances d'où chaque région peut tirer le bénéfice des expériences des autres. Le dialogue est en somme engagé. La montagne va être rendue à ses valeurs originelles, pour le bien des résidents et ceux qui cherchent un moment de repos et d'évasion.

Pour l'avenir immédiat, les demandes du comité sont précises : inviter les gouvernements à faire inscrire dans le programme de travail du Conseil de l'Europe l'étude du développement régional et local de l'Europe alpine et formuler des propositions pour l'organisation d'une coopération encore plus étroite entre les nations alpines du Conseil de l'Europe. Ensuite, on pourra tenir le même discours pour d'autres massifs montagneux européens, comme les Pyrénées.

PIERO DE GARZAROLLI.

LE NOUVEAU SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN VALSE - HÉSITATION DE LA GRANDE-BRETAGNE

TANDIS que s'égrène le compte final pour le lancement espéré, le mois prochain, du nouveau système monétaire européen (S.M.E.), il y a une forte probabilité, qui se transforme lentement en certitude, qu'au moins l'un des grands pays de la C.E.E., le Royaume-Uni, assistera en spectateur plutôt qu'en participant à cet événement. Le document confidentiel du gouvernement, publié le 4 novembre par le Times, va bien dans ce sens.

Il reste encore une réunion de ministres des finances, ainsi qu'une série d'importantes rencontres bilatérales entre les chefs des gouvernements allemand, français, britannique et italien, avant le prochain sommet des 4 et 5 décembre où devrait être donné le verbiage pour le S.M.E. Il subsiste une mince possibilité que ces discussions persuadent M. Callaghan et M. Denis Healey, le chancelier de l'Echiquier, dont l'attitude commune jusqu'à présent a consisté en scepticisme ouvert à la discussion, que la Grande-Bretagne ne peut se permettre, politiquement, de rester en dehors du nouveau plan monétaire.

La même camisole de force

Mais la promesse de « guerre à l'inflation » de M. Callaghan et de M. Healey est plutôt interprétée comme voulant faire savoir à la City et aux marchés étrangers des changes que le gouvernement britannique entend poursuivre l'application de mesures monétaires rigoureuses, même si la Grande-Bretagne n'adhère pas au S.M.E. Pendant toutes les négociations sur le projet de Brème, qui vise à lier étroitement entre elles toutes les monnaies de la C.E.E. à mettre en commun une partie des réserves des Etats membres et à créer une nouvelle monnaie de réserve européenne, la Grande-Bretagne a souligné un certain nombre de conditions qu'un tel plan devrait, à son avis, remplir.

Le S.M.E., disent les Britanniques, doit avant tout pouvoir fonctionner et durer. Cela veut dire qu'il doit permettre les modifications des taux de change lorsque les conditions de base diffèrent fondamentalement de performance économique, qu'il doit y avoir des facilités de crédit suffisantes pour défendre le nouveau système et qu'il faut trouver des façons de renforcer les économies les moins prospères de la C.E.E. M. Callaghan et M. Healey insistent également sur l'importance d'une « symétrie » des obligations reposant sur les pays débiteurs et sur les pays créditeurs dans tout nouveau système de taux de change qui, sans cela, craignent-ils, penchera de façon excessive dans le sens déflationniste. Ils veulent que les déficits monétaires, mais non au prix d'une croissance freinée et d'une augmentation du chômage.

Les Britanniques disent également que le S.M.E. ne doit pas agir au détriment des monnaies extérieures au système, telles que le dollar, ni de la position du Fonds monétaire international. Sur certains de ces points, M. Callaghan semble en accord tacite avec certains de ses partenaires de la C.E.E. Mais des différends importants subsistent avec les Allemands en particulier.

Du point de vue britannique, le principal argument contre le S.M.E. c'est qu'il tendrait à forcer des pays aux économies très différentes à revêtir la même camisole de force et à limiter leur capacité de s'adapter au moyen de changements de la politique des taux de change. Les pays qui ont tendance à

Maïs, même si les Britanniques en viennent à estimer que, tout compte fait, la participation au S.M.E. était désirable, il semble de plus en plus improbable qu'ils en considèrent les avantages comme assez nets pour contrebalancer les effets d'un grave conflit au sein du parti travailliste, ouvrant les blessures à peine cicatrisées du débat sur l'adhésion à la C.E.E.

A première vue, la priorité accordée par le gouvernement britannique à la lutte contre l'inflation interne — réaffirmée avec force le mois dernier par M. Callaghan dans des conversations à Bonn avec M. Helmut Schmidt — semble militer en faveur d'une participation britannique au S.M.E.

Après tout, l'un des arguments avancés en faveur de ce plan, c'est qu'il offrirait un cadre pour la coordination disciplinée des politiques fiscales, monétaires et des taux de change, et qu'il redonnerait un climat favorable pour permettre à des pays comme la Grande-Bretagne, la France et l'Italie de rompre de façon irréversible avec leurs habitudes inflationnistes.

En dépit de ces voix sceptiques, M. Schmidt est désormais convaincu de la nécessité politique du S.M.E., qu'il considère comme un moyen d'émanciper l'Europe de la tutelle du dollar. Le S.M.E. permet aussi de masquer un rôle dirigeant de l'Allemagne qui risquerait sans cela d'être inacceptable pour des voisins chez qui les souvenirs du passé n'ont pas encore vécu.

La France, dont la balance des paiements est pire et le taux d'inflation plus élevé (pour l'instant du moins) que ceux de la Grande-Bretagne, pourrait sembler, d'un certain point de vue, encore moins prête que sa voisine anglaise à supporter les rigueurs du système monétaire proposé. C'est d'ailleurs l'avis de nombreux experts financiers et banquiers français, mais le président Giscard d'Estaing est politique-ment plus engagé que son collègue du S.M.E. Pour lui, le souci primordial est que la France reste à la hauteur de l'Allemagne, et

reste en dehors du S.M.E. serait admettre que la France n'appartient pas à la même catégorie sur le plan économique. En plus de cela, une zone de stabilité économique en Europe aurait plus de chances de bénéficier à la France qu'à la Grande-Bretagne, car une proportion plus élevée du commerce français est réalisée avec d'autres membres de la C.E.E. A la différence de la Grande-Bretagne, la France doit aussi importer de l'énergie et un renforcement du franc par rapport au dollar abaisserait le prix des importations d'énergie et de matières premières.

Au niveau technique, le débat porte surtout sur le choix du « numéraire » ou point de référence qui doit être utilisé pour déterminer l'intervention de banques centrales, à l'appui des parités monétaires.

En gros, les Allemands, les Danois et les Néerlandais aimeraient une version améliorée et élargie de « serpent » actuel, dans laquelle chaque monnaie serait accrochée à chacune des autres monnaies membres du système, la fluctuation entre elles étant limitée à un pourcentage donné de part et d'autre d'un taux central fixe. Cela implique une plus grande charge financière aux pays participants dont la monnaie est la plus faible.

Totalement inacceptable

Les Britanniques, les Italiens et les Irlandais préféreraient que l'intervention soit déterminée par des limites de fluctuation liées à une moyenne pondérée ou « panier » de monnaies de la C.E.E. Selon ce plan, le mark, fort, aurait plus de chances d'atteindre son objectif que le franc, qui que les autres monnaies n'aient touché leurs limites inférieures, obligeant la Bundesbank à racheter d'autres monnaies.

Bien qu'il y ait place pour un compromis entre ces deux extrêmes, il ne semble devoir en découler rien que M. Callaghan puisse faire accepter au parti travailliste sans un appui allemand, en termes clairs et sans équivoque, à une révision

majeure de la politique agricole commune (P.A.C.) de la C.E.E. Rien n'est en vue de ce côté, jusqu'ici.

La P.A.C. est la principale raison pour laquelle la Grande-Bretagne, bien qu'elle soit, en termes de produit intérieur brut par tête, l'un des trois membres les plus pauvres de la C.E.E., est la troisième pour ses contributions nettes au budget de la C.E.E. Selon les Britanniques, cela, déjà critiquable en soi, serait totalement inacceptable dans le corset des disciplines monétaires plus sévères qu'exigeait le S.M.E.

MICHAEL HORNSBY.

AU PAYS DES ÉCONOMISTES

Bodo Boerner : pour une augmentation des prix de l'énergie

Le professeur Bodo Boerner ne jure que par la concurrence, la différenciation, le courage des gens capables. Toutefois, c'est un scientifique qui s'intéresse non seulement à l'origine des choses, mais aussi sur leurs limites. Et il a trouvé l'une de celles de l'économie de marché dans la Communauté européenne : l'approvisionnement en énergie. Directeur de l'Institut du droit énergétique et de l'Institut du droit économique à l'université de Cologne, il professe la thèse selon laquelle l'économie de marché et le libre-échange des marchandises ont tendance à faire baisser les prix de l'énergie, entraînant de ce fait les moyens nécessaires pour développer le recours au charbon et à l'énergie nucléaire, et pour encourager des économies. Résultat : lorsque le fleuve de pétrole sera tari, nous serons confrontés à l'absence d'énergie de remplacement.

Etant donné les prix actuels des hydrocarbures, généralement bas (un véritable cadeau pour l'économie de marché), la Communauté européenne perd le contact avec de nouvelles sources d'énergie. Pour Bodo Boerner,

une augmentation du prix de l'énergie ouvrant la voie à une nouvelle énergie, tout en continuant de garantir l'approvisionnement, est un défi pour chaque peuple de la Communauté européenne, pour les nations industrialisées et pour toute l'humanité. Ce défi n'est pas encore évident, mais il est déjà assez sérieux qu'une nouvelle guerre. Une économie de marché ne peut en venir à bout sans aide de l'Etat.

Le professeur de Cologne affirme que, au plus tard dans deux décennies, la production mondiale de pétrole, qui couvre actuellement près de la moitié des besoins énergétiques, aura diminué. Plus cette diminution s'amorcera tard, plus elle sera radicale. Et plus elle sera abrupte, plus la secousse économique et politique qui en découle : sera grande. Selon lui : « Vue sous cet angle, la foudroyante crise du pétrole de l'économie de 1973 a été une bénédiction pour le monde. C'est pourquoi, il faut dès que possible limiter la consommation de pétrole et se tourner vers d'autres sources énergétiques, afin de faciliter le futur passage à ces dernières. »

On subventionner les remplaçants du pétrole...

L'économie de marché est incapable de tenir compte de ces nécessités à long terme. Dans le domaine énergétique, les entreprises traitent généralement des aspects à court et à moyen terme uniquement. Si on peut évaluer l'évolution à long terme dans ses grandes lignes, il n'en va pas de même dans les détails. C'est ainsi qu'un chef d'entreprise, pris individuellement, ne sait pas quelle sera l'augmentation des besoins énergétiques au cours des vingt prochaines années, pas plus qu'il ne sait quand la production de pétrole diminuera, et dans quelles proportions. Il ne peut donc pas savoir non plus à quel moment les énergies nouvelles devront être disponibles, ni quelle sera l'évolution politique dans les pays producteurs de pétrole. Même en ce qui concerne le moyen terme, le chef d'entreprise ignore où « mouillera sa barque ». C'est ainsi que certains prétendent que le prix du pétrole

contradictions à déplore Boerner. Naturellement, il a une solution à suggérer. Pour garantir, à l'avenir, l'approvisionnement en énergie, les prix doivent monter, cette mesure devant toutefois être décidée de telle façon qu'elle ne fasse pas subir à chaque pays, considéré séparément, une catastrophe financière. « Mourir à court terme pour vivre à long terme, n'est évidemment pas une solution. »

Sa proposition : l'intégration progressive des politiques énergétiques nationales dans une politique énergétique européenne sur la base du libre-échange des marchandises, c'est-à-dire d'une économie de marché reposant sur la concurrence. L'intervention européenne devrait alors avoir recours à des incitations financières : taxes ou subventions. Sans doute faut-il se garder de jouer sur les quantités, ce qui nuirait à la liberté de décision des chefs d'entreprise. « L'objectif général d'une politique énergétique commune doit être de supprimer, dans la mesure du possible, les réglementations relatives aux quantités ou de les neutraliser, mais aussi de créer une réglementation monétaire et, dans le domaine supranational, de se limiter à celle-ci », déclare Bodo Boerner. Et si l'on ne veut pas augmenter les prix du pétrole, de peur de nuire à l'économie européenne, et surtout à ses exportations, le professeur Boerner recommande avant tout d'alléger les coûts des énergies de substitution à l'aide de subventions.

HANS BAUMANN.

ANVERS Centre Mondial du DIAMANT. Le prix du jour vous sera communiqué 24 h/24 h nu n° 39. TEL : 19-32-31/32-58-39. GENERAL DIAMONDS. Pelikaanstr. 92 ANVERS.

PA Directeur financier (Chief Financial Officer). Responsable des investissements, U.S.A., 40 ans, poste-cléf. Appeler M. Eickmeyer à Francfort : 0611 - 74 04 91. Administrateur commercial, commercialisation/marketing. Société de vente pharmaceutique, environ 40 ans, appointements allant de 100.000 à 120.000 DM. Appeler M. Eickmeyer à Francfort : 0611 - 74 04 91. Administrateur commercial et financier. Société de vente pharmaceutique, environ 40 ans, appointements allant de 100.000 à 120.000 DM. Appeler M. Eickmeyer à Francfort : 0611 - 74 04 91. Comité directeur financier possédant expérience dans les affaires internationales de financement pour un groupement de sociétés (plusieurs milliards). Appointements : 250.000 DM plus annuel. Appeler M. Eickmeyer à Francfort : 0611 - 74 04 91. Administrateur Extramarché. Nous cherchons un administrateur pour l'organisation juridique des ventes à tempérament sur l'Euromarché à Luxembourg. Il devra posséder de l'expérience dans les affaires bancaires, les paiements et les ventes à tempérament et sera affecté au Luxembourg et en Belgique. Pour cela, il devra parler le français. Les appointements se situent autour de 90.000 DM, selon ses capacités. Appeler M. R. Volke à Munich : 089 - 34 10 51. Si vous voulez poser votre candidature par écrit, veuillez adresser votre dossier à P.A. Management Consultants GmbH, c. Hd. Herrn Hofmann, Bettendorferstr. 23, D-6000 Frankfurt/Main 1.

emande

ET INCIDENCES

**POUR CONNAITRE TOUTES  
LES POSSIBILITÉS D'EMPLOIS  
OUTRE-MER, ETRANGER**

Amérique du Nord et du Sud, Australie, Afrique, Europe, avoir des offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens, demandez une documentation sur notre revue spécialisée : MIGRATIONS (T. 41), 3, rue de Montyon - 75429 PARIS CEDEX 09.

Vous êtes assurés ?  
Oui... mais à quel prix ?  
Et avec quelles garanties ?  
Jetez donc un coup d'œil chez  
votre libraire sur le premier

**GUILLOU**  
Comment bien s'assurer  
au meilleur prix

LAFFONT/TCHOU

Pour en savoir plus sur LE GUILLOU, la collection du particulier soucieux de conduire ses propres affaires sans gaspiller son temps ni son argent, envoyez vos nom et adresse à EDITIONS ROBERT LAFFONT, 31 rue Falguière 75725 Paris Cedex 15.

(Publicité)

Hommes d'Affaires, Industriels, Banquiers,  
Opérateurs Économiques, Visiteurs Professionnels

La III<sup>e</sup> FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR  
du 28 novembre au 10 décembre 1978

Vous offre l'opportunité de découvrir les immenses potentialités d'un CONTINENT en PLEIN DÉVELOPPEMENT.

- Déjà 54 pays et 900 firmes privées y présentent une technologie adaptée.
- Les seize pays de la CEDEAO présenteront leurs projets industriels à plus de 200 investisseurs inscrits au Forum des Investisseurs.
- 16 Chambres de Commerce, les plus importantes de l'AFRIQUE de l'OUEST, y tiendront leur assemblée générale.

Ne manquez pas le III<sup>e</sup> RENDEZ-VOUS de DAKAR qui se veut la rencontre d'un CONTINENT avec le RESTE du MONDE.

Foire internationale de DAKAR : P.O. 3329 DAKAR - Tél. : 511.11  
Télex 430 36

**CÉRAMIQUE DE CONSTRUCTION**

Nous sommes une importante entreprise européenne de l'industrie céramique. Le programme de production judicieusement équilibré de nos ateliers correspond à un standard international de haute qualité, englobant aussi bien les carreaux pour murs et sols que ceux des installations sanitaires. En outre, nous prétendons pouvoir contenir les goûts variés par un choix de formes et de modèles. Le siège de l'entreprise est une grande ville qui se trouve dans la zone frontalière du nord-ouest de la République Fédérale Allemande.

Nous cherchons un

**EXPERT DE L'EXPORTATION**

chevronné  
pour l'étude personnelle des marchés en  
EUROPE et ou  
PROCHE et MOYEN-ORIENT

Son travail consistera à utiliser rationnellement les chances offertes par le marché en se basant sur des analyses de marché soigneusement effectuées; il devra aussi développer les réseaux de vente ou en créer de nouveaux et participer expressément au perfectionnement permanent des programmes. Il devra au moins parler l'anglais.

Le contrat prévu repose sur un emploi à long terme ou sein de la société.

Nous prions les hommes qualifiés pour ce travail et âgés de 28 à 35 ans, prêts à accepter de si larges responsabilités, d'adresser leur dossier de candidature complet sous réf. 370/134 à Kienbaum International, Büro Bonn, Pfarrer-Byns-Str. 1, 52 Bonn - Enderich.

Nous garantissons le caractère strictement confidentiel et secret des candidatures.

M. Juergens se tient à votre disposition pour un premier contact par téléphone. Appeler 0-22-21/62-30-47.

**K** Kienbaum International  
Gummersbach, Düsseldorf, Berlin, Bonn, München, Brüssel, Lissabon, Wien, Salzburg, Zürich, São Paulo, Buenos Aires, Boston, San Francisco

**ÉCHANGES INTERNATIONAUX**

**Le déclin relatif du secteur agro-alimentaire français en Europe  
L'AGRICULTURE ALLEMANDE RÉUSSIT  
PARCE QU'ELLE S'ADAPTE**

Les agriculteurs allemands gagnent sans cesse du terrain par rapport à leurs concurrents européens, et l'augmentation de leurs revenus va plus vite que celle de la moyenne du Marché commun. De ce fait, certains de leurs partenaires de la Communauté, quelque peu sceptiques de voir ainsi réussir une agriculture qui était répudiée, il y a encore quelques années, ne pas exister on presque, étonnent et accusent le gouvernement allemand de fournir à ces exploitants une aide invisible s'ajoutant aux dispositions normales de la Communauté européenne. Cela revient, notamment de la part de certains Français, à accuser l'agriculture allemande de fausser les règles de la concurrence établie entre les Neuf. Bien entendu, l'on songe notamment à des systèmes de privilèges fiscaux. Comment les Allemands eux-mêmes expliquent-ils ce succès de leur agriculture sur la scène européenne? Ou bien le nient-ils? Le ministre allemand de l'Agriculture, M. Josef Erd, a répondu ici à la question que nous lui avons posée.

par JOSEF ERTL (\*)

LES paysans allemands sont de plus en plus nombreux à être considérés comme des concurrents sérieux de leurs voisins français. Ils ont en effet, depuis la fin de la guerre, plus de la moitié des exploitations ont disparu et plus de deux tiers de la main-d'œuvre ont quitté le secteur agricole. Des gains de productivité supérieurs à ceux de l'industrie ont

également été obtenus. Finalement, l'agriculture allemande, à qui, au début du Marché commun agricole, on ne donnait que peu de chances, a fait la preuve de sa capacité à résister à la concurrence européenne. Et l'ai d'abord voulu émettre ses considérations, c'est pour éviter que l'on ne parte d'un jugement superficiel. Ce succès a été rendu possible par les très grands essors économiques des années 50 et 60. Dans le même temps, cette mutation structurelle exigeait une vaste et rapide mécanisation de la production agricole. Mais il ne faut pas oublier que, pour beaucoup, ce processus a été doulou-

Chez nous, la structure agricole se caractérise toujours par de petites et moyennes exploitations. C'est d'une très grande importance pour notre société industrielle moderne : le secteur agricole est celui où la dispersion des propriétés est la plus grande, avec toutes les conséquences stabilisatrices que cela comporte. De plus, une telle situation contribue au maintien d'un habitat équilibré caractérisé par un espace rural composé de fermes isolées et de villages très diversifiés, qui contribue de manière essentielle à la beauté de notre paysage.

Autre facteur important : la façon dont sont représentés les intérêts des agriculteurs. A l'instar des autres pays, dans leur propre domaine, le Syndicat unitaire des agriculteurs (Der einheitliche Bauernverband) défend avec efficacité les intérêts de ces derniers, ce qui a permis, dès le départ, d'éviter un morcellement et d'éviter que les campagnes ne deviennent l'enfer des politiques extrémistes. Enfin, il ne faudrait pas oublier de mentionner le vaste réseau des bureaux de conseil, grâce auquel les résultats de la recherche agricole dans tous les domaines ont pu être transmis relativement rapidement aux praticiens. Tous ces facteurs ont permis d'augmenter l'industrie de l'alimentation allemande, notamment en ce qui concerne la viande, pour pénétrer en quantités plus importantes sur le marché français avec une plus grande marge pondérale.

Le commerce cherche, certes, à

par la qualité de ces derniers. En effet, grâce à de bons conseils, mais également grâce à une réglementation sévère relative aux produits alimentaires, notre agriculture a atteint un niveau de qualité élevé. En outre, également en jeu la collaboration étroite entre l'artisanat et l'industrie alimentaires, dont l'offre est d'une diversité incomparable. C'est ainsi que nous avons le plus grand assortiment de pains et de saucissons du monde. Mais malgré tous ces succès, il faut se rappeler que les agriculteurs allemands, à l'instar de leurs collègues européens, ont des problèmes. L'agriculture fait partie de l'ensemble économique et dépend donc de la conjoncture. Cet automne, on ne peut nier que, chez nous, celle-ci accuse une tendance positive, ce qui devrait augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs et permettre la création de nouveaux emplois qualifiés en dehors de l'agriculture. Ce phénomène, à son tour, se répercutera en bien sur la mutation structurelle du secteur agricole.

On mesure encore plus les succès à l'année économique. Mais ce n'est pas la meilleure façon de rendre justice à l'agriculture. C'est pourquoi je veux, pour conclure, mentionner son vrai grand succès : elle a réussi à maintenir un beau paysage de villages diversifiés avec d'admirables villages. Cela aussi justifie les dépenses destinées à la politique agricole.

(\*) Ministre de l'Agriculture de la République fédérale allemande.

**Vers la cuisine française « made in Germany »...**

Les gourmets français craignent la disparition de leur cuisine locale. Tandis que la cuisine française est de plus en plus appréciée à l'étranger, dans la patrie de l'art culinaire des produits alimentaires étrangers apparaissent en nombre croissant. Les importations françaises dans le secteur des produits alimentaires augmentent sans cesse. En 1977 — par suite aussi de la sécheresse catastrophique de l'année précédente — elles ont atteint un montant global de plus de 50 milliards de francs, alors que les exportations étaient seulement de 46,3 milliards. En outre, la balance commerciale traditionnellement positive de la France dans le secteur agro-alimentaire s'est acheminée vers un déficit. En sens inverse la percée allemande est spectaculaire.

LES capitaux étrangers — notamment anglo-saxons — se répandent dans l'industrie alimentaire française qui, avec six cent mille salariés et un chiffre d'affaires de 170 milliards, est encore le deuxième secteur industriel du pays. 80 % du marché des bouillons et des potages, 50 % du marché des crèmes glacées et 40 % du marché des biscuits sont contrôlés par des étrangers, bien que durant ces dernières années le gouvernement de Paris soit intervenu en faveur d'une plus large participation française également dans le domaine de la gastronomie, restaurants et snacks étrangers se développent.

Même pour des produits réputés être des spécialités françaises, le client ne peut plus être certain que les produits proviennent de France. Les experts français Gault et Millau ont été étonnés de constater, il y a quelques temps, que même des spécialités comme les omelettes de gronoulles, les escargots, la fole gras, les langoustes et les truffes sont souvent importées, dans la plupart des cas, en provenance des pays voisins du sud.

Les qualités de viande perdent de leur façon, leur identité chez le consommateur, connaît à Gault et Millau, et de regretter : « Les Français ne mangent plus français ».

Les succès des fabricants allemands de fromages, notamment de Bavière, ont bien entendu provoqué une surprise en France.

En cours de l'année dernière, ils ont fourni au marché français des produits pour un montant de plus de 71 millions de deutschemarks et ont dépassé ainsi presque le double le chiffre d'affaires de la vente traditionnelle de la bière allemande en France. L'exemple du Fromag montre que les Français commencent à modifier leur opinion sur l'industrie alimentaire d'origine étrangère. Le label de qualité du « made in Germany » est maintenant bien reçu.

Les statistiques le confirment : au cours de l'année dernière, les importations de produits de la France de la viande et des produits à base de viande pour un montant de 548,54 millions de deutschemarks. Cela représentait un augmentation de 19 % par rapport à 1976. Les poissons et les préparations de poissons représentaient 90,88 millions de deutschemarks (un augmentation de 4 %). Les exportations de conserves de légumes et de fruits s'élevaient à 74,12 millions de deutschemarks (24 % de progression). Les livraisons de produits de la viande de porc (80 % de plus), de l'exportation du fromage allemand vers la France augmentent, quant à elle, en 1977, de 35 %, atteignant 71,77 millions de deutschemarks. En revanche, la vente de la bière allemande a baissé en France de 17 %, n'atteignant que 36,3 millions de deutschemarks.

**Une pénétration nouvelle**

En tout, au cours de l'année dernière, l'industrie allemande de l'alimentation a pu vendre en France des produits pour un montant de 1,6 milliard de deutschemarks. Cela représente une augmentation de près de 20 % par rapport à l'année précédente (1,36 milliard de deutschemarks). Ces taux d'augmentation sont impressionnants. Mais ils ne doivent pas faire oublier que la position de l'industrie française sur le marché allemand de l'alimentation est encore bien plus puissante. Même au cours de l'année passée, qui, déjà pour des raisons climatiques, était une année d'exportation exceptionnellement mauvaise pour l'industrie agricole de l'Hexagone, les exportateurs français de l'industrie agro-alimentaire avaient pu vendre sur le marché allemand des produits pour un montant global de 3,86 milliards de deutschemarks. L'année précédente, ce montant s'élevait à 4,03 milliards de deutschemarks, ce qui correspondait à une augmentation annuelle de 77 %. De par leur nature, les produits de base, comme le blé jouent un rôle important dans les fourni-

tures de l'agriculture française sur le marché allemand. Mais également des produits transformés tels que les conserves de légumes, le fromage, ou l'œuf, et même le vin, trouvent en Allemagne un vaste marché. Les autres produits de fruits, la charcuterie et les spiritueux.

C'est pourquoi, malgré l'optimisme allemand concernant les exportations, le jour est encore lointain où la République fédérale et la France se trouveront à égalité pour le commerce agro-alimentaire extérieur. Il est néanmoins possible que, en raison des liens plus étroits des économies nationales, des modifications dans la demande des consommateurs et des changements de formes commerciales, la position allemande continue à se renforcer. Toutefois, la conquête du marché français est qualifiée de « très difficile » tant par les importateurs français que par les exportateurs allemands.

Les méthodes industrielles de préparation et une nouvelle organisation des ventes ouvrent des possibilités nouvelles, qui

peuvent être plus facilement réalisées par la grande entreprise tournée vers l'exportation que par l'entreprise industrielle moyenne. M. Ibert Bachmann, de la firme commerciale Nideco Halden, qui importe notamment de la charcuterie et des jambons de la République fédérale, voit ainsi la situation : « Le ciel de succès est la capacité de pousser l'offre de marchandises d'une qualité toujours élevée. » Il est convaincu que, si l'intérêt pour l'achat continue à augmenter, l'industrie de l'alimentation allemande, notamment en ce qui concerne la viande, pourra pénétrer en quantités plus importantes sur le marché français avec une plus grande marge pondérale.

Le commerce cherche, certes, à

**Faire la même chose différemment**

Ainsi, la vente du fromage allemand sur le marché français s'appuie en grande partie sur la vente de fromages secs, dans des régions comme Paris ou l'Alsace, où ces produits sont connus depuis plus longtemps.

Dans d'autres parties rurales du pays, cela est plus difficile; là les consommateurs ne s'habituent qu'à lentement à de nouvelles spécialités.

Dans un tel cadre, plusieurs entreprises allemandes — comme Bahlsen, Hengstenberg et Eberth — avaient estimé utile, il y a quelques années déjà, de fabriquer en France une partie au moins des produits destinés au marché français. L'avantage devenait incalculable par la suite de la hausse constante du cours du deutschemark. Les succès ne se sont pas fait attendre. Herthel a pu conquérir une place solide dans l'éventail des marchandises des supermarchés avec ses produits spécialement préparés pour le marché français. Le même chose est valable pour Hengstenberg.

Dans les snacks français, Bahlsen a pu conquérir 25 % du marché. Pour les biscuits salés et au fromage et pour les gâteaux secs fins, Bahlsen occupe environ 5 % du marché. « Pour avoir du succès, il faut une grande qualité du produit et une bonne organisation de la vente », déclare Bahlsen-France. Bahlsen s'appuie ainsi sur les recettes allemandes. L'emballage, comme l'éventail des produits, ont été adaptés aux besoins français. Les produits Bahlsen n'apparaissent plus en France comme un produit spécifique allemand. « Notre publicité est nationalement neutre », disent ses responsables. Alain Gauthier, directeur de Hengstenberg, déclare à son tour : « Nous voulons nous adapter au marché français en maintenant notre image allemande. S'adapter signifie ne pas être comme les Français, mais tenir compte du goût français. » Pour lui, il est possible qu'à la longue le type de « fabricant européen » impose, et il affirme : « Ce seront de tels fabricants qui pourront faire face aux exigences des consommateurs. »

PETER BADEN.

سازمان چاپ





# L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE DANS LE TIERS-MONDE

## Les besoins réels sont difficiles à satisfaire

Quelle sera la position des grandes sociétés pharmaceutiques sur les marchés internationaux des années 1980, en particulier dans les nations en voie de développement? D'importantes réunions, cet automne, examineront cette question. A Tokyo, du 5 au 6 octobre, la Fédération internationale des fabricants de produits pharmaceutiques (IFPMA) a recherché un accord général. Et à Washington, en janvier, l'Académie nationale des sciences réunira spécialement une conférence au sujet de la position et du potentiel des sociétés pharmaceutiques dans le tiers-monde.

LES cinq principaux pays exportateurs européens de produits pharmaceutiques — l'Allemagne de l'Ouest, la Grande-Bretagne, la Suisse, la France et l'Italie — ont encaissé l'an dernier 4,4 milliards de dollars pour leurs exportations pharmaceutiques et ont enregistré, se faisant, un excédent net de leurs échanges pharmaceutiques de 2,5 milliards de dollars. Les Etats-Unis, pour leur part, ont exporté 1,1 milliard de dollars en 1977, contre des importations de 300 millions de dollars.

L'énorme infrastructure sanitaire des nations développées a engendré avec le temps de grandes industries pharmaceutiques dans des domaines des produits pharmaceutiques et des autres fournitures médicales — qui participent massivement aux marchés internationaux de la santé. L'une des conséquences naturelles est que le contrôle bilatéral et international ainsi que les tendances à la coopération ont considérablement augmenté ces dernières années.

dollars sont dépensés annuellement dans le monde pour les soins de santé (dont 10 à 15 % pour les produits pharmaceutiques) et que près de la moitié de cette somme est dépensée dans les dix-neuf pays les plus développés. A titre d'exemple de la disparité en matière de soins entre les pays riches et moins riches, la Banque mondiale estime que dans les 34 nations dont le produit national brut est inférieur ou égal à 250 dollars par an, la population moyenne par médecin est de 31 500 personnes,

tandis que dans les 19 pays dont le P.N.B. par tête est égal ou supérieur à 4 000 dollars, la proportion est d'un médecin pour 850 habitants. Selon les estimations d'I.M.S. World, de Londres, la disponibilité des produits pharmaceutiques de type occidental se traduit en 1976 par près de 36 dollars de dépenses pharmaceutiques par tête dans les 19 nations les plus développées, 7 dollars environ dans les économies centralisées planifiées dont la Chine, et 4 dollars dans le reste du monde.

« L'industrie soutient que le transfert de technologie n'est acceptable qu'il ne dépasse pas certaines limites. Elle survit grâce à la protection de certains secrets commerciaux pour sauvegarder les résultats de sa recherche et pour préserver la perspective d'une bonne rentabilité de ses investissements. »

« Une ressource naturelle, dont ces nations dépendent pour gagner leur vie sur les marchés mondiaux. »

Plutôt que de compter indéfiniment sur une aide subventionnée ou sur des mesures ad hoc telles que des prix préférentiels pour la fourniture de certains produits à certains pays, l'industrie nourrit l'espoir à long terme que les pays en voie de développement deviendront des marchés ordinaires, grâce à des croissances plus normales que leur production ou leur pouvoir d'achat plus élevé. Dans son Rapport sur le développement mondial de 1978, la Banque mondiale estime que grâce à la stricte application de politiques internes réalistes, le taux de croissance du monde en voie de développement pourrait atteindre une moyenne de 5 % par an dans la période 1975-1985, contre 3,1 % au cours des quinze années précédentes.

NIGEL HAY.

### Des relations délicates

Dans les nations développées, qui dépendent communément plus de 5 % de leur P.N.B. pour la santé, agissent des forces dynamiques qui réclament un changement dans les réglementations et la politique sanitaires. L'Italie a dû affronter des critiques assez généralisées pour avoir exempté les produits pharmaceutiques de la protection des brevets. Puis elle a cédé aux pressions de la C.E.E. en déclarant inconstitutionnels les textes législatifs contestés. La France a été engagée dans un débat politique interne, qui aurait pu conduire en d'autres circonstances à la nationalisation de l'industrie pharmaceutique. Le Royaume-Uni est en proie à des discussions mettant en cause des intérêts multiples au sujet d'un plus grand contrôle de la publicité et de l'information en matière de produits pharmaceutiques.

tifs dans les domaines de la politique des prix, du droit des brevets et de la procédure de dépôt de ceux-ci.

Dans ce contexte mouvementé dans leurs pays d'origine, les plus importants groupes européens doivent également s'adapter aux changements intervenus sur les marchés internationaux classiques. Le Japon persévère-t-il dans son projet de mettre graduellement fin à la pratique de l'ordonnance des produits pharmaceutiques par les médecins? Le Brésil adoptera-t-il une loi pour le dépôt de brevets en matière de produits pharmaceutiques? Comment va évoluer le marché pharmaceutique australien après l'abolition de l'ancien plan d'assurance médicale d'Etat? Quelle sera l'importance de l'effet sur le marché américain de la tendance actuelle à la prescription et à la dispensation de produits pharmaceutiques génériques, plutôt que de spécialités?

En Allemagne de l'Ouest, l'industrie spécialisée doit faire face à des restrictions sur les dépenses de médicaments, dans la nouvelle loi sur le contrôle du coût de l'assurance santé (Krankenversicherungsgesetz, K.V.G.), à l'échelle européenne, en général, une amélioration considérable des communications entre les pouvoirs publics et l'industrie a encouragé des progrès significatifs.

Sur les marchés des pays moins développés, les réductions du pourcentage autorisé de capitaux étrangers dans les sociétés pharmaceutiques locales, l'affaiblissement de la protection des brevets et la restriction de la vente de « médicaments » du secteur pharmaceutique militent souvent contre les plans d'investissement. Beaucoup des nations les plus pauvres ont également des infrastructures administratives faibles qui entravent un travail sérieux et la corruption, à la fois, tendent à réduire la qualité inférieure, et à une mauvaise gestion généralisée, facteurs qui gênent considérablement l'installation de nouvelles entreprises normales et risquent simultanément de donner « mauvaise presse » à l'industrie.

Malgré ces aspects négatifs, les sociétés internationales continuent à vendre fort bien sur les marchés traditionnels. Le but, comme toujours, est de protéger les investissements engagés dans ces pays d'assurer une capacité continue de bénéfices et de faire face en besoin d'investissement dans ce qui est essentiellement un secteur orienté vers la recherche et tout en espérant contribuer à l'objectif de la « santé pour tous » fixé par l'Organisation mondiale de la santé.

Bien que les pays développés doivent rester la principale zone de croissance, l'industrie pharmaceutique mondiale a un rôle important à jouer dans le scénario de l'O.M.S. Cela est certain mais beaucoup de questions continuent à se poser quant à la manière de remplir ce rôle. On estime que 500 milliards de

### L'impératif de rentabilité

Personne, pratiquement, ne met en doute la nécessité d'améliorer les normes sanitaires des pays en voie de développement. Et l'on ne nie pas non plus que les médicaments ne puissent améliorer l'efficacité des soins sanitaires et abaisser leur coût. Cependant, les activités des groupes multinationaux du secteur de la santé (les pays pauvres ont un besoin urgent de leurs produits) font l'objet d'attaques répétées. Les principaux griefs sont que les médicaments nécessaires, ceux en particulier qui sont destinés au traitement des maladies tropicales, ne sont pas mis à la disposition en quantités suffisantes. En outre, il n'y

### Une chance de rentabilité

à pas un transfert suffisant de technologie de la santé pour répondre aux besoins des pays en voie de développement. L'un des problèmes majeurs est que les industries pharmaceutiques internationales doivent recevoir un minimum d'assurances sur la viabilité économique de toute entreprise commerciale, et qu'il y a peu de financement externe disponible pour la mise au point et l'achat de produits tropicaux spécialisés. Selon les termes d'un rapport de l'« Enquête sur l'environnement sanitaire mondial » World Health Environmental Surveys, I.M.S. World Publications (octobre 1976),

### ÉCHANGES DES PRINCIPAUX PAYS EUROPÉENS EXPORTATEURS DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES EN 1977

	Exportat.	Importat.	Excédent
R.P.A. (millions de deutschemarks)	4 015	2 168	1 847
Grande-Bretagne (millions de livres)	584,6	117,7	386,9
France (millions de francs français)	2 646,5	126,7	2 449,8
Suisse (millions de francs suisses)	1 548	263	1 377
Italie (millions de francs)	444 573	375 743	88 830

### LA SANTÉ MONDIALE ET L'ÉCONOMIE

	Pays A des revenus	Pays à revenus moyens	Pays industrialisés	Économies socialistes (comptes)
Nombre de pays	34	38	19	11
Population en 1976 (en millions)	1 217	895	654	1 208
P.N.B. par tête (en dollars)	150	250	2 200	2 250
Épargne de vie à la naissance	44	58	72	78
Population par médecin	21 185	2 450	650	400
Consommation par tête en 1976 (dollars américains)	1	9	36	7

Source: Rapport sur le développement mondial, 1978 (Banque mondiale); World Health Environmental Surveys (I.M.S. World). Ces chiffres sont tirés d'estimations nationales indiquées ou pour l'année la plus récente où ils sont disponibles, pour cent vingt-deux nations dans le monde (à l'exclusion de trois pays exportateurs de pétrole: l'Arabie Saoudite, la Libye et le Koweït).

## ASPECTS DE LA GESTION AMÉRICAINE

### Les déclarations du maire de New-York

(Suite de la page 21.)

Seulement, depuis quelque temps, la gestion de notre ville avait été telle qu'elle avait été conduite à mobiliser ses capitaux pour régler des dépenses courantes.

On payait par exemple des services qu'on n'aurait pas dû payer. Ainsi, en ce qui concerne les neuf cent mille personnes qui sont à l'assistance sociale: n'importe qui arrivant à New-York, et qui a droit à l'aide sociale d'après les critères légaux, peut prétendre sans aucun délai de résidence dans cette ville. L'afflux est donc grand parmi ceux qui auraient plus de difficultés à trouver un logement ailleurs. Cette charge qui devrait être de la responsabilité de l'Etat et non du gouvernement fédéral, mais non de la ville. De même, en ce qui concerne les tarifs de transport. Nous les avons augmentés de 42 % au cours des quatre dernières années. Nous ne pouvons pas continuer à subventionner les transports avec les finances de la ville. Au besoin, l'Etat et le gouvernement doivent prendre en charge la différence pour permettre d'atteindre des prix qui couvrent les coûts réels.

Sur ces deux derniers points, vous avez déjà obtenu satisfaction? — Non. Nous avons pas réussi en ce qui concerne la sécurité sociale. Nous obtenons une certaine assistance technique du gouvernement fédéral pour déterminer les personnes qui ne devraient pas se trouver sur nos listes. Mais nous n'avons pas réussi à obtenir une assistance financière fédérale directe du gouvernement sur ce point.

Combien d'employés la ville de New-York a-t-elle aujourd'hui? — Trop. C'est quatre-vingt-dix mille environ.

C'est quand même moins qu'il y a quelques années... — Oui, mais nous sommes en train de perdre des emplois.

La ville est devenue dépendante... — Est-ce que l'ensemble des services de la ville est en difficulté? — Non, mais il y a des services qui sont en difficulté, finalement, des services fédéraux.

— Evidemment. Notre totale indépendance n'existe plus à partir du moment où il nous faut aller à Washington demander de l'argent. Il nous a fallu faire certaines concessions. Il a fallu admettre que l'Etat de New-York mette sur la ville un organisme de contrôle financier.

— Depuis combien de temps? — Depuis 1975. Nous avons accepté ce que c'est, nous avons admis une extension des pouvoirs et cet organisme pour obtenir le contrôle du gouvernement fédéral sur nos émissions d'emprunt. Cela peut s'étendre sur quelque trente ans, suivant la manière dont M. Miller ne s'agit que d'un contrôle finan-

### Des Européens prennent la tête de firmes multinationales

(Suite de la page 21.)

Pierre Gousseland, nommé vice-président, prit la direction des services moyennes et métiers spécialisés. Il devint directeur général en septembre 1976, puis premier lorsque M. McGregory prit sa retraite en 1977.

M. Gousseland ne pense pas que ses origines européennes aient influencé, en plus ou en moins, le cours de sa carrière. Il attribue le succès à l'application. Ayant adopté les mœurs et coutumes des hommes d'affaires des Etats-Unis, on relève à peine son origine française. De plus, son caractère et sa haute taille le font aisément passer pour américain.

Aux jeunes ingénieurs, de quelle nationalité qu'ils soient, il conseille de travailler pour une société véritablement multinationale afin de multiplier leurs

chances de promotion. Il est ainsi convaincu que dans une conjoncture économique et démographique actuelle, le secteur des matières premières offre les perspectives d'avenir les plus intéressantes. Ajoutons que le nouveau directeur général, adjoint de M. Gousseland, M. Jehu Towers, est né en Espagne.

An sein de Revlon, Michel Bergerac, qui exerce depuis trois ans les fonctions de président et chef de l'excécutif, n'a pas eu l'avantage de trouver des antécédents européens comparables à ceux d'AMAX. Mais cela n'a eu, selon lui, aucune importance, car les rangs de Revlon sont couverts aux minoritaires de tous pays. « Ça fait plaisir », dit-il, « si un groupe est sous-représenté parmi le personnel de Revlon, ce doit être celui des Basques, car j'ai cru être le seul tel. »

Un héritage historique

Après le lycée de Biarritz, Michel Bergerac a fait Sciences-Po. Puis il a reçu une bonne formation pour l'Université de Californie parce que la perspective de quatre ans d'ENA ne lui disait rien. Il était à l'époque étudiant en droit à Berkeley, en Californie. Il s'orienta vers l'administration des affaires et obtint un M.B.A. Son premier employeur aux Etats-Unis, fut une firme américaine de la société française qui fabriquait le matériel d'exploration sous-marin inventé par Jacques-Yves Cousteau. Il y fit un apprentissage dont il devait bénéficier tout au long de sa carrière, malgré tous ses diplômes. Il devint contrôleur à l'usine. Le souvenir de cette expérience irremplaçable fait qu'il conseille aux jeunes Européens qui désirent faire leur chemin dans les affaires de venir s'initier aux Etats-Unis. Peu importe la nationalité de la société qui les emploiera par la suite.

Dans son cas, ce fut la firme californienne Canon Electric qui le chargea de créer un service étranger. De 1967 à 1968, Michel Bergerac s'y appliqua avec tant de succès que lors de l'acquisition de Canon par I.T.T., il devint directeur de celle-ci pour l'Europe, avec d'importantes fonctions à Bruxelles. Lorsque le fondateur de Revlon, qui désirait prendre sa retraite, prit son téléphone de New-York pour offrir à Michel Bergerac, qu'il n'avait jamais rencontré, la direction de sa société, le Basque reçut une offre financière qui, dit-on, battait tous les records précédents. Il accepta. En trois ans de son règne, les ventes de Revlon ont doublé et la société est le leader dans son secteur sur le chapitre de A jusqu'à Z.

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

### Des Européens prennent la tête de firmes multinationales

(Suite de la page 21.)

Pierre Gousseland, nommé vice-président, prit la direction des services moyennes et métiers spécialisés. Il devint directeur général en septembre 1976, puis premier lorsque M. McGregory prit sa retraite en 1977.

M. Gousseland ne pense pas que ses origines européennes aient influencé, en plus ou en moins, le cours de sa carrière. Il attribue le succès à l'application. Ayant adopté les mœurs et coutumes des hommes d'affaires des Etats-Unis, on relève à peine son origine française. De plus, son caractère et sa haute taille le font aisément passer pour américain.

Aux jeunes ingénieurs, de quelle nationalité qu'ils soient, il conseille de travailler pour une société véritablement multinationale afin de multiplier leurs

chances de promotion. Il est ainsi convaincu que dans une conjoncture économique et démographique actuelle, le secteur des matières premières offre les perspectives d'avenir les plus intéressantes. Ajoutons que le nouveau directeur général, adjoint de M. Gousseland, M. Jehu Towers, est né en Espagne.

An sein de Revlon, Michel Bergerac, qui exerce depuis trois ans les fonctions de président et chef de l'excécutif, n'a pas eu l'avantage de trouver des antécédents européens comparables à ceux d'AMAX. Mais cela n'a eu, selon lui, aucune importance, car les rangs de Revlon sont couverts aux minoritaires de tous pays. « Ça fait plaisir », dit-il, « si un groupe est sous-représenté parmi le personnel de Revlon, ce doit être celui des Basques, car j'ai cru être le seul tel. »

Un héritage historique

Après le lycée de Biarritz, Michel Bergerac a fait Sciences-Po. Puis il a reçu une bonne formation pour l'Université de Californie parce que la perspective de quatre ans d'ENA ne lui disait rien. Il était à l'époque étudiant en droit à Berkeley, en Californie. Il s'orienta vers l'administration des affaires et obtint un M.B.A. Son premier employeur aux Etats-Unis, fut une firme américaine de la société française qui fabriquait le matériel d'exploration sous-marin inventé par Jacques-Yves Cousteau. Il y fit un apprentissage dont il devait bénéficier tout au long de sa carrière, malgré tous ses diplômes. Il devint contrôleur à l'usine. Le souvenir de cette expérience irremplaçable fait qu'il conseille aux jeunes Européens qui désirent faire leur chemin dans les affaires de venir s'initier aux Etats-Unis. Peu importe la nationalité de la société qui les emploiera par la suite.

Dans son cas, ce fut la firme californienne Canon Electric qui le chargea de créer un service étranger. De 1967 à 1968, Michel Bergerac s'y appliqua avec tant de succès que lors de l'acquisition de Canon par I.T.T., il devint directeur de celle-ci pour l'Europe, avec d'importantes fonctions à Bruxelles. Lorsque le fondateur de Revlon, qui désirait prendre sa retraite, prit son téléphone de New-York pour offrir à Michel Bergerac, qu'il n'avait jamais rencontré, la direction de sa société, le Basque reçut une offre financière qui, dit-on, battait tous les records précédents. Il accepta. En trois ans de son règne, les ventes de Revlon ont doublé et la société est le leader dans son secteur sur le chapitre de A jusqu'à Z.

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

**PUIFORCAT**  
ORFÈVRE

pour un cadeau d'affaires c'est la signature qui compte

Plaisir d'offrir, avec l'assurance de l'organisation Puiforcet, en choisissant dans une large gamme de cadeaux et de prix.

Plaisir de recevoir un objet créé ou sélectionné par un orfèvre mondialement connu.



PUIFORCAT-ORFÈVRE  
131 bd Haussmann - Paris 8<sup>e</sup>  
359.4750

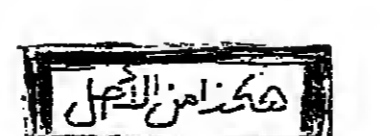
BOUTIQUES-PUIFORCAT  
48 av. Victor-Hugo - Paris 16<sup>e</sup>  
501.70.58  
8 rue du Vieux-Colombier  
Paris 6<sup>e</sup>  
544.71.37

**LE NOUVEAU**  
**obscurateur**  
L'affaire Darquier de Pellepoix

**L'OUBLI INTERDIT**  
cette semaine

**English**  
EN 10 SEMAINES  
**707.40.33**

**LE MONDE**  
met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des programmes d'apprentissage innovateurs. Vous y retrouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.



### LE REDRESSEMENT DE L'ÉCONOMIE ITALIENNE

(Suite de la page 21.)

Si l'on approuvait ces revendications, il serait plus difficile de résister à celles des ouvriers de l'industrie métallurgique et chimique en ce qui concerne le renouvellement, pour trois ans, des contrats nationaux qui viennent à échéance en décembre. C'est le « plan Pandolfi » qui se trouve en danger, c'est-à-dire l'orientation de politique économique indiquée par M. Pandolfi, ministre du Trésor, pour les trois prochaines années, et qui devrait à présent trouver sa forme concrète dans un véritable document inclus dans le plan.

Le « schéma » de M. Pandolfi inspire de trois principes : ré-

duction du déficit du secteur public élargi (qui comprend aussi les besoins en investissements des entreprises publiques) à 15 % environ du revenu national, tout en limitant l'augmentation des dépenses publiques courantes ; augmentation des salaires un peu inférieure à l'augmentation de la productivité ; politique de relance en direction à la fois des investissements du secteur public, et du système de marché, afin d'obtenir une expansion économique de 4,5 % par an. Ce qui devrait permettre d'employer six cent mille personnes en trois ans, soit la valeur du nouveau contingent arrivant sur le marché du travail pendant ces trois ans. Autrement, le chômage ne pourra que s'aggraver.

#### Hésitations sur le plan Pandolfi

La discussion de ce schéma de plan est longue et difficile. En fait, le parti communiste, qui le soutient, n'a pas le courage d'affirmer clairement que l'inflation à l'économie, selon le plan Pandolfi, découlera du jeu automatique de l'économie de marché, mise en mesure de fonctionner. Mais le monde syndical en général semble lui aussi hésitant : non seulement pour des raisons justifiées, comme la crainte que le gouvernement n'ait pas l'intention d'aboutir à l'expansion promise par le ministre et, en effet, d'autres documents du gouvernement demeurent attachés à une politique bien plus restrictive, mais aussi du fait d'une culture économique insuffisante. On estime que, pour garantir un tel développement, il ne suffit pas de recourir à un abaissement général du taux d'intérêt, d'avoir de bons services publics pour les entreprises, la certitude d'un horizon économique, et une modération des syndicats, en même temps qu'un petit nombre de grands projets d'investissement public ; il est

nécessaire d'établir des « plans sectoriels » minutieux. En somme, d'installer l'idée que l'emploi doit être garanti par un dirigisme administratif et législatif.

Mais nombreux sont ceux qui la mettent en doute, et une partie des syndicats, notamment la CISL, préconisent aujourd'hui comme remède au chômage, la réduction des horaires de travail dans l'industrie de quarante heures à trente-six heures par semaine au cours de ces trois années, en essayant de l'appliquer d'abord là où cela semble le plus facile (dans les grandes entreprises) et là où l'on a un plus grand besoin de créer de nouveaux emplois (dans le Mezzogiorno). Cette conception a été insérée dans la plate-forme des revendications des métallurgistes, en même temps que les demandes d'augmentation de salaires. D'après le président d'Alfa Romeo, une telle plate-forme provoquerait une augmentation du coût du travail de 50 % en trois ans. Il est clair que ce serait la fin du plan Pandolfi, et que le « risque italien » redeviendrait le même qu'auparavant.

Quant aux industriels, s'ils ne sont pas enthousiastes pour le plan Pandolfi, c'est pour des raisons opposées. Ils trouvent qu'il comporte trop de lacunes sur la façon dont on voudrait ranimer l'économie. Ils craignent que l'on ne continue dans la voie du dirigisme des plans sectoriels et du régime des contrôles. Et ils se plaignent de la trop grande insuffisance des crédits attribués à l'investissement privé.

En somme, la confédération patronale se range sur une position néo-keynésienne et ne se borne pas à réclamer la remise en vigueur des règles du marché. Au contraire, en ce qui concerne le plan Pandolfi, la coalition gouvernementale accentue ses demandes de limitation des salaires, cherchant à ménager diverses clientèles et ne se prononce pas sur le thème du dirigisme. Le plus important, à ses yeux est de poursuivre une politique de taux d'intérêt élevés, politique que les grandes banques voient évidemment, d'un œil favorable. Au sens purement financier donc, le « risque italien » semble plus ou moins contrôlé. Pour le reste, il faut attendre pour en juger le passage du schéma au véritable plan

FRANCESCO FORTE.

### DES CARABINIERS AUX « BOBBIES »

#### En Europe, les policiers ne peuvent renier leur lointain passé

LES premières démarches en vue d'harmoniser les forces de police au sein du Marché commun ont peu à peu pris de l'essor. Déjà, en 1963, le professeur Franz von Liz, criminologue allemand de l'université de Berlin, écrivait : « Lorsque les voleurs ou les escrocs professionnels se sentent à l'aise à Paris, comme à Vienne ou à Londres, lorsque de faux roubles fabriqués en France ou en Angleterre sont écoulés en Allemagne, lorsque des bandes de criminels opèrent en permanence dans plusieurs pays à la fois, lorsque les passions et les faiblesses humaines sont les mêmes chez nous qu'à l'étranger, comment les polices criminelles des différents pays peuvent-elles ne pas se référer dans l'action à certains principes communs de base ? En fait, elles vont bientôt y être contraintes. » C'est Jean Népote, secrétaire général d'Interpol, qui a écrit récemment chez McGraw-Hill, intitulé Les Pionniers de la police.

Le développement d'Interpol a

coïncidé avec la nécessité d'apporter une attention particulière à une meilleure coopération, et c'est la vocation de cet organisme. L'amélioration des moyens de transport et le développement du commerce international ont favorisé le développement de la criminalité inter-zones. L'immigration légale, le trafic de la drogue, les vols de voitures et d'antiquités et la fraude ont accentué le besoin d'une action internationale de police, et les gouvernements ont discuté des moyens de coordonner l'action anti-terroriste.

En même temps, des traditions différentes, visant à faire respecter les lois, se sont développées à l'intérieur de chaque pays et sont jalousement gardées. Dans les provinces de l'Empire romain, la police était établie sur le modèle urbain mis en place par Auguste César. Deux traits principaux ressortent de ce modèle et ont influencé de nombreux systèmes modernes : une force de surveillance semi-civile, et un corps militaire d'élite.

#### Forces civiles et polices militaires

Dans l'Italie moderne, la police est assurée par des forces civiles, parmi lesquelles notamment la sécurité publique, qui est une force nationale, et par une police militaire : les « carabinieri ». La France aussi a un système dualiste : la police nationale, police civile, et la gendarmerie nationale, police militaire. Lors de l'invasion de l'empire d'Occident par les Barbares, l'administration romaine disparut de l'ancienne province de Grande-Bretagne. Une autre forme de police fut introduite par les envahisseurs de l'Europe du Nord. C'est à la communauté locale que revint, principalement, la responsabilité de faire respecter les lois au jour le jour. Il en résulta une police de « voisinage » par opposition à une police du prince, et finalement un système hybride. En plus de l'influence des États-Unis sur l'Allemagne de l'Ouest,

après la guerre, les conférences et les liens entre différentes organisations de police ont conduit à des échanges d'idées. En Grande-Bretagne, l'Institut de technologie de Cranfield réunit des spécialistes des différents pays d'Europe. Le développement de la bureaucratie a également produit des changements dans l'ancienne conception du mot « police », au sens où l'entendaient les Grecs ; c'est-à-dire simplement l'administration de la cité. D'une manière générale, la police britannique a décidé de ne pas s'occuper de l'application des lois bureaucratiques comme la répression de la fraude fiscale ou les fausses déclarations de sécurité sociale. Les agents de la circulation ont la charge des infractions au stationnement. En revanche, en Italie, la police municipale s'occupe aussi bien de la fraude fiscale que du trafic automobile.

Bien que la police britannique aime à se considérer comme polyvalente, elle a tendance à accroître sa spécialisation, surtout pour faire face à la spécificité sans cesse croissante des genres de délinquance. Il n'y a pas de police nationale, et les chefs de la police ont une grande autonomie d'action. La République fédérale

a deux grandes classes de police : la police fédérale (la police fédérale des frontières et le bureau fédéral d'investigation criminelle) et la police des États. Quelques États ont une police administrative. Les autres branches de la police d'État sont : les forces de sécurité, la gendarmerie, la police judiciaire, la police des sports. Exception faite pour les États totalitaires, la police doit bénéficier d'un consensus populaire. D'une manière générale, plus le fossé se creuse entre le gouvernement et le peuple, plus la police

devient impopulaire. Sa popularité varie selon les lieux et les époques. En Grande-Bretagne elle a un assez bon prestige, bien qu'elle soit critiquée par les plus virulents leaders des immigrés et la gauche, qui voit en elle le bras de l'État capitaliste. Les commentateurs autoritaires comme par le passé donnent lieu à des commentaires partisans sur les objectifs de la police qui rejette avec indignation les accusations de racisme et d'échec à défendre les intérêts des minorités portées contre elle.

#### Un prestige inégal

En France, le statut social du policier n'est pas très élevé, spécialement dans les villes où les méthodes strictes de maintien de l'ordre appliquées depuis 1968, et quelques cas de comportements inadmissibles (tels que brutalités, racisme), sont vivement critiqués par une grande partie de la population. Mais l'image du policier s'améliore peu à peu grâce notamment à un recrutement de meilleure qualité dû à la montée du chômage. L'École nationale supérieure de police, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, près de Lyon, où sont formés les commissaires haute gradés, est ainsi en train

de se tailler une réputation considérable. En Italie, la police est mal considérée, car la plupart des recrutements viennent du Sud et ont une éducation inégale. L'opinion publique accorde sa préférence aux carabinieri, ce corps surmuni d'insignes militaires. L'été 1977, il est cependant pris de palanquer à leur sujet : « Sarcasme nous pourrions les carabinieri paroliers toujours par deux ? Parce que l'un se livre et l'autre écrit. » A la fin de l'année prochaine, une loi devrait entourer les policiers italiens de sa syndiquer. PETER EVANS.

### Le prix de l'ordre

LES salaires des policiers italiens sont parmi les plus bas du pays. Le minimum est d'environ 430 F par mois, mais, grâce à de nombreuses primes qui n'entrent pas en ligne de compte pour le retraite, le policier ou le carabinière gagne finalement au moins 750 F, cette somme pouvant s'élever à 2 000 F pour les officiers les plus gradés.

En France, la police n'a pas le droit de grève, mais les syndicats jouent un rôle d'intermédiaire important entre les personnels et l'administration, rôle qui devient de plus en plus prépondérant. L'évolution des salaires est très large. Chez les policiers en uniforme, ceux-ci s'échelonnent de 3 350 F pour les derniers à avoir rejoint le rang des 75 000 gardiens de la paix, de la police nationale, à 5 550 F pour les plus hauts échelons des grades supérieurs en fin de carrière. Un commissaire gagne de 4 400 F à 10 600 F. Dans ces chiffres sont comprises des indemnités substantielles représentant 28 % du total.

En République fédérale d'Allemagne, le premier salaire au bas de la hiérarchie, celui d'un sergent, s'élève à 2 150 F brut, mais, avec les primes, ce dernier perçoit 2 720 F. Les policiers, pour 80 %, sont des sous-officiers. Le droit de grève ne leur est pas reconnu et il semble que rien ne doive changer dans

ce domaine, mais ils perdent le droit de s'affilier et de former des syndicats.

En Grande-Bretagne une campagne qui a donné ses fruits a étouffé un mécontentement grandissant, en permettant un élargissement des salaires. Le syndicat de policiers représentait jusqu'aux échelons intermédiaires les revendiqués plus le droit de grève. Il a rejeté lors de sa conférence annuelle une demande d'affiliation au Congrès des syndicats. Et les officiers haute gradés et chefs de la police sont représentés par des organismes séparés.

Un policier âgé de vingt ans en province recevra environ 2 480 F par mois, cette somme comprenant une indemnité de logement. Avec les diverses primes dont bénéficient les officiers de police de la capitale, un policier ayant déjà de l'ancienneté pourrait peut-être obtenir 4 790 F. Le commissaire de police londonien touche à présent 12 750 F par mois. Ce montant pourrait s'élever substantiellement à 18 420 F par mois. C'est ce qui a été recommandé. En Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, on compte un policier pour 440 personnes ; en Italie, le proportion est de un pour 370 citoyens (sans compter la police municipale) ; en Allemagne fédérale, le chiffre est de un policier pour 430 citoyens et, en France, de un pour 310.

**Pour une meilleure connaissance des mécanismes communautaires**

**L'ABC DU MARCHÉ COMMUN AGRICOLE**

par Adrien RIES  
Conseiller Principal à la Commission Européenne

FERNAND NATHAN, Paris  
Éditions LABOR-Bruxelles  
en vente chez votre libraire

**LE CIEL DE PARIS**

ÉDITION S.A.  
en bandes dessinées  
20 F. chez votre marchand de journaux

Et si vous organisez votre prochaine réception au 50<sup>e</sup> étage de la Tour Montparnasse

**Le Ciel de Paris 538.52.35**

De 40 à 300 personnes  
Buffets, cocktails, banquets  
avec Paris à vos pieds.  
Parking sous la Tour.  
Documentation sur demande

# Un grand ordinateur peut être petit.

Parce que les professions libérales, les P.M.E. et les établissements décentralisés ont besoin d'outils modernes de gestion, IBM a créé toute une gamme d'ordinateurs à leur mesure. Simples à utiliser par un non spécialiste, faciles à loger, ces ordinateurs sont d'une mise en œuvre rapide. Leur puissance de travail est étonnante : ils gèrent vos commandes, tiennent vos stocks, traitent votre comptabilité, éditent vos factures, établissent vos prix de revient. Ils sont à l'aise aussi bien dans vos ateliers que dans vos bureaux. Leurs terminaux délivrent l'information sous la main. Le dialogue s'effectue simplement au moyen d'écrans qui guident constamment l'opérateur dans sa recherche.

Ils savent aussi traiter sans difficulté des problèmes sophistiqués. Comme des grands. Avec la Division des Systèmes de Grande Diffusion, le haut niveau technologique d'IBM, sa capacité d'innovation et l'expérience acquise auprès de milliers de petites et moyennes entreprises profitent à tout le monde. Dans le sens de la simplicité. Et de l'économie.

Prenez contact avec la Division des Systèmes de Grande Diffusion, en envoyant votre carte de visite, en province, aux directions régionales ou, à Paris, au Service des Communications IBM, Tour Générale, 5 place de la Pyramide, 92800 Puteaux.

**IBM. DIVISION DES SYSTÈMES DE GRANDE DIFFUSION. DES HOMMES. DES ORDINATEURS. POUR LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES.**

**IBM** Division des Systèmes de Grande Diffusion.

دولة الكويت

BOBBIES

lointain passé

En 1978, le monde est en proie à une crise de confiance. Les gouvernements sont accusés de mensonge, les médias de manipulation. L'homme se sent trahi, abandonné. C'est dans ce climat de désespoir que Miele propose une solution : la paix. Une paix qui n'est pas une simple absence de conflit, mais une véritable harmonie, une sérénité qui permet de vivre pleinement sa vie. Cette paix est le fruit d'une technologie avancée et d'une tradition d'excellence. Elle est accessible à tous, car elle est au service de la vie quotidienne. Elle est la promesse d'un avenir meilleur, d'un monde plus juste et plus paisible. Elle est la réponse à nos aspirations les plus profondes. Elle est la clé de la tranquillité d'esprit que nous recherchons tous. Elle est la Miele que nous avons tous méritée.

ix de l'ordre

teur

# La paix

On ne choisit pas un lave-vaisselle Miele simplement parce qu'il est efficace. Ce qui est capital aujourd'hui, c'est la tranquillité et la fiabilité que votre lave-vaisselle Miele vous apporte.

Il a été conçu, usiné, assemblé, réglé comme une machine de précision. Vous profitez de l'expérience, de la technologie et de la tradition Miele. Votre lave-vaisselle vous apportera des années de paix. Des années de paix sans pannes

à répétition. Des années de paix sans multiples coups de téléphone à un réparateur débordé.

Des années de paix sans cristal brisé. Des années de paix qui seront, en plus, presque silencieuses.

Cette paix, cette tranquillité d'esprit, c'est aujourd'hui le luxe le plus rare, le plus précieux.

Miele vous l'offre. Pour toute demande de documentation: Miele S.A. 9 avenue Albert Einstein 93151 Le Blanc-Mesnil.



## Miele

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 46,00	La ligne T.C. 22,62	ANNONCES ENCADRÉES	La ligne 27,00	T.C. 30,00
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58	OFFRES D'EMPLOIS	6,00	6,00
IMMOBILIER	32,00	36,61	DEMANDES D'EMPLOIS	21,00	24,02
AUTOMOBILES	32,00	36,61	IMMOBILIER	21,00	24,02
AGENDA	32,00	36,61	AUTOMOBILES	21,00	24,02
PROP. COMM. CAPITAUX	65,00	67,24	AGENDA	21,00	24,02

# ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux

### Booz, Allen & Hamilton INTERNATIONAL

MANAGEMENT CONSULTANTS

Nous sommes une des plus importantes sociétés internationales de Conseil en Direction. En raison de l'expansion de nos activités internationales, nous développons nos équipes en Amérique du Sud, en Afrique du Nord, et au Moyen-Orient.

Nous recherchons, pour intervenir auprès d'entreprises nationalisées appartenant à l'industrie pétrolière et sidérurgique, des :

#### CONSULTANTS EN MAINTENANCE

ayant acquis une expérience pratique dans :

- l'évaluation des systèmes de maintenance existants
- l'organisation et la structuration des services de maintenance (préventive et curative)
- la planification, les programmations et le contrôle de la maintenance
- la conception et l'élaboration des procédures de travail (fichier technique des équipements, gestion des pièces de rechanges etc.).

Les candidats retenus devront :

- être ingénieurs diplômés
- avoir dirigé un département maintenance d'une grande société (chimique, pétrolière, gaz industriel ou de transformation des métaux)
- avoir, si possible, une expérience de conseil
- avoir au minimum 8 années d'expérience professionnelle.

Rémunération ouverte en fonction de l'expérience acquise.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser un curriculum vitae détaillé et, si possible, photo à :

Anne-Marie CHOMTON  
Directrice des Ressources Humaines  
BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL  
58, Avenue Kléber - 75016 PARIS  
NEW YORK - LONDON - DUSSELDORF - PARIS

### FICHTNER Beratende Ingenieure

#### Lignes haute tension

Nous recherchons pour la direction, en pleine responsabilité, du montage de lignes aériennes H.T. avec postes de transformation et de distribution dans un pays africain francophone un :

#### Constructeur de lignes Ingénieur diplômé ou ingénieur

qualifié. Au moins 8 ans d'expérience prouvée, recueillie à l'exécution de projets semblables, sont indispensables.

Le candidat choisi doit avoir la qualification professionnelle pour résoudre tous les problèmes se posant au cours de la surveillance de tels travaux. A côté des connaissances parfaites de la langue française, il doit connaître l'allemand ou l'anglais suffisamment pour assurer la liaison avec la maison-mère.

Si cette tâche vous intéresse, veuillez adresser vos documents de candidature complets (C.V., certificats, photo, rémunération actuelle, date d'entrée), en langue allemande ou anglaise, sous réf. TE 371 à :

FICHTNER  
Beratende Ingenieure  
Postfach 300580  
7000 Stuttgart 30  
Tel. (0711) 8995-414

NEW YORK

### DIRECTEUR DE FILIALE

Une des plus prestigieuses sociétés françaises des arts de la table est implantée depuis de nombreuses années aux U.S.A.

En liaison avec la Direction Générale et la Direction Commerciale Internationale, le Directeur de la filiale proposera une politique commerciale (choix des produits, réseaux, points de vente, publicité, tarifs etc.) qui permette d'accroître le volume de vente et d'améliorer encore les résultats. Il s'appuiera sur la structure commerciale existante.

Ce poste ne sera confié qu'à un homme diplômé de l'enseignement commercial supérieur ayant impérativement une expérience professionnelle réussie aux U.S.A. (de préférence produits de consommation de haut de gamme) et totalement bilingue.

Nous vous remercions de bien vouloir transmettre votre CV manuscrit détaillé ainsi que vos prétentions en US \$, sous référence M 4217 B, à Christian Laué,

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

Rubrique des évidences parfois perdues de vue.

Chap. 12

## Il n'est pas nécessaire d'être milliardaire pour lire les offres d'emploi du Monde.

Je les lis précisément pour devenir milliardaire.

Il n'est pas interdit aux milliardaires de lire Le Monde; beaucoup d'entre eux le font. Mais il n'y a pas que des milliardaires en France.

L'essentiel des lecteurs du Monde est composé d'actifs, cadres moyens et employés.

Ne vous étonnez donc pas de rencontrer les lecteurs du Monde dans le métro, les trains de banlieue, et évidemment dans les entreprises.

Très souvent, ils cherchent à améliorer leur situation, leurs conditions de vie et de travail, alors ils consultent les offres d'emploi du Monde. C'est leur quotidien et c'est aussi leur lien avec le marché du travail.

(à suivre)

### Le niveau Monde est bon à prendre à tous les niveaux.

### Export Produits Pharmaceutiques

AFRIQUE-PROCHE ORIENT

Un important laboratoire pharmaceutique français (150 M de C.A., 500 personnes), connu pour la qualité de ses spécialités, recherche un ASSIS. L'EXPORT afin de développer ses ventes principalement dans les Pays Arabes du Proche Orient. Il sera surtout chargé de promouvoir des produits gastro-entérologiques qui connaissent déjà un vif succès en Afrique du Nord (15 M de C.A.).

Responsabilités du Directeur Export, la mission de ce collaborateur comprendra :

- les négociations avec les administrations locales compétentes pour l'importation des produits, l'assistance sur le plan marketing et l'organisation de la vente médicale;
- le choix de l'agent ou du réseau chargé de la distribution. Ce poste convient à un étudiant (école Supérieure de Commerce, IEP, Pharmacie, Médecine, Vétérinaire etc...) ayant une expérience similaire (2 ans minimum) acquise dans les pays arabes et le goût d'une activité autonome sur le terrain.

Les perspectives d'évolution sont favorables étant donné l'importance que nous attachons à cette fonction.

Envoyer C.V. (résumé succinct et rémunération actuelle sous réf. 81033 M (à mentionner sur l'enveloppe) à René CAROUANA.

Le secret absolu des candidats est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 05

Dans le cadre de son développement à l'Étranger, une importante Entreprise de Bâtiment recherche pour le :

### NIGERIA

#### DIRECTEUR FILIALE

- en liaison avec les partenaires locaux et la Société mère il dirigera toute l'activité sur place.
- solide expérience du bâtiment aussi bien en études et chantiers que gestion, avec formation supérieure du type AM - ETP etc...
- anglais courant indispensables.

Pour information complémentaire adresser C.V. sous réf. 8124 AU à :

ORES  
54 Bd. rue d'Alsace  
31000 TOULOUSE  
Groupe BOSSARD

Société de services et conseil en informatique filiale d'un groupe industriel français de taille internationale recherche :

#### INGÉNIEUR INFORMATIEN pour un poste de CHEF DE PROJET

Justifiant d'une expérience de 5 à 7 ans des techniques informatiques de gestion. Capable d'assurer la conduite d'une équipe, les contacts avec le client d'assurer la responsabilité d'un important système informatique dont le démarrage est prévu en décembre 1979.

Le poste est à pourvoir au MAROC

Envoyer lettre manuscrite C.V. et prétentions sous réf. APIC (transformer sur l'enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 31, rue Verneil, 75008 PARIS.

مكتب (عن) للإعلان





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**finecoeur**  
intermanufactures  
vente par correspondance

### chef d'études informatiques

**Pour réaliser des programmes nouveaux**  
Il s'agit d'un Chef de Projet très expérimenté, qui sera l'interlocuteur privilégié de l'une des directions, tant pour le Maintenance que pour le Développement.  
Il participera à la conception du nouveau système.  
Le poste requiert 6 à 7 années d'expérience comportent la gestion de projets d'applications nouvelles (25 à 30 mois/homme) sur moyens et gros systèmes.  
Un diplôme d'enseignement supérieur ou MIAGE est nécessaire, et une pratique du langage COBOL, ASSEMBLEUR, PL1, DL1, méthodes de programmation structurées, langages spéciaux (PRDTET, APL, ATOS, etc...), bases de données et télé-traitement souhaités.  
La Société qui se situe dans le peloton de tête de la V.P.C. (Vente Par Correspondance), avec un taux d'expansion élevé, offre à un professionnel de 26 ans minimum, une situation de premier plan, dotée d'une rémunération évolutive en rapport.  
A pourvoir près de Rouen.  
**Pour recevoir une notice détaillée, nous écrire rapidement R.819 alexandre lambert psychologues 464, rue des Canadiens 76230 Boisguillaume**

**finecoeur**  
intermanufactures  
vente par correspondance

### analyste programmeur

**Familier de l'informatique de gestion**  
Il s'agit d'un poste opérationnel rattaché à un projet ou à une maintenance et qui permet l'étude de problèmes variés, techniquement passionnants avec des contacts utilisateurs.  
Il est souhaité un niveau d'études supérieures, complété par une expérience d'analyse et de programmation d'au moins quatre années, sur moyens et gros systèmes.  
Connaissances appréciées moniteur télé-traitement (C.I.C.S.), D.O.S./V.S., D.S. et diverses méthodes d'accès.  
La Société qui se situe dans le peloton de tête de la V.P.C. (Vente Par Correspondance), avec un taux d'expansion élevé, offre à un professionnel de 28 ans minimum, une situation d'un réel intérêt, dotée d'une excellente rémunération.  
A pourvoir près de Rouen.  
**Pour recevoir une notice détaillée, nous écrire rapidement R.820 alexandre lambert psychologues 464, rue des Canadiens 76230 Boisguillaume**

**HEWLETT PACKARD**  
GRENOBLE  
**LE LABORATOIRE DE RECHERCHES ET DEVELOPPEMENT**  
de notre Division Européenne de Matériel Informatique développe des terminaux intelligents pour le marché mondial.  
Il recherche pour le démarrage de nouveaux projets

### INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants ou confirmés (2 - 3 ans). Entièrement responsables de leurs projets, ils assurent le suivi du prototype à la mise en production, ils assurent à résoudre des problèmes d'électronique digitale nécessitant l'utilisation de micro-processors.

### UN INGENIEUR SPECIALISTE DES TRANSMISSIONS DE DONNEES

Il aura pour fonction l'étude des standards européens dans le domaine des transmissions de données terminaux-ordinateurs et ordinateurs-ordinateurs. Il participera aux meetings CCITT. Basé à Grenoble, il aura un rôle de conseiller pour toutes les divisions du groupe. Il devra avoir une expérience professionnelle de 2 ans minimum, si possible dans un poste similaire. Anglais souhaité.

### UN INGENIEUR MECANICIEN

Intégré dans une équipe d'ingénieurs Mécaniciens et Electroniciens, il aura à résoudre des problèmes mécaniques variés, et à définir la structure interne des produits.  
Une expérience de plusieurs années en bureau d'études est indispensable.  
Vous trouverez à Grenoble une unité jeune, en pleine expansion, offrant des possibilités de développement personnel dans tous ses départements : laboratoire, marketing ou production.  
N'hésitez pas à appeler BERNARD GUIDON au (76) 25.81.41, jusqu'au 10 Novembre, entre 14 h et 18 h, nous répondrons à votre C.V. détaillé à HEWLETT-PACKARD, Service du Personnel, 5 rue Raymond Chanas 38220 EYBENS

**Responsable du Marché P.M.E. Homme ou Femme Etudes et Terrain**

Diplômé (e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, âgé (e) de 28 ans minimum, vous exercerez des responsabilités technico-commerciales dans une P.M.E. où vous le commitez au travers d'une activité de vente et prestation de services (banque, cabinet conseil, informatique...).

Société déjà solidement implantée sur le marché des assurances et en expansion régulière, nous vous proposons de créer le poste : CHEF DE MARCHÉ P.M.E.

Vous suivrez l'évolution du marché, êtes à l'écoute de ses besoins spécifiques en matière d'assurances. Vous améliorerez les garanties existantes ou mettez en place de nouveaux produits. Vous lancez les opérations commerciales et animez l'action des agents généraux.

Lieu de travail : ville universitaire à 1 heure de Paris.  
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 929 M à notre Conseil

EMPLDI **centor** 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

### Ingénieur d'affaires B.T.P.

Notre Société spécialisée dans le traitement des sables et la clarification des eaux vend à des entreprises de FONDATIONS SPECIALES et de travaux souterrains, des machines spécifiques ayant une forte avance technologique.

Nous recherchons un ingénieur T.P., trilingue (dont anglais), rompu aux affaires, très disponible, pour développer nos ventes du secteur « Fondations spéciales » dans le monde entier.

Nous réalisons déjà 50 % de notre C.A. à l'étranger, les techniciens de notre équipe parlent 4 langues.

Rémunération importante.  
Lieu de travail : CLERMONT-FERRAND.  
La résidence n'est pas imposée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous réf. 73467/M à Mme CLERE - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

Sélé **CEGOS**

Appareillage électrique

### Ingénieur Technico-Commercial

Sédentaire

Une entreprise Industrielle, leader sur ses principaux marchés et fortement exportatrice, désire confier à un ingénieur électro-technicien ou électro-mécanicien, disposant d'une solide expérience de la gestion commerciale, la responsabilité de son service technico-commercial, France et Export, comprenant l'administration commerciale, l'après-vente et les expéditions.

Il contrôle la conformité des écarts commerciaux (prix, délais, quantités, qualité) par rapport aux politiques définies, traite les demandes d'exécutions spéciales (lancement et suivi des études, communication au réseau des éléments de proposition), élabore les programmes de fabrication et met en forme les prévisions de vente.

Ce poste, rattaché à la Direction, est basé au siège, à Strasbourg.  
Rémunération : 130 000 F.

Sélé **CEGOS** Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, sous référence 23516/M à M. J. FOURNIAT - Sélé CEGOS - 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

POUR FAIRE FACE A L'EXPANSION RAPIDE DE SA DIVISION DES SYSTEMES DIGITAUX TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS

**TEXAS INSTRUMENTS**  
FRANCE

recherche pour son SERVICE APRES-VENTE

### UN RESPONSABLE REGIONAL DE MAINTENANCE

REGION SUD

5 ans minimum d'expérience chez un constructeur.  
Ayant déjà assuré la responsabilité d'équipes de techniciens  
Formation supérieure en électronique ou informatique exigée.  
Anglais courant  
Ce poste est basé à VILLENEUVE-LOUBET (près de NICE).  
(Référence D.S.D.-1178-651)

### INSPECTEURS DE MAINTENANCE

DEBUTANTS OU CONFIRMES

L'évolution de ces postes se fera en province dans les 2 prochaines années ou de nombreuses ouvertures d'agences sont prévues.  
Formation : niveau BTS. Grande disponibilité. Anglais souhaité.  
(Référence D.S.D.-1178-652)

Ecrire avec C.V., photo, prétentions de salaire, date de disponibilité en précisant la référence.  
à Madame LE GUET  
T.I.F. - Boîte Postale 5  
06270 VILLENEUVE-LOUBET  
Tel. : (93) 20.01.01

**THOMSON-CSF**  
Centre électronique de BORDEAUX-PESSAC

### INGENIEURS

A.M., E.S.E. ou équivalent

### Pour Service CONTROLE QUALITE

Formation mécanique et électronique indispensable.  
Adresser C.V., photo au Service du Personnel, Boîte Postale 94 - 33005 PESSAC.

**Ingénieur Confirmé A.M., Sèvres ou Similaire Responsable des Ventes**

Recouvrement de surface des métaux

Filiale française d'un important groupe international bien introduit depuis de nombreuses années auprès des utilisateurs industriels crée en province le poste de RESPONSABLE DES VENTES : recouvrement de surface des métaux.

Dépendant du Directeur Commercial du Département, il sera chargé de l'application et du suivi de la politique commerciale et technique.

Il animera et dirigera l'équipe d'agents technico-commerciaux ainsi que le laboratoire clientèle.

Ce poste de confiance intéresse un ingénieur technico-commercial, âgé d'au moins 30 ans, ayant une réelle expérience de la vente industrielle, acquise, si possible, auprès d'industries faisant appel au recouvrement de surface des métaux.

Son dynamisme de vendeur et de manager sera particulièrement apprécié. La rémunération sera importante et évolutive, en fonction des performances.

Anglais indispensable. Nombreux déplacements à prévoir, principalement en France. Facilité de logement.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 925 M à notre Conseil

EMPLDI **centor** 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS

LA CHAMBRE REGIONALE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE HAUTE-NORMANDIE

RECRUTE

### UN COLLABORATEUR

CHARGE :

- de réaliser des études économiques ;
- de participer à la mise en œuvre d'actions en faveur des P.M.E. de la région ;
- d'animer des commissions d'études.

Ce collaborateur devra être de formation supérieure :

- Grande Ecole Commerciale ;
- Connaissances approfondies en macro-économie ;
- Expérience professionnelle souhaitée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :  
B.P. 841 - 78007 BOUEN CEDEX

SOCIETE DE FABRICATION

### PRODUITS PLASTIQUES

spécialisée en extrusion plastique dans le domaine des tubes électrolytiques, etc., etc., pour son usine à Bellegarde (01200)

### CHEF DE FABRICATION

Il aura pour mission :

- de diriger les 2 ateliers de fabrication ;
- de s'occuper de l'organisation, du tracé, et enfin, une équipe de 45 personnes ;
- quel, notions de gestion en maintenance et comptabilité seraient appréciées.

Ce poste conv. à un CAORE (25 à 30 ans) possédant une bonne formation, scientifique et chim. (ETS ou ingénieur). Il devra avoir une exp. de plus de 5 ans dans l'extrusion plastique. Rémunération, motif, et candidat valeur. Env. C.V. + photo + prêtent. + 100 F. (P.F.S. REF. 103).

DEMETOR  
Rangée de production agricole de traitement dirigé RECHERCHE MULTICARTE POUR TOUTE LA FRANCE - URGENT  
Envoyer C.V. avec photo, référence à tout candidat, DEMETOR, CHAUCHIGNY 1870 MERY-SUR-SEINE Téléphone : 45-45-20

Important Promoteur Toulouse  
VENDEUR SPECIALISTE  
30 ans minimum.  
Ecr. au E.S.T., Le Monde a Pub. 5, r. de l'Empire, 7527 Paris 6

### telesystemes

Une des plus importantes sociétés de services informatiques recherche pour une mission de longue durée à Bordeaux.

### un chef de groupe système et un ingénieur système confirmés

qui seront chargés du démarrage puis du fonctionnement d'un CII-HB 66.

- Ingénieurs de formation, ils devront posséder une bonne expérience des matériels et systèmes CII-HB 66.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. DSD 8101 à Madame MOMBAZET

TELESYSTEMES  
115 rue du Bac - 75007 Paris

QUEST

### Jeune ingénieur études et recherches

A.M. ou équivalent

Société française de matériel de chauffage en grande série (C.A. 130 millions, 650 personnes). Place prépondérante sur le marché.

Notre bureau d'études, 30 personnes environ, est dirigé par un ingénieur A.M.

Les fonctions proposées conviennent à un jeune ingénieur ayant une expérience de via Industrielle d'au moins 1 an, dans des activités d'études ou de fabrication. Elles impliquent une personnalité active, capable d'ingénierie et d'imagination techniques. Un candidat de valeur pourra bénéficier d'une promotion rapide.

Résidence : Préfecture de l'Ouest - Sud de la Loire - Proche de la mer.

Sélé **CEGOS** Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, sous référence 71492/M à R. VERDET, Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

La Préfecture de la Seine-Maritime recrute pour diriger son centre informatique équipé de matériel IBM 3081-3082 K, DOS-POWER CKS-DLL, et comportant 20 personnes.

Pour ce poste, est exigé :

- un diplôme d'ingénieur en informatique ;
- 5 années de pratique dans un poste similaire de même niveau.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, devront parvenir à la Préfecture de ROUEN, Service du Personnel, avant le 15 novembre 1978.

Centre de recherches pharmaceutiques, 100 km Ouest Paris recherche

### UN TOXICOLOGUE

de préférence vétérinaire UN ANATOMO-PATHOLOGISTE Ecr. au C.V. à I.E.P. n° 507 B.P. 72 - 92002 Evreux, tel 27

ETABLISSEMENT TECHNIQUE recherche pour ses

### ENSEIGNEMENT PARAMEDICAUX

Une Secrétariat médical expérimentée ;  
Une Comptable-généraliste pour applications d'un cabinet médical.  
Travail à domicile ;  
rédaction de polycopiés et correction de copies.  
Téléphone : (01) 78.421 demander M. VERGÈZ.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer soigneusement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce, les coordonnées et de valider l'adresse, même qu'il s'agit de « Le Monde, Publié » ou d'un autre organe.

Vous avez une grande expérience DANS LES PRODUITS DE BRICOLAGE LOUËR :

- de la vente de ces produits ;
- des sources d'approvisionnement ;
- de la distribution à grand public ;
- de l'animation d'une équipe de vente.

NOUS RECHERCHONS UN CADRE

### RESPONSABLE MARKETING

MATERIAUX - SANITAIRE - MENUISERIE

MISSIONS :

- 1) mise en point d'un magasin test ;
- 2) responsabilité d'une chaîne de magasins ;
- 3) rémunération fonction expérience ;
- 4) Nombreux avantages sociaux ;
- 5) Résidence SUD-EST.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à :  
M. J.-M. LETANG - 14 Le Grand Tertre GARONS - 30000 SAINT-GILLES.

Société spécialisée matières plastiques recherche pour OYONNAX

### DIRECTEUR COMMERCIAL

Diplômé E.C.C., E.S.S.E.C. ou équivalent  
Expérience de Direction Commerciale

Profil : 35 ans environ - solide connaissances vente grand public - Anglais indispensable - Bonne mémoire - Souplesse et faculté d'adaptation

Fonctions : Sous l'autorité et en collaboration avec le P.D.G., il sera chargé d'élaborer la stratégie commerciale et la politique de vente de l'entreprise, ainsi que d'assurer la gestion et le suivi des opérations.

Ecrire avec C.V. + photo + prétentions à PROMO EXPANSION, 6, villa Emile-Bergerat, 92200 NEUILLY.

مركز من الامم

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### ADMINISTRATION COMMERCIALE EXPORT

Un groupe international spécialisé dans le transport d'équipements et les activités à l'export (notamment 45 % du C.A.). Elle propose le poste de Responsable de l'Administration Commerciale de la Région Europe.

Le titulaire de ce poste détermine le Directeur de Division et assure la liaison entre les filiales, les agences, l'usine et l'Administration centrale. Il est responsable de tout le suivi commercial (de la demande de prix à la livraison de la commande) et des statistiques commerciales.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement supérieur ayant une expérience de l'Administration des ventes support de 2 à 4 ans, parlant couramment l'anglais et si possible l'allemand.

Les possibilités d'évolution dans le groupe sont importantes pour un diplômé de valeur.

La poste est à pourvoir en banlieue Ouest de Paris.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M.1275 A, à **egor** 15009 Paris.

### Quelques cadres de haut niveau.

pour s'intégrer dans une Société Française multinationale Industrielle & Commerciale dont les activités internationales sont en pleine évolution.

La Société compte déjà 1700 Ingénieurs & Cadres.

Les postes à pourvoir sont d'un niveau élevé de responsabilités, dans les disciplines suivantes :

**ACHATS**  
GESTION ECONOMIQUE & FINANCIERE  
NEGOCIATION DE CONTRATS INTERNATIONAUX  
DIRECTIONS INDUSTRIELLES A L'ETRANGER  
ACTIVITE TECHNICO-COMMERCIALE EXPORTATION.

Il faut impérativement être diplômé d'une Grande Ecole, ainsi que Spécialiste dans la branche pour laquelle on fait acte de candidature (à préciser), et posséder dans cette branche environ :  
**10 ANS D'EXPERIENCE**

Anglais lu et parlé obligatoire, autres langues appréciées.  
Envoyer lettre manuscrite et CV à rsc carrières, sous référence 8050 M.  
92, rue Bonaparte 75006 Paris.

UN TRES IMPORTANT GROUPE PETROLIER

### un jeune ingénieur grande école

X - CENTRALE - MINES - PONTS - SUPELEC... option informatique.

Après une période transitoire au sein d'une équipe de projets informatiques il prendra la responsabilité de projets importants en informatique de gestion.

Compte-tenu de la taille de notre groupe et de la diversité de ses activités, de très nombreuses possibilités d'évolution ultérieure s'offrent à nos jeunes cadres.

Envoyer C.V., photo, prétentions No 85.522 Cocteau Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

egor

Vous êtes

- ingénieur informaticien, (Réf. 10204/M)
- analyste-programmeur, (Réf. 10205/M)
- programmeur, (Réf. 10206/M)

Vous avez une expérience de 1 à 6 ans en COBOL, ASSEMBLEUR IBM, PL1, IMS/DLI, CICS, IDS/TDS.

### sema informatique

L'une des divisions de SEMA, société de conseil, d'études et d'ingénierie, vous propose un poste dans une entreprise dynamique vous permettant :

- de vous tenir au courant des évolutions techniques,
- de construire une carrière en fonction de vos résultats,
- de changer de cadre de travail tous les 2 ans environ (Paris, Province, Etranger).

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, à J. Hejage, Seima-Selection : 32126 MONTROUGE - Centre Matus, 16-18, rue Barbès.



Conseil, Etudes, Ingénierie  
INFORMATIQUE, MARKETING  
ORGANISATION, FORMATION.

### DATA 100 S.A.

Filiée française de DATA 100 Corporation située aux Etats-Unis, nous diffusons une gamme de systèmes mainframe - fonctionnant dans le cadre de l'informatique répartie.

L'éventail de nos matériels recouvre tant les domaines de télécommunication (terminaux locaux et interactifs) que ceux de la saisie de données, l'intelligence, les traitements autonomes et la gestion des fichiers.

Après 5 ans d'activité en France (C.A. 40 M.F) Face à une croissance soutenue et à l'extension de sa gamme,

Nous recherchons

### ingénieurs commerciaux

Expérience requise :

- Connaissance systèmes informatiques ;
  - Réussite dans la vente de système de périphérique ou d'application informatique ;
  - Pratique de la langue anglaise très fortement souhaitée.
  - Poste à pourvoir : Paris et Province.
  - Ils auront pour mission :
  - D'une part : la prospection et la recherche de nouveaux clients particulièrement dans les domaines Administratifs et Industriels
  - D'autre part : La responsabilité de Société déjà acquise à nos produits.
- La rémunération particulièrement motivante se compose d'un fixe et d'intéressement lié aux résultats.

Réf. D.01

### ingénieurs technico-commerciaux

Pour le Service Formation et Avant-Vente,

- 3 ans minimum d'expérience
- Pratique des systèmes d'exploitation
- Connaissance soignée des mini-ordinateurs du télétraitement et des systèmes IBM
- Pratique de la langue anglaise indispensable.

Poste à pourvoir : Paris.

Ce poste implique des déplacements fréquents mais de courte durée, tant à Paris qu'en Province.

Réf. D.02

### ingénieur système

3/4 ans minimum d'expérience

- Connaissance des problèmes de télétraitement.
- Connaissance des problèmes de transmission IBM.
- Anglais indispensable.

Au sein de l'Equipe système actuelle, le candidat aura un rôle de support après-vente de nos logiciels de télétraitement.

Ce poste implique des déplacements fréquents mais de courte durée, à Paris et en Province.

Réf. D.03

### ingénieur support hardware

Au sein du service technique

Profil souhaité :

- Connaissance approfondie en télétraitement, systèmes de saisie et périphériques associés.
- Evolution rapide vers les systèmes multi-fonctions.
- Anglais lu et parlé indispensable.
- Lieu de travail : Le Plessis-Robinson 92350, avec déplacements fréquents mais de courte durée en Province.

Réf. O.04

Envoyer C.V., détail et photo à :  
M. Alain Cruzillas DATA 100 S.A.  
R.N. 186 LA BOURSOIERE  
92350 LE PLESSIS-ROBINSON

Il sera répondu à toutes les candidatures discrétion assurée  
Téléphone 630-21-44

### DATA 100

SOCIÉTÉ ANONYME

Société d'édition publicité imprimerie recherche

**CHEF D'AGENCE DE PUBLICITE**

Il devra :

- avoir l'esprit d'équipe, être bon administratif, savoir gérer un budget publicitaire.
- (Conseil et assistance).

Envoyer avec C.V. et photo sous n° 780.07 M à Régis-Presses, 85 bis, r. Beaumais, 75002 Paris 6<sup>e</sup> t. DISCRETION ASSURÉE

### SIEMENS INFORMATIQUE

recherche

### INGENIEURS commerciaux

Dépendant de la Direction Commerciale ils seront chargés

- de prospecter le marché en vue d'assurer une présence permanente,
- de négocier et gérer les contrats,
- de susciter l'intérêt par un constant travail d'information

Ils auront une possibilité d'adaptation et de négociations à tous niveaux.

Réf. MP 58

### INGENIEURS technico-commerciaux

Assistant techniquement l'Ingénieur Commercial

- ils analyseront les besoins du client afin de définir la solution informatique susceptible de résoudre ses problèmes.
- ils superviseront la mise en exploitation et le démarrage des installations.
- ils auront une fonction d'assistance technique et conseil auprès des entreprises, en matière d'équipements, de réalisations et d'applications.

Réf. MP 59

### TECHNICIENS de maintenance

Dans le cadre du Service Après-Vente

- ils participeront à la mise en route des installations.
- ils assureront l'entretien régulier ainsi que le dépannage des installations.

Réf. MP 60

Si le dynamisme et le sens des responsabilités sont les traits dominants de votre personnalité, Si vous êtes capable d'interpréter et de proposer des solutions adéquates, Vous disposerez de l'appui logistique du Siège. Son efficacité et son image de marque assureront votre avenir et vos possibilités d'évolution.

A l'effort personnel correspond la réussite collective et bien entendu vos moyens matériels seront en rapport avec vos objectifs.

3 à 5 ans d'expérience  
La connaissance en matériel et logiciel  
La pratique de l'allemand  
seraient des atouts supplémentaires.

SIEMENS DATA S.A. a confié ce recrutement à son Conseil D.S. SELECTION qui vous garantit réponse et discrétion.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence indiquée.



D.S. Sélection S.A.  
CONSEIL EN RECRUTEMENT  
2, Boulevard Marmarès 75009 PARIS  
Tel. 246.70.37 - 246.70.67 - 246.71.43

RUBR

### Un vrai manager de la formation

Ce n'est pas seulement un formateur expérimenté que nous recherchons pour prendre la responsabilité de la formation dans notre organisation professionnelle d'envergure nationale. Bien sûr, il a animé personnellement des stages; il sait organiser et coordonner l'activité d'une vingtaine de collaborateurs, gérer un budget de quelques millions de francs. Tout cela, il l'a appris en entreprise ou dans des organismes spécialisés et il le fera chez nous.

Mais nous lui demanderons davantage: il définira une politique et la fera évoluer en harmonie avec celle de notre organisation; il développera dans nos entreprises un appétit de formation encore insuffisant; face à une concurrence externe, il s'en fera des clients fidèles par la qualité du service offert.

Au total, un vrai rôle de manager. S'il vous tente, écrivez sous référence 781 162 M aux consultants de SIRCA qui étudieront votre candidature.



64, rue La Boétie 75008 Paris.

### Jeunes Ingénieurs Analystes

Pour faire face à son expansion, un des premiers groupes français d'Assurances développe les Services-Etudes de ses Départements Informatiques et crée des postes d'ingénieurs analystes.

Nous souhaitons rencontrer des jeunes Ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles, débutants ou non, possédant une bonne culture informatique.

Ils pourront évoluer rapidement vers des responsabilités de Chefs de Projets et à plus long terme, les possibilités de carrière dans le groupe sont nombreuses et variées.

Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS Centre et PARIS Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite CV et photo sous la référence M.1219 M

egor 15009 Paris  
PROMOTION

### DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

filiale du plus grand constructeur mondial d'ordinateurs interactifs, recherche une

**éducatrice, conseillère ou technicienne traitement de texte**

Qu'importe le nom, votre rôle sera d'assister nos ingénieurs commerciaux dans leurs ventes.

Vous serez chargée d'effectuer les démonstrations de nos matériels de traitement de texte, auprès de notre clientèle ainsi que d'assurer sa formation. Vous serez capable d'analyser et d'évaluer les besoins clients. Une expérience dans ce domaine, ainsi qu'une connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Veuillez adresser votre CV sous réf. M.C.S à la Direction du Personnel de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE.

18, rue Saarinen - Silic 225  
94528 Rungis Cedex

### Jeunes Ingénieurs Analystes

Pour faire face à son expansion, un des premiers groupes français d'Assurances développe les Services-Etudes de ses Départements Informatiques et crée des postes d'ingénieurs analystes.

Nous souhaitons rencontrer des jeunes Ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles, débutants ou non, possédant une bonne culture informatique.

Ils pourront évoluer rapidement vers des responsabilités de Chefs de Projets et à plus long terme, les possibilités de carrière dans le groupe sont nombreuses et variées.

Plusieurs postes sont à pourvoir à PARIS Centre et PARIS Ouest.

Merci d'adresser lettre manuscrite CV et photo sous la référence M.1219 M

egor 15009 Paris  
PROMOTION

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## Le hasard au féminin

Le hasard, il vous semble tout lui devoir. Et en premier lieu votre réussite professionnelle.

Chef de publicité ou chef de produit, chargée d'études de marché ou chargée de relations publiques, parfaitement intégrée au monde masculin, de quelle richesse, intellectuelle et humaine, sont pleines vos journées !

Pourtant ce n'est pas le hasard. C'est à votre style propre que vous devez cette existence harmonieuse. D'abord une santé et un optimisme à toute épreuve. Une ouverture sur le monde à laquelle tout contribue: rencontres, voyages, lectures, spectacles, sports... Une organisation rigoureuse. L'art de communiquer. Et votre charme, discret.

Et c'est pour ce que vous êtes qu'une société internationale, réputée pour son marketing créatif, souhaite vous rencontrer. Les consultants de SIRCA vous introduiront. Ecrivez-leur sous référence 781 160 M.



64, rue La Boétie 75008 Paris



## Responsable Comptabilité Gestion

90000F/an +

Société de commerce international en croissance rapide, spécialisée dans l'exportation de biens d'équipement, recherche pour Paris 9ème un JEUNE RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE.

Il est chargé de : tenir à jour la comptabilité, établir les budgets, C.E. et tableaux de bord mensuels, les bilans et déclarations fiscales et sociales. De formation D.E.S., Sup de Co., gestion... Il justifie d'environ cinq ans de pratique de la comptabilité. Il a une bonne connaissance de l'Anglais.

Ce poste est un tremplin pouvant amener à une fonction de contrôleur pour un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous référence 924 M à notre Conseil

EMPLDI centor

13 bis, rue Henri Monnier 75008 - PARIS

## DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

filiale du plus grand constructeur mondial d'ordinateurs interocifs.

Voulez-vous collaborer avec notre responsable de

## l'administration des ventes

Vous assisterez les trois chefs de groupe (trafic, administration des ventes, facturation) dont le rôle s'étend de la réception des ordres au suivi de la livraison et de la facturation, en liaison directe avec les clients, la production (U.S.A...) et les ventes.

Une formation supérieure (commerciale ou gestion), complétée par une expérience d'au moins deux ans dans un poste similaire et une parfaite maîtrise de l'anglais, vous ouvriront des perspectives de carrière dans un groupe en pleine expansion.

Veuillez adresser votre CV sous réf. MO4 à la Direction du Personnel de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

18 rue Saarlouis Silic 225 94528 Rungis cedex

## LA DIRECTION FINANCIERE

d'une très importante Société ayant son Siège Social à Paris et de multiples Etablissements en province, surtout dans le NORD,

recherche

## ATTACHE INFORMATIQUE

Ingenieur ayant complété, si possible, sa formation par IAE ou ICG, possédant un minimum 5 ans d'expérience de l'Informatique, ayant assuré la fonction de chef de projet, et ayant de bonnes notions de comptabilité.

Rattaché directement au Directeur Financier, il interviendra au titre de formateur, conseil, chef de projet dans les domaines informatiques intéressant la Direction Financière.

Cette fonction nécessitera des déplacements en Province 2 jours par semaine environ.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle sous No 84.585 Contesse Publicité 20, av. D'opéra 76040 Paris Cedex 01 qui transmettra

## jeune chef de projet

Nous vous proposons d'acquies, dans un contexte privilégié, une compétence bancaire et vous avez une formation supérieure et déjà acquis en 3 ou 4 ans une bonne compétence en Informatique (maîtrise des techniques, réalisation de projets). Votre mission : participer à la préétude de l'automatisation des guichets d'une grande banque parisienne et à la construction de ses nouveaux systèmes informatiques. (réf. 3445 LM.)

## programmeur système/os

Nous sommes une banque de bonne taille. Nous changeons le dimension de notre équipe système et souhaitons vous faire participer activement au lancement de MVS sur nos 370 et à la mise en place d'outils de contrôle et de surveillance sur notre réseau de terminaux-agences en création. Vous avez une solide connaissance de l'OS, d'un moniteur TP (CICS de préférence), et possible de l'implémentation d'un SGBD et notre localisation Paris-Est, vous tente. (réf. 3398 LM)

Ecrire à J. THILY, Centrières de l'Informatique.



ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - ULLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES



## INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE

AUGMENTATION MINIMUM ANNUELLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES : 30 % INTERTECHNIQUE QUI EST BÉNÉFICIAIRE DU PLAN DE CROISSANCE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

recherche

pour la Direction Commerciale Informatique : pour faire face au développement de ses ventes d'ordinateurs REALITE 20

## INGÉNIEURS COMMERCIAUX

(réf. 705)

## INGÉNIEURS

## TECHNICO-COMMERCIAUX

(réf. 706)

confirmés en Informatique de gestion temps réel. Diplômés grandes écoles.



Nombreux avantages sociaux par accords d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec prétentions, en précisant référence annonce à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

## Allianz Assurances

recherche pour ses Branches Techniques

## Ingenieur Diplômé

Âgé au minimum de 30 ans, il aura acquis une expérience dans le domaine industriel, et possèdera une connaissance approfondie de la langue allemande, sa mission sera d'effectuer dans toute la France (des déplacements fréquents sont à prévoir), des expertises pour évaluer des risques et des coûts de construction et de réparation des matériels assurés.

Une formation complémentaire sera assurée en Allemagne. Réf. 1

pour ses Services Méthodes - Organisation

## Jeune Organisateur

De niveau DUT (Administration des Entreprises) CNAM (Organisation administrative ou équivalent), formation complétée par études et/ou expérience en organisation administrative.

Il sera chargé de gérer les imprimés (création, modification) et de mener des travaux d'organisation administrative. Réf. 2

## Organisateur Confirmé

Possédant une solide formation orientée de préférence vers l'organisation administrative et une expérience de 2 à 3 ans, ayant une bonne pratique de l'analyse fonctionnelle.

Il sera chargé de travaux d'organisation administrative, d'études de circuits et de mise en place de procédures, en liaison directe avec les utilisateurs et l'informatique. Réf. 3

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions annuelles brut, en précisant la référence à ALLIANZ, M. MARICHEZ, BP 24 - 75761 Paris Cedex 16.

## UNILEVER FRANCE

recherche pour assurer le développement de son cabinet d'organisation :

## scoti

## INGENIEURS CONSEILS

Cette offre s'adresse à des diplômés débutants ou ayant acquis 3 ans (maximum) d'expérience professionnelle.

• ECP, Mines, HEC, ESSEC, IEP, Doctorat de gestion, MBA...

• Acceptent des déplacements fréquents et de longue durée en province.

L'ingénieur intervient comme conseil tant auprès des sociétés du Groupe que des sociétés extérieures.

Les problèmes traités concernent la définition des politiques, des structures, des méthodes, dans tous les domaines de la gestion de l'entreprise.

Après une expérience professionnelle réussie en tant qu'ingénieur conseil, d'importantes possibilités d'évolution sont offertes au sein des sociétés du Groupe Unilever.

Ecrire avec lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Département Central du Personnel - UNILEVER FRANCE - Réf. XV/78 - 8, avenue Delcassé - 75384 Paris Cedex 08.



## SEMS

Société européenne de mini-informatique et systèmes

Groupe THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

## INGENIEURS CONFIRMES

pour la Direction Technique

Formation : Grandes Ecoles  
Expérience : 2 à 10 ans dans le domaine de l'informatique  
bonnes connaissances en logiciel de base

Fonction : 3 types de postes sont offerts  
1) coordination et suivi technique du développement des logiciels (réf. DT/MC/2.3.4.)  
2) modélisation et mesures de performances (réf. DT/MC 10.11)  
3) développement d'outils logiciels (réf. DT/MC/5.6.7.)

Lieu de travail : Banlieue Ouest avec déplacements fréquents et de courte durée à Grenoble.

## INGENIEURS CONFIRMES

pour développement de logiciel de base

Formation : Grandes Ecoles  
Expérience : 2 à 5 ans dans les domaines suivants : systèmes d'exploitation - système transactionnel - base des données.

Fonction : étude et réalisation de composants de la base informatique (réf. DT/LL A)

Lieu de travail : Louveciennes.

Adresser lettre manuscrite et CV avec références correspondantes à SEMS - Service du Personnel - 3639, rue de la Princesse 78430 LOUVECIENNES.

UN DES PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES FRANCAIS recherche pour sa branche IARD des

## jeunes diplômés

MAITRISE de SCIENCES ECO ou ECOLES de COMMERCE

Ils sont basés à Paris pendant 2 ans pour recevoir une formation théorique et opérationnelle.

Ensuite ils sont nommés inspecteurs et deviennent responsables commerciaux de secteurs en province.

Ils animent, dynamisent et forment les réseaux d'agents régionaux qui représentent le Groupe auprès des entreprises et des particuliers.

Les possibilités d'évolution peuvent être très intéressantes pour des candidats motivés par les carrières commerciales et l'assurance.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M.1219 C

egor 75009 Paris

PROMOTION

Nous sommes le holding d'un groupe international prestataire de service. Nous souhaitons développer la fonction

## audit interne jeune cadre financier

de formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, ayant une expérience de 2 à 3 ans acquise dans un cabinet d'audit ou dans les services financiers d'un groupe multinational.

Il aura pour fonctions :

- de participer à la définition, à la mise en place et au contrôle des procédures du Groupe;
- de réaliser des audits, des expertises et des évaluations d'entreprises en France et à l'Etranger, dans le cadre du contrôle des filiales existantes et des investissements nouveaux du Groupe.

Ce poste implique des déplacements de courte durée en Europe et en France.

L'anglais parlé et écrit est nécessaire.

Toutes les candidatures (CV et salaire souhaité) sont reçues confidentiellement, sous référence

30 864 à Havas Contact, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

## IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DU SECTEUR ENERGETIQUE

recherche pour sa

## DIRECTION ETUDES ET DEVELOPPEMENT

## Ingenieurs Débutants

Diplômés Grandes Ecoles

(Centrale, Mines, Supélec, Télécom, Arts et Métiers etc...)

Créatifs, novateurs, polyvalents avec une aptitude à l'action tant en largeur qu'en profondeur. Ils devront avoir le sens des contacts et le goût du travail en équipe.

Hommes de terrain, décideurs, ayant le sens du commandement, ils auront aussi de la disponibilité, tant sur le plan professionnel que géographique, pour évoluer vers des activités opérationnelles au cours d'une carrière diversifiée et motivante.

Adr. lettre man. CV et photo sous réf. 8484 à



LEPA-RECRUTEMENT 94, rue St-Lazare - 75009 Paris

مركز الامم المتحدة



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche

## JEUNES INGÉNIEURS

pour participer au développement de son Informatique Internationale de plusieurs filiales européennes du groupe.

Notre Centre de Calcul offre des services Remote Batch et conversationnel à plusieurs filiales européennes du groupe.

D'autre part, nos équipes de développement sont chargées de l'étude et de la réalisation de systèmes de gestion nationaux et internationaux.

Pour mener à bien ces missions, nous souhaitons renforcer nos services en recrutant :

### INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Il sera chargé de l'installation, de la documentation et du support à l'utilisation des produits programmes et services offerts par le Centre de Calcul. Ce poste demande à la fois des qualités techniques et de contact. Déplacements de courte durée à l'étranger.

### INGÉNIEUR D'APPLICATION

Il participera à l'étude et à la réalisation des systèmes de gestion de la société.

Pour ces postes, une période de formation est assurée.

### ANALYSTE SYSTÈME

Ayant acquis une expérience de 2 ou 3 ans dans un environnement études, il participera à la conception et à la réalisation de projets.

Pour l'ensemble de ces postes, la pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 3 530 A PLAIN CHAMPS 5, rue du Helder 75009 Paris qui transmettra les candidatures.

70.000 à 110.000 F.

# mi

## MARCONI INSTRUMENTS

FILIALE DU PLUS GRAND CONSTRUCTEUR EUROPÉEN D'APPAREILS DE MESURE, EN PLEINE EXPANSION recherche

## 2 TECHNICIENS COMMERCIAUX

EXIGENCES :

- bonne connaissance en électronique (AT3, ATP ING. ou assimilé...)
- expérience de la vente à l'entreprise appréciée, anglais indispensable,
- goût de l'initiative et des responsabilités,
- ambition

OFFRONS :

- la gestion d'un secteur dont vous aurez la totale responsabilité et nécessitant des déplacements fréquents,
- travail au sein d'une petite équipe jeune, sympathique et non conformiste,
- des produits professionnels de notoriété mondiale,
- 70 000 à 110 000 Frs par an de fixe (selon expérience) + intéressement aux bénéfices + frais réels
- formation à nos produits

POUR NOUS, CHAQUE HOMME EST IMPORTANT ET PARTICIPE AUX DÉCISIONS

Envoyer d'urgence votre C.V. sous référence M 343 18 rue du Fg du Temple 75011 Paris qui transmettra Discrétion assurée

## COMSIP ENTREPRISE

Société d'automatisme, d'entreprise et de service

Nous comptons parmi les entreprises françaises de rang international

Notre force : 5000 spécialistes assurant l'étude, la réalisation, la mise en service et la maintenance dans les techniques : Régulation automatique, Instrumentation, Informatique, Electricité courants forts et courants faibles.

NOTRE DIRECTION TECHNIQUE recherche

## LE RESPONSABLE de la Division Systèmes et Informatique

C'est un ingénieur confirmé (formation Grandes Ecoles souhaitée) qui a des connaissances approfondies en Technique Informatique et une solide expérience Industrielle (Chimie, Pétrole, Matériaux de Construction, Energie). La pratique de l'Anglais est indispensable.

Ecrire avec CV et prétentions sous réf. 71 M à : COMSIP ENTREPRISE - Direction du Personnel - B.P. 305 - 92506 RUEIL MALMAISON

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE OPERANT DANS LE DOMAINE DE L'ELECTRONIQUE

recherche l'Assistant de son Président susceptible d'être le

## managing director

Cet homme rendant compte en Président aura une expérience industrielle de management dans le domaine de l'électronique.

Il est habitué à travailler étroitement avec des industriels américains.

Il devra pouvoir superviser plusieurs filiales opérant dans des environnements différents et devra donc être un homme de contact mais sachant se faire respecter.

Il parle anglais couramment et si possible une autre langue.

Les responsables de notre Société sont au courant de cette recherche. Le secret des candidatures est assuré.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à No 84.908, CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Société de distribution équipement de la maison, un des leaders sur le marché parisien, C.A. 50 Millions, recherche son

## FUTUR DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

180.000 Frs

35 ans minimum - formation supérieure.

Dans un premier temps, il assumera le rôle de DIRECTEUR COMMERCIAL à un niveau élevé: il devra réorganiser, contrôler, animer les centres de vente de la région et participer, assurer la responsabilité des achats, débiter avec le PDG et appliquer la stratégie commerciale pour développer les ventes.

Il disposera dans un proche avenir des leviers de commande et sera responsable de la bonne gestion de l'entreprise.

Une expérience d'homme de terrain, d'animateur et de responsable, acquise de préférence dans la grande distribution et la connaissance d'une clientèle Entrepreneurs sont souhaitables. Mais priorité sera donnée à la richesse et aux résultats de la carrière passée, et à la personnalité des candidats.

Nous recherchons un meneur d'hommes imaginatif, autonome, responsable, capable de faire face aux projets de la société.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2.433 à D. DANGER 65, avenue Kléber 75116 PARIS Discrétion absolue

CORT

## F. HOFFMANN LA ROCHE & Cie

DEPARTEMENT VITAMINES ET CHIMIE FINE recherche son

## responsable division "recherche et développement"

Scientifique de formation (Ingénieur agronome, Docteur Vétérinaire, Ingénieur-biochimiste, Ingénieur ENSIA) avec une expérience similaire, si possible au sein d'un Groupe multinational, il aura une connaissance approfondie de l'alimentation humaine et de la nutrition animale (acidités alimentaires, et particulièrement vitamines). Il devra être familiarisé avec les problèmes de législation. Il devra faire preuve de qualités humaines pour encadrer une équipe d'une vingtaine de personnes, de beaucoup d'aisance dans les relations et la communication, pour dialoguer avec les clients et les chefs de division commerciale.

Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Envoyer C.V., manuscrit détaillé, photo récente (retournée) et prétentions au Département du Personnel - F. HOFFMANN LA ROCHE & Cie - 52, bd. du Parc - 92521 NEUILLY-sur-SEINE

## GESTIONNAIRE DE PORTEFEUILLES-TITRES

Analyste financier de formation, vous avez une expérience professionnelle d'environ 5 années à un poste similaire, qui vous a permis d'acquies une excellente connaissance des Bourses Paris et Etrangère.

Vous avez, cela va sans dire, le sens des contacts avec la clientèle (privée et institutionnelle); enfin vous parlez et écrivez couramment l'anglais.

Nous vous remercions d'adresser c.v., lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 769.585 M, à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

## Assistante technique

Pour un département en forte expansion ayant une activité informatique de pointe, au sein d'une des premières sociétés de service en informatique - Formation BTS ou équivalent.

Missions :

- responsabilité du suivi des dossiers clients depuis les propositions et les contrats, dont elle assurera le suivi jusqu'à la facturation comprise,
- mise en page et frappe de brochures techniques et de manuels d'utilisation,
- organisation administrative de stages techniques,
- liaison avec les autres services de la société.

Statut Cadre. Formation complémentaire assurée. Lieu de travail : Puteaux.

Séle CEGOS

Adresser lettre man. CV détaillé et photo ss réf. 73459/M à Mme CLERE Séle-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES.

## CHEF du département instrumentation

Chargé de :

- édifier la politique produits
- encadrer l'équipe commerciale
- coordonner les activités études et production de ce secteur.

Ce poste comprendrait à un : **INGÉNIEUR ELECTRONICIEN position III** ayant expérience technico-commerciale et bonne connaissance de l'anglais.

Lieu de travail : Banlieue sud.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous réf. 5140 à PIERRE LICHOU S.A. BP220, 75063 Paris cedex 02 qui tr.

## INGENIEUR CHIMISTE DIPLOME GRANDE ECOLE

Ayant au moins 10 ans d'expérience, est recherché par un Groupe Industriel Français Multinational, pour lui confier la direction d'un laboratoire de chimie de recherches appliquées et de contrôle industriel dans les domaines :

- revêtements des métaux
  - matières plastiques
  - dérivés pétroliers
  - tissus
- Connaissance de l'anglais souhaité.
- Envoyer lettre manuscrite, CV, photo sous référence 8110 à :

isc carrières- 92, rue Bonaparte- 75006 PARIS.

## TEKELC AIRTRONIC

Notre chiffre d'affaires dépassera 240 millions en 1978.

- Il va croître de plus de 20 % par an au cours des cinq prochaines années.
- Pour assurer cette expansion, nous devons renforcer nos équipes. Nous recherchons :

1) Pour notre division commerciale Composants et Systèmes.

## 15 INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

spécialistes dans l'un des domaines suivants : connectique ; composants électromécaniques ; systèmes et périphériques d'ordinateurs ; mécatronique ; condensateurs (films céramique ou tantale) ; résistances de précision et/ou de puissance ; potentiomètres.

2) Pour notre division commerciale Instrumentation

## 2 INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

spécialistes confirmés du matériel de mesure dans le domaine HF et VLF.

Si vous avez une personnalité de fort vendeur attestée par une expérience commerciale réussie de 3 à 5 ans, et si vous possédez une bonne connaissance technologique du produit, nous vous proposons :

- un rémunération de haut niveau ;
- la possibilité d'accéder rapidement à un poste de chef de produit et de prendre la responsabilité de la commercialisation de marques mondialement reconnues pour les plus prestigieuses du marché ;
- une voléarité de fonction.

Ces postes sont à pourvoir à partir du mois de janvier 1979 en région parisienne.

Envoyer C.V. détaillé en précisant le poste souhaité à TEKELC AIRTRONIC, B.P. n° 2, BELLE SYRTE. Une solette discrétion est garantie.

## INGENIEUR CONFIRME

avant : l'expérience des problèmes de gestion de production acquise en milieu industriel et une vue d'ensemble précise et actualisée des techniques informatiques de gestion.

Il aura la charge d'étudier avec les responsables des autres du groupe, les circuits et procédures existants et de concevoir en relation avec les responsables des études informatiques le projet d'ensemble et de constituer et de diriger l'équipe de réalisation. Nous faire parvenir C.V. photo et prétentions

ORDIS CONSEIL EN RECRUTEMENT 10, rue Auber 75009 PARIS - réponse à votre candidature

## Société de Boues de Forage recherche

## TECHNICIEN « BOUES ET CEMENTS »

JEUNES B.T.S. OPTION :

- CHIMIE
- PHYSIQUE
- MESURES PHYSIQUES.

Après engagement et au terme d'un stage de formation d'une durée de six à sept mois, les candidats retenus exerceront une activité sur les chantiers pétroliers à terre ou en mer, en France ou à l'étranger. Certains pourront être affectés à des études théoriques ou d'application en laboratoire au bout d'une période de chantier de trois ans environ.

Les candidats devront être libérés des obligations militaires et parler obligatoirement l'anglais.

Bureau n° 8.371 « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75421 PARIS (9<sup>e</sup>).

## DIRECTEUR COMMERCIAL

130.000 F

Immobilier Touristique Paris

Une société française de promotion immobilière recherche le Directeur Commercial de son Département touristique. Sous l'autorité du Directeur Général du Département et en fonction des produits offerts (séjours - multiséjours), il déterminera les marchés (France et étrangers), assurera les types de clientèle à prospecter ainsi que la politique tarifaire à appliquer. Il définira et mettra en œuvre les moyens propres à atteindre les objectifs ainsi fixés et il prendra toutes les mesures de redressement nécessaires en cas d'écart par rapport aux prévisions. Il dirigera une centrale de réservations, il participera à l'élaboration des budgets d'exploitation, il veillera aux règlements des litiges éventuels et il tiendra à jour des statistiques complètes. Il animera une équipe d'une dizaine de personnes. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, possédant une formation supérieure si possible. Il sera parfaitement bilingue français-anglais (allemand souhaité). Il sera surtout un professionnel de la vente, capable d'analyser rapidement des situations en constante évolution et de prendre des risques calculés. A la rémunération indiquée s'ajoutera un intéressement lié aux résultats. Ecrire sous la référence 211/M à :

G.R.H. Conseils 3, avenue de Ségur - 75007 PARIS. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

THOMSON CSF

RS CONFIRMES

diplômés

interne

re financier

INDUSTRIEL ENERGETIQUE

ET DEVELOPPEMENT

Débutants

RECRUTEMENT

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	45,00	52,50
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,50
IMMOBILIER	32,00	36,51
AUTOMOBILES	32,00	36,51
AGENDA	32,00	36,51
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	87,24

# ANNONCES CLASSEES

	Le mètre ml.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,50
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,88
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

Dans le cadre de l'expansion de sa division études de logiciel, un important constructeur international de terminaux et matériels de saisie recherche des

### INGENIEURS INFORMATIENS

(plusieurs postes à pourvoir pour des débutants et des ingénieurs confirmés).

- Formation : universitaire au école d'ingénieurs option informatique
- Domaines d'activité :
  - logiciel de base
  - contributeurs de périphériques
  - théorie des langages
  - télétraitement
  - définition, synthèse et développement d'applications.
- Bonnes connaissances en anglais nécessaires.

Envoyer C.V., photo et prétentions de salaire ainsi qu'une description détaillée de l'expérience et des stages se rapportant aux domaines cités ci-dessus à No. 82432, CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 q.tr.



### TECHNICIEN

#### D.U.T. Mesures Physiques

Océbuteur au quelques années d'expérience

Pour participer à la synthèse matériaux semi-conducteurs et aux mesures de leurs propriétés physiques.

Adr. C.V. et prêt. au SERVICE RECRUTEMENT. B.P. 10. - 91401 ORSAT.



Spécialisé dans les études et la réalisation de logiciels de base, logiciel système d'exploitation et télétraitement, logiciel temps réel industriel, produits programmes.

recherche INFORMATIENS pour des postes à pourvoir immédiatement

### 15 Ingénieurs débutants

(réf. 845/1)

GRANDE ECOLE au ENSI ayant une formation de base informatique

### 6 Ingénieurs confirmés

(réf. 845/2)

3 à 6 ans d'expérience dans un milieu industriel de développement de logiciel pour prendre des responsabilités de production.

### un Ingénieur confirmé

(réf. 845/3)

Adjoint au Directeur des Méthodes et Techniques, ayant une bonne expérience du développement de logiciel.

Envoyer C.V., prétentions et photo à : CAP SOGETI LOGICIEL 5r. Louis Lajeune 92128 MONTROUGE CEDEX Métro : PORTE D'ORLEANS

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉDITION

recherche

### 1 H. PHOTOGRAPHE COMPLET

- Prises de vues exclusivement à la chambre, en studio et en extérieur ;
- Travaux de laboratoire ;
- 8 heures x 5 jours x 13 mois et demi ;
- Rémunération complémentaire, restaurant d'entreprise.

Adr. C.V. et prétentions à : C.A.P. n° 970 120, boulevard Raspail, 75006 PARIS.

### Important Groupe de Prévoyance PARIS-STOILE

370/148, 158 puis 30 32 sous DOS aujourd'hui 150 terminaux, demain 250 recherche

### Un Ingénieur Système

Formation Supérieure Expérimenté DOS/VS - CICS/VS pour devenir le spécialiste « RESEAU » Evolution prévisible vers l'OS.

Avantages sociaux - Restaurant d'entreprise

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 85.278 à CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

## offres d'emploi

### Le marché des biens d'investissement français

n'a pas de secrets pour le candidat que nous, producteurs allemands de machines et installations pour l'industrie chimique de renommée mondiale - reberchona : une personnalité convaincante qui soit know-how technique et connaissances économiques avec une passion de la vente et une excellente représentativité et qui, en tant que

### DIRECTEUR DES VENTES

« Machines pour l'industrie Chimique »

participera en étroite coopération avec la direction au destin de la société filiale en France en pleine expansion avec siège dans la région parisienne.

Après avoir prouvé ses capacités, le candidat pourrait accéder au Directoire.

Nous tenons à souligner que la nationalité du candidat n'est pas décisive, seules les capacités et la personnalité comptent.

Nous vous prions de bien vouloir adresser votre candidature avec les documents nécessaires sous le mot clé « Directeur de Ventes - Génie Chimique / Région Parisienne » à Personalberatung E. Thurner, Postfach 86, D-8140 Bensheim.

Toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion.

### JEUNES GENS (Libérés des obligations militaires) et JEUNES FILLES



dans le cadre du développement de son département informatique vous propose après une formation assurée par l'entreprise (COBOL - DOS/VS - CICS/VS - DL1) de devenir

### programmeurs

pour les diplômés IUT informatique ou équivalent

Salaire évolutif suivant potentiel des intéressés.

Adresser C.V. manuscrit sous référence 147 à J-C DIDON - TOUR WINTERTHUR - Cedex 18 92085 PARIS LA DEFENSE

### Important groupe français aux activités internationales (10.000 personnes)

recherche

### UN JURISTE CONFIRMÉ

pour prendre en charge la responsabilité de son service juridique et fiscal.

Le candidat retenu devra justifier impérativement d'une expérience concrète de 10 ans en matière juridique et fiscale au sein d'une grande entreprise ou d'un cabinet de premier plan.

La maîtrise de l'anglais est indispensable

Adresser candidature, C.V. détaillé, photo (retournée) et rémunération souhaitée au n° 85.284 à : CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

### Directeur administratif et financier

125 000 F - Proche banlieue sud

Une société dynamique appartenant à un groupe solide du secteur bâtiment, à la suite de la promotion de titulaire, vous propose ce poste qui recouvre l'encadrement des services :

- comptabilité, gestion financière et trésorerie,
- gestion de personnel et recrutement,
- services généraux et juridiques.

Si sérieux sera, dans le cadre de la politique générale :

- d'assurer la responsabilité de la bonne marche de ses services,
- de représenter la société auprès des banques, juristes, etc.,
- de préparer les tableaux de bord et de participer au comité de direction,
- de collaborer étroitement avec les directions "technique" et "commerciale".

Il est offert :

- un poste à haute responsabilité nécessitant auparavant dans les fonctions et esprit d'équipe,
- une rémunération de départ devant évoluer très rapidement,
- des avantages sociaux,
- des possibilités à moyen ou long terme au sein du groupe.

Ce poste, à pourvoir rapidement, peut convenir à un éminent jeune ayant fait ses premières preuves.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaire actuel et photo (retournée), sous réf. 711 35, rue Edouard-Marcel, 75001 PARIS

### SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION FILIALE GROUPE INTERNATIONAL recherche ORDET

### responsable administratif

- Agé de 30 ans minimum, d'est avoir fait un apprentissage, à moins d'avoir une action sociale et d'être sur la liste des profils et des hommes.
- Il est attaché hiérarchiquement au Directeur Général de la Société.
- Il doit s'occuper personnellement :
  - de l'administration générale
  - des problèmes comptables et financiers.
  - de la gestion de personnel.
- Il est responsable des services :
  - administration des ventes
  - logistique des transports
  - traitement informatique.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. 44184M réponses et candidatures assurées

### guillon selection

23, AV. DE LIVRY 92340 LE RAINCY

## offres d'emploi

### Société des CEMENTS FRANÇAIS

Département Comptabilité

### chef du service comptabilité générale

Agé de 30 ans minimum, il devra posséder la formation théorique de base (baccalauréat comptable ou D.E.C.S., B.T.S. ou équivalent), et avoir acquis une expérience professionnelle dans une affaire industrielle.

En outre, il devra avoir travaillé en liaison avec un système informatique. De plus, nous attendons de lui une forte personnalité et le sens du commandement.

Sa mission sera :

- d'organiser et de diriger une équipe d'une dizaine de personnes,
- d'assurer l'élaboration et l'établissement des comptes de résultats mensuels, trimestriels et annuels,
- de prendre en charge les liaisons avec le système informatique.

La connaissance de la fiscalité et des principes de consolidation serait un atout supplémentaire.

Une formation complémentaire, éventuellement nécessaire, sera assurée.

Lieu de travail : PARIS LA DEFENSE.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. 566-M-25, rue du Renard, 75004 Paris.



CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

### DIVISION INTERNATIONALE GROUPE PHARMACEUTIQUE BANLIEUE SUD DE PARIS

recherche

### MÉDECIN

- EXPERIMENTATIONS CLINIQUES pays étrangers
- FORMATION, RECYCLAGE Délégués Médicaux Export
- Disponibilité pour voyages internationaux
- EXPERIENCE SOUS-PRIS
- Anglais parlé, écrit indispensable

Env. C.V. manuscrit N° T 08137 M. REGIS PRESSE 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS, qui transmettra.

### P. M. E. (250 personnes)

Spécialiste emballage plastique souple

recherche

### HOMME MARKETING

Responsabilités :

- équipe de vente
- chiffre d'affaires
- développement produits existants et définition nouveaux produits
- mise au point programme publicitaire.

AGE : 35 ANS ENVIRON

SALAIRE ÉLEVÉ

URGENT

Ecrire sous le n° T. 008.097 M. à REGIS-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

### banque

### GAMBISTE CONFIRMÉ

Anglais écrit et parlé indispensable. Allemand souhaité.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence C/M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertisers 23, RUE D'HAUTEVILLE - 75001 - PARIS

### responsable administratif

Agé de 30 ans minimum, d'est avoir fait un apprentissage, à moins d'avoir une action sociale et d'être sur la liste des profils et des hommes.

Il est attaché hiérarchiquement au Directeur Général de la Société.

Il doit s'occuper personnellement :

- de l'administration générale
- des problèmes comptables et financiers.
- de la gestion de personnel.

Il est responsable des services :

- administration des ventes
- logistique des transports
- traitement informatique.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous réf. 44184M réponses et candidatures assurées

### guillon selection

23, AV. DE LIVRY 92340 LE RAINCY

### SOCIÉTÉ EN DÉVELOPPEMENT MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL INDUSTRIE DE FERMETATION

recherche

### 2 INGÉNIEURS ou Techniciens supérieurs

POUR ACTIVITÉ TECHNIQUE-COMMERCIALE EN I.A.A., PARTICULIÈREMENT INDUSTRIE LAITIÈRE

POUR : 1) Normandie, Bretagne, Pays de la Loire. Résidence région Caen ou Rennes. 2) Basile parisien et centre. Résidence région parisienne.

Les candidats doivent présenter de bonnes connaissances en BIOLOGIE, BIOLOGIE et INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Une aptitude confirmée aux contacts humains et à l'action commerciale.

Adresser lettre manuscrite et CV à Société DEVEL, 10-12, rue Guyonnet - 94160 SAINT-MANDE

### Groupe Travaux Publics International 25 agences ou filiales à l'étranger 25 directions régionales en France

recherche

### Cadres administratifs débutants

Profil

De formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co...)

Les candidats seront disponibles géographiquement tant en France qu'à l'étranger pour des affectations de moyenne durée. Ils auront un tempérament d'opérateur et seront attirés tant par les fonctions comptables administratives et juridiques que par les problèmes de personnel.

Carrière

Nous offrons une formation aux divers niveaux de notre organisation permettant d'accéder à moyen terme à la responsabilité complète des services administratifs d'une direction régionale ou d'une filiale.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions à : rc carrières sous référence CAT-82, rue Bonaparte 75006 PARIS.

### BANQUE INTERNATIONALE

recherche

### 2 auditeurs

Les candidats devront avoir :

- 2 à 3 ans d'expérience dans un cabinet international d'audit,
- une parfaite connaissance du Français et de l'Anglais,
- une expérience bancaire préalable,
- une grande mobilité (voyages en Europe, Afrique et Antilles à prévoir).

Toute personne intéressée devra être à même d'aborder l'audit selon le «business man's approach to auditing». Cet emploi peut constituer l'étape intermédiaire vers la profession bancaire ou industrielle.

Adresser candidature manuscrite, prétentions et photo, sous référence 1949, à MEDIA SYSTEM, 104 rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Ouest de Paris - R.E.F. SOCIÉTÉ FINANCIÈRE spécialisée dans la réalisation de biens d'équipement industriel

### ANTI-NUISANCES

leader dans ses créneaux

recherche

### DEUX INGÉNIEURS débutants ou quelques années d'expérience pour poste de CHARGÉS D'AFFAIRES DEUX TECHNICIENS

niveau B.T.S.

Ces postes conviennent particulièrement à des personnes aimant les responsabilités et le travail en équipe.

Bon salaire avec intéressement aux résultats.

Adresser lettre manuscrite et C.V. très complet sous référence 740 à CAMPBELL, B.P. 37, 78224 PARIS CEDEX 17.

### IMPORTANT GROUPE PARIS Pièces détachées et équipements automobile crée le poste de

### directeur marketing

MARCHÉS FRANÇAIS ET EUROPÉEN

Ce poste d'avenir implique :

- Une formation commerciale supérieure option Marketing
- Une expérience réelle dans le domaine de l'automobile.

La pratique indispensable de la langue anglaise

La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 140.000F.

Ecrire manuscrit (+ photo) à : LJUSTET Psychologue 18 rue des Grottes 84000 AVIGNON

مركز الامم

172

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,62
IMMOBILIER	11,00	12,56
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	87,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/cm	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## directeur du personnel

INDUSTRIE MECANIQUE  
BANLIEUE OUEST F 180.000

Une importante Société fabrique et distribue des biens d'équipement. Filiale d'un groupe multinational, recherche son Directeur de Personnel. Ce cadre de haut niveau sera responsable de la mise au point de la politique sociale tout en étant responsable de la gestion des ressources humaines. Il participera à la définition de la politique et à son adaptation aux différents composants de l'entreprise. Par ailleurs, responsable de l'activité Formation, il assurera aussi la définition et l'application d'une politique de gestion professionnelle de l'ensemble du Personnel de l'entreprise (500 personnes - 2 sites - en site social - plusieurs filiales à l'étranger). Le poste implique une large autonomie et un rôle primordial de contact. Il conviendra à ce cadre de personnel d'avoir une expérience d'un an au moins dans le domaine, et d'être capable de gérer les relations sociales et les questions d'organisation. Une bonne connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

International Classified Advertising  
2, rue d'Autreville - 75010 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

## INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN

Grandes Ecoles ESE, ENST, etc.  
POSITION II  
Ayant une très bonne connaissance de la micro-programmation, de la programmation, Assemblage et Fortran. Pour prendre la responsabilité de l'industrialisation de systèmes digitaux rapides (T.T.L.), définition des méthodes de contrôle, conception du matériel et du logiciel de test et de diagnostic. Une expérience de ce domaine est souhaitable.

## INGÉNIEUR LOGICIEL

Pour applications temps réel sur mini-ordinateur. Expérience programmation en Assembleur et microprogrammation souhaitée. La connaissance du matériel DATA GENERAL sera appréciée.  
Adresser C.V. et photo à : M. OUFONT, 21, av. de l'Opéra, Paris (19<sup>e</sup>), qui transmettra.

## analystes et analystes-programmeurs

Groupe important recherche plusieurs cadres pour réaliser projets de grande envergure : Analystes (Ingénieurs ou Universitaires), Analystes-Programmeurs.  
Vos attributions :  
- les applications sous OS 370 et éventuellement sous IMS, - une méthode d'analyse et pour certains postes PAC 700.  
Nous vous proposons :  
- des responsabilités réelles,  
- une formation complémentaire éventuelle SCBD.  
Postes Paris ou Province.  
Ouvrez vite votre dossier.  
Adresser C.V., photo et valeur actual sous référence 33.13/SC/173 à ADEQUATION Conseil au Recrutement 54, Avenue de Versailles, 75016 Paris.



## IMPORTANTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

Biens de grande consommation  
recherche pour sa division  
MARQUES DE DISTRIBUTEURS  
**chef de produits**  
de formation HEC - ESSEC - ESCP ou équivalent.  
Une première expérience dans le domaine des marques de distributeurs serait appréciée.  
Anglais indispensable.  
Le poste nécessite des compétences dans les domaines financier et commercial.  
Ecrire avec CV et prétentions sous No B5.313 CONTEXTE PUBLICITE 20, Av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX D1, qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS CHIMIQUES

pour postes de chercheurs  
proche banlieue Ouest  
**INGÉNIEUR CHIMISTE DE RECHERCHE**  
E.P.C.I. ou E.N.S.C.P.  
Expérience polymérisation aqueuse.  
Adresser C.V. et prétentions à : M. S. S.V.P., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

## E. A. S.

Electronique AéroSpatiale  
recherche  
**INGÉNIEURS Grandes Ecoles**  
A VOCATION ELECTRONIQUE  
2 à 3 ans d'expérience aéronautique souhaitée.  
ANGLAIS OBLIGATOIRE  
Adresser C.V. et prêt au Service du Personnel, B.P. 51 - 93350 LE BOUGNET PRINCIPAL.

## SORO

Filiale d'un des premiers groupes Industriels Français  
**2 Technico-Commerciaux**  
Niveau ingénieur, quelques années d'expérience.  
• pour sa DIVISION IMAGERIE ELECTRO-OPTIQUE et COMMUNICATIONS (connaissances en électronique) ;  
• Pour sa DIVISION OPTIQUE (connaissances en composants et matériels optiques).  
SORO 25, rue Barthollet, 94110 ARGUEIL.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE BEAUTE - PARIS

leader sur son marché  
recherche  
**chef de produits confirmée**  
La candidate retenue possèdera une première expérience de la création du lancement de produits cosmétiques (soins et beauté).  
Adresser C.V. + prétentions + photo sous référence B5.260 à ConTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.  
Préciser sous double enveloppe, le nom des sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact.

## Association Tourisme Social recrute pour ses destinations à l'étranger

**REPRÉSENTANTS**  
- Relation avec le prestataire.  
- Soit clientèle dans le domaine : sport, tourisme, navigation, jeux, spectacles, décoration, honorariat.  
- Tenue du budget alloué.  
**RESPONSABLES ANIMATIONS**  
- Elaboration et contrôle programmes d'animation.  
- Direction équipe animation.  
- Suivi du budget et maintenance matériel d'animation.  
- Son travail et son action supposent une implication personnelle importante sur le terrain.  
- Expérience villages de vacances indispensable.  
**ANIMATEURS**  
- Participation à la vie de l'installation.  
- Spécialité dans le domaine : sport, tourisme, navigation, jeux, spectacles, décoration, honorariat.  
- Expérience villages de vacances indispensable.  
Adresser C.V. + photo à O.P.F. (n° 2066), 2, rue de Séze, 75009 PARIS, qui transmettra.

## JEUNES INGÉNIEURS POUR LA FRANCE ET L'ÉTRANGER

Notre activité : C.A. 1,8 milliard de francs 4.000 personnes, négoce de combustible, exploitation de chantiers, maintenance d'équipements, installation dans le second œuvre technique aussi bien en France que dans des pays étrangers (Moyen-Orient, Amérique, Europe).  
Notre développement à l'étranger nous amène à recruter de jeunes ingénieurs généralistes, mécaniciens, électrotechniciens, etc., pour les former durant un à deux ans à notre technicité. Ils seront ensuite affectés à des postes de responsabilité, soit en France, soit à l'étranger, dans des fonctions techniques opérationnelles.  
Une bonne connaissance de l'anglais est impérative.  
Envoyer C.V. + photo à MONTENAY S.A., Les Barrières, route de Loches, 37170 CHAMBRAY-les-Tours.

## LES LABORATOIRES WINTHROP offrent postes d'

**ATTACHÉS D'INFORMATIONS MÉDICALES**  
POSITION CADRE  
à hommes scientifiques, licence ou maîtrise, ayant solides connaissances d'anglais et statistiques, si possible - expériences même poste dans industrie pharmaceutique, esprit de synthèse, excellente expression écrite et verbale, et qui sauraient s'adapter à équipe dynamique et créative.  
Rémunération en relation avec compétences.  
Adresser curriculum vitae à Madame SOUVILLE, Laboratoires WINTHROP, 92, boulevard Victor-Bugo, 92115 CLICHY.

## SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION

recherche  
**INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN/INFORMATICIEEN**  
Grande Ecole ESE/ENST... pour animer service développement Expériences confirmées dans utilisation microprocesseurs et application temps réel.  
Ecrire Directeur ISA-BIOLOGIE 110, rue Benoît-Malon, 94110 ARGUEIL.

## STÉ APPARTENANT A IMPORTANT GROUPE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS INTERNATIONALES RECHERCHE :

**UN INGÉNIEUR ELECTRONICIEEN**  
Formation grande école ou équivalent  
• pour responsabilités techniques variées au sein d'une petite équipe dynamique ;  
• 2 à 4 ans d'expérience nécessaires dans techniques digitales et téléphonie ; bonne connaissance de l'anglais indispensable.  
Adresser CURR. vitae détaillé avec photo et présent. sous n° 8375, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75227 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmettra.

## L'Assistance Publique Hôpitaux de Paris recherche

**UN INGÉNIEUR**  
- soit télécom, ou équivalent ;  
- expérience de quelques années souhaitée dans le domaine du matériel médical ou domaines proches.  
Cet ingénieur serait chargé d'importantes responsabilités dans le domaine des actes de matériel de laboratoire, matériel radiologique et matériel médical pour les hôpitaux de PARIS.  
Ecrire, en soignant C.V. et prétentions, à : M. OUFONT, Assistance Publique, Direction des Equipements, 2, avenue Victoria, 75100 PARIS.

## le Crédit Mutuel

recherche  
**Inspecteurs de Banque**  
Diplômés HEC, ESSEC, Ingénieur ou équivalent avec une expérience professionnelle de 3 ans min. pour affecter des missions de contrôles et d'audit dans les groupes régionaux. Déplacements fréquents.  
Une préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience bancaire, cabinets d'audit ou d'expertise comptable.  
Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions Confédération Nationale du Crédit Mutuel Direction des Relations Humaines 29, avenue Mac Mahon 75017 Paris

## LE PRÉSIDENT d'un Important Cabinet de CONSEIL JURIDIQUE ET FISCAL à PARIS, recherche d'urgence un

**DIRECTEUR POUR SON DÉPARTEMENT JURIDIQUE**  
Les perspectives d'avenir sont spécialement ouvertes pour un Conseil Juridique de très haut niveau et grande expérience en droit des sociétés.  
Un rapprochement avec un Cabinet de taille moyenne peut également être envisagé.  
Pour garantir le secret des réponses, un conseiller extérieur rencontrera personnellement les candidats éventuels avant de transmettre leur nom à leur confrère.  
Veuillez adresser une courte lettre avec curriculum vitae sous le n° 8359 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE

recherche  
**Le Futur Responsable de sa branche**  
Articles Nautiques et Structures Gonflables  
Il devra concevoir et développer de nouveaux produits, déterminer et animer la politique commerciale.  
Une première expérience du commerce international est préférable ; anglais et allemand souhaités.  
Ecrire avec C.V., manuscrit, photo et prétentions ss No 85536 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex D1 qui transmettra.

## PERSONNEL DE CONDUITE ET D'EXPLOITATION qualifié

ayant expérience dans le secteur industriel et dans le domaine  
« CENTRALE DE PRODUCTION FLUIDE »  
Le préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience dans l'industrie maritime, du pétrole, de la pétrochimie.  
Ecrire sous le n° 789.853 M. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

## BANQUE INTERNATIONALE CHAMPS - ELYSEES

recherche  
**ANALYSTE-PROGRAMMEUR**  
- devant assurer la mise en place d'un Service Informatique de 5 personnes ;  
- diplômé de l'enseignement Supérieur, maîtrise ou I.G.T. ;  
- ayant au moins 3 ans d'expérience ;  
- connaissances petit système souhaitées.  
Ecrire sous le numéro 8371 « Le Monde » Publ. 5, rue des Italiens - 75227 PARIS-9.

## GROUPE FRANÇAIS MULTINATIONAL (Services et Tourisme) cherche pour sa maison mère à PARIS

**fiscaliste**  
Rompus aux questions de :  
• fiscalité française, notamment en matière de fusions,  
• planification fiscale internationale,  
• audit fiscal en France et à l'étranger.  
Le candidat devra avoir au moins une dizaine d'années d'expérience après une formation juridique appropriée.  
Il peut être passé par l'administration.  
Adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 166 TA, à  
**SCOTI** 11, rue La Boétie 75008 PARIS, qui transmettra.

## MESURES RÉGULATION AUTOMATISME

Une revue de la Compagnie Française d'Éditions recherche  
**RÉDACTEUR TECHNIQUE**  
Ce collaborateur, de formation supérieure en électronique et électromécanique, devra avoir une bonne maîtrise des langues française et anglaise, des notions en micro-électronique et en informatique. Exp. industrielle et logiciels allemands appréciés.  
Envoyer curriculum vitae et prétentions, à : MESURES REGULATION AUTOMATISME, 40, rue du Colisée - 75381 PARIS Cedex 08.

## ATTACHÉ COMMERCIAL

Formation D.U.T., B.T.S., BAC TECHN. ou équiv. HABITUÉ CONTACTS HAUT NIVEAU  
Recherché pour importante société fabricant RUBANS ADHÉSIFS INDUSTRIELS et ISOLANTS ELECTRIQUES, pour prise en charge clientèle ; Sociétés importantes et Administrations. Secteur PARIS.  
La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 65 000 F par an.  
Adresser C.V. et photo, établissement BARNIER S.P. 8 - 75880 PARIS Cedex 18, M. Marc PALLIER.

## IMPTE ORGANISATION SYNDICALE PATRONALE 16<sup>e</sup> arrondissement

recherche  
**COLLABORATEUR**  
Poste cadre, ayant une parfaite connaissance du droit du travail. Excellente rédaction exigée. Il est souhaitable que le collaborateur ait la pratique des négociations paritaires, et qu'il ait exercé auparavant des fonctions similaires.  
Ecrire avec surrte, vitae manuscrit et photo à : PUBLI-INTER, 75, rue Voltaire, 92000 LEVALLOIS, sous la référence n° 23.821, qui transmettra.

## PERKIN-ELMER DATA SYSTEMS

recherche  
1) Des Ingénieurs support-vente  
2) Des Ingénieurs logiciels  
Chargés du support technique avant et après-vente en gestion. Expérience technique (constructeur) et goût des contacts indispensables.  
Pour ces postes, la connaissance de l'anglais est nécessaire.  
Envoyer C.V. et prétentions à : PERKIN-ELMER, DATA SYSTEMS - 82-85, avenue Aristide-Briand, 94110 ARGUEIL.

## CLUB MÉDITERRANÉE

recherche  
POUR SON SYSTÈME D'INFORMATIONS, UN INGÉNIEUR SYSTÈME EXPERIMENTE, CONNAISSANT BIEN OS/VS/MS EN VUE ; TRANSPOSITION VERS MSV. MAINTENANCE DES PRODUITS PROGRAMMES ET L'ASSISTANCE A L'EXPLOITATION ORIENTATION TP INDISPENSABLE  
Ecrire CLUB MEDITERRANEE, SERVICE DU PERSONNEL 23, RUE VIVIANNE - 75002 PARIS

## BANQUE PRIVÉE 15<sup>e</sup> arrondissement

recherche  
**CADRE ADMINISTRATIF**  
pour poste de GESTION ET D'ORGANISATION. 3 ans minimum expérience professionnelle dans la fonction. Bonnes connaissances comptable et financière nécessaires. Aptitude au commandement.  
Adr. lettre manuscrit, avec C.V. et prêt. n° 84.864, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-19, q. 1<sup>er</sup>.

OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,02
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	87,24

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRES	22,00	30,89
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,88
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,02
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

VOUS QUI CHERCHEZ UN TRAVAIL INTERESSANT, DYNAMIQUE ET GRANDE RENOMMEE, UNE FORATION ASSUREE, UNE REMUNERATION ROYALE ET TOUS LES AVANTAGES SOCIAUX, ET SI VOUS AVEZ 30 ANS MINIMUM, SOYEZ CURIEUX(EUSE), téléphonez-moi ce jour au 538-46-16, Mlle FOURNIER, 15 h à 18 heures.

Four importante Société équipée matériel IBM 370/148 — PROGRAMMEUR — ANALYSTE-PROGRAMMEUR Langage machine COBOL, ANS, Assemblage (en application), expérience 2 ans minimum en COBOL, 15, rue J. J. Rousseau, 197-57-59.

Société d'Etudes recherche ANALYSTE-PROGRAMMEUR 3 à 5 ans d'exp., libre de suite, conn. IRIS 80 appréc., mais non indispensables — F. G. — ORGANISME DE FORMATION recherche Formatrices SECRETARIAT DE SERVICE EXPORTATION, expérience de la formation de l'entreprise de secrétariat de direction.

Professeurs d'anglais, méthode ALL'S WELL, anglais économique. Contrat possible de six mois. Tél. 282-03-00 pour rend. vous. 9 COMPTABLES 10 MENAGERS 11 MENAGERS 12 MENAGERS G.K. CONSEILS, Tél. : 253-03-84.

INFRIMIERE D.E. — est recherchée par pompiers, reprise ancienneté et tous avantages sociaux assurés. Ecr. à 19,29, Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur (21). C.F.A. Chambre de Métiers de Paris, rech. pour BEAUXVILLIERS et COMPIEGNE (Oise) PROFESSEUR

TECHNOLOGIE ET PRATIQUE président de la B.M. ou le P.P. en pâtisserie, boulangerie, pâtisserie, boulangerie, mécanique auto et dessin à l'apprentissage de 16 à 18 heures. Tél. 44-84-45. SOCIETE DE DISTRIBUTION recherche OEELEUCOM COMMERCIAL TECHNICIEN CHIMISTE

connais. petit matériel de labo. et électrochimie, calculatrice de poche, SIEGE PARIS, voyage 2 SEMAINES PAR MOIS EN AFRIQUE. Envoyer C.V. photo si présent à T. 09.133 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Revue spécialisée rech. pour la Rédaction 1 TECHNICIEN SUPERIEUR ou INGENIEUR OUBAINT en ELECTRONIQUE Une bonne connaissance des microprocesseurs et de leur langage de programmation est indispensable pour ce poste. Pr. le rétro, veuillez contacter Mlle SALBERG, au 284-67-72.

EDITEUR PARIS-FRANCE ANALYSTE PROGRAMMEUR formation supérieure et connaissance DOS - POWER - P.L.I. - COBOL - ANS expérience matériel IBM 360-50 avec T.P. Adresser C.V., photo et prétentions à : M. J. GUERITOT, 296, rue La Fayette 75019 Paris.

Importante Société métallurgique banlieue EST, recherche VENDEURS TELEPHONISTES expérimentés avec C.V. sous réf. 5.143 à P. LICHAUJ S.A., B.P. 626, 75063 PARIS CEDEX 12, qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION recherche PERSONNEL DE DIRECTION ET ENSEIGNEMENT pour création ECOLE TECHNIQUE PRIVEE. Postes à pourvoir :

DIRECTEUR PEDAGOGIQUE — Possession licence de diplôme d'ingénieur ou BTS-DUT + 3 ans activité professionnelle dans l'enseignement ou 5 ans professeur Ecole technique publique, privée reconnue d'Etat.

ENSEIGNEMENT GENERAL : — FRANCAIS, HISTOIRE GÉOGRAPHIE LANGUES VIVANTES, MATHÉMATIQUES, SCIENCE, PHYSIOLOGIE, CHIMIE, DROIT, ECONOMIE, GESTION, OESSIN TECHNIQUE, EDUCATION PHYSIQUE, DUT ou BTS + 3 ans activité professionnelle en rapport discipline enseignée. Envoyer C.V. à photo : UNIVERSITE OUVRIERE 88, avenue de Villiers, 75017 PARIS. Tél. : 227-23-72. Société Banlieue OUEST, constructions électriques, ch.

AGENT TECHNICO-COMMERCIAL BTS exigé - Tél. : 234-22-84. AGENDE DE PUBLICITE ASSISTANTE recherche Expérience min. 5 ans dans agence conseil. Pratique de l'anglais. Hébergement contacts langues. Libre micro-ordinateur. C.V., photo et prét. à L.P.P. 60, rue de Javel, 75013 Paris.

Important groupe électronique recherche INGENIEURS-INFORMATIENS Connaisance MINI ou MICRO pour mise en place d'un réseau sans fil.

**DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT D'ILE-DE-FRANCE** recherche **INGENIEUR** Grande Ecole pour études d'environnement et élaboration de dossiers d'impact. Lieu de travail : CRÉTEIL, FECHAT. Adresser C.V. détaillé et prétentions à Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France, Arrondissement Circulation et Environnement, Bureau du Personnel, 68, rue de Vincennes 94700 Maisons-Alfort.

Importante Société Industrielle Chimique proche banlieue sud de Paris, recherche **CONSEILLER JURIDIQUE D'ENTREPRISE** au moins capacitaire ou licencié en droit ayant minimum 15 ans d'expérience dans Etude d'Agreté et Service Juridique d'Entreprises. Compétence affirmée en Droit commercial et Procédure. Poste de responsabilité - 100 000 F/an. Adresser C.V. manuscrit et photo à : M. J. GUERITOT, 296, rue La Fayette 75019 Paris.

Important Organisme secteur tertiaire PARIS - ETOILES 370/148, 158 puis 30 32 sous DOS 6 milliards de chiffre d'affaires recherche **Un Ingénieur Système** Formation supérieure Expériences DOS/VS - DLI pour devenir le spécialiste « BASES DE DONNÉES ». Evolution prévisible vers l'OS. Avantages sociaux - Restaurant d'entreprise. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 85.266, CONTESSÉ Publié, 20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**COGEC groupe ROBOTRON** recherche **ANALYSES PROGRAMMEURS** (Petite Informatique) pour programmation facturiers comptable langage machine. Adresser C.V. manuscrit, photo, prétentions, 91, av. de la République, 75019 PARIS CEDEX 11.

**COGEFI** Diagnostic - Etude - Restructuration Economie Financière et Industrielle d'Entreprises recherche **1 CONTROLEUR et 1 ANALYSTE de GESTION** Formation comptable + expérience industrielle, analyse synthétique prévision, sens des responsabilités et décisions. Adresser C.V. à COGEFI, Tour Septentrion, Cedex 09, 92600 PARIS - LA DEFENSE.

**UN HOMME DU BOIS** pour diriger un établissement public, apportant ses services au négoce et industries du bois ATOUT : • Larges connaissances du secteur du commerce et des industries du bois ; • Ingénieur IBS. Poste à pourvoir dans ville universitaire. Envoyer C.V. à COTLENKO, 1, rue Lavolantier, 75008 PARIS.

**BANQUE ÉTRANGÈRE** Proximité Champs-Élysées recherche **AIDE CAMBISTE** ayant au moins 1 an d'expérience et une bonne connaissance de la banque espagnole. Env. C.V. détaillé et prétentions à SOFAP, 116, Champs-Élysées, 75008 PARIS, réf. L.M. 4.331. DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE** recherche pour compléter son équipe : **Jeune AUDITEUR INTERNE** Ayant une formation comptable ou une expérience de quelques années en Cabinet d'audit. Veuillez adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 85.362 à CONTESSÉ Publié, 20, avenue de l'Opéra, Paris 11<sup>e</sup>, qui transmettra.

**INFORMATIS** SSI en pleine expansion pour projets informatiques. Recherche **INGENIEURS LOGICIELS** S.I.R.I.S. 3 - T. 2000 MITRA 15/722 Réelles possibilités de promotion pour éléments de valeur. 25, rue Daubenton 5<sup>e</sup> - 337-59-72.

**DAMI** Filiale française d'une très importante Société Internationale leader sur le marché de l'Instrumentation nucléaire, offre **JEUNE PHYSICIEN ou ELECTRONICIEN** - Familial - Société Internationale leader sur le marché de l'Instrumentation nucléaire, offre - Possède une excellente connaissance de la langue anglaise. Un poste de responsabilité au sein d'un service technico-commercial.

**DAMI** STE DE CONSTRUCTION D'APPAREILLAGE ELECTRONIQUE ET ELECTROMECANIQUE recherche techniciens expérimentés en SERVICES DE VENTES

**INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL** Le candidat devra être un excellent vendeur allié à un technicien de bon niveau. Secteur d'activité : région parisienne. Env. C.V. et prêt. à n° 85.238, ConTESSÉ Publié, 20, av. Opéra, 75040 Paris (11<sup>e</sup>)

**JOB ETUDIANT** (fonctionnaire) possibilité "satisfait" — Vous êtes étudiant mais vous voulez travailler ? — La vie active vous intéresse ? — Vous êtes vif, dynamique, sérieux et avez le goût de l'initiation, de la nouveauté, de l'effort ? — Vous voulez travailler en pour servant vos études, en gagnant de l'argent (par vos études et plus) et acquies, une expérience professionnelle, de l'effort, de la nouveauté, de l'effort ? — Notre Site de dimension, nation, en secteur privé, presse, vous propose un poste de chef de groupe à : Besançon, Dijon, Lyon, Metz, Nancy, Strasbourg, Toul, Verdun. — Votre rôle ? recruter, former, et animer une équipe d'étudiants et de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur. — Ecrivez nous votre lettre manuscrite, photo et C.V. à : P. ROSSIGNOL, 75001 PARIS.

**SECRETARE D'EDITION** disponible rapidement 25 ans minimum Bilingue français-anglais. Dactylo courante. Ce poste peut convenir à un(e) licencié(e) de haut niveau. Excellente présentation, disposant d'une bonne expérience professionnelle de la production du livre.

13<sup>e</sup> mois, primes, avant. soc. mutuelle. Adres. C.V., photo et prêt. à n° 8371 CONTESSÉ Publié, 20, av. Opéra, 75040 Paris (11<sup>e</sup>). **MANPOWER** recherche **LA RESPONSABLE** de la future agence d'AULNAY-SOUS-BOIS

Elle sera chargée de la création et du développement de cette unité et devra donc posséder une solide formation commerciale et une expérience réelle de la vente. Elle participera également au recrutement et à la gestion du personnel intermédiaire. Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : J.-P. GUITTON Service recrutement 88, rue La Fayette 75009 PARIS.

**IMPORTANT INSTITUT DE FORMATION** recherche pour Paris **CONSEILLER EN FORMATION** qui aura l'expérience vente services — Prendre en charge la candidature des entreprises — En assurer le suivi de la demande d'information et la signature de contrats — Mettre en place les plans de formation — Organiser les séminaires

**GRUPPE IBSA** 71, rue Saint-Honoré, 75008 Paris Téléphone : 266-64-82 **AIDE-COMPTABLE** Sachant travailler jusqu'à Balance Comptable, S.C. Société, T.V.A., pour Société plans d'expansion. Env. C.V. et prêt. à : HARLEQUIN 80, av. Victor-Hugo, 75116 Paris.

**PROGRAMMEURS COBOL ANS CONFIRMES** Banque internationale en pleine expansion recherche 2 programmeurs COBOL/ANS expérimentés 1) Connaisseur le matériel C.I.J. S.H. Système OCOS-44. Lieu de travail : PARIS. (Réf. 4774 M.J.) 2) Connaisseur le Système IBM/2. Libre rapidement. Lieu de travail : BOULOGNE. (Réf. 4774 M.J.)

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence correspondantes à : **V.C.A. PETITES ANNONCES** 2, rue d'Orléans, PARIS 10<sup>e</sup> qui transmettra.

Après des dirigants de P.A.E. 21 ans de plus amples renseignements, s'adresser M. BARRET, 27, rue de Valenciennes, Paris-2<sup>e</sup>. les 6 et 7 novembre de 9 h à 19 h, au 88-72-27 ou par tél. 27-10-10. Poste 34, avenue Hoche, 75008 PARIS, sous réf. 420.

**IMPRIMERIE-PUBLICITEAIRE** est recherchée par une entreprise reprise ancienneté et tous avantages sociaux assurés. Adresser C.V. à : CENTRAL ANNONCES, 27, rue Valenciennes, Paris-2<sup>e</sup>. Industrie emballages plastiques recherche **CHEF DE VENTES**

Expér. de la fonction exigée. Collaborer direct de la direction, développer et gérer un secteur de l'action commerciale. Plus d'intérêt, plus de primes. Indépendance. Travail 25 km. sud Fontainebleau. Env. C.V. man. et photo sous réf. n° 7822 à L.P.P. 21, bd. des Filles-du-Calvaire, Paris 13<sup>e</sup>, qui transmettra.

**LE CENTRE FRANCAIS DES PIERRES PRECIEUSES** recherche un technicien expérimenté proche de PARIS **SON DIRECTEUR** 40 ans minimum, anglais courant, ayant travaillé en France, en Belgique, en Hollande, en Suisse, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Yougoslavie, en Albanie, en Grèce, en Turquie, en Israël, en Arabie Saoudite, en Iran, en Chine, en Inde, en Australie, en Afrique du Sud, en Amérique du Sud, en Europe de l'Est, en Russie, en Roumanie, en



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	Le ligne T.D.	ANNONCES CLASSEES	ANNONCES ENCAISSEES	La ligne en	T.D.
DEMANDES D'EMPLOI	46,00	52,52		OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,58
IMMOBILIER	11,00	12,58		DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,88
AUTOMOBILES	32,00	36,61		IMMOBILIER	21,00	24,02
AGENDA	32,00	36,61		AUTOMOBILES	21,00	24,02
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24		AGENDA	21,00	24,02

## L'immobilier

<b>constructions neuves</b> <b>XV</b> 55, rue Mademoiselle Studios, 2 pièces et 3 pièces. Renseignements sur place tous les jours de 11 h. à 18 h. 30 CIME - 238-82-82.	<b>locations non meublées Offre</b> <b>Paris</b> <b>M<sup>e</sup> PLACE DES FÊTES</b> Face sortie COMPANS Immeuble neuf jamais habité - 3 Pces, 71 m <sup>2</sup> ..... 1.850 F - 4 Pces, 91 m <sup>2</sup> ..... 2.300 F - 5 Pces, 108 m <sup>2</sup> ..... 2.750 F Partage sous-sol et provisions s/charges comm. et visites ; mercredi, vendredi 13-18 heures <b>PLACE DES FÊTES</b> à côté magasin RADAR H. LE CLAIR	<b>locations non meublées Demande</b> <b>Paris</b> EMBASSY SERVICE recherche direct, studio ou apt. PARIS, villa banl. OUEST - 265-67-77. URGENT. J. cpte comp. - Journa- liste cherche 3 pièces PARIS, 1.500 F max. C.C. 727-79-31, 24. <b>Région parisienne</b> Pour sociétés européennes ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 265-97-82.	<b>locations meublées Demande</b> <b>Paris</b> SERVICE ETANGER Pour cadres jeunes PARIS, re- cherche du STUDIO de 3 Pces. LOGES GARANTIS pr sociétés ou entreprises - 265-11-46. INTERNATIONAL HOUSE recherche du STUDIO ou 3 P. pour cadres étrangers garantis par BANQUE ou AMBASSADE 556-74-48.	<b>pavillons</b> ANTONY. Beau pavillon 4.5 p. tout confort, garage, jardin, 22. 300 000 F. Paschalard - 444-28-57. BUREL (77) part. part. centre, verdoyant 9 Pces, 600 m <sup>2</sup> , 1.200. 625 m <sup>2</sup> , 1.200. 100 m <sup>2</sup> , 1.200. R-de-Ch. : 84, 32 m <sup>2</sup> , cuisine, 4 ch., w.c., ch. tout. 5 000 F. 620 000 F. Tél. 16 (25) 02-42-47.	<b>maisons de campagne</b> <b>ANCIEN PENSIONNAT RELIGIEUX</b> A quelques km de la Source de Chert, demeure de caractère compr. 1 rez-de-ch. de 4 Pces, 1 étage de 5 Pces + sanitaire 270 m <sup>2</sup> habit. Pour appar. Cha- minée en pierre G.D. et tout confort. Eau,élec., terrain arboré de 3.500 m <sup>2</sup> , planté d'arbres centenaires. <b>PRIX : 290.000 F.</b> Possibilité crédit 80 % PROJECCO 3, B.P. 07, 50, av. de Général-de-Gaulle, 92015 MONTLIGNON cedex. Tél. : 116-701 28-30-30 PERMIS LE LUNDI. 15 km CANDRES 2 ch., 90 m <sup>2</sup> , courtes pour chien, 3 serv- et ch. (du 1.400 m <sup>2</sup> arboré, riv- à fruites. T. (33) 07-85-22 H. rep. 116-701 28-30-30 45 km de Cahors (Lot) maison, 200 m <sup>2</sup> , bon état, 5/2 000 m <sup>2</sup> de terrain, 1 gde cul- s. à m., 4 ch., 2 de bain, toil- lement, par. 22 m <sup>2</sup> ch. cour, Tél. pr. 250 000 F. Mme Lejeune Le Pradal - Soturac. 46700 PUY-LEVESQUE.	<b>propriétés propriétés</b> <b>LE LOBERON</b> PAS ISOLEE, maison part. ref. de 1.500 m <sup>2</sup> jardin, 200 m <sup>2</sup> , 2 ch., 2 s. b. b. et confort. PRIX : 250.000 F. GODELIS : 257 h. 2, vue, 200 arbr., sol, bor., séj. cuis., 2 ch., s. b. b. par. pos. art. 2 ch., b. s. 1.100.000 F. AGENCE SAINT-PIERRE 8450 MONTMORIS - T. (05) 72-22-81 <b>PERIGORD</b> GENTILIANNE XVII <sup>e</sup> EXCEPTIONNELLE Joliesse, aménagée et lumineuse tout meublée, bilingue d'oppor- tés en U, vastes dépendances de caractère, beaux aménagements, fun- ctionnels entourés de ha de pruniers, vau. électrique, 140, accès privé. Vendeur enlève meublés, poss. de négoc. sans mobil. Planifiez conseil sur dem. Propriétaire S.A. Tél. : 33 2410 Bergerac Cedex Tél. : (33) 57-53-75 <b>PARTICULIER</b> vend, quartier résidentiel DOURDAN, maison, 200 m <sup>2</sup> , bon état, de parc à 100 m <sup>2</sup> , avec possibi- lité d'extension, on 1 500 000 F. C.E.A.P. Téléphone : 768-72-91.
<b>appartements occupés</b> <b>XV<sup>e</sup> OCCUPES APPTS 1-2 et 3 Pces. IMM. RENOVE.</b> Encad. Investissement 245-42-46 <b>MARAIS THORIGNY</b> Bel imm. XVIII <sup>e</sup> de caractère et bon standing. Beau 3 pièces 45 m <sup>2</sup> à moderniser. Halls de placard. Occupé dans suite. Droit de reprise 120.000 F. Crédit 60 %. Vr propriété, mardi 17-19 h : 31, rue CHARLOT.	<b>locations meublées Offre</b> <b>Paris</b> RUE CLAUDE-BERNARD, 3 P. original, tout confort, sur jardin privé, téléphone, grande cave, 1.900 F - Propriétaire 331-88-37. 7 <sup>e</sup> BOSQUET. Beau studio, r-de- ch. avec id. privatif, cuisinière, s. de la, w.-c., tél., 1.500 F charges comprises - 265-43-48. LUXEMBOURG - Magnifique 45 P., parfait état, 4.500 F net profus, possible. Visite mardi, 13-15 h., 26, rue Gay-Lussac. <b>Région parisienne</b> NEUILLY, 3 Pces, tout confort 4 <sup>e</sup> étg, asc., grande terrasse, 1.700 F ch. comp. T. 230-22-82.	<b>locations meublées Demande</b> <b>Région parisienne</b> Pour sociétés européennes ch. villas, pavillons pour CADRES. Durée 2 à 6 ans - 265-97-82.	<b>fonds de commerce</b> A céder imprimaris-papeterie, fourniture de bureau (rue du Faubourg-Saint-Denis, 24-49-58 heures de bar. Age s'abstient.	<b>locaux commerciaux</b> NATION artisanales pâtisseries local, profession médicale ou para-médicale. T. 370-46-87 mar. soir., m. mar. A côté de l'école à r-de-ch. 3 cour 50 m <sup>2</sup> avec sala. Pto bail 1 <sup>er</sup> janvier 1984. Rap. à débal. Loyer mensuel 49 F. Tél. : 430-25-34. Placement or, TOULOUSE. Plein centre, murs compen- sés, beaux locaux, rapport in- dénié. Ecr. à P.C.C. P'ANNONCE n° 1616, 22, route d'Espéranse, 31067 TOULOUSE CEDEX.	<b>villas</b> TOULON-Beauciel : villa pro- ventionnelle 60 m <sup>2</sup> , av. chers et c. 4 ch., 2 ch., 2 de bain, terrasse, 200 m <sup>2</sup> , 200 000 F. Casabianca, 21, av. Odjers, 83100 TOULON. MONT-DE-MARSAN Part. vd villa 7 p., 11 ch., avec terrain. Tél. : (33) 75-72-72.	<b>forêts forêts</b> <b>MAGNIFIQUE BOIS</b> 16 HECTARES VUS IMPRENABLE SUR VALLEE CLAIRETTE A 15 KMS DE BOURG (placemont d'avenir) Maître FLOVINGE & AUFFAY Téléphones : 19 (35) 75-51-88

Immobilier (information)

**Pour trouver le logement que vous cherchez, dites simplement**

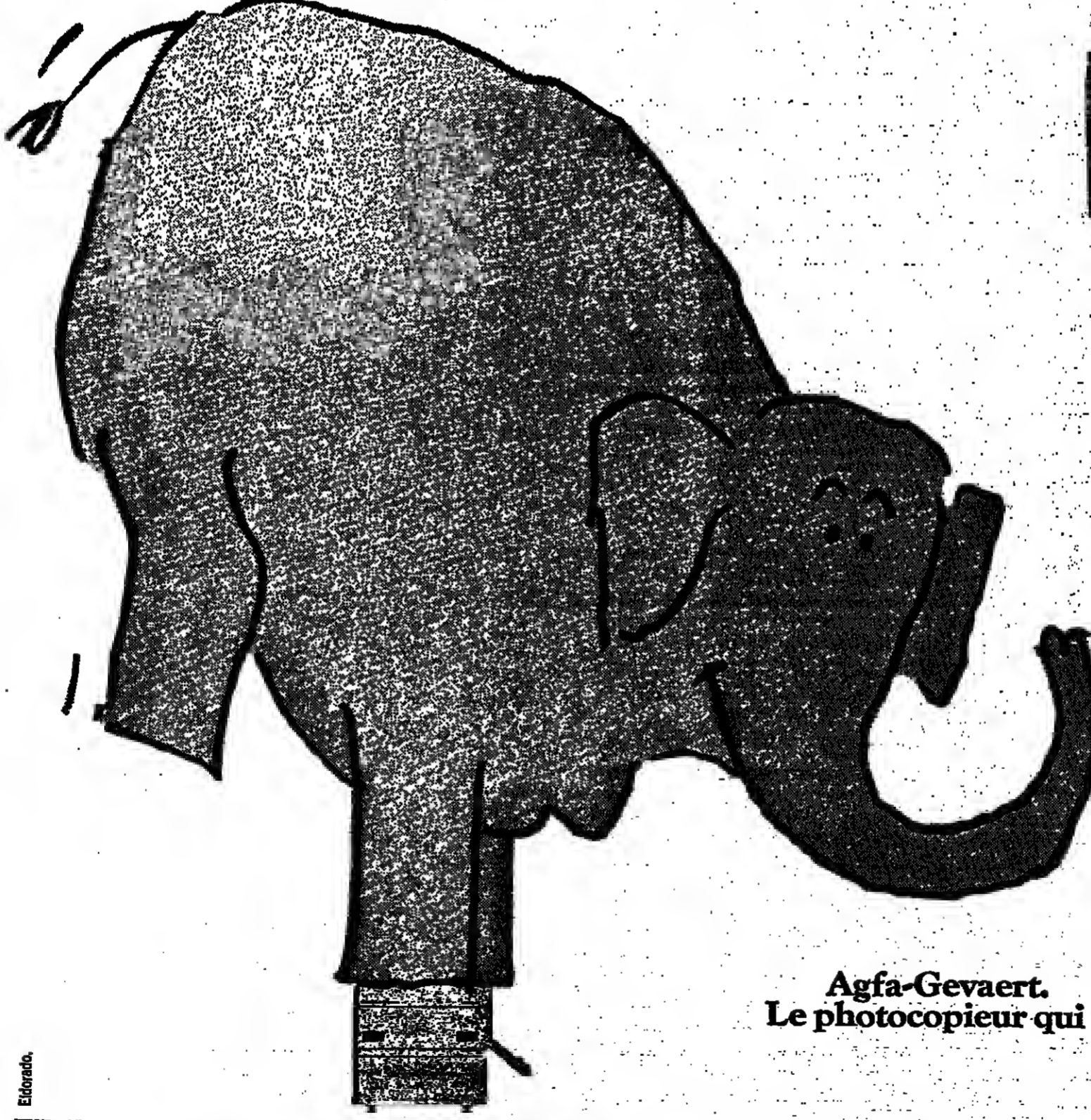
**ALLO!**

Immobilier (information)

**525.25.25 Information Logement**  
 et prenez rendez-vous.

- Un service et des conseils entièrement gratuits.
- Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.

Information Logement 49 avenue Kléber - 75116 PARIS



Oui, nos photocopieurs ont une solide constitution, une belle santé et des nerfs d'acier. Ce qui permet à ceux qui l'utilisent de garder leurs nerfs intacts.

Les photocopieurs GevaFax peuvent travailler sans relâche et sans fatigue. Ils ne risquent pas de tomber sans arrêt en panne, semant la panique dans tous les bureaux.

Ainsi, si notre GevaFax X 21 est robuste, c'est parce qu'il travaille à froid, sans chauffage, donc sans système de ventilation. Il court donc moins de risques, à l'usage.

La technique Agfa-Gevaert est à la fois très perfectionnée et très simple. C'est la fameuse technique allemande, si efficace et si discrète qu'on l'oublie, comme elle vous fait oublier les mauvais côtés de la photocopie. Un photocopieur confortable, c'est avant tout un photocopieur "costaud".

**AGFA-GEVAERT**

La photocopie confortable, c'est un photocopieur robuste.

**Agfa-Gevaert.**  
**Le photocopieur qui a une santé de fer.**

Agfa-Gevaert Division Equipement des Entreprises, 274 av. Napoléon-Bonaparte, 92502 Rueil-Malmaison. Tél. 967.81.44

525 25 25

# Le Monde économie-régions

SOCIAL

## La fin du conflit de la marine marchande La C.G.T. estime très positives les garanties contenues dans le « procès verbal de conciliation »

Le trafic portuaire s'est progressivement normalisé dès que fut connue, samedi 4 novembre, la nouvelle selon laquelle les syndicats de marins, les armateurs et les pouvoirs publics avaient abouti à un « procès-verbal de conciliation ». Lundi 5 novembre, les mouvements de navires et de déchargement des marchandises s'effectuèrent dans de bonnes conditions et il n'était plus question ni de rumeurs de rupture de stocks, pour les raffineries ni d'éventuelles mises au chômage techniques de certains salariés dans les entreprises liées au trafic maritime.

A Dunkerque, les desserte de la Grande-Bretagne par car-ferries ont repris dimanche 5 novembre. Au Havre, comme beaucoup de navires avaient été bloqués dans les bassins intérieurs ou immobilisés sur rade, les entrées et sorties ont été particulièrement denses dimanche. A Marseille aussi — où la grève a eu les conséquences les plus graves — le trafic s'est normalisé. La Société nationale Corse-Méditerranée a programmé des rotations supplémentaires sur la Corse pour achever les marchandises en attente.

Comme nous le faisons entendre dans nos éditions de samedi 4 novembre, l'accord — ou plutôt, comme préférait dire les syndicats, l'« armistice » — porte sur deux points essentiels : — Un premier groupe de travail entre les syndicats et la Nouvelle Compagnie de paquebots étudiera des solutions qui permettent de maintenir au service les trois navires de croisière de la N.C.P. Il n'est pas exclu que d'autres méthodes d'allègement des coûts d'exploitation (subventions, ré-

## A la S.N.C.F. REPRISE PROGRESSIVE DU TRAFIC

La grève des agents de conduite de la S.N.C.F. qui a commencé vendredi soir 3 novembre, à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., devait prendre fin lundi 5 novembre à midi, à l'exception des chemins de Paris-Saint-Lazare et Paris-Montparnasse, qui devaient reprendre le travail lundi en fin d'après-midi.

Les éboueurs parisiens : la grève. — Les éboueurs parisiens ont repris le travail samedi 4 novembre, les conducteurs de bus ayant décidé de suspendre leur mouvement. Toutefois les conducteurs estiment que les propositions faites par la mairie de Paris ne permettent pas de régler la totalité de leurs revendications. Ils ont donc déposé un nouveau préavis de grève pour le mardi 6 novembre.

## A Paris Un métro sur trois sur la ligne Levallois-Gallieni

Mécontents de leurs horaires de travail, les conducteurs du métro parisien ont déclenché une grève de vingt-quatre heures, lundi 5 novembre, sur la ligne n° 3 (Levallois-Gallieni). Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autonomes ont pris en charge ce mouvement revendicatif, comme ils l'avaient déjà fait le 30 octobre, où la ligne n° 3 avait été totalement paralysée. Lundi matin, toutefois, la grève semblait un peu moins aigue : selon la direction de la R.A.T.P., un train sur trois circulait avant 10 heures. Les conducteurs de la ligne n° 3 déclarent, comme leurs collègues des autres lignes, avoir quatre jours de repos par an, soit un moyen de deux jours de repos par semaine, sans retenues sur le temps de travail.

« Mon rythme de travail, ce n'est pas une vie à recommencer à nos jeunes mariés ! Remarque, ma femme a l'habitude : je suis à la R.A.T.P. depuis vingt-six ans », dit M. Z., un conducteur du métro. Il prend sa retraite dans un an et il s'en félicite. « Avec la modernisation, expliquent-ils, les horaires sont devenus trop contraignants. On a même une vie trop irrégulière. »

Comme la majorité des agents de la R.A.T.P., M. Z., habite la banlieue : « Les loyers sont relativement moins élevés qu'à Paris ». Mais il faut une heure de trajet, depuis son logis à Suresnes jusqu'à la gare de formation où il prend son travail. Une semaine sur trois, sa journée commence à 7 h. 40, jusqu'à 12 h. 55 puis, après une pause de trois heures et demie, de reprise de 14 h. 15 à 19 h. 00. « Dans l'intervalle, dit M. Z., nous ne faisons rien. C'est du temps perdu. »

## LA C.F.D.T. : assez maigre

L'Union maritime fédérale C.F.D.T. regrette, pour sa part, qu'il ait fallu trois semaines de grève pour aboutir à un résultat assez maigre. « Mais la N.C.P. n'a pris aucun engagement juridique relatif au travail du personnel indonésien à bord des paquebots. Nous avons obtenu un calendrier de négociations et déploré par une grève dure que les marins français étaient obligés de sauvegarder leur emploi. »

## Le temps perdu

« accidentés sur les lignes exploitées en conduite automatique sans surveillance au terminus, au moment de la reprise de la conduite manuelle. »

« Tout ce qui s'ajoute des revendications spécifiques sur les cadences de travail. Par manque de personnel, on a vu sur les lignes, affirme M. Z., pour les agents, cela se traduit par un surcroît d'attente au corps de garde et par une plus grande tension nerveuse sur la ligne. »

## CREUSOT-LOIRE VA RÉDUIRE SES HORAIRES DE TRAVAIL ET SES EFFECTIFS

Saint-Etienne. — C'est un gouvernement de crise qui vient d'être mis en place à la société Creusot-Loire avec le regroupement sous la seule autorité de M. Bouillon, de l'ensemble des fonctions et responsabilités de la direction générale. Celui-ci vient de prendre un certain nombre de mesures : comptes tenu de l'importance des pertes de la société, qui se sont déjà montées à 150 millions de francs à fin juin et qui peuvent être estimées à plus de 300 millions à fin décembre. Sur le plan social, elle consistera essentiellement en des ajustements d'horaires et d'effectifs. C'est ainsi que, dans tout le groupe, l'horaire hebdomadaire va être diminué à partir du 8 novembre. Pour la première fois dans l'histoire de Creusot-Loire, cette réduction ne sera qu'en partie compensée à 50 % pour les horaires supérieurs à quarante-deux heures ; quant aux horaires compris entre quarante et quarante-deux heures, ils ne donneront droit qu'à une réduction d'un demi-heure sans compensation.

## Les négociations avec le patronat sont « pratiquement ensablées »

déclare M. Edmond Maire, secrétaire-général de la C.F.D.T.

« Rien ne va plus aujourd'hui dans les négociations entre le patronat et le mouvement syndical », a déclaré, dimanche 5 novembre, M. Edmond Maire, secrétaire-général de la C.F.D.T., qui était invité au Club de la presse d'Europe 1. « Après avoir retrouvé des possibilités de discussion (au lendemain des élections législatives), on pourrait presque dire que la dynamique s'est malheureusement inversée depuis les vacances puisque ces négociations n'aboutissent pas. Elles ne sont pas stoppées mais pratiquement ensablées », a affirmé le leader C.F.D.T., qui a ajouté : « Nous sommes et elle dit à M. Barre, il y a quelques jours, qu'il n'y avait pas pour rien. En effet, il n'est déjà pas facile, par la pression syndicale, d'amener le patronat à bouger. Or, le gouvernement, estime M. Maire, a mis à notre avis deux verrous principaux : le premier est une lettre du ministre à M. Monory, ministre de l'économie, sur les dangers d'une augmentation trop rapide des salaires. Le deuxième est la volonté du gouvernement de voir diminuer la durée du travail. »

Interrogé sur la journée nationale d'action, organisée le 15 novembre par la seule C.G.T., M. Maire a expliqué : « Nous ne considérons — c'est une question de principe — que l'absence de rapport à un malheureusement pas de mobilisation dans notre pays, vouloir organiser une journée nationale d'action, c'est vouloir faire une sorte de journée de protestation comme on en a connu et connus on en connaît sans

doute encore. Mais, pour l'instant, cela ne nous semble pas être la voie de l'efficacité. »

Le secrétaire général de la C.F.D.T. s'est d'autre part déclaré européen et non pas idéologiquement par réflexion : « L'Europe d'aujourd'hui, a-t-il indiqué, est une Europe où les travailleurs ont du mal à se reconnaître. C'est une Europe des industriels et des marchands, c'est une Europe dominée à la fois par le libre-échange, le règne du dollar ou la loi des firmes multinationales. »

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

PAYS	JOURS DE MOIS		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	Rate	Diff.	Rate	Diff.	Rate	Diff.	Rate	Diff.
\$ E.-U.	2,2415	4,3510	-100	-120	-200	-270	-310	-510
£ m.a.	2,7215	3,7200	-170	-80	-250	-190	-345	-455
Yen (100)	2,2830	2,2530	+75	+130	+180	+240	+435	+485
DM	2,2115	2,2715	+60	+80	+85	+140	+300	+460
Fr. S.	2,1800	2,1100	-60	-130	-85	-80	-85	-220
Fr. F.	14,000	14,000	0	0	0	0	0	0
F.S.	2,6215	2,6480	+220	+170	+265	+315	+270	+500
L. (1 000)	5,5500	5,2800	-485	-320	-485	-700	-820	-2980
S.	5,3200	5,3500	-225	-240	-240	-345	-285	-2440

## TAUX DES EURO-MONNAIES

PAYS	31/8		31/9		31/10		31/11		31/12	
	Rate	Diff.	Rate	Diff.	Rate	Diff.	Rate	Diff.	Rate	Diff.
\$ E.-U.	212/16	212/16	18 15/16	12 3/16	11 1/16	12 3/16	11 5/8	12 1/2	11 5/8	12 1/2
Fr. S.	81/2	97/8	8 11/16	9 3/16	8 11/16	9 3/16	8 1/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2
F.S.	1/8	12 1/8	9 3/8	10 1/8	9 3/8	10 1/8	9 1/4	10 1/4	9 1/4	10 1/4
F.S.	-1/8	+1/16	-1/8	+1/8	1/8	7/8	1/4	5/8	1/4	5/8
L. (1 000)	13 3/4	16 1/4	13 3/4	16 1/2	13 3/4	16 1/2	16	17 1/4	16	17 1/4
Fr. franc.	10 1/2	11 1/4	10 1/2	11 1/4	10 1/2	11 1/4	10 1/2	11 1/4	10 1/2	11 1/4
Fr. franc.	7 3/8	8 1/8	7 3/8	8 1/8	7 3/8	8 1/8	7 3/8	8 1/8	7 3/8	8 1/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## MÉTÉOROLOGIE



Situation le 6-11-78 à 0 h G.M.T. Prévisions pour le 7-11-78 début de matinée. Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 novembre à 8 heures et le mardi 7 novembre à 24 heures. Les hautes pressions centrées sur l'Europe centrale persistent en se décalant lentement vers l'est, conduisant à la généralisation sur les zones de « vents de secteur sud » à l'ouest, qui se renouvellent peu à peu sur l'ouest du pays. Le lundi 5 novembre, 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1 022,5 millibars, soit 711,7 millibars de hauteur. Les températures les plus élevées ont été enregistrées au cours de la journée du 5 novembre, et ont été le minimum du 8 au 9 au 61. Alcool, 19 et 6 degrés; Biarritz, 18 et 8; Bordeaux, 17 et 7; Brest, 17 et 8; Caen, 14 et 4; Char-

## MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2223. 1 2 3 4 5 6 7 8 9. I. Ne font pas un gros chiffre d'affaires avec la vente des cigares. II. Pas bornés. III. Saint. Fait des grands pas. IV. Agace quelquefois. V. Territoire rattaché au Maroc. Parfois utilisé par celui qui veut se procurer un bouquin. VI. Mot qu'on peut prononcer quand il y a trop de gaz. VII. Etire comédie dans un faubourg. Pronom. VIII. Preuve qu'on a bien périé. IX. Utilisé dans le fond. X. Abréviation pour une vergée. Déposition du couvert. XI. Dépourvu de fraîcheur; Entrouvert ou l'on peut tourner.

Solution du problème n° 2222. Horizontalement. I. Manivelle. II. Ordinaire. III. Utile. Révé. IV. Néré. V. Eau. EP. Et. VI. Et. Rnd. VII. Rimes. Ur. VIII. Olives. Et. IX. Nice. Not. X. 174. Orné. XI. Bée. Ob. R. Verticalement. 1. Montheron. 2. Ate. Utilité. 3. Utile. Méche. 4. Sibe. Révé. 5. Ondresse. 6. La. Rpl. Snob. 7. Ete. Nu. Or. 8. Ere. Secréta. 9. Sésants. Trés. GUY BROUET.

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 5 novembre 1978 : DES DECRETS. Portant majorations de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1978. Portant modification territoriale de communes et cantons de la Seine-Saint-Denis. DES ARRETES. Relatif aux réserves de chasse maritimes. Modifiant un précédent arrêté relatif aux conditions d'admission dans les instituts universitaires de technologie.

LOTO ca peut rapporter gros. Illustration of a child holding a lottery ticket.

Education. Logements pour étudiants. L'Union parisiense des étudiants locaux (UPEL) recherche d'urgence des chambres, studios ou appartements pour des étudiants. UPEL, 120, rue Notre-Dame-des-Chartres, 75006 Paris, tél. 552-20-78 (vingt-quatre heures sur vingt-quatre). Permissons pour les étudiants du lundi au vendredi, de 19 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. 30 à 18 h.; le mercredi, de 20 h. à 22 h.; le dimanche, de 11 h. à 14 h. 30.

Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 novembre à 8 heures et le mardi 7 novembre à 24 heures. Les hautes pressions centrées sur l'Europe centrale persistent en se décalant lentement vers l'est, conduisant à la généralisation sur les zones de « vents de secteur sud » à l'ouest, qui se renouvellent peu à peu sur l'ouest du pays. Le lundi 5 novembre, 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1 022,5 millibars, soit 711,7 millibars de hauteur. Les températures les plus élevées ont été enregistrées au cours de la journée du 5 novembre, et ont été le minimum du 8 au 9 au 61. Alcool, 19 et 6 degrés; Biarritz, 18 et 8; Bordeaux, 17 et 7; Brest, 17 et 8; Caen, 14 et 4; Char-

## IBM. SYSTEME 8100. PARCE QUE LE DIALOGUE EST PLUS RICHE QUE LE MONOLOGUE.

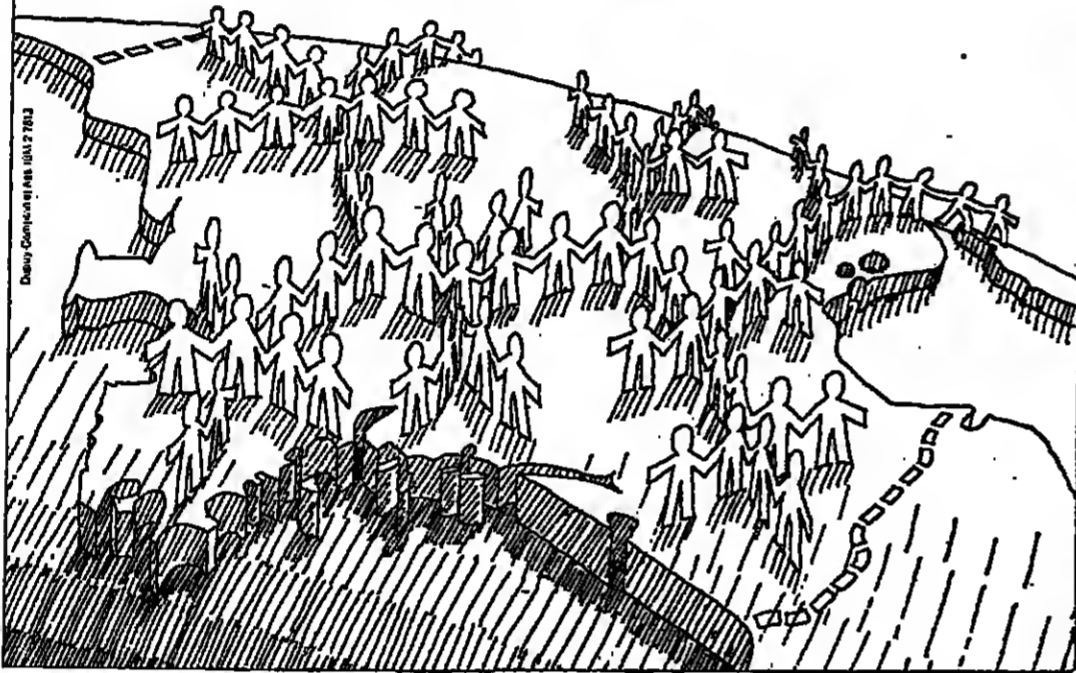
Désormais, l'informatique centralisée et l'informatique décentralisée ne s'opposent plus.

Le nouveau système IBM 8100 les fait coopérer. En effet, c'est à la fois un ordinateur local et un système de réseau.

La très grande diversité de ses terminaux, la vitesse et la variété de ses modes de transmission, sa simplicité et son prix vont donner aux entreprises le moyen de créer ou de "désenclaver" leur informatique locale.

Tout en enrichissant son autonomie. Ainsi, toutes les fonctions de l'entreprise pourront coopérer plus fructueusement. A la fois par un meilleur dialogue avec l'ordinateur central et par la possibilité de traiter sur place leurs propres applications.

Pour une information complète sur le Système IBM 8100, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Hamon, IBM GROUPE ORDINATEURS, Tour Septentrion, 92400 Courbevoie ou téléphonez-lui au 776.43.43.



## ÉNERGIE TRANSPORTS

### FUEL DOMESTIQUE : le prix de reprise en raffinerie est diminué.

La récente baisse du dollar a amené les pouvoirs publics à imposer aux compagnies pétrolières une diminution du prix de reprise du fuel domestique au départ des raffineries. Cette diminution, fixée à 2,08 F par hectolitre, ne sera toutefois pas répercutée au niveau du consommateur. Elle prendra en effet la forme d'une taxe parafiscale destinée à alléger la facture « capotée » de l'Agence pour les économies d'énergie, comme le principe en avait été décidé en septembre dernier.

### PRESSE

Par suite d'une grève

### LES « DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE » N'ONT PAS PARU

Les Dernières Nouvelles d'Alsace, quotidien strasbourgeois, a été empêché de paraître dimanche 5 et lundi 6 novembre, à la suite d'un mouvement de grève déclenché par le personnel technique et les employés affiliés à la C.G.T. C'est la première fois dans les annales des Dernières Nouvelles qu'un arrêt de travail des personnels du journal empêche sa sortie.

La direction du quotidien prédisait samedi dans un communiqué : « La grève du personnel technique est motivée par l'impossibilité où se trouve la direction d'aller au-delà des augmentations accordées sur le plan national et de prendre des mesures tenant des engagements pour l'année 1978. »

En plus de l'augmentation de 9,08 % obtenue depuis le début de l'année, le Syndicat du livre réclame, en effet, une hausse de 8 % de manière à être aligné sur les autres journaux de la presse française. Le Syndicat du livre veut également négocier les annexes techniques sur l'introduction du matériel moderne.

### Les dirigeants de la S.N.C.F. critiquent sévèrement les orientations libérales du rapport Guillaumat

Dans une note d'information qu'ils ont récemment adressée aux cadres cheminots, les dirigeants de la S.N.C.F. expriment leurs « réserves profondes » sur les conclusions du rapport Guillaumat, consacré à « l'avenir des transports terrestres ». Ils incitent les pouvoirs publics à « approfondir les réflexions en cours avant de fixer des orientations engageant irrévocablement l'avenir sur des perspectives chargées d'aléas et de risques ».

Les responsables de la société nationale critiquent « l'approche manichéenne » faite par les auteurs du rapport Guillaumat : « économie de marché ou centralisation autoritaire ». A leur avis, « poser la question en ces termes conduit évidemment, par l'effet de repoussoir de cette alternative imaginaire, à considérer comme souhaitable à priori pour les transports l'économie de marché sous sa forme la plus libérale, sans appréciation critique suffisante de son coût et de ses conséquences à court et long terme pour la collectivité ».

Les dirigeants de la S.N.C.F. craignant que le rapport Guillaumat considère comme inéluctable la régression du chemin de fer et en accepte les conséquences, ils demandent cependant qu'« une telle évolution, qui, au demeurant, passerait inévitablement sur les finances publiques, n'est pas économiquement souhaitable pour la collectivité, ni inéluctable ».

### La dime des routiers

De l'avis des responsables ferroviaires, le rapport Guillaumat prend insuffisamment en compte le problème de l'énergie. « Le chemin de fer est le seul mode de transport qui présente l'avantage, tant pour les transports de voyageurs que de marchandises, de pouvoir utiliser l'énergie électrique », dont une part croissante sera produite à partir d'autres sources que le pétrole brut.

Or, à leur avis, rien ne permet d'exclure le risque d'une situation de crise qui se traduirait par une hausse du prix du pétrole, voire par une pénurie d'approvisionnement. Il faudrait donc recourir à des répartitions autoritaires du trafic en faveur du rail. « Mais, selon eux, de telles dispositions seraient inopérantes et la nation serait, entre-temps, laissée se dégrader l'outil qu'elle représente le chemin de fer. » La dime que la route prélève avec régularité sur la société française est, mille fois moins et trois cent cinquante mille fois plus chaque année — apparaît très lourde aux dirigeants de la S.N.C.F. Aussi, estiment-ils que

le rapport Guillaumat « n'attache pas une importance suffisante aux problèmes de sécurité, de nuisances, d'environnement, alors qu'il fait le manifestement d'exigences de plus en plus nettes pour la collectivité nationale ».

Le rapport Guillaumat ne souligne pas suffisamment, à en croire les responsables de la société nationale, que « la concurrence entre le chemin de fer et les autres modes de transports présente des dangers graves qui justifient profondément le marché des transports », que ce soit en matière de formation des coûts, de fixation des prix, de réglementation du travail.

Les responsables de la S.N.C.F. rappellent, enfin, les conséquences directes de l'économie de marché sur l'aménagement du territoire : « La concurrence libre entraîne une profonde déperdition des prix et de la qualité de la desserte, au détriment des régions déjà désertées. »

● **Démision de quatre-vingts pilotes d'Alitalia** — Plus de quatre-vingts pilotes d'Alitalia viennent de démissionner, obligeant la compagnie italienne à louer des avions et des équipages étrangers. La plupart des démissions — commandants de bord de Boeing-747 et de DC 10 — ont voulu bénéficier d'une retraite anticipée avant que le régime des retraites ne soit modifié dans un sens moins favorable pour les salariés bénéficiant de hauts revenus. — (A.F.P.)

● **Inauguration d'une piste cyclable en Seine-Saint-Denis** — Le premier tronçon de la piste cyclable du canal de l'Ourcq (Seine-Saint-Denis) a été inauguré le 4 novembre. Cette première tranche de la piste, qui reliera à terme le cœur de Paris, par le canal Saint-Martin, à la base de loisirs régionale de Joinville-le-François, a été aménagée de Pavillons-sous-Bois à la limite de la Seine-et-Marne. Longue de 8 kilomètres et large de 2,50 mètres, la piste est tracée sur la rive sud du canal de l'Ourcq, parallèlement au chemin de halage, volontairement conservé en l'état. — (Corresp.)

## JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE ET SOCIALISTE PAS DE DÉMOCRATIE SANS CONGRÈS POPULAIRES ! SECRETARIAT AUX TRANSPORTS MARITIMES

# CORPORATION GÉNÉRALE DES PORTS ET DES PHARES

Date : 28 Chawwal 1398 de l'Hégire, correspondant au 20 septembre 1978.

### Annonce relative à la mise en vente aux enchères publiques de trois navires dans le bassin du port de TRIPOLI

La Corporation Générale des Ports et des Phares annonce la mise en vente des navires dont la description suit, et ce, aux enchères publiques, à 9 heures précises, le samedi 18 Dhou-1-Hijja 1398 (Hégire), correspondant au 18 novembre 1978, conformément aux dispositions de la loi n° 81 de 1970 sur les ports et selon les procédures suivantes :

1) Nul n'est autorisé à participer à la vente aux enchères publiques, s'il n'a au préalable versé une garantie provisoire de 500 D.L. (cinq cents dinars libyens), garantie qui sera rendue aux participants n'ayant pas emporté l'adjudication.

2) La personne ayant emporté l'adjudication devra immédiatement verser le tiers de sa valeur en espèces et présenter un garant (une caution) pour les deux tiers restants qu'elle s'engage à verser dans un délai maximum de 15 (quinze) jours à dater de l'adjudication.

3) Si la personne ayant emporté l'adjudication ne tient pas les engagements figurant au paragraphe 2, les navires seront à nouveau mis en vente aux enchères publiques et il lui sera interdit de participer à ces nouvelles enchères. En outre, la garantie provisoire mentionnée au paragraphe 1 ne lui sera pas rendue.

4) La garantie provisoire figurant au paragraphe 1 est considérée comme faisant partie du montant à verser immédiatement, c'est-à-dire du tiers de la valeur de la vente.

5) La personne ayant emporté l'ad-

judication devra prendre les mesures matérielles nécessaires pour remonter les navires à la surface et les remorquer en dehors du port, à ses propres frais.

Navire chypriote  
MARIGOT T. CYPROS

Date de l'accident : mars 1973.

Spécifications du navire : date de construction : 1951 ; type : cargo marchand ordinaire ; longueur totale : 107,47 mètres ; largeur : 14,23 mètres.

Superstructures : cabine arrière : 7,7 mètres ; château avant : 90 mètres ; nombre de ponts : 2 ; nombre de mâts : 2 ; nombre d'ouvertures de cales : 5 (9,7 - 7,7 m x 7 m) - (8,2 - 9 - 10,4 m x 7 m) ; nombre de grues : 10 ; nombre d'appareils de levage : 6 x 3 tonnes, 4 x 5 tonnes.

Tonnage brut : 3.509 tonnes ; tonnage net : 1.990 tonnes ; machines principales : Diesel 7 cylindres ; puissance : 3.500 chevaux ; constructeur : « Sulzer Bros Ltd. ».

Capacité des réservoirs de fuel : 482,5 tonnes ; vitesse : 14 nœuds.

Cale et lieu de construction : « De Merwed V. Villet and Co Hxd Limasol ».

Précédent nom du navire : « Orion » 1971.

Propriétaires : « Meridian Shipping Co. Ltd. Limasol ».

Remarque : le navire contient un chargement de sacs de ciment, dont une partie a pu être déchargée, l'autre, étant restée dans le navire, s'est déformée.

Navire panaméen  
BORE PANAMA

Précédents noms : « Bernadette » 1973 - « Bifrost » 1966 - « Bore VII » 1962.

Nom du propriétaire : « Ivory Coast Shipping Co. S.A. ».

Date de construction : mai 1955 ; type : cargo, vapeur.

Cale et lieu de construction : « Oskarshamns Vary A/B Oska ».

Dimensions : longueur totale : 95,56 m ; largeur : 13,92 m ; profondeur : 6,43 m ; tirant d'eau : 5,46 m.

Tonnage : brut : 2.471 tonnes ; net : 1.340 tonnes. Port en lourd : 3.688 tonnes.

Nombre de ponts : 1 ; nombre de cales : 4, dimensions : 15 m, 16,9 m, 29,2 m, 29,2 m. Nombre d'ouvertures de cales : 4 dimensions : 10,2 m, 9,9 m, 9,9 m, 9,6 x 7,1 m.

Superstructures : cabine arrière : 8,9 m ; cabine de pilotage : 18,6 m ; château avant : 8,9 m. Nombre de grues : 8 ; nombre de mâts : 2 ; nombre d'appareils de levage : 4 ; force : 2 x 5 tonnes et 2 x 3 tonnes.

Machines : vapeur : 4 cylindres, puissance : 12.500 chevaux ; fabrication : « Oskarshamns Vary A/B » ; nombre de machines auxiliaires : 2 - 1 x 35 kilowatts et 1 x 12 kilowatts.

Vitesse : 11 nœuds ; capacité des réservoirs de fuel : 345,5 tonnes.

Remarque : le navire contient un chargement de sacs de ciment dont une partie a pu être déchargée, la partie restante étant déformée.

Navire grec  
MARIA SIGMA - GREEK

Précédents noms : « Markelle » 1974 ; « Hope » 1971 ; « Eletherie » 1971 ; « Skanacodde » 1968 ; « Alexandria » 1948.

Date de l'accident : 1974. Nom du propriétaire : « Konstant Marine Enterprises - Piree ». Date de construction : 1905. Lieu de construction : Howaldts werke - Kiel.

Dimensions : longueur totale : 59,53 m ; largeur : 9,33 m ; tirant d'eau : 4,268 m.

Tonnage brut : 772 tonnes ; tonnage net : 431 tonnes ; poids en lourd : 1.100 tonnes.

Superstructures : longueur de la cabine de pilotage : 14,1 m ; longueur du château avant : 7,1 m.

Nombre de ponts : un seul ; type : cargo, marchand ordinaire ; nombre de cales : 2 - dimensions : 26 m et 15,3 m ; nombre d'ouvertures de cales : 3 (4,7 x 6,9 m, 9,4 m, 9,4 m x 3,6 m).

Nombre de grues : 3 ; nombre d'appareils de levage : 3 x 3 tonnes ; machines principales : machines Diesel (8 cylindres) ; puissance : 690 chevaux.

Constructeur : « Masch - Kiel » ; lieu : Kiel.

Machines auxiliaires : 3 (1 x 10 kW - 1 x 32 kW - 1 x 11 kW) ; vitesse : 11 nœuds ; capacité des réservoirs de fuel : 45,5 tonnes.

Remarque : le navire est rempli d'eau de mer.

Handwritten text in a box: ١٧٤



# RÉGIONS

## Questions...

### Déménager les hommes ou les usines ?

Une délégation des présidents de conseils généraux des départements de l'Ouest devait être reçue lundi 6 novembre par le président de la République. A cette occasion, M. Pierre Jagoret, maire (P.S.) de Lannion, député, vice-président du conseil général des Côtes-du-Nord, nous dit en quoi la politique actuelle d'aménagement du territoire n'est plus adaptée aux nouvelles circonstances économiques.

## ...Réponses

« Dans le Monde du 18 octobre, M. Maurice Ligot, ancien ministre, met de Cholet (app. U.D.F.), dénonçant l'inflation des priorités. Il parle de « l'Ouest oublié ». Partagez-vous son analyse ?

— Qui ne souscrit pas aux propos de M. Ligot espérant que l'aménagement de l'Ouest, naguère prioritaire, est oublié ? Certainement pas les syndicats, qui, depuis deux ans, militent en garde contre le catastrophe prévisible, qui menace la jeune industrie électronique. Certes pas l'opposition, qui, depuis quatre ans, dénonce l'arrêt puis la régression des actions d'aménagement. Certainement pas les socialistes bretons, auteurs d'un plan de développement s'appuyant sur les ressources de la région et qui ont maintenant l'amère satisfaction de voir se rapprocher de leurs thèses ceux qui naguère mettaient tous leurs espoirs dans le parachutage d'usines sans racines.

« Mais on ne peut plus suivre le maire de Cholet... lorsqu'il « étend avec confiance » la rennaissance d'une volonté politique d'aménagement, au lieu de chercher à comprendre pourquoi le gouvernement se refuse à répondre par des actes, aux appels des élus de sa majorité et aux vœux des forces économiques qui le soutiennent. Le gouvernement Giscard d'Estaing préfère le libre jeu du libéralisme sauvage.

« Cela signifie : — La domination des plus forts sur les plus fragiles, c'est-à-dire souvent les plus jeunes ; — La primauté de l'intérêt interne de chaque groupe industriel, sur l'intérêt général du pays ;

— L'« optimisation » de l'utilisation des installations et des investissements.

« Peut-on encore décentraliser des usines hors de la région parisienne ?

— Il est évident qu'en période de crise ou de transformation technologique les créations de nouvelles unités sont rares et les décentralisations « exclues ». Dans une telle période, les critères de rentabilité et d'« optimisation » dominent, et la pente naturelle est de concentrer les activités selon l'intérêt des grands-grou-

pes et le confort intellectuel de leurs dirigeants.

« On assiste donc insidieusement à un glissement vers les zones à longue tradition industrielle riches en main-d'œuvre qualifiée, en cadres, en équipements matériels et intellectuels. Un exemple illustre cette inversion de la volonté politique : c'est l'installation à Granoble d'un couple « recherches publiques-industrie spécialisée » dans les composants et les circuits intégrés. Il y a trois ans, il avait été décidé que le centre de recherches s'installerait en Bretagne.

« Il est évident que ce type d'évolution représente à court terme le moindre coût pour les groupes industriels intéressés et que ce n'est pas le respect des souhaits du libéralisme intégral qui peut aller contre — ou contrôler, rentabilité d'abord.

« Que pèsent, en face de cela, le désir ardent de travailler au pays, l'exigence d'une population active nombreuse, l'arrivée sur le marché du travail des paysans chassés par l'exode rural (lui aussi, stimulé par le souci de la rentabilité) ?

« La mobilité des travailleurs peut être un moyen de lutte contre la chômage ?

« N'aurait-on pas l'intention d'inviter bientôt — au nom de la mobilité — précisément les Bretons, les Vendéens, les Français de l'Ouest, à aller remplacer les travailleurs étrangers dans les régions de vieille tradition industrielle ?

« Et cela parce qu'il coûterait moins cher aux entreprises de démenager les hommes que les usines ? Elles n'ont pas à se soucier du coût pour la collectivité.

« Escompter, « avec confiance », comme le dit M. Ligot, une politique d'aménagement pour la simple raison que c'est un objectif de justice relevé de l'illusion. L'équité ne pesant guère, face à l'objectif de redéploiement.

« Les seuls recours sont la mise au jour d'une politique réellement en place derrière un flot de paroles éphémères et la prise en charge par nous-mêmes de notre propre développement. Cela suppose que nous nous en donnions les moyens. »

## Alsace

### MANIFESTATION DANS LES RUES DE MULHOUSE CONTRE LES ADJUDICATIONS DE LOTS DE CHASSE A DES ÉTRANGERS

Plusieurs centaines de chasseurs du Haut-Rhin ont défilé dans les rues de Mulhouse samedi 4 novembre dans l'après-midi. Les manifestants, qui venaient d'assister à une réunion extraordinaire convoquée par leur fédération, ont distribué des tracts et ont déposé à la sous-préfecture une motion destinée au préfet du département, dans laquelle est dénoncé une fois encore le cahier des charges qui concerne les conditions dans lesquelles se dérouleront dans les prochaines semaines les adjudications des lots de chasse (le Monde du 27 octobre).

« Les clauses d'un tel cahier ne sont pas modifiées, ont expliqué les chasseurs au cours de leur réunion, nous serons irrémédiablement évincés de nos territoires de chasse, au profit d'adjudicataires étrangers, suisses notamment, très favorisés par la force de leur monnaie.

« Nous ne pourrions plus dès lors participer à la gestion cynégétique de ces territoires, exercice qui exige pourtant une présence quasi-quotidienne sur le terrain. Cela ne fera qu'accroître le déclin de la faune alsacienne, dont l'abondance, longtemps réputée, apparaît en nette régression. »

Dans la motion déposée samedi, les chasseurs de la fédération du Haut-Rhin, auxquels s'étaient joints les membres de l'Union des chasseurs de l'Est, a demandé une entrevue avec le préfet du département « pour éviter le pire ».

Des incidents éclatés déjà le 15 octobre dernier entre des chasseurs et le maire de la commune d'Oderen. Les chasseurs reprochent aux maires qui louent, au nom des propriétaires, les terres d'ouvrir la porte à un nombre accru d'adjudicataires étrangers à devises fortes, en ne donnant pas la priorité aux chasseurs locaux.

Dans le journal le *Payeur du Haut-Rhin*, un appel a été lancé à la fin du mois d'octobre aux agriculteurs, viticulteurs et propriétaires, dans lequel on peut lire : « Vous savez depuis des mois la discussion sur le nouveau cahier des charges des chasses, et vous savez que vos intérêts ont été défendus par les organisations agricoles. Les décisions prises à ce sujet par le préfet du département constituent un compromis remettant notre approbation.

« Nous ne sommes pas décidés à nous laisser jeter par la multiplicité des décisions émanant d'agriculteurs, viticulteurs, propriétaires, considérés-nous comme directement concernés, les organisations feront appel à vous tous, quand il le faudra. »


« Dans l'attente d'une consigne de notre part, évitez toute provocation. »

Cet appel était signé du président de la chambre d'agriculture, du président de la F.D.S.E.A., du président du C.D.J.A. (Jeunes agriculteurs) et du président de l'AVA (Viticulteurs).

« Les années 60 ont été celles de la production qualitative, et maintenant aucune industrie ne pourra survivre si elle ne communique pas ».

John GALBRAITH

## CADRES, RESPONSABLES, COMMUNIQUEZ MIEUX, ALLEZ A PROCOM 78.



PALAIS DES CONGRES - PORTE MAILLOT  
13 AU 17 DECEMBRE 1978

5 journées-rencontres sur la maîtrise des techniques de communication dans l'action économique et sociale.

**POUR LA 1<sup>re</sup> FOIS EN FRANCE.**

- plus de 40 intervenants français et étrangers dans des conférences-débats
- une centaine d'animations audiovisuelles
- plus de 60 exposants

**13, 14, 15 décembre JOURNEES PROFESSIONNELLES**

**Le 13, communication et cooptation des marchés extérieurs.**

- **L'image de Maroué "France" à l'étranger.** Animateur Maurice Hendrik Bood, journaliste à Business Week avec des intervenants étrangers : U.S.A., Allemagne, Pays-Bas...
- **Comment se faire mieux connaître sur les marchés extérieurs.** Animateur Constantin Lougovoy, Membre du Conseil Economique et Social.

**Le 14, communication, nouvel outil de management économique et social.**

- **Maîtrise des techniques de communication mises au service de l'entreprise** par Bruce Mackenzie, Président de l'Université de Boston.
- **Communication et gestion.** Animateur François Gondrand. Intervenants : dirigeants de grandes entreprises et de P.M.E.
- **Communication et rôle de l'encadrement.** Animateur : Emmanuel de la Taille.

**Le 15, communication et pouvoirs publics.**

- **Les campagnes d'intérêt général.**
- **Les Directions de l'Information auprès du public.** Animateur : Eliane Dromer, Directrice du Journal de la Communication.

**Du 13 au 15 décembre, une vingtaine de séminaires.**

Parmi les sujets traités : l'information téléphonique, sondages d'opinion dans l'entreprise, techniques d'animation du journal d'entreprise, l'informatique outil de communication, mesures d'efficacité des campagnes de relations publiques, gestion des données textuelles et communication.

**du 13 au 17 ouverture au public de l'exposition et des salles**  
décembre audiovisuelles de 9 h 30 à 20 h.

Deux journées d'animation :  
les 16 et 17 décembre 1978 de 9 h 30 à 18 h sur :  
• Les métiers de la communication.  
• Les techniques d'avant-garde.

**Je désire recevoir le programme détaillé de PROCOM 78, ainsi que les conditions d'inscription.**

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

DEMANDE A RETOURNER A : PROCOM 78 - JOURNAL DE LA COMMUNICATION - 22, AVENUE DE FRIEDLAND - 75008 PARIS.

**Pour réussir un couple « Produit-Marché » l'intuition ne suffit pas**

L'Institut National des Techniques Commerciales et Marketing - Institut spécialisé du groupe I.F.G. - Institut Français de Gestion - Institut National de Marketing

... lance, le 3 décembre prochain, ses deux sections

**« ETUDES COMMERCIALES »**  
destinée aux cadres d'entreprise ayant à exploiter des études et données de ventes, de relations avec les spécialistes.

**« DIRECTION DES PRODUITS »**  
destinée aux cadres d'entreprise concernés par les problèmes de gestion et de diversification de produits ou de lancement de produits nouveaux.

Chaque section propose un cycle de perfectionnement de 26 jours, répartis sur un an à raison de 2 à 3 jours par mois, avec pour objectifs :

- de permettre une approche claire et complète des rôles de chaque fonction et de leur rôle dans le système marketing ;
- de définir leurs relations avec les autres fonctions de l'entreprise ;
- pour la section « études commerciales », d'optimiser les moyens de recherche et d'exploitation de la connaissance des marchés ;
- pour la section « direction des produits », d'étudier les techniques propres à la spécialité : stratégies marché, produits, prix, distribution, action.

enseignements et inscriptions :  
Christiane FIEBE - INTMCO-MARKETING, Groupe I.F.G.  
37, quai de Grenelle, 75739 Paris Cedex 15.  
Tél. : 378-41-32

**AQUITAINE**

• Une nouvelle gare de fret à Bordeaux-Mérignac. — Une nouvelle gare de fret d'une superficie de 600 mètres carrés vient d'être inaugurée sur l'aéroport de Bordeaux-Mérignac.

**VIENT DE PARAÎTRE**

## FAITS ET CHIFFRES 1978

l'aide mémoire de l'actualité économique

### observateur

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 18 F

## AU 160 Bd HAUSSMANN, 1.800.000 M<sup>2</sup> DE BUREAUX.

(sur écrans)

Dans la mémoire de notre ordinateur, la confrontation de 90 % des offres du marché des bureaux en Région Parisienne avec la totalité des critères de votre demande vous permet de connaître instantanément le plus vaste choix d'opérations.

Puis l'équipe de spécialistes de BOURDAIS BUREAUMATIQUE, rompu depuis des années aux problèmes d'implantation des sociétés, vous aidera à retenir le meilleur choix.

BOURDAIS BUREAUMATIQUE, premier spécialiste en France en immobilier de bureaux, met à votre disposition le meilleur outil aux mains de la meilleure équipe.

Bourdais Industrie vous offre le même service en matière industrielle. Consultez-nous.



**Bourdais Bureaumatique**  
160 à 166 bd Haussmann 75008 Paris. Tél. 227 11 89 (40 lignes)

POINT DE VUE

Les inspecteurs des impôts incroyables

Le gouvernement présente la nouvelle étape de la réforme des finances des collectivités locales comme un effort important pour le développement des responsabilités de leurs élus et la modernisation des impôts locaux. Ce projet fait actuellement l'objet de nombreuses critiques et observations de la part de l'ensemble des partis politiques. Au moment où ce texte va être évacué en première lecture au Sénat, il paraît nécessaire de contribuer à ce débat en faisant état de l'avis des agents des impôts, qui s'expriment non seulement en tant que praticiens de cette fiscalité, mais aussi en tant que citoyens redevables de l'impôt.

Le gouvernement présente son projet à grand renfort de phrases générales sur la liberté des communes, le développement de la responsabilité des élus et la solidarité entre les collectivités, mais il oublie un paramètre fondamental : les moyens pour appliquer ses réformes.

A cet égard, il convient de rappeler, en premier lieu, que la liberté de fixation des taux de pression fiscale par les communes n'est pas une innovation, puisqu'elle figureait déjà dans l'article 18 de la loi du 9 janvier 1959 sans être mise en œuvre. Les communes fixaient donc le montant de leurs ressources, les services des impôts déterminant le coefficient de ventilation de ce produit global entre les quatre taxes

par BERNARD MICHEL (\*)

(taxes foncières des propriétés bâties et non bâties, patentes et contribution mobilière), puis les taux d'imposition.

Le projet gouvernemental conduit à faire voter directement par les communes, librement, mais avec des limites pour la taxe professionnelle, les taux de pression fiscale. Les services des impôts devraient donc fournir a priori le montant des bases d'imposition auquel s'appliquent les taux, afin que l'évaluation des ressources communales soit établie avec précision. Or la pénurie des effectifs des services chargés du recensement de la matière imposable (cadastre, centres des impôts) ne permet pas de procéder à une évaluation précise des bases à la fin de l'année, au moment de la fixation des budgets.

Cela est dû au fait que les services du cadastre peuvent difficilement fournir les éléments d'évaluation, dans des délais suffisants, aux centres des impôts, qui rencontrent des difficultés pour obtenir des renseignements sur les locaux nouveaux, les changements de propriétaires, etc.

Or une répartition équitable de ce type d'impôt suppose une connaissance très précise de ses bases, d'où la nécessité dans le cadre d'un système mi-déclaratif et de constatation, de contrôler les déclarations soucrites, de rechercher les « délégués » et de procéder à des visites sur place.

Les modifications de législation sont également significatives : en effet, après avoir reporté la mise en place de la taxe professionnelle, puis décidé de son plafonnement à 70 % de la patente (faisant ainsi payer par

l'ensemble des contribuables de l'Etat une subvention aux entreprises de 3 milliards en 1976, puis de 7 milliards en 1977), le gouvernement propose un ensemble de réformes qui font d'une loi simple au départ un tissu de mesures dérogatoires et provisoires.

Or aucune création d'emploi n'est prévue à la direction générale des impôts pour faire face à ces complexités supplémentaires.

C'est ainsi que les bases légales fixées en 1973 s'avèrent inapplicables au point que la révision sexennale prévue pour 1979 est d'ores et déjà renvoyée aux calendes grecques et que les actualisations biennales des valeurs locales deviennent triennales dans le projet. De nombreuses imperfections (surimpression des logements sociaux, distorsions de taxation...) résultent déjà des lois de 1973 et 1975. Des milliers de réclamations ont entraîné des retards considérables dans les services du cadastre, sans que les pouvoirs publics s'en préoccupent.

La fiscalité locale comme la fiscalité d'Etat est victime d'une insuffisance en personnel dont l'administration et le pouvoir politique sont directement responsables.

Une répartition plus juste des charges fiscales affectées aux collectivités locales est nécessaire. Quatre millions de contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu supportent le poids de la taxe d'habitation. Le gouvernement ne propose qu'une seule mesure d'abattement pour ces derniers, pratiquement sans effet, car facultative et limitée à un nombre restreint de bénéficiaires.

Les agents des impôts ne croient plus à la volonté affichée par le gouvernement d'améliorer la fiscalité locale pour contribuer véritablement à la réforme communale.

(\*) Secrétaire général du Syndicat national unifié des impôts.

LOTO Clôture des jeux mardi après-midi

Coustouges : « Nous voulons rester libres »

De notre envoyé spécial

Constouges. — La situation financière de la plupart des petites communes est si difficile qu'il paraît parfois surprenant de constater que les maires de France, malgré l'insuffisance des moyens financiers dont ils disposent pour faire face à leurs tâches, refusent dans leur grande majorité, de céder au découragement.

Dans sa banalité exemplaire, le cas de Coustouges (Pyrénées-Orientales) illustre avec vivacité de résistance que les élus locaux manifestent en permanence et qui se nourrit dans le sentiment de la légitimité communale, ainsi que le soulignait en décembre 1977, M. Jacques Aubert, conseiller d'Etat, dans sa synthèse des réponses des maires au questionnaire du gouvernement : « Les communes veulent continuer d'exister, c'est là une affirmation qui, pour les maires, ne se discute pas. C'est la conviction première. Plus la commune est petite, plus son existence prend l'allure d'une profession de foi dont la portée dépasse de beaucoup celle d'un simple problème d'organisation administrative. »

La commune de Coustouges, nichée au cœur du Haut-Vallespir, est l'une des plus méridionales de France. Ici, la route s'arrête au centre du village que domine un magnifique clocher en grès rose, chef-d'œuvre de l'art roman. Pour aller plus loin, il faut aller la marche à pied à travers les montagnes.

L'Espagne est à quelques centaines de mètres, au fond d'un ravin. En hiver, le village grouille de touristes et de chasseurs. On comptait ceux du hameau de Villeroque qui lui est rattaché. En été, l'effectif de la population gonfle. L'école est fermée depuis longtemps. Les enfants en âge scolaire — une douzaine au total — vont en classe à Saint-Laurent-de-Cerdans, chef-lieu du canton. Comme toutes les petites communes de montagne, Coustouges est victime de l'exode rural. Les cultures ont presque totalement disparu et l'ancienne ferme locale n'abrite

plus que des souvenirs. Il n'y a plus ni boulangerie ni boucherie, mais il reste encore deux cafés et deux caves. La vie du village est en grande partie conditionnée par l'activité, de plus en plus incertaine, d'une fabrique d'espadrilles qui emploie encore une vingtaine de salariés. Frappée par la crise de l'industrie de la chaussure, cette entreprise familiale paraît condamnée à la fermeture.

Jusqu'à présent, la municipalité a dû emprunter chaque fois qu'il a fallu entretenir le patrimoine communal et réaliser certains travaux indispensables : création d'un nouveau cimetière, restauration de l'église, modernisation du réseau électrique, réalisation de l'adduction d'eau et du réseau d'égout. L'annuité à payer atteint maintenant près de 50 000 francs soit presque le double du produit des impôts directs (30 250 F) et presque la moitié du budget communal (145 000 F). Les charges obligatoires ne cessent d'augmenter, les conseillers municipaux doivent participer bénévolement, en dehors de leurs activités professionnelles, aux travaux communaux les plus divers afin de réduire au maximum les frais généraux. L'été dernier, le jour de la fête du 15 août, on a vu le maire, M. Edouard Cusi (P.C.), soixante et onze ans, nettoyer personnellement les canalisations du réseau d'égout qui étaient bouchées. « Je ne sais pas si à Perpignan, M. Alduy ferait ça », dit-il en souriant. Ne possédant pas les moyens de rémunérer un employé à temps complet, le conseil municipal a embourbé le temps partiel l'unique qui est aujourd'hui chargé de la collecte des ordures ménagères.

Il y a peu de temps encore, cette tâche incombait au maire et à ses adjoints. « Il nous est impossible d'avoir un employé communal à temps complet et de faire en même temps des investissements », déclare M. Jacques Serrat, deuxième adjoint.

L'homme à tout faire

L'ancien maire de la commune (1971-1977), ayant renoncé à cette fonction pour raisons de santé, M. Jacques Serrat sait mieux que quiconque, à Coustouges, de quel il parle. Fondé six ans, il fut l'homme à tout faire de la commune. On l'a vu ramasser les ordures ménagères, nettoyer la fosse d'épuration de la source alimentant en eau le village, vaquer à mille corvées quotidiennes après sa journée de travail dans un garage de Saint-Laurent-de-Cerdans. Aujourd'hui encore, il fait fonction de créier public quand il faut annoncer la prochaine messe dominicale ou le passage d'un commerçant ambulancier. « C'est le rôle de l'élu », dit-il.

La municipalité n'a pas assez d'argent pour construire une salle de réunion qui pourrait servir de salle des fêtes. Le coût en est évalué à 100 000 francs. Elle n'en a pas assez non plus pour rénover le réseau électrique communal dont la puissance est devenue trop faible pour alimenter normalement les fermes des environs. Les aides du conseil général ne suffisent pas. Afin que la commune ne soit pas complètement éphémère, les responsables de la règle municipale qui veulent un bon fonctionnement de l'éclairage public le font, en marge de leur activité professionnelle, pour une compensation de l'ordre de 100 francs par mois. Ils décaissent ainsi un excédent de recettes annuel de 10 000 francs environ, dont bénéficie le budget communal.

La commune a tiré profit, toutefois, au cours de ces dernières années, par le jeu des impôts, de la construction de quelques habitations nouvelles : les sommes modestes qu'elle a ainsi recueillies lui ont permis de contracter un nouveau emprunt d'un montant de 30 000 francs, remboursable en trente ans, pour réaliser une nouvelle adduction d'eau. Le conseil municipal place aussi son espoir dans la réalisation d'un lotissement d'une quinzaine d'habitations qui se situerait à proximité immédiate du village, mais jusqu'à présent la direction départementale de l'équipement n'a pas approuvé le projet présenté par un promoteur de Toulon. Elle invoque le code de l'urbanisme, se il n'y a pas de construction de nouvelles habitations, la commune ne peut pas faire de nouvelles habitations. Depuis si longtemps qu'on en parle aujourd'hui comme d'un projet de loi, il n'y a rien de concret. L'ouverture sur le territoire communal d'une nouvelle route entre la France et l'Espagne. Les Espagnols ont déjà tracé un chemin carrossable jusqu'à la frontière. Du côté français, le projet est approuvé depuis 1928.

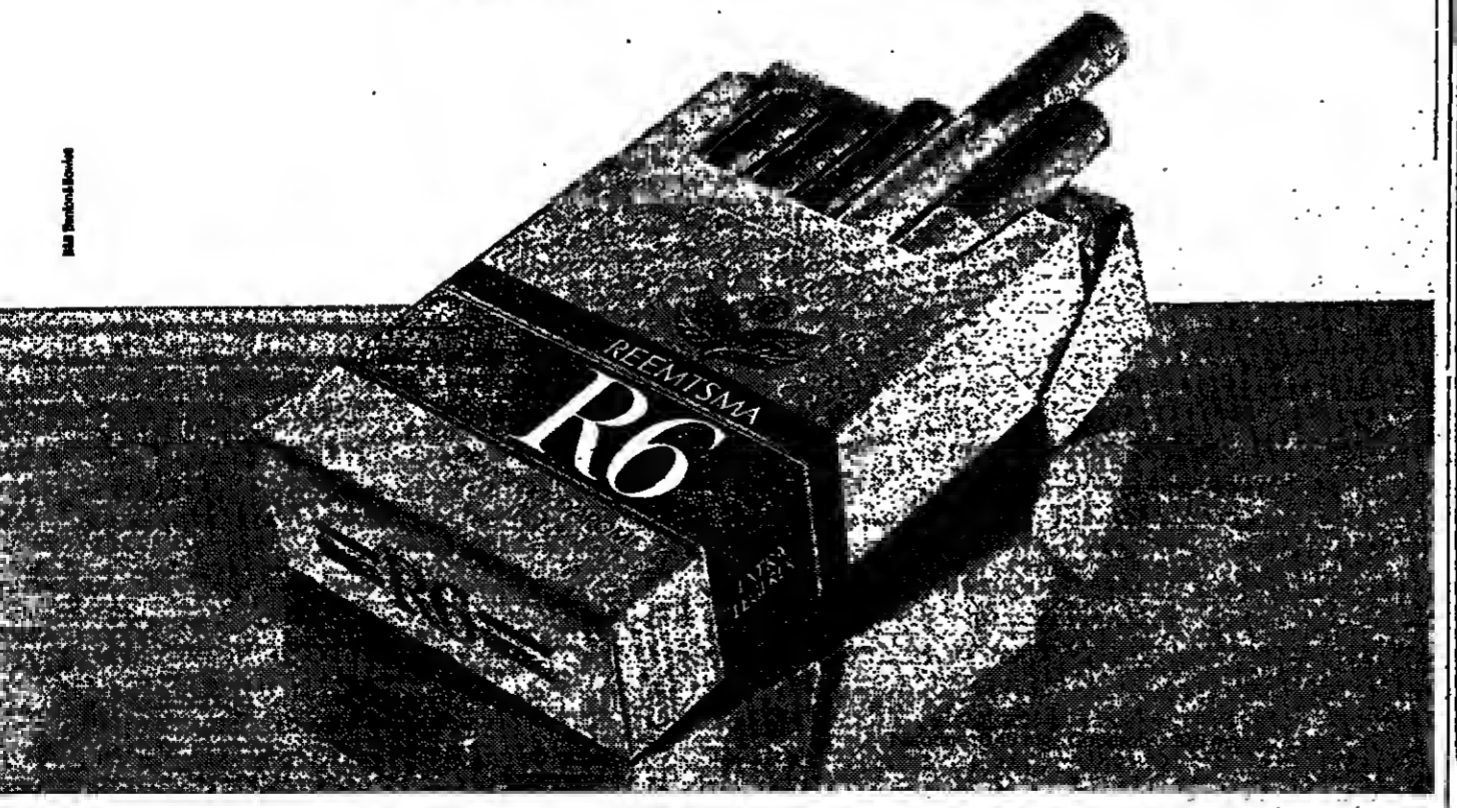
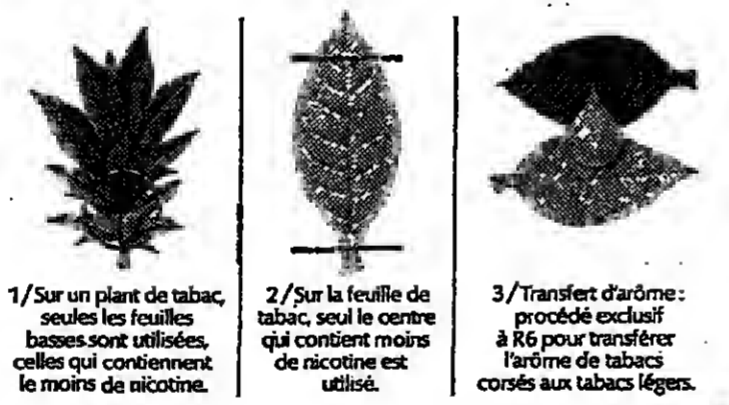
Pour les gros travaux de voirie, Coustouges a adhéré, il y a quatre ans, à un syndicat à vocation multiple, mais quand il a été question d'une fusion avec Saint-Laurent-de-Cerdans le projet préfectoral a été immédiatement repoussé à l'indéfini. « Nous sommes pauvres, mais nous préférons rester libres », dit le maire.

A Coustouges, comme ailleurs dans la France rurale, le vrai préalable de la réforme des collectivités locales est celui des finances et non pas celui des structures communales.

A. R. (1) M. Paul Alduy, U.D.F., député, maire de Perpignan.

LEGERE EN NICOTINE ET GOUDRONS. CORSEE EN GOUT ET EN AROME.

R6 est composée d'une sélection de tabacs blonds choisis pour leur très faible taux en nicotine et goudrons. Ces tabacs ont été enrichis de l'arôme de tabacs plus corsés. C'est le transfert d'arôme qui donne à la R6 tout son goût.



VIENT DE PARAITRE FAITS ET CHIFFRES 1978 l'aide mémoire de l'actualité économique observateur EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 18 F

IFG L'INSTITUT DE HAUTE FINANCE vous propose 30 JOURS DE FORMATION EN PROFONDEUR RÉPARTIS EN 10 SÉMINAIRES RÉSIDENTIELS SUR LES ASPECTS LES PLUS ACTUELS DE LA FINANCE D'ENTREPRISE PROMOTION N° 7 JANVIER 1979 LA SÉLECTION DES CANDIDATS S'EFFECTUE ENTRE JUIN ET NOVEMBRE DES DOSSIERS DE CANDIDATURES PEUVENT ÊTRE RETIRÉS JUSQU'AU 30 NOVEMBRE 1978 (1) Principaux thèmes : méthodologie de l'analyse des flux, optimisation des choix : trésorerie ou jour le jour, décision d'investir en avenir certain et incertain, décision de financement et de distribution. Stratégie de croissance et décroissance : restructuration et assainissement financier. L'environnement : politique économique et monétaire, marchés financiers, gestion du risque de change. RENSEIGNEMENTS : INSTITUT FRANÇAIS DE GESTION 37, quai de Grenelle, 75738 Paris, Cédex 15 Tél. : 578-61-52 Postes 473-448

4 JOURNEES EXTRAORDINAIRE

Handwritten text in a box: ٤٧٥٠ / ٤٧٥٠

# DES COLLECTIVITÉS LOCALES

## LA NOUVELLE TAXE PROFESSIONNELLE SERAIT « INJUSTE ET INUTILE »

### BOULOGNE-BILLANCOURT ET GENNEVILLIERS AUX BARRICADES

Le projet de réforme de la fiscalité des collectivités locales, qui est discuté au Sénat à partir du mardi 7 novembre, suscite ici et là de nombreuses réactions. Parmi les élus locaux d'Ile-de-France, ces derniers, s'ils ne s'attendent guère d'une manière générale au détail des mesures d'un projet souvent jugé « peu consistant », réagissent, en revanche, très vivement à son article 4, qui prévoit une

« répartition nationale des ressources exceptionnelles de taxe professionnelle », consistant à retirer aux communes « riches » les revenus de la patente excédant deux fois la moyenne nationale par habitant, afin de redistribuer les sommes aux communes « pauvres », c'est-à-dire celles qui possèdent une patente inférieure à la moitié de la moyenne nationale.

Deux communes des Hauts-de-Seine, fortement concernées par cet article 4 puisque très industrialisées, fournissent un exemple significatif : Boulogne-Billancourt et Gennevilliers.

A la veille des débats parlementaires, leurs maires respectifs, M. Georges Corne (B.P.R.) et Lucien Lanterrier (P.C.), nous ont fait connaître leur sentiment sur le projet gouvernemental.

Boulogne-Billancourt, ni à Gennevilliers, on ne trouve des dépenses inutiles ou superflues qui pourraient être aisément réduites, et même une « réduction drastique et monétaire » des dépenses communales ne suffirait pas à compenser la perte subie.

En outre, le projet, face à l'augmentation d'une « véritable catastrophe », explique M. Georges Corne, « c'est le contraire que l'on veut faire. L'Etat devrait commencer par prendre en charge les dépenses qui lui incombent normalement et qui nous supportons en matière d'enseignement et d'aide sociale notamment ».

Enfin, compte tenu de la réduction de la majorité des formations politiques et des élus municipaux, le projet risque bien, de l'avis général, de ne pas voir le jour dans sa forme actuelle ou sous une forme légèrement modifiée. Pourtant, s'il devait être appliqué, quelles en seraient les conséquences sur le terrain ?

L'abandon de la taxe professionnelle représenterait, selon l'estimation des maires, une perte de ressources de 18 millions de francs à Boulogne et de 25 millions de francs à Gennevilliers, où la taxe professionnelle représente 83 % des ressources communales.

Représenter ce manque à gagner sur la base d'habitation reviendrait à augmenter les impôts locaux à Boulogne, à la triple et à Gennevilliers, à la double.

« L'abandon de la taxe professionnelle, remarque le maire de Boulogne, mais si je dois la payer, c'est-à-dire si je suis obligé d'accepter les dépenses correspondantes... »

« L'abandon de la taxe professionnelle, remarque le maire de Gennevilliers, que les communes ont la plus grande partie de leur population en majorité ouvrière, dont les besoins sociaux sont supérieurs à ceux des populations des communes résidentielles ».

Inutiles aussi, puisque, si l'on en croit les simulations réalisées par le ministère du budget à sur la base d'un écartement à deux fois la moyenne nationale des bases de la taxe professionnelle par habitant, mille cinq cents communes participeraient au financement du fonds de répartition, dont les ressources s'élevaient à un milliard de francs. Partagée entre vingt mille communes, cette somme représente un gain de 5 millions d'anciens francs.

Quant au sonnet gouvernemental de « une part jamais en concurrence avec les entreprises », en égalisant quelque peu leur taux d'imposition, il paraît hors de propos dans la mesure où les entreprises les plus imposées sont aussi celles qui bénéficient dans leur com-

# URBANISME

## DÉBAT

### Qui doit choisir le mobilier urbain ?

Nommé récemment à la commission du mobilier urbain de la Ville de Paris, M. André Parinaud, président de l'Académie nationale des arts de la rue, expose ci-dessous les grands points qui ont été récemment mis en lumière sur ce sujet lors de la Biennale internationale des arts de la rue.

Le mobilier urbain est un élément déterminant du caractère d'une rue ou d'un quartier. Il doit contribuer à sa spécificité. Il influence directement la sensibilité et la vue des passants et des habitants et doit être conçu comme un facteur du dynamisme de la personnalité d'un lieu. Son intégration et sa modulation sont des principes déterminants de son choix, notamment par la couleur.

La rue se vit en volumes et non en plans. On doit l'appréhender dans son espace et ce qui se crée dans l'espace urbain par les piétons et les citoyens. Ce facteur peut être considéré comme un élément important de la personnalité du « civisme moderne ».

Le meilleur mobilier urbain sera simple, naturel, fonctionnel (l'exemple d'une marche d'escalier avec large seuil qui peut également servir de banc, ou qui s'achève en bornant une fontaine est significatif). Il doit être immédiatement identifiable et parfaitement intégré dans l'ensemble de l'espace. L'imaginaire des créateurs capables de s'approprier un espace, leur sens de la couleur, leur capacité à évaluer des formes magnétiques, sont irremplaçables pour la création du mobilier urbain. La commande exacte doit toujours précéder la proposition créative.

La conception du mobilier urbain ne peut être définie que dans le contexte d'une politique cohérente de l'environnement, du plan d'urbanisme et du plan de circulation. Cette définition doit intégrer les notions de valeurs culturelles historiques, de besoins et de fonctions et d'esthétique contemporaine. C'est l'appréciation des relations de ces valeurs qui doit constituer le code propre à un quartier ou à la rue. Le « Livre blanc » qui paraîtra dans les trois mois et présentera la synthèse des travaux du congrès de la Biennale internationale des arts de la rue apportera dans ce domaine comme dans d'autres d'utiles propositions.

L'hérésie fondamentale des autorités et des administrations est de procéder en matière de mobilier urbain à un appel d'offres directement auprès des fabricants. L'appel d'offres devrait être d'abord précédé d'une définition de la commande fondée sur une comparaison éventuelle de cas semblables ou une analyse objective des besoins, voire d'un sondage public. Ensuite, il conviendrait de procéder à un concours limité auprès des créateurs qui accepteraient de concevoir et de dessiner les modèles, dont la ville devrait devenir propriétaire. Car ce choix engage, dans la mesure où il concourt à enlever le visage de la cité. Voilà une véritable responsabilité municipale ! Qu'on le veuille ou non, les arbres, les corbeilles à papier, modèrent notre sensibilité et définissent la qualité — ou la non-qualité — de l'espace de Paris ! Ça n'est qu'ensuite que les fabricants se retiennent confrontés sur le plan de l'exécution et du prix de revient.

Actuellement, aucun d'entre eux n'est réellement capable de créer en fonction des exigences nouvelles. Ajoutons que l'entrisme du mobilier urbain doit faire partie intégrante du contrat d'exécution.

Paris des MILT (1) de M. Deceux. Ne pourrait-on pas limiter la monstruosité de ces surfaces publicitaires en faisant accepter leur tracé par les industriels du mobilier urbain publicitaires. Il est dommageable pour le pays tout entier qu'un seul mobilier urbain puisse être placé de Calais à Nice, et de Biarritz à Metz, comme un maquis de fer déformant l'ensemble beaux des lieux, l'ensemble des lieux, l'ensemble des générations. Aucun concept libéral, aucune offre et attachement soignée, ne peut excuser une municipalité qui s'élève pour quinze ans l'espace collectif, au profit de l'intérêt d'un seul !

Et, dans ce sens, le souhait de M. Chirac de faire disparaître la publicité des corbeilles de rues est un élément positif de réaction, comme le serait aussi une décision de ne pas permettre l'implantation au cœur de

### UNE PERTE SÈCHE DE 200 MILLIONS DE F. POUR PARIS

La discussion prochaine des projets de loi, finances et fiscalité, sur la réforme des collectivités locales, va-t-elle donner lieu à une nouvelle passe d'armes entre Paris et l'Etat, qui viendrait juste de régler leur contentieux financier ?

A propos des dispositions relatives à la répartition de la taxe professionnelle, la base d'imposition moyenne, pour cette taxe, est actuellement de 2500 F par habitant, et le projet de loi envisage de multiplier par deux ce chiffre. Toutes les communes qui auront une base d'imposition moyenne supérieure à 5000 F se verront donc élever la suppression de ressources gouvernementales de la taxe professionnelle. Pour Paris, qui compte deux millions trois cent mille habitants, on arrive à un chiffre qui se situe entre 180 et 230 millions de francs à verser au Fonds national de répartition de la taxe professionnelle, prévu dans le projet de loi. Les ressources totales de ce fonds sont évaluées pour l'ensemble du territoire national, à 1 milliard, de francs.

Paris devrait donc majorer ses impôts de 2,5 à 3 % pour maintenir les recettes prévues. Or, en arrivant ainsi, pour l'année 1979, à une augmentation totale de la fiscalité de 22 à 24 %, comme le déclarait récemment M. Henri Fribolin (P.C.), conseiller de Paris.

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### Paris avait trop de bureaux Paris va manquer de bureaux...

Contrairement à une idée largement répandue, Paris n'a pas manqué de bureaux pendant la dernière décennie. En fait, le stock de bureaux ne cesse de croître, et ce, à un rythme qui ne cesse de s'accroître.

Ce constat, lourd de conséquences pour l'activité économique de la capitale, figure dans un rapport sur « la situation des bureaux à Paris » qui vient de remettre l'Académie nationale des arts de la rue (A.N.A.R.) au maire. L'A.N.A.R. écrit notamment : « La Ville doit proposer une nouvelle politique d'aménagement des bureaux dans la capitale... »

« L'atelier parisien propose dans la construction de 500 000 mètres carrés de bureaux étalés sur une dizaine d'années et, notamment, situés à l'est de la capitale. Ces réalisations permettraient la création, chaque année, de trois mille emplois ».

Depuis deux décennies, la construction de bureaux neufs dans la capitale a permis la création de nombreux emplois tertiaires et a offert de meilleures conditions de travail. Récemment, une situation nouvelle s'est créée : la construction s'est ralentie, le stock s'épuise et les projets se raréfient. Pourtant, la demande de bureaux ne cesse de croître, et la modernisation du parc des bureaux — qui abrite plus d'un million de personnes — est loin d'être achevée. En majorité anciens, les locaux sont souvent exigus ou mal adaptés. Ils offrent ainsi 15 m<sup>2</sup> par personne dans la capitale contre 18 m<sup>2</sup> en banlieue, 18 m<sup>2</sup> à Londres et 20 m<sup>2</sup> à New-York.

Selon le rapport, le ralentissement de la construction des bureaux résulte de la conjonction économique défavorable et de la préférence des investisseurs régionaux de nombreuses surfaces vides. Il s'explique également « par la mise en place d'un dispositif législatif particulièrement défavorable à Paris ».

La construction de bureaux dans la capitale est, en effet, soumise dans une part de la France et à l'application de contraintes liées en place pour assurer le développement de la politique nationale et régionale d'aménagement du territoire et, outre par, aux règles du plan d'occupation des sols, mises en œuvre depuis 1973 et qui limitent dans la quasi-totalité des quartiers de la capitale la possibilité de construire des bureaux.

Au début de l'automne, 170 000 m<sup>2</sup> de bureaux vides, neufs et anciens, étaient proposés à la vente ou à la location dans la capitale. A ces surfaces s'ajoutent 130 000 m<sup>2</sup> en chantier dont la livraison est prévue d'ici à 1980 (1). « Ainsi, les bureaux vides représentent moins de 2 % du parc de la capitale et l'ensemble de l'offre proposée (300 000 m<sup>2</sup> environ) moins de 3 % du total des locaux existants », constate l'A.N.A.R.

Pour les prochaines années, les projets sont les suivants : 60 000 m<sup>2</sup> hors œuvre à Bercy et 110 000 m<sup>2</sup> dans les ZAC (zones d'aménagement concerté) publiques. Sur ce total, 50 000 m<sup>2</sup> sont destinés à remplacer les sièges sociaux de Citroën et du Port autonome de Paris, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement. Les autres surfaces se répartissent ainsi : 15 000 m<sup>2</sup> dans le secteur Jemmapes-Grange-aux-Belles (10<sup>e</sup> arrondissement), 18 000 m<sup>2</sup> dans le secteur Lahire (13<sup>e</sup> arrondissement), 19 000 m<sup>2</sup> dans le secteur Beaugrenelle (15<sup>e</sup> arrondissement), 8 000 m<sup>2</sup> dans le secteur Réberval (18<sup>e</sup> arrondissement) et 3 000 m<sup>2</sup> dans le secteur Paillasson (20<sup>e</sup> arrondissement).

**Samaritaine Capucines**  
Samaritaine de Paris  
21 Boulevard des Capucines, Paris - Tél. 50.10.70

**Mardi 7 • Mercredi 8  
Jeudi 9  
Vendredi 10 Novembre**

**4 JOURNÉES EXTRAORDINAIRES**

**Soldes et occasions**

dans tous les rayons

MAGASIN OUVERT TOUTS LES JOURS DE 9 H 30 A 18 H 30

**HOTEL SHERATON**

MONT-PARNASSE, Capitale SHERATON à deux pas de Saint-Germain-des-Prés à 6 stations de métro des Champs-Élysées.

Le plus grand hôtel de la Rive Gauche  
Un restaurant raffiné le Montparnasse 25, le bar Coral.  
1.000 chambres spacieuses. Parking.

\*\*\*\* LUXE

TEL. 260.35.11 Paris-Sheraton Hotel  
AVENUE DE LAINE - RUE DU COMMANDANT MOUCHOTTE TELÉPHONES

Si le parc de bureaux de la capitale ne se renouvelle pas rapidement et si l'offre doit se tarir progressivement, les conséquences, pour la Ville, seraient, selon le rapport de l'A.N.A.R., les suivantes : « le nombre des emplois diminuera. Non seulement en raison de l'absence de nouvelles capacités d'accueil, mais aussi parce que les entreprises souhaitant améliorer les conditions de travail de leur personnel ou regrouper leurs implantations seront plus nombreuses à quitter Paris. Finalement, les entreprises qui restent dans la capitale s'adapteront à des conditions de travail de moins en moins adaptées. De tels mouvements ont déjà été enregistrés au cours du premier trimestre 1978. Trois accords ont été ainsi conclus avec des entreprises (Pechiney, N.C.R., Snelcor) qui vont quitter Paris pour la banlieue (Orteil pour Snelcor, la Défense pour Pechiney et N.C.R.). Leur départ libère près de 40 000 m<sup>2</sup> de bureaux dans la capitale.

« Ainsi, la rareté de l'offre dans Paris, l'absence d'une offre de bureaux dans la capitale et les prix souvent élevés peuvent accélérer une évolution défavorable qui ne manquerait pas de se répercuter gravement sur l'activité économique de la capitale et sur ses finances », conclut l'A.N.A.R.

JEAN FERRIN.

(1) Au mois de juin 1978, la surface des bureaux « en blanc », c'est-à-dire non affectés, proposés à Paris était la suivante : dans le centre, du 1<sup>er</sup> au 7<sup>e</sup> arrondissement : 49 300 m<sup>2</sup> ; dans la zone des affaires, 8<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> arr. : 63 200 m<sup>2</sup> ; 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> arr. : 27 300 m<sup>2</sup> ; le périphérie : 19<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> arr. : 43 200 m<sup>2</sup> ; 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arr. : 39 800 m<sup>2</sup> ; 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, et 20<sup>e</sup> arr. : 45 000 m<sup>2</sup>. Soit un total de 300 800 m<sup>2</sup>, qui se décompose comme suit : 180 400 m<sup>2</sup> de bureaux vides et 120 400 m<sup>2</sup> de bureaux en chantier.

A RÉFORME  
ins rester libre

PARAITRE  
ET  
LES 1978

TITUT DE  
E FINANCI

R 1979

**Offre exceptionnelle**  
pose gratuite  
jusqu'au 30-11-78



Comptez environ 810 F TTC pour isoler une fenêtre moyenne (2 fois 180 x 50 cm) avec Isobaie T 32 (verre de 4 mm). Prix indicatif au 1.9.78 avec pose gratuite (prix spéciaux cliniques, hôtels, collectivités, administration). Crédit gratuit 3 versements

Contre le froid et le bruit  
**doublez vos vitrages**  
avec **Isobaie T 32 ou TA 32**

Vous réduirez de 50% les pertes de chaleur dues aux vitrages, vous diminuerez les bruits de la rue de 32 décibels... et vous paierez moins d'impôts.

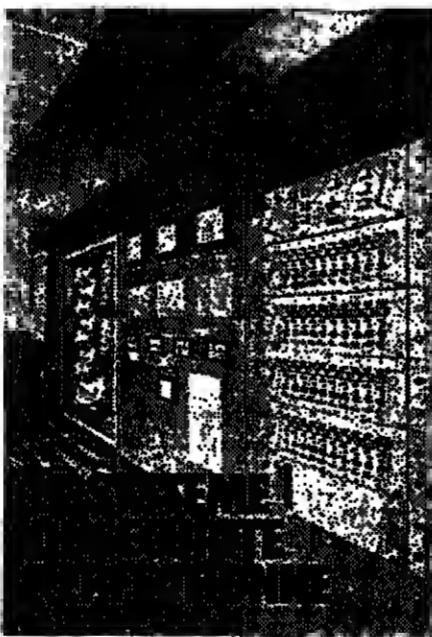
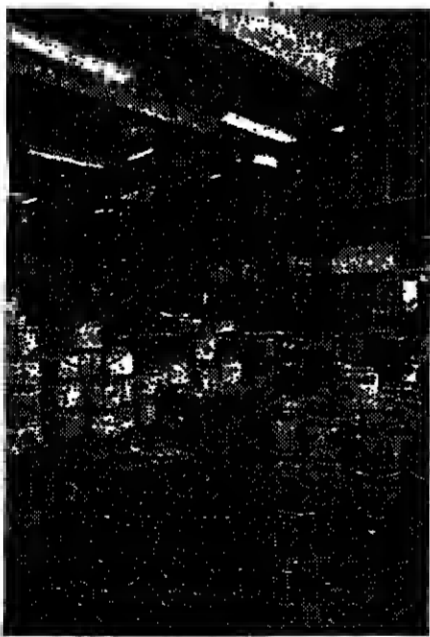
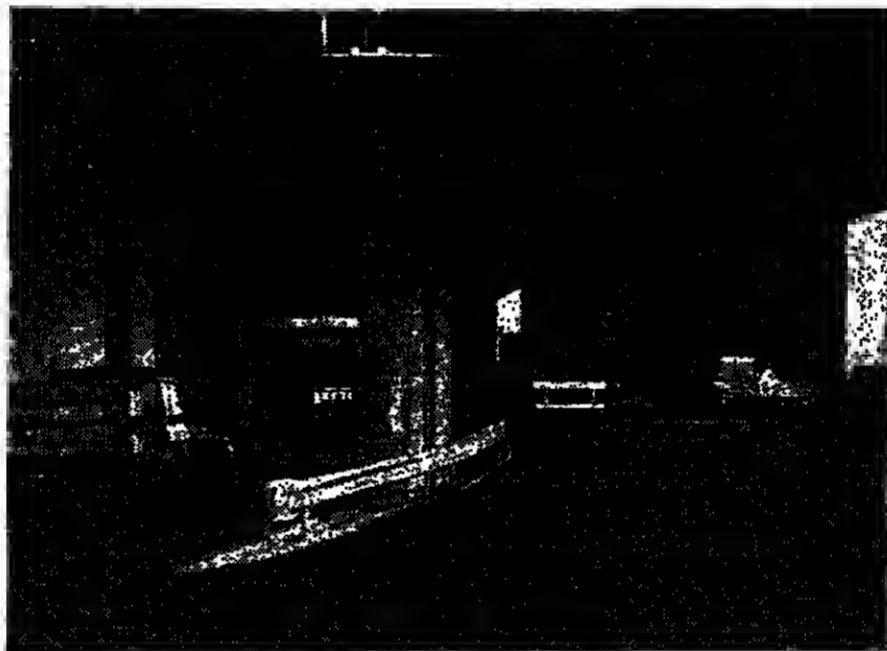
Spécialiste Isobaie-glaces Saint-Gobain  
**Sté Paris Isolation**  
B.P. 343 - 75625 Paris Cedex 13  
Tél. 336.44.55

Devis gratuit sur demande  
Pose : Paris et grande banlieue

Quinette sa	1
Société Marchand	2
Graphic PLV	4
Imprimerie Mabe	4
Bottle NIF	8
ISB	14
COP	15
Wea Filasochi Music	18
Naico	22
Somover	23
Prismacolor	24
Editions Valiant	25
Mat Isolants	28
Loa Stein sa	32
Ormatu Electric	33

**aux portes de Paris**

**Qu'est-ce qui les fait venir à MOZINOR?**



**MOZINOR, un ensemble industriel urbain en service**

appelez André MANENQ au 858.15.60

SADEMO, 15, avenue de la Résistance - 93100 MONTREUIL

سازمان ایمنی

**ÉTRANGER**

**LE CLUB DE PARIS CONSENT A UN ALLÈGÈMENT DE LA DETTE EXTÉRIEURE DU PÉROU**

Les représentants des pays créanciers du Pérou, réunis le 3 novembre au sein du Club de Paris, ont décidé d'accorder à ce pays un allègement important de sa dette extérieure.

Le Pérou ne rembourse, en 1978 et en 1980, que 10 % de sa dette publique. Cette disposition permettra de ramener à 30 % la part des revenus à l'exportation de ce pays consacrée au service de la dette (contre la moitié actuellement). Les 90 % restant seront remboursés en sept ans à partir de 1981.

**ALLEMAGNE FÉDÉRALE**

Le chômage touchait en octobre 901 640 personnes en Allemagne fédérale, soit 3,9 % de la population active, contre 3,8 % en septembre et 4,2 % en octobre 1977. — (Afp.)

**ÉTATS-UNIS**

Le chômage a diminué en octobre aux États-Unis, revenant à 5,8 % de la population active, contre 6 % en septembre, ce qui constitue le meilleur résultat constaté depuis juin (6,7 %). Le nombre de chômeurs était, le mois dernier, de 5,8 millions au lieu de 6 millions. Parallèlement le nombre des emplois s'est accru de 325 000 en octobre pour s'élever à 96,2 millions. En un an, 3,6 millions d'emplois ont été créés. — (Afp.)

Dans un communiqué diffusé par le ministère français de l'économie, les représentants des quatre pays présents à cette conférence (États occidentaux et Japon) précisent qu'ils ont été « sensibles aux efforts de redressement entrepris par le gouvernement péruvien dans le contexte des accords financiers internationaux qu'il a conclus récemment et de son programme économique et financier pour la période 1978-1980. Ils ont estimé opportun d'apporter une contribution positive au redressement de la balance des paiements du Pérou, afin de faciliter la reprise de la croissance économique à un rythme satisfaisant. »

« Dans cet esprit, poursuit le communiqué, les représentants des pays participants sont convenus de recommander à leurs gouvernements respectifs un allègement important de la dette extérieure du Pérou à l'égard des organismes publics des pays créanciers et des créances garanties ou assurées par ces organismes. »

**AFFAIRES**

**LE GROUPE ALLEMAND OTTO VERSAND AUGMENTE SA PARTICIPATION DANS « LES TROIS SUISSES »**

(De notre correspondant.)  
Lille. — La société Otto Versand, de Hambourg, numéro 2 allemand de la vente par correspondance, vient de porter de 25 % à 35 % sa participation dans le capital de la société Trois Suisses International.

En 1974, une convention avait été signée entre les deux groupes prévoyant qu'Otto Versand, en plus d'une prise de participation immédiate de 25 %, aurait la possibilité ultérieure de transformer des obligations convertibles Trois Suisses en actions pour augmenter sa participation jusqu'à 35 %. La levée de l'option marque, selon la direction des Trois Suisses, « la volonté des deux groupes de réaliser en commun leurs objectifs de développement sur les marchés européens ».

Les Trois Suisses, numéro 2 de la vente par correspondance française après La Redoute et dont le principal actionnaire est un groupe familial de la région de Roubaix, a réalisé durant l'exercice 1977-1978, clos le 30 juin, un chiffre d'affaires consolidé de 2,33 milliards de francs, dont 1,77 milliards en France, contre 1,68 milliards pendant l'exercice précédent. — G. S.

La Phocéenne de métallurgie, société française de robinetterie de la région marseillaise, qui fournit des équipements pour l'industrie pétrolière, a pris le contrôle d'Ostill, firme britannique spécialisée dans le commerce et la distribution de matériel de tuyauterie pour le raffinage et la pétrochimie. Le chiffre d'affaires d'Ostill dépassera, en 1978, 1 million de livres sterling (8,5 millions de F).

**CONJONCTURE**

Dans un rapport au Sénat

**M. PISANI PROPOSE LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS**

« On n'exporte pas ce que l'on produit, mais on exporte ce que l'on est. » Cette formule pourrait servir d'exergue au rapport sur « les enjeux et les conditions des échanges extérieurs de la France », que présente à la presse, ce lundi 8 novembre, M. Edgar Pisani, sénateur socialiste de Haute-Marne. Ce texte de 194 pages, dont la préparation avait été lancée en décembre 1977, a été adopté en octobre 1978 par les trois commissions du Sénat qui furent à l'origine de sa publication.

Dans ce document, l'ancien ministre du général de Gaulle, après avoir rappelé, à l'aide de citations un peu longues, les données mondiales, évoque, face à la nécessité d'une présence constante et active sur tous les terrains, le « complexe » français. Le thème n'est pas nouveau, mais la conclusion est nette : « Il n'y a pas de marché du siècle. Notre avenir se joue moins en termes de secteurs ou de zones géographiques qu'en termes de flexibilité des investissements, des équipes de chercheurs ou des entreprises, en termes de capacité de mobilisation et de création. »

Une analyse substantielle est consacrée à l'agriculture, l'attention étant notamment attirée, de façon judicieuse, sur l'intérêt d'une réduction des importations non seulement de certains produits (bois, porc, etc.), mais aussi de facteurs de production comme l'énergie, les engrais ou les protéines. Moins fournis sont les chapitres traitant de l'énergie, de l'industrie ou des autres aspects du commerce extérieur. Mention est faite de la nécessité de l'information sur la réalité économique de chaque pays du monde, « qui constitue une matière première aussi indispensable que le pétrole, la fer ou le bois ».

En conclusion, M. Pisani, après avoir mis l'accent sur la nécessité d'améliorer le travail parlementaire en s'inspirant des méthodes américaines, propose la création d'un « ministère de la planification et des échanges extérieurs », l'actuel ministre du commerce extérieur « n'ayant pas les moyens de sa fonction ». Il s'agit de résoudre le dilemme « emploi ou équilibre extérieur », puisque 1 % de croissance équivaut, selon l'auteur, à cent mille chômeurs en moins, mais à 5 milliards de déficit commercial en plus.

Le rapport est prolongé par deux documents intéressants. L'un présente en 354 pages une analyse des faits et des textes relatifs aux échanges internationaux, qui constitue une sorte de manuel du commerce extérieur. L'autre reproduit les diverses contributions adressées à la commission « une sollicitation », qu'elle émanent des syndicats, des organisations professionnelles ou bien des chefs d'entreprise, des banquiers et des fonctionnaires. — M. B.

Mutuel

DE

CO

CO

CO

CO

CO

CO

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT FRANCE ENTREPRISES

La souscription publique des actions de cette SICAV est ouverte à dater du 6 novembre 1978.

D'ores et déjà, France Entreprises détient les 60 % d'actions françaises requises pour permettre à ses actionnaires de bénéficier des avantages fiscaux prévus par la loi du 13 juillet 1978.

Aux côtés du président, M. Pierre de Calan, siègeront au conseil d'administration : M. Jean-Marie Faisel-Marmont, directeur de Faisel-Marmont Merrill Lynch S.A., la banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, représentée par M. Jean Brunet-Morat, directeur général, la banque Jordan, représentée par M. Guy d'Ussel, président du directoire, Barclay's Bank S.A., représentée par M. Pierre Gomon, directeur général adjoint, la Caisse Industrielle d'Assurance mutuelle, représentée par M. Robert Choplin, directeur général, la Caisse de retraite et de prévoyance « Hausmann », représentée par M. Lucien Pourrier, président.

Il est rappelé que les actions France Entreprises peuvent être souscrites aux guichets de Barclay's Bank S.A., de la Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, de la banque Jordan et de la Société Générale de Paris.

## Crédit Mutuel : SICAV - ÉPARGNE INDUSTRIE

Sur avis favorable de la Commission des Opérations de Bourse, le Ministre de l'Économie a donné son agrément à la constitution d'Épargne Industrielle, Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) du Crédit Mutuel.

La souscription d'actions de cette Société permettra aux épargnants de bénéficier des avantages fiscaux prévus par la loi du 13 juillet 1978, c'est-à-dire de la possibilité de déduire de leurs revenus imposables 5.000 F par an (montant majoré dans certaines limites en fonction du nombre d'enfants à charge).

Conformément aux dispositions de la loi précitée, les actifs d'Épargne Industrielle seront constitués à hauteur de 60 % minimum par des actions de Sociétés françaises.

Le Conseil d'Administration de cette SICAV, présidé par M. René BENOIST-LUCY, Conseiller Financier de la Caisse Centrale du Crédit Mutuel, comprendra la Caisse Centrale du Crédit Mutuel, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, la Caisse Fédérale Bretonne de Crédit Mutuel, la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest, la Caisse Centrale Vendéenne de Crédit, la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie, et la Caisse Centrale du Crédit Mutuel de l'Alsace, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme.

## CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

La Caisse nationale de Crédit agricole émet, à compter du 2 novembre 1978, un emprunt obligataire d'une durée de quinze ans et d'un montant de 2.400 millions de francs.

Le taux d'intérêt nominal est de 10,30 %.

## L'UNION DU CRÉDIT COOPÉRATIF

Membre de l'Alliance Coopérative Internationale

Le groupe du Crédit coopératif fait désormais pleinement partie de l'Alliance coopérative internationale à travers l'Union du Crédit coopératif qui l'y représente dans son ensemble depuis qu'elle y a été admise comme membre à part entière, par décision du Comité exécutif de l'Alliance réuni à Copenhague le 9 septembre 1978. Jusqu'ici seuls quelques établissements spécialisés du Crédit coopératif faisaient partie de certains comités particuliers de l'Alliance.

Rappelons que l'A.C.I. représente 330 millions de coopérateurs groupés en quelque 800 000 organisations coopératives réparties dans quarante-quatre pays. Son président est E. Kartens, président de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, président du mouvement national de la coopération et par ailleurs administrateur de la Caisse centrale de Crédit coopératif.

## CENTENAIRE - BLANZY

Le conseil d'administration, réuni le 2 novembre 1978 sous la présidence de M. Frédéric Curiaux, a arrêté le bilan et les comptes de l'exercice 1977-1978 clos le 30 septembre 1978.

Le solde bénéficiaire du compte d'exploitation s'élève à 4.347.842 F contre 7.430.431 F pour l'exercice 1976-1977 et le bénéfice net y compris les plus-values nettes à long terme à 11.731.080 F contre 11.408.781 F.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 20 décembre 1978, de porter 4.330.000 F à la réserve pour plus-values à long terme et, aux autres réserves, 12.373 F correspondant aux profits immobiliers imposables à taxes réduites. Le bénéfice courant distribuable ressort, en conséquence, à 7.198.872 F contre 4.987.395 F pour l'exercice 1976-1977.

Le conseil d'administration propose à l'assemblée générale une distribution globale de 7.198.801 F, correspondant à un dividende net de 23 F augmenté de l'impôt déjà versé au Trésor (avoir fiscal) de 11,50 F, soit un total 34,50 F par action. Le dividende précédent avait été de 22 F assorti d'un avoir fiscal de 11 F.

## unipremière

### SICAV

Réuni le jeudi 26 octobre 1978 sous la présidence de M. Jean-Claude de la Tribouille, le conseil d'administration d'Unipremière a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1978.

Le bénéfice net de l'exercice qui s'élève à 6.617.273,31 F est composé :

Du solde des produits courants (net) : 3.052.872,17 F

Du solde des autres produits : 3.564.401,04 F

Il sera proposé à l'assemblée générale, convoquée pour le 14 décembre 1978, de distribuer un dividende global de 108,23 F par action dont la valeur liquidative au 30 septembre 1978 atteignait 1.882,87 F contre 1.472,57 F un an plus tôt. Compte tenu du coupon brut de 96,80 F détaché le 20 décembre 1977, la performance brute est donc de 21,01 %.

### UNIOBLIGATIONS

#### SICAV

Réuni le jeudi 26 octobre 1978 sous la présidence de M. Jean-Claude de la Tribouille, le conseil d'administration d'Uniobligations a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1978.

Le bénéfice net de l'exercice, qui s'élève à F 7.389.796,05, est composé :

Du solde des produits courants (distribuable) : F 3.283.957,77

Du solde des autres produits : F 4.005.838,28

Il sera proposé à l'assemblée générale, convoquée pour le 14 décembre 1978, de distribuer un dividende global de F 113,07 par action dont la valeur liquidative au 30 septembre 1978 atteignait F 1.674,24 contre F 1.457,40 un an plus tôt. Compte tenu du coupon brut de F 99,51 détaché le 20 décembre 1977, la performance brute est donc de 21,71 %.

### SÉLECTION CROISSANCE (SICAV)

Actif net (M. F.)	30-6-78	30-9-78
Répartition :	51,21	58,27
	%	%
— Actions françaises	22,5	33,9
— Actions étrangères	25,3	32,1
— Obligations franc.	—	—
• Convertibles	11,2	13,1
• Autres	16,9	15,4
— Obligations étrang.	3,6	3,3
— Liquidités	19,3	3,2
Nombre d'actions en circulation	100	100
et valeur de l'action en F	51,127 89 434	561,76 630,08

# EMPRUNT EDF

novembre 1978 de 1500 millions de francs

## Obligations de 2000 francs 10,20%

Prix d'émission : le pair soit 2000 F par obligation.

Date de jouissance : 9 novembre 1978.

Intérêt par obligation :

- 102 F payables le 9 mai 1979.
- 204 F payables le 9 mai des années 1980 à 1995.

Amortissement :

En 14 annuités constantes d'intérêt et d'amortissement :

- soit par remboursement au pair le 9 mai de chacune des années 1982 à 1995 à la suite d'un tirage au sort, pour la moitié ou moins des titres à amortir ;
- soit par rachats en Bourse.

Souscriptions :

Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :

- Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications,
- Caisses de Crédit Agricole Mutuel, et Caisses d'Épargne,
- Caisse Nationale de l'Énergie,
- Banques et tous intermédiaires agréés par la Banque de France.

Cotation :

Les obligations du présent emprunt feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris).

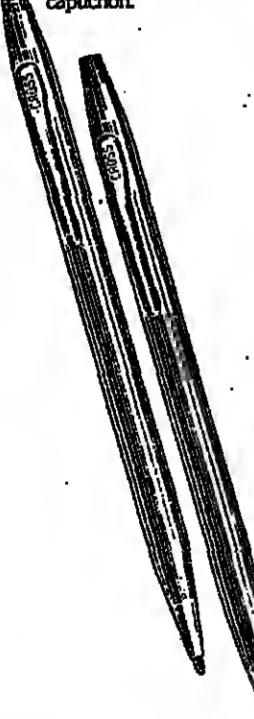
Taux de rendement actuariel brut : **10,21%**

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION.

L'admission des obligations en SICOVAM sera demandée.

**Chaque jour pour toujours**

Un stylo Cross est un cadeau pour la vie. Dans une génération, il sera toujours aussi apprécié pour sa parfaite distinction, il fonctionnera toujours avec la même précision, celle d'un chronomètre... tout simplement. Vous trouverez les stylos Cross garantis pour la vie, chez les spécialistes du stylo, en doublé or, en argent ou or massif, en chromé. Leur signe mondial de reconnaissance : la tête noire du capuchon.



**CROSS**  
DEPUIS 1848

A.T. CROSS France  
11, rue Laugier 75017 Paris

meubles


**Chapo**

en bois massif



14 bd de l'Industrie 75008 Paris  
tel. 234 2518

This announcement appears as a matter of record only.



**amro bank**  
amsterdam-rotterdam bank n.v.

1:10 rights issue of 2.146.476 ordinary shares  
issue price **dfis. 67** per share  
of dfis. 20 par value each

The following **EBIC** banks have acted as underwriters:

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.  
Banca Commerciale Italiana  
Creditanstalt-Bankverein  
Deutsche Bank AG  
Midland Bank Limited  
Société Générale de Banque S.A.  
Société Générale

October 31, 1978.

\*EBIC: European Banks International.

## TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU



**Transport auto  
Paris-Grenoble  
230F-50%=  
115F\***

\* (pour un véhicule de moins de 3,81 m de long)

Pis au 1/1076 général pendant le durée de validité des tarifs actuellement applicables.

Trains autos couchettes **SNCF**  
L'auto les yeux fermés.

## BONS DU TRESOR

un placement sûr,  
remunérateur et disponible  
à tout moment.

\* (à partir du quatrième mois)

taux de rendement actuariel fixé  
jusqu'à 9,50 %



VIENT DE PARAITRE

## FAITS ET CHIFFRES 1978

l'aide mémoire de l'actualité économique

**observateur**

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 18 F

## TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU



Au départ de Paris  
**4 relations  
vers les Alpes:**

Moutiers, St-Gervais\*, Grenoble, Nice\*

\*Relations quotidiennes.

Trains autos couchettes **SNCF**  
L'auto les yeux fermés.

## AFFAIRES

### Un « hit-parade » du redéploiement industriel est dressé par « L'Expansion »

Quels sont les atouts et les faiblesses des principaux pays industrialisés et de leurs entreprises dans la « guerre des industries » engagée depuis la crise pour la conquête des marchés mondiaux ? Tel est l'objet de l'enquête réalisée par « L'Expansion » dans son numéro de novembre.

De l'analyse des positions relatives de chacun dans douze secteurs industriels ouverts à la concurrence internationale (automobile, chimie, industries alimentaires, etc.), le magazine tire trois conclusions principales.

1) La puissance des entreprises américaines, plus grandes, plus souples, plus rentables que la plupart des autres, apparaît plus nette que jamais. « Elles mènent la danse dans des secteurs de pointe comme l'aéronautique ou l'électronique, mais sont également très les meilleures dans des activités aussi banales que l'automobile ou l'industrie alimentaire ».

2) En comparaison, les firmes japonaises, pourtant passées « maîtres et redéploiement », semblent moins bien placées qu'il n'y paraît, a priori. Selon « L'Expansion », les entreprises nippones sont paradoxalement victimes de leur agressivité commerciale. « Menacées de mesures protectionnistes par les pays occidentaux », elles ont, en outre, contraintes de réduire leurs marges pour compenser le renchérissement du yen et l'augmentation des salaires japonais.

3) « Face aux géants américains et japonais », les pays européens semblent « bien démunis », estime « L'Expansion », à l'exception — notable — de l'Allemagne fédérale.

Pour sa part, la France accentue son effort de rattrapage grâce au renforcement de ses structures et de ses méthodes dans des secteurs où elle s'est toujours distinguée (automobile) (1), mais également dans des domaines où on ne l'attend pas : ainsi, la part des usines clés en main dans le total des exportations de biens d'équipement est passée de 4,5 % à 25,1 % au cours des cinq dernières années.

« L'Expansion » établit, au terme de cette analyse, un « palmarès du redéploiement » entre six grandes nations industrielles, selon huit critères, en particulier :

l'évolution et la structure des exportations. Globalement, la R.F.A. (dont l'excédent commercial atteignait, en 1977, 28 % des exportations françaises) apparaît la plus performante, devant le Japon, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie. En ce qui concerne la progression des exportations en 1977, la France se classe, avec 7 %, au second rang, derrière la Grande-Bretagne (12 %). Stagnant de l'évolution des parts de marché (mesurant la différence entre la croissance des exportations et celle des marchés à l'exportation), la France a progressé l'année dernière au même rythme que la Grande-Bretagne (2 %) et plus fortement que la R.F.A. (1,5 %) ; les Etats-Unis et le Japon, au contraire, ont régressé (2 %).

#### Les 1 000 premières

Parallèlement, « L'Expansion » publie un classement des mille premières entreprises industrielles françaises, établi avec l'aide du cabinet américain Dm and Bradstreet. Et l'ém est inédit : les critères de classement tels que le chiffre d'affaires 1977, son évolution par rapport à l'exercice précédent, les résultats, la marge commerciale nette et les effectifs, sont accompagnés du pourcentage du chiffre d'affaires à l'exportation.

La Française des pétroles garde la première place (2,4 milliards de francs, dont 65 % à l'exportation), suivie par Renault (492 milliards de francs, dont 45 % à l'exportation) et Peugeot-Citroën (418 milliards de francs, dont 45 % à l'exportation) (1). Parmi les cinquante premières, Dumez (travaux publics, bâtiment), Dassault-Breguet (aéronautique), Roussel-Uclaf (pharmacie) et Rhône-Poulenc réalisent à l'exportation la part du chiffre d'affaires la plus élevée, avec respectivement 88 %, 75 %, 61 % et 59 %.

« L'Expansion » ajoute un classement national des cinquante premières entreprises commerciales, des cinquante premières sociétés de services, des vingt-cinq premières banques et des vingt-cinq premières compagnies d'assurances françaises.

(1) Non compris les filiales européennes de Chrysler, absorbées depuis.

### Un industriel de la maille sur le fil...

« J'ai rencontré des industriels du textile heureux », affirmait récemment M. Raymond Barre après avoir visité le salon Première Vision, Tissus, Créations. « Il faut que la France le sache. A moins d'être masochiste, manifester son bonheur dans la conjoncture présente relève presque de la provocation. Maurice Hagler n'est pas un torturé, mais il se veut quand même résolument optimiste, malgré ses soucis. La P.M.E. qu'il a créée voit maintenant trente ans à Saint-Lô (Manche) s'est fait un nom — le sien — dans le matériel de tricotage, les robes et surtout blue jersey (marque Dello), mais aussi dans les pull-overs, fabriqués, cause-à, en Italie. Cette entreprise n'est certes pas en péril. Mais que d'efforts ne doit-il pas déployer pour la maintenir à flot !

des ventes stagnent sérieusement. Il n'y a donc pas lieu de paniquer. La lutte est incassable. M. Hagler le sait. Ses armes ? Les collections, d'abord. Mais cela représente une très lourde charge pour son entreprise. Au rythme de deux par an, le cap de 2,5 millions de francs est vite atteint et même largement dépassé si l'on inclut les frais de salons (340 000 francs). Les exportations, ensuite. Elles représentent un quart environ du chiffre d'affaires de la société. Mais en portant le far à l'étranger, Maurice Hagler se heurte à une très vive concurrence. Il faut se battre bec et ongles pour emporter des marchés, et, malgré toute sa volonté, il n'a pas réussi à percer aux Etats-Unis. L'avenir ? Maurice Hagler ne désespère pas de consolider seul ses positions, et, si besoin était, il serait prêt à se rapprocher d'un partenaire pour assurer la pérennité de son entreprise.

A. D.

NOTRE  
**Télex**

POUR VOS COMMUNICATIONS

Vos messages télégraphiques, vos télégrammes, vos correspondances sont répartis par télex : dans vos télégrammes.

**ébrave**  
SERVICE TÉLÉX  
345.21.62-346.00.28  
88, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

VERS L'EXPERTISE  
COMPTABLE

préparation au  
**D.E.C.S.**

et à l'examen probatoire

L'ECOLE CHEZ SOI  
enseignement privé à distance  
1, rue Thénard  
75240 PARIS CEDEX 05  
Tél : 329.21.99

### Combien vaut l'étude de votre système comptable ? OBBO vous l'offre

Obbo vous offre une étude de votre comptabilité. Votre comptabilité est-elle adaptée à votre entreprise ?

- connaissez-vous l'état de votre trésorerie ?
- faites-vous des bilans prévisionnels ?
- sa manipulation est-elle simple ?
- son coût est-il peu élevé ?
- suivez-vous vos clients ?

Des solutions les plus simples, par décalque, à celles plus sophistiquées du mini-ordinateur, OBBO étudiera avec vous la solution la plus efficace.

Sur simple demande, et sans engagement, OBBO mettra à votre disposition un conseil de votre région pour traiter votre cas comme un cas personnel.

**OBBO** Systèmes de comptabilité  
pour une meilleure gestion.  
SICOB - Niveau 1 Stand B.C. 1282

OBBO - 9, rue de Maubourg - 75009 PARIS - Tél. : 280.68.78 et 678.25.50

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Raison sociale \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

### Les salons français en novembre

**Du 1<sup>er</sup> au 12 :** Salon du bricolage, C.N.I.T., de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 11, 10 novembre jusqu'à 22 heures. Ouvert au public.

**Du 4 au 12 :** Foire de l'artisanat, Nîmes (Gard).

**Du 9 au 12 :** Foire aux vins, Nantes (Loire-Atlantique).

**Du 10 au 19 :** Salon du mobilier, de la décoration, de la cuisine et de la tapis (porte de Versailles).

**Du 13 au 18 :** Salon international de l'emballage, du conditionnement et de la présentation, porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures ; pas de nocturne. Ouvert au public.

**Du 13 au 18 :** Salon international de l'alimentation (SIAL), porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures ; pas de nocturne. Ouvert au public.

**Du 13 au 18 :** Salon international du génie industriel alimentaire (G.I.A.), porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures ; pas de nocturne. Ouvert au public.

**Du 13 au 20 :** Salon international matériel et techniques pour l'industrie et le commerce de la viande (MATIC), porte de Versailles, de 9 heures à 18 heures ; pas de nocturne. Ouvert au public.

LE NOUVEAU  
**observateur**

L'affaire Darquier de Pellepoix

## L'OUBLI INTERDIT

cette semaine

ÉCOLE NOUVELLE DE GESTION  
LE DROIT DES ENTREPRISES

Votre chance  
de réussite à l'oral du  
**DECS!**

3 jours de  
révision intensive  
les 10, 11, 12 Nov. 1978

Préparation  
aux écrits 1979  
à partir du 13 Novembre  
Cours du Jour, Cours du Soir

Pour tous renseignements,  
écrivez ou téléphonez  
au 523.05.41 ou 523.01.98

ÉCOLE NOUVELLE DE GESTION  
LE DROIT DES ENTREPRISES  
à l'Établissement Supérieur  
35, Bd de Stinebois - 75011 Paris

## TRAINS AUTOS COUCHETTES AU TARIF BLEU



Vous partez de chez vous en auto avec vos bagages. Quand vous serez dans le train, ceux-ci ne vous encombreront pas : ils restent dans votre auto, en toute sécurité.

Pendant que vous passez une bonne nuit (en voiture-lit ou en couchette), votre auto roule. Vous la retrouverez à l'arrivée. Et elle paie demi-tarif, c'est le Tarif Bleu.

**50 % de réduction sur le transport de votre auto  
210 nuits par an**

Demandez notre brochure avec le calendrier des périodes bleues, et nos tarifs autos, dans les gares ou les agences de voyages.

Trains autos couchettes **SNCF**  
L'auto les yeux fermés.

50 من الإجمالي

LES MARCHÉS FINANCIERS

B. A. L. O. Le numéro du 6 novembre publie notamment les insertions suivantes : Compagnie des machines Bull. Emmission à 50 F de 3 778 246 actions nouvelles de 50 F (1 pour 5), souscription de 100 F (1 pour 10). Le capital est porté de 481,75 F à 500,1 millions de francs.

LONDRES Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Includes entries like Bacton, British Petroleum, etc.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS Table with columns: Indice général, Indice des valeurs étrangères, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS R.L.M.-LEBLANC — Bénéfice au 30 juin avant impôt de participation de 7,9 millions de francs, contre 8,4 millions l'an dernier.

INDICES QUOTIDIENS Table with columns: Indice général, Indice des valeurs étrangères, etc.

Table of stock prices with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Includes various international and domestic stocks.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for the Dollar in Tokyo.

BOURSE DE PARIS - 3 NOVEMBRE - COMPTANT

Table of stock prices for the Paris stock exchange on November 3, 1978.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies and markets.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and other related financial data.



vaut l'étude... me compte... VOUS VOIR



NCF

